



HAL
open science

Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias

Jérôme Bourdon

► **To cite this version:**

| Jérôme Bourdon. Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias. 2009. hal-01803749

HAL Id: hal-01803749

<https://hal.science/hal-01803749>

Submitted on 30 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jérôme BOURDON

Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias

Paris : De Boeck /Institut national de l'audiovisuel

2009

Table des matières

Introduction: le surplomb impossible?

Chapitre 1: "Qui a tué Mohammed Al Dura?".

Chapitre 2: Histoire: le grand renversement

Chapitre 3: La controverse: arguments ou émotions

Chapitre 4: Le conflit comme métaphore

Chapitre 5: Les correspondants de Jérusalem: d'étranges étrangers

Chapitre 6: Vu d'Europe, vu d'Amérique

Chapitre 7: Diasporas mobilisées

Chapitre 8: Le raciste c'est l'autre

Chapitre 9: David et Michel

Conclusion: le lieu de la critique

Remerciements:

Pour un sujet qui a le privilège d'intéresser des publics immenses et variés, les remerciements rempliraient à eux seuls un livre. Il faudrait inclure tous ceux qui ont contribué, par des conversations sur trois continents et dans beaucoup d'avions, à éclairer l'auteur.

Je dois remercier en premier lieu tout ceux qui m'ont consacré du temps, parfois pour plusieurs entretiens, échanges et emails: les journalistes et leurs critiques, quelles que soient leurs opinions. Ni les uns ni les autres ne se reconnaîtront exactement dans mes propos, mais j'ai appris de tous.

Ma gratitude va aussi à ceux dont il est peu question dans ce texte: mes étudiants de Tel Aviv et Paris qui ont pour la première fois écouté les thèses énoncées ici, et mes amis de Tel Aviv qui portent le fer de la critique dans leur propre pays, là où elle est la plus pertinente et la moins écoutée.

Note sur le texte

Ce livre s'appuie d'abord sur les échanges entre leurs médias et leurs critiques. Il se réfère notamment à de nombreux débats auxquels l'auteur a assisté, qu'il a parfois animés, à Paris, Tel Aviv ou Jérusalem. De même, il cite de nombreux journalistes et des personnalités qui interviennent dans les médias. Pour alléger le texte, lorsque je n'indique pas de source, il s'agit des entretiens que j'ai conduits. La liste de ces entretiens figure en annexe.

Par ailleurs, un mot sur le vocabulaire pour un sujet où la langue est un champ de mines sémantiques. Je n'évite pas tous les mots qui font l'objet de la controverse – c'est à peu près impossible. Faut-il dire esplanade des mosquées/mont du temple, terrorisme, colonie, implantation? J'emploie les uns ou les autres, je n'ai pas de réponse précise à donner ici sur le bon usage, journalistique ou scientifique. J'évite systématiquement terrorisme, qui me paraît trop chargé, et lui préfère des mots "neutres" (attaques, attentats). Bref, j'essaie de suspendre les jugements (et je garde,

autant que faire se peut, mes jugements sur le conflit pour moi –ils ne sont pas l'objet de l'ouvrage).

Dernier point formel: l'usage recommande d'écrire avec une majuscule les substantifs pour les peuples (Arabes, Juifs), mais d'utiliser la minuscule lorsqu'il s'agit de religion (musulman, juif). J'ai cultivé la minuscule, y compris pour les Arabes (arabes) et les Juifs (juifs). Sait-on avec certitude quand on parle d'un peuple, ou d'une religion, ou d'un groupement identitaire plus vague encore? Qu'est-ce qui permet à une collectivité d'accéder à la majuscule en un temps "d'identités difficiles", pour citer Amin Maalouf? Au fond, le seul critère est celui de l'appartenance à une communauté nationale, un pays indépendant, ou un peuple dont l'aspiration à l'indépendance est universellement reconnue même si elle n'est pas réalisée. J'ai donc mis la majuscule pour Israéliens, Français, les Américains et Palestiniens. Enfin, pour les noms d'événements, on hésite, surtout lorsqu'on passe de la première guerre du Liban (Guerre du Liban?) à la deuxième, et de la première Intifada (intifada, désormais?) à la seconde. L'unique, hélas, paraît ici destiné à se répéter. Privilégier la minuscule, c'est au fond une autre manière de revendiquer l'incertitude et la modestie du propos, dans un débat où il y a trop de majuscules et trop de vaches sacrées: Terre Sainte, Mont du Temple, Esplanade des Mosquées, et j'en passe.

INTRODUCTION: L'IMPOSSIBLE SURPLOMB

Le conflit israélo-arabe a toujours été une affaire de violence mais aussi une affaire de mots, une confrontation interminable entre des points de vue incompatibles sur l'appropriation de cette petite province de l'empire Ottoman, cette "terre sainte", "Palestine" du mandat britannique, qui recouvre aujourd'hui Israël et les territoires palestiniens. Chaque rencontre entre Israéliens et Palestiniens est toujours un débat interminable sur la signification du sionisme, de la guerre de 1948, du génocide, des attentats-suicide.

Que se passe-t-il lorsque cette controverse historique est rejouée à distance, par médias interposés, entre des acteurs qui ont la chance de ne s'affronter, pour l'essentiel, que par la parole, l'écrit, les discussions dans des tribunes libres, les courriers de lecteurs, les débats télévisés? Que signifie l'engagement dans cette dispute pour les participants, proisraéliens ou propalestiniens, militants qui ont souvent des liens identitaires avec la région, intellectuels et activistes juifs, arabes, musulmans? Et que signifie –il pour les médias eux-mêmes, profondément engagés dans ce conflit qu'ils croient trop facilement couvrir de l'extérieur alors qu'ils en sont une partie intégrale? C'est notre sujet: non le conflit lui-même, mais son exportation en mots et en images.

Jamais cette saisie du conflit par les médias n'a pesé autant que depuis la deuxième Intifada. Les médias y ont été mis en accusation comme jamais au cours de leur histoire, et avec des mobilisations sans précédents, notamment grâce à l'Internet. On critique, corrige, rectifie, accuse, apostrophe – et, très rarement, on loue. Des journalistes participent à des débats à Paris, à Londres, à New York, et en Israël même, pour défendre leur travail, se justifier, et, très rarement, s'autocritiquer. Des spectateurs regardent, avec passion, avec fureur, les nouvelles du conflit et s'enfoncent dans une indignation qui n'a pas de fin.

Une controverse internationale

En France, beaucoup d'auteurs affirment que la passion pour ce conflit, et la controverse sur la couverture, serait spécifiquement française. Si la présence de deux

communautés juives et arabo-musulmanes nombreuses nourrit le débat hexagonal, la même controverse, avec les mêmes implications, se retrouve dans de nombreux pays, en Europe, aux Etats-Unis, dans certains pays d'Amérique Latine. La visibilité est peut-être inégale: mais parler aux publics concernés, vous retrouverez, de Buenos Aires à Chicago, de Milan à Londres, les mêmes passions. C'est pourquoi cet ouvrage, part du cas français mais le déborde: des processus beaucoup plus généraux sont à l'oeuvre. A chaque étape, des comparaisons permettront d'éclairer, mais aussi de réduire, les particularités nationales. Ces comparaisons se feront, essentiellement, dans deux directions: les Etats-Unis et le Royaume-Uni, et l'on verra que le monde "anglosaxon", comme on dit volontiers en France, est ici fort divisé, et que les Iles Britanniques peuvent être rattachées, pour une fois, à l'Europe – au moins pour leur vision du conflit israélo-palestinien.

Si certaines affaires, ou "mini-affaires", une caricature, une erreur, un éditorial qui compare Ramallah à Auschwitz, sont cantonnées dans leurs pays d'origine, d'autres voyagent entre pays, entre langues, entre médias – ainsi les images de la mort d'un enfant palestinien le 30 septembre 2000, au début de ce qui va s'appeler la deuxième Intifada. Les médias français, voire la France elle-même, sont pris à partie dans les médias américains pour leur antisémitisme supposé. Contribuant à brouiller les frontières, des sites Internet s'emparent du sujet, s'instaurent en comités de surveillance, des systèmes d'alerte bombardent des journaux ou des correspondants d'emails qui dessinent un monde terrible où les médias sont accusés de noircir systématiquement tel ou tel côté, et, pis encore, d'encourager le racisme et l'antisémitisme.

Comprendre: un double recul

L'ouvrage prend pour point de départ ce débat. Mais il n'est pas un nouvel acte d'accusation contre des médias coupables de parti pris envers Israël¹ ou les Palestiniens². Il s'agit d'analyser la controverse, de comprendre comment et pourquoi elle a pu se développer avec une telle intensité, sur une telle durée. C'est dire qu'il n'est pas ici question seulement de médias, ni de communication (mauvais mot: on

¹ Par exemple chez Dray, J & Siefert, D. (2000).

² Par exemple selon Observatoire du Monde juif (2000).

communiquent très peu entre côtés opposés, bien plutôt on s'apostrophe dans une répétition perpétuelle des mêmes arguments) – mais de sociétés à la fois éloignées et proches du conflit qui l'investissent de leurs propres histoires, projettent sur lui leurs propres angoisses, et ajoutent leurs propres déchirements à ceux du conflit lui-même.

Pour comprendre, il nous faut d'abord prendre un recul par rapport à une controverse si chargée d'émotions qu'elle menace d'engloutir tous ceux qui y sont mêlés. Les prises de position sur le conflit et sur sa couverture peuvent être facilement liées à l'identité sociale de l'auteur: juif inquiet des attaques contre Israël, militant propalestinien traquant tout ce qui "délégitimerait" sa cause, conservateur proaméricain rallié à Israël, juif de gauche voire d'extrême-gauche rallié à la cause palestinienne (et parfois accusé de "haine de soi juive"), j'en passe... Et j'ajoute que je ne correspond à aucune de ces catégories. Le lecteur peut traquer les signes de mes choix politiques ou de mes appartenances. J'espère bien ne pas entrer facilement dans quelque catégorie que ce soit. Je tiens en effet qu'une position sur ce sujet, surtout quand elle s'attache non au conflit lui-même, mais à son exportation par le biais des médias, peut réclamer le bénéfice de la nuance et de la complexité. Par exemple: on peut être très critique d'Israël sur place mais ne pas approuver systématiquement toute critique lointaine d'Israël – on peut condamner les attentats-suicide mais juger que leur assimilation systématique au "terrorisme islamiste" (devenue fréquente dans les médias américains) est contestable. On trouvera ici des positions sur les médias qui ne préjugent pas des positions de l'auteur sur le conflit, qui se laisseront peut-être deviner au fil de la lecture. Je ne cherche pas ici dans les médias ce qui correspondrait à mon point de vue sur le conflit, ou à un point de vue que je jugerai "neutre" ou "objectif" (tout l'ouvrage montre que ces mots ne peuvent plus avoir de sens qui fasse accord entre les parties). Je m'attache à comprendre rôle des médias, à analyser le réseau au centre duquel ils se trouvent.

Premier recul donc, un refus donc de l'émotion et de la simplicité d'un engagement unilatéral. Mais je revendique un deuxième recul, peut-être plus difficile à comprendre. Trop fréquemment, les spécialistes du conflit israélo-palestinien (comme tous les spécialistes de quelque domaine que ce soit d'ailleurs) insistent sur le caractère très particulier du conflit (le démon de la spécificité, encore!) et donc de sa couverture, sur sa complexité, et donc sur la spécificité du travail des médias. Thèmes

maintes fois ressassés : le conflit israélo-palestinien touche à la terre sainte, aux "trois grandes religions monothéistes", aux mondes juif et arabe qui ont avec la France et avec l'Occident des relations complexes et anciennes, enfin au Proche-Orient, zone de convoitise ancienne des grandes puissances, avant même qu'il ne devienne réserve pétrolière.

L'exportation symbolique analysée ici est pourtant un révélateur de transformations culturelles, sociales et technologiques qui dépassent de beaucoup le conflit israélo-palestinien. La crise des identités nationales, la montée d'affiliations communautaires d'autant plus intenses qu'elles sont incertaines, l'émergence de médias diasporiques, communautaires et transnationaux (satellite, Internet) contribuent à l'engagement voire à la constitution de publics nouveaux dans la controverse. Ces processus sont portés à un point culminant par le conflit, riche d'investissements à distance et de mobilisations diasporiques, mais ils ne lui sont en rien spécifiques. Ils renvoient à une évolution couramment baptisée "mondialisation" ou "globalisation". Disons plus prudemment ici, affaiblissement du cadre national.

Les médias: un double engagement

A ce point, l'action des médias ne se résume en aucun cas à la "couverture" de l'événement. Aussi bien, prenons la métaphore pour ce qu'elle vaut: les médias *couvrent*: pour dévoiler, ou pour voiler? Les deux sans doute. Pour éviter de sombrer dans l'éloge ou le procès, disons le autrement: les médias ne couvrent pas tout l'événement, comme la carte de Borges qui à vouloir être trop fidèle au pays le couvre tout entier et tombe en lambeaux, inutilisable; les médias choisissent, même si ce choix ne résulte pas toujours de décisions personnelles conscientes: couvrir ce conflit là plutôt que d'autres, cet événement là plutôt que d'autres, employer ces termes plutôt que d'autres, et par le simple choix des mots et des images, expriment leur sympathie pour tel ou tel côté (ce qui d'ailleurs n'est pas problématique en soi, sauf si on nie le faire).

En quel sens les médias sont-ils ici engagés? D'abord, ils ne peuvent prétendre à la neutralité, ou proclamer qu'ils rendent compte du réel, nous donnent à voir les faits. Difficile de dire s'ils sont systématiquement proisraéliens ou propalestiniens. D'abord,

ils choisissent dans une masse de faits considérables. Le rapportable est beaucoup plus considérable que le rapporté. Et malgré leurs dénégations ils nous disent beaucoup sur les torts et les raisons de chacun. Le simple jeu de la comparaison entre époques, entre médias, entre pays, le montrera amplement: il y a des écarts immenses. Selon les époques, les lieux, on blâme, on absout, voire on ignore, tour à tour, tel ou tel côté. C'est frappant quand on songe à l'image des leaders. Penser aux profils changeants d'Ariel Sharon et de Yasser Arafat, qui, au moins en Europe, ont vu leurs polarités s'inverser: le responsable (fut-il indirect) des massacres de Sabra et Chatila se transformant presque en de Gaulle de son peuple à l'occasion du retrait de Gaza tandis que Yasser Arafat, jadis combattant de libération passé au statut de chef d'Etat, disparaît alors que domine le sentiment de l'échec sinon de la corruption de son entreprise.

Deuxième engagement des médias. Pour le dire radicalement: tandis que nous croyons les consulter, ils nous constituent. Officiellement, les médias s'adressent à des publics préexistants qui choisissent ou non de s'informer sur tel ou tel sujet. Idyllique vision qui reflètent mal la passion des publics (et parfois aussi celle inavouée de bien des journalistes). Un supplément sur le conflit, ou sur Israël – ou sur les Palestiniens, sera dévoré d'abord par les lecteurs juifs ou arabes et par les militants. Encourageant des mobilisations très diverses, offrant matière à identification pour des publics fragiles, et notamment des juifs ou des arabes qui souvent ne le sont qu'à demi et se révèlent par la grâce des médias plus juifs ou plus arabes encore, les médias contribuent à faire leurs publics. Ceux-ci utilisent les médias et la critique des médias, pour parler, peut-être, de tout autre chose que du Proche-Orient: d'eux-mêmes. A nouveau, un processus général, dans cet âge de vertige médiatique. De plus en plus, appartenir à une groupe, c'est lire les médias qui concernent l'image de ce groupe, être pris dans des "communautés imaginées" (y compris par d'autres), dans des jeux d'identification à distance. Mais ce processus est porté à son point culminant lorsque les identités sont plus fragiles, plus diasporiques.

Trait commun aux mondes juif et arabo-musulman, à tous les mondes diasporiques aux contours incertains: ils sont fortement impliqués dans leurs représentations médiatiques, et donc dans le conflit israélo-palestinien. L'origine juive est souvent révélée, revendiquée, soupçonnée, en tout cas mobilisée à travers les médias. Elle est

revendiquée quand on proclame, au nom de son judaïsme, son attachement à Israël et sa plus grande capacité, ou sa volonté, de comprendre ce pays, de le soutenir contre les médias, mais parfois aussi de le critiquer à travers les médias (de le critiquer au nom de, ou à travers, l'appartenance au judaïsme). L'origine est révélée quand on se proclame juif, publiquement, à propos d'Israël. "On a découvert plein de juifs", me dit avec humour une professeure elle-même juive de l'université Paris VII lorsque fin 2002 des universitaires se mobilisent contre une motion du conseil d'administration de cette université en faveur du boycott des universités israéliennes. En effet, "plein de juifs", à cette occasion, "sortent du placard". On verra que c'est une histoire ancienne, mais qui prend des proportions nouvelles. Pour ne citer qu'un exemple, un journaliste au Monde, Luc Rosenzweig (2005), ouvre ainsi sa *Lettre ouverte à mes amis propalestiniens* : "Depuis le mois de septembre 2000, je me suis fâché avec beaucoup de monde. Des repas se sont terminés sur le champ de ruines d'amitiés pourtant forgées par des années de complicité politique et intellectuelle, à cause d'une seule et unique question, celle du Proche-Orient". Repas où l'ancien militant de gauche voire d'extrême-gauche se sent souvent accusé de "communautarisme" – clairement, trop proche d'Israël, parce que juif.

Mais le monde arabo-musulman s'inquiète aussi fortement de son image médiatique, et ceci aux Etats-Unis autant et plus qu'en Europe. Cette inquiétude ne se focalise pas sur le monde israélo-palestinien – plutôt sur les images de l'immigration, de la délinquance (lorsqu'on souligne l'origine de certains délinquants) ou du "terrorisme islamiste" en général. La mobilisation en faveur des Palestiniens est devenue un trait distinctif, pour beaucoup, de leur identité diasporique, un drapeau commun d'un monde singulièrement divisé (ce qui est vrai, pour une large part, du monde juif, que le ralliement, ou l'inquiétude, autour d'Israël, unifie plus que tout autre facteur, religieux ou culturel). Mais, à nouveau, cette mobilisation ne se fait pas en discutant des médias – plutôt, "à travers" les médias, pris au total, au moins en Europe, comme une source d'information, plus qu'un facteur de désinformation. Certes, les médias occidentaux suscitent bien des rancœurs dans le monde arabe, et on peut y parler d'une révolte contre les médias et l'image qu'ils renvoient du monde arabe, mais ceci déborde largement la question du conflit israélo-palestinien.

Juger les médias, quand même?

Comprendre la violence de la controverse, cela ne signifie pas que nous éludons des questions cruciales, et d'abord celle que le lecteur engagé s'étonnera de n'avoir pas entendu plus tôt: les médias font-ils bien leur travail? Sont ils partiaux, quand, pourquoi? Sont-ils systématiquement pro ou anti? Sont-ils "antisionistes" (j'y mets des guillemets car nous entrons ici au royaume d'ambiguïtés qu'il faudra dissiper), voire antisémites? Contribuent-ils à créer des tensions "intercommunautaires" (nouveau palabre en vigueur mais bien obscur)?

Analyser les émotions qui parcourent les acteurs me paraît un préalable indispensable pour bien poser ces questions, auxquelles on peut répondre, mais jamais comme les acteurs engagés le souhaitent, c'est-à-dire de façon absolue. Oui, il y a matière à critiquer les médias, mais sans basculer dans les généralisations abusives. Ils ont été partisans d'un côté ou de l'autre selon les moments de l'histoire, on l'a dit. Mais au même moment, voire dans le même journal, un article proisraélien ou rempli de sympathie pour le monde juif voisinerait avec un reportage qui exprimerait une forte empathie avec les Palestiniens et condamnerait en termes vifs les Israéliens. Donc, ni condamnation, ni acquittement, mais une critique fouillée, on l'espère, et des propositions, modestes, sur la façon de sortir, non du conflit lui-même, mais, loin du Proche-Orient, sur les impasses où s'enferment parfois les médias et avec eux la critique.

Le principal reproche que j'adresserai ici aux médias n'est pas leur parti pris dans un sens ou l'autre, mais le déni des contraintes professionnelles, très lourdes, qui déterminent le contenu de la couverture et aussi le déni de leur implication bien réelle dans le conflit. Dénis trop souvent pratiqués par les journalistes au nom d'une vision naïve du professionnalisme: on entendra dans les débats qui ont proliféré depuis le début de la deuxième Intifada l'affirmation: "on fait juste notre boulot", "we just do our job", les "gens" veulent savoir, ça intéresse tout le monde, on rend compte des faits qui sont intéressants, de façon évidente... Pour un journaliste, croire qu'on peut "simplement faire son travail" est naïf, et, quand il s'agit du conflit du Proche-Orient, confine à l'aveuglement. Mais les journalistes ne sont pas si naïfs. Ils peuvent affirmer qu'ils font simplement leur travail dans un contexte public voué à la justification toute

"professionnelle", mais analyser longuement, en d'autres circonstances, ce que ce travail a de complexe.

L'universel médiatique?

Au-delà de l'analyse, nous avons aussi une ambition plus haute : retrouver l'horizon d'un discours universel. Comment éviter la transformation de textes médiatiques en récits identitaires adressés à un public segmenté ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit: un article sur la couverture du conflit, aujourd'hui, informe peut-être, mais, à voir les réactions, il indigne d'abord, il fait trembler, ou bien, dans l'autre sens, il fait dire: "enfin", les choses sont traitées comme elle le devrait, justice est rendue, aux victimes de l'un ou l'autre bord, qu'importe, mais justice est rendue.

Car la chose est absurde: cette justice médiatique est transitoire et instable – caractéristiques qui vont aux rebours de la notion même de justice. Comment faire, donc, pour qu'un article sur la couverture du conflit, au lieu de renvoyer des lecteurs à leurs appartenances "communautaires" et à des soulagements passagers, pousse à s'interroger sur les faits eux-mêmes d'une façon neuve, et, mieux encore, à s'interroger sur la relation spécifique que le lecteur entretient aux faits? Utopie, sans doute, pour un "nouveau journalisme" dont il y a peu d'exemples. Utopie car il s'agit pour le journaliste de penser individuellement et de se déprendre du moule "professionnel", comme son lecteur doit se déprendre des différents moules communautaires où il peut se trouver pris (nationaux, ethniques, religieux). Utopie nécessaire pour inviter chacun à penser. Un espace public global dont beaucoup souhaitent l'avènement ne naîtra pas d'affrontements entre collectivités nationales ou infranationales, mais du dialogue des cosmopolites, des esprits libres par delà les prisons de leurs identités collectives. Il y a ici beaucoup à faire, au moins au stade de la réflexion. Car si l'universel juridique qui se construit à tâtons fait l'objet de réflexions approfondies, la circulation des textes et des images semble aujourd'hui plus machine à accroître les déchirements que fécond espace public universel.

D'un biais de l'ouvrage, sinon de l'auteur

Cet ouvrage est écrit "du côté juif" de la controverse, pourrait-on dire, pour plusieurs raisons, l'une objective, l'autre plus subjective. Raison objective. Si le conflit est l'affaire de tous, juifs, arabes, musulmans et très au-delà, sa couverture médiatique, au moins à en juger par les controverses, a mobilisé d'abord le monde juif. Impossible de décrire comme symétrique deux camps, "proisraéliens" et "propalestiniens". La représentation médiatique du conflit inquiète le monde juif plus que le monde arabe. Il faudra, plus loin, expliquer et justifier cette affirmation. Le proisraélien dira qu'il est plus inquiet parce que les médias sont véritablement plus hostiles à Israël, alors qu'il imagine un propalestinien satisfait des médias. Le propalestinien répliquera que s'occuper des médias et des images est un luxe dont le monde juif a le temps et les moyens, alors que les propalestiniens auraient moins de moyens et aussi, plus d'efforts à consacrer à la situation réelle, tragique, des Palestiniens sur le terrain: les soucis d'image ne peuvent venir que plus tard.

Raison subjective: l'auteur vient de vivre et de travailler treize ans en Israël, dans une université israélienne, à Tel Aviv, à une époque où les contacts avec le monde palestinien sont devenus de plus en plus difficiles. Cette appartenance à Israël le mettait en contact, lors de voyages, avec le monde juif, à travers les liens officiels, universitaires, entre les diasporas et Israël, ou, plus banalement, les innombrables juifs pour qui celui qui vient d'Israël suscite toujours un surcroît d'intérêts et d'émotions. Certes, j'ai cherché à dialoguer avec tout le monde, à tout propos, et les voisins d'avion (un photographe juif américain en route pour Tel Aviv...) ou les chauffeurs de taxi (un Palestinien à Milwaukee, Wisconsin) se sont trouvés incorporés dans un terrain de recherche qui se confondait presque avec la vie quotidienne. Car les juifs ne sont pas les seuls à réagir: il est peu de régions, sans doute, dont le voyageur ne se transforme aussitôt en expert obligé, "parler du conflit" (et des médias) demeure pour moi une sorte d'exercice interminable— on s'en lasse, et pourtant on se découvre ressaisi par la passion d'interlocuteurs qui veulent, à nouveau, tout savoir, tout comprendre, et qui sont déjà mieux informés que sur toute autre guerre, toute autre conflit de la planète. Récit impossible, peut-être, mais récit universellement débattu.

Cet ouvrage est centré sur ce qu'il est convenu d'appeler la deuxième Intifada, ou l'Intifada Al Aqsa. Ce soulèvement non officiel a un commencement, en octobre 2000, à l'issue de l'échec en juillet des pourparlers de paix de Camp David entre Ehud

Barak, alors Premier ministre israélien, et Yasser Arafat, président de l'Autorité Palestinienne. Mais on ne peut dire quand il s'est achevé: aucune signature au bas d'un papier, aucun beau discours, aucune trêve n'y ont suffi, malgré les proclamations optimistes réitérées et très médiatisées. De septembre 2000 à septembre 2006, en six ans, le conflit a fait 5380 morts dont trois-quarts de Palestiniens et un quart d'Israéliens. Le 8 février 2005, après beaucoup d'autres, Ariel Sharon, premier ministre israélien et Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne, ont annoncé, la "fin des violences". A nouveau, en vain. L'évacuation des colons (faut-il dire "résidents des implantations israéliennes"?) de la bande de Gaza en août 2005 a fait l'objet d'une couverture considérable et provoqué, comme d'autres moments dramatiques et théâtralisés, un afflux de correspondants. Et a été saluée, à tort, comme une première étape, comme une "relance du processus de paix". La deuxième Intifada sera terminée avec certitude, dira le pessimiste, lorsqu'on proclamera la troisième. Et de fait, par la bouche de son chef politique Khaled Meshal, le Hamas au pouvoir en Palestine a menacé Israël, le 25 novembre 2006, d'une troisième Intifada. Bref, le conflit demeure. Ce livre est écrit à propos d'un chapitre d'histoire récente. Ce n'est pas un livre d'histoire mais une enquête sur les médias et les forces qui les mettent en jeu – et qu'ils mettent en jeu.

De la deuxième guerre du Liban à la guerre de Gaza

Depuis que le travail de terrain a été achevé, deux nouveaux affrontements ont eu lieu, la deuxième guerre du Liban (12 juillet-14 août 2006), et la guerre de Gaza (janvier 2009). Que changent-ils à nos conclusions?

Ces deux conflits sont très différents, par leur ampleur, par leur signification même. La guerre du Liban a été perçue comme un échec grave en Israël – un échec militaire, et aussi comme une guerre largement exposé au monde, révélant la faiblesse d'Israël face à un ennemi, le Hezbollah libanais, dont la détermination et les ressources ont surpris, entraînant Israël dans une stratégie bien connue de pression sur le pays du Cèdre avec des bombardements, des destructions massives, et des morts civils. Le conflit de Gaza n'est pas, pour Israël une guerre, il porte un nom spécifique comme d'autres campagnes (en français "Plomb Durci", l'expression hébreue cite en fait les paroles d'une chanson – et n'a pas la connotation purement militaire de la traduction

française), alors qu'il est, pour le monde arabe, le massacre de Gaza. Israël l'a perçu comme une revanche de la guerre du Liban; la communication a cette fois été très contrôlée (jusqu'à priver les soldats de leur téléphone portable, extrêmement courant et universellement utilisé en Israël), les médias occidentaux n'ont que très peu eu accès au terrain, les médias israéliens ont souligné que l'armée avait atteint ses "buts de guerre". Sans surprise, un ennemi dans un état d'extrême faiblesse a été "battu" - je mets le mot entre guillemets car il paraît difficile, à ce niveau d'asymétrie, de parler de victoire ou de défaite, d'autant qu'après les événements de Gaza le conflit en reste à peu près au même point.

Sur le plan qui nous intéresse, celui des médias et des opinions publiques, il est trop tôt pour faire un bilan de ces deux conflits. Le fait essentiel, au fond, touche moins aux médias (même s'il les affecte) qu'à la politique. Par rapport aux années 2001-2002, Israël se trouve en position de force "militaire" (les Palestiniens sont considérablement affaiblis à la fois par la répression israélienne et par les conflits internes), mais aussi politique et diplomatique. La position européenne officielle est de soutien, malgré quelques modestes reproches et des voix discordantes, la position américaine (jusqu'à l'élection de Barak Obama, dont les effets sur le Proche-Orient sont surestimés, j'y reviendrai) a été de soutien quasi-total. Sur le plan des médias et des opinions publiques, au contraire, Israël perd certains gains engrangés après le démantèlement des colonies de Gaza et l'élection du Hamas. Gains qu'on avait pu percevoir au printemps 2008 dans les célébrations hors d'Israël du soixantième anniversaire de l'Etat au (notamment en France).

On retrouve aussi la configuration qui s'est installée au début de la deuxième Intifada, avec le décalage entre les opinions publiques israélienne (la mentalité de siège), européenne (globalement défavorable à Israël), et américaine (plus proisraélienne). Plus encore que pour la guerre du Liban, le soutien des citoyens juifs d'Israël à la guerre de Gaza fut massif, quasi unanime. Dans les années qui précèdent le conflit, les Israéliens ne perçoivent que les tirs de roquettes sur le sud d'Israël, notamment la ville de Sderot. Ces roquettes font peu de victimes, mais les dégâts psychologiques et sociaux sont relatés en grand détail, et plus encore au moment de la guerre, lorsque les tirs, dans un premier temps, s'accroissent. Les Israéliens ignorent le siège dont Gaza fait l'objet, les pénuries de vivre, de médicaments, la misère du territoire – et pour eux

la contrebande d'Egypte ne sert qu'à faire passer des armes. C'est la posture de 2001, qui n'a pas changé: Israël se perçoit comme victime après avoir fait des offres ou pris des initiatives (le démantèlement) "généreuses". Si, au début, une partie des médias européens (à droite de l'échiquier) et surtout des dirigeants, soutiennent Israël, la guerre de Gaza ranime l'opinion propalestinienne, mobilise notamment le monde européen arabo-musulman, tandis que dans le monde juif, on s'inquiète à nouveau de la montée des actes antisémites: tous ces processus sont analysés ici en détail à propos de la second Intifada.

Le lecteur qui vit rivé à l'actualité du Proche-Orient guette volontiers les signes de changement. Ce présent qui déçoit sans cesse nous jette dans l'avenir. Les élections américaine et israélienne du début 2009 vont-elles changer la donne? On observe la conjonction d'un repli d'Israël à droite et d'un retour des démocrates au pouvoir aux Etats-Unis, avec un président noir qui fait rêver le monde autant et plus que l'Amérique. Le repli à droite d'Israël prolonge le mouvement engagé en 2001: les commentateurs ont souligné, plus encore que le retour de Benyamin Netanyahu, chef du Likoud, au pouvoir, l'accession au poste de ministre des Affaires Etrangères d'Avigdor Lieberman, leader qui fut dans sa campagne ouvertement raciste. Le nouveau président américain, Barak Obama, se retrouve sur les positions de Bill Clinton, il réitère, comme Clinton et G.W. Bush avant lui, son soutien aux deux Etats pour deux peuples. On risque fort de rejouer le face-à-face Clinton-Netanyahu, sans changement substantiel en tout cas pour les Palestiniens (sinon le gel improbable et mille fois promis d'une colonisation qui n'a jamais cessé) tandis que se poursuit le théâtre de négociations tournées vers les médias et le monde occidental. Les Etats-Unis marqueront leur irritation (et leurs médias de même). Les médias européens seront quant à eux fortement critiques de Netanyahu, reflétant les opinions publiques, tandis que l'Union Européenne continuera suivra au fond la position américaine (critique d'Israël pour le principe, soutien de fait ou au moins refus de s'engager).

On va redonner une pièce connue, au moins dans un premier temps. Et les médias vont, plus que jamais, mettre en scène le conflit, rêver de contribuer à sa solution, et jouer beaucoup plus que le rôle d'informateur, celui d'un acteur et de pourvoyeurs d'espoirs et de colères pour des publics aussi divers que passionnés.

CHAPITRE 1: "QUI A TUE MOHAMMED AL DURA?"

Commençons par le récit de l'affaire majeure, peut-être, parmi toutes celles qui émaillent notre controverse. En tout cas en France. La mise en cause des images de la mort d'un enfant palestinien fait défiler tous nos acteurs: correspondant de Jérusalem, sa rédaction-en-chef, son entourage professionnel, les critiques proches et lointains, et tous les médias: sites Internet, manifestations, presse écrite et télévisions de nombreux pays. Elle illustre la puissance de la controverse, qui fait d'une image globale, immensément diffusée, une source d'émotions intenses et pas seulement chez les acteurs engagés. C'est bien parce que le contenu médiatique dont il s'agit ici est problématique *au départ* qu'il le devient *encore plus* dans le contexte israélo-palestinien.

30 septembre 2000. Journal télévisé de France 2. Présentation de Béatrice Schönberg : "Depuis ce matin, et alors que l'Autorité Palestinienne a décrété une grève générale, les affrontements se sont multipliés entre les forces israéliennes et les manifestants, parmi lesquelles de nombreux adolescents et même des enfants. *Les images sont difficiles*. Reportage de notre correspondant permanent, Charles Enderlin". Le journaliste commente alors, lentement, suivant d'assez près les images : manifestants s'enfuyant, ambulances, et les plans qui vont devenir célèbres, ceux de l'enfant et du père, entrecoupés d'une vue de la position israélienne : "15 heures. Tout vient de basculer près de l'implantation de Netzarim, dans la bande de Gaza. Les Palestiniens ont tiré à balles réelles, les Israéliens ripostent. Ambulanciers, journalistes et simples passants sont pris entre deux feux. Ici, Jamal et son fils Mohammed sont la cible de tirs venus de la position israélienne. Mohammed a douze ans, son père tente de le protéger. Il fait des signes (silence). Mais, une nouvelle rafale (silence). Mohamed est mort. Son père, gravement blessé...". Dans ce passage, le commentaire colle de très près aux images, en faisant des pauses, ce qui est rare dans le journal télévisé et contribue à focaliser, s'il en était besoin, l'attention du spectateur sur l'enfant et son père. La suite du reportage concerne des troubles qui ont éclaté en Cisjordanie, ayant fait "des morts et de très nombreux blessés".

Nous sommes passés surtout par le texte, pour décrire ce reportage. Mais ce sont bien les quelques secondes où l'on voit l'enfant sous les balles qui dominent, et dévorent

tout le reste. Oubliées la brève précaution de la présentatrice ("les images sont difficiles"). Oublié le commentaire qui signalent les Israéliens ont ici "riposté" à des balles palestiniennes – c'est pourtant un sujet classique de plainte chez les propalestiniens que la présentation d'Israël comme "ripostant". Seule reste la mention: "les tirs viennent de la position israélienne" (accompagné d'un plan de coupe de ladite position qui authentifie le propos). Et surtout l'image de l'enfant, et de son père levant la main, impuissant, pour le protéger. Image qui sera reprise, silencieuse, dans plusieurs reportages et documentaires, puis en photographie, voire en dessin, sous de multiples formes. Chaque fois pour accuser, à moins que, entourée de multiples commentaires, voire de graphes et de chiffres, elle ne soit là pour être réfutée de multiples façons: les tirs n'étaient israéliens, l'enfant ne serait pas mort, il s'agirait d'une mise-en-scène.

Je ne cherche pas ici à savoir qui a tué un enfant palestinien, le 30 septembre 2000 – ni même à savoir si cette mort a vraiment eu lieu – puisque la mise en doute est allée jusque là. Mais à expliquer la prolifération d'interprétations et de contre-interprétations auxquels cette image a donné lieu. Image d'apparence modeste : un enfant tué, dans un conflit où la population civile est fortement exposée, peut être qualifié de scandale. Mais c'est un scandale banal – si l'on peut se permettre l'oxymore. Le scandale naît d'une longue affaire anthropologique : la passion des images (Freedberg, 1985), relancée par la télévision. Si elle n'avait pas été imagée, la mort de Mohammed Al Dura aurait été un chiffre, une ligne de plus, dans une dépêche d'agence. Dans le monde médiatique, les enfants qui meurent sans être filmés meurent, pourrait-on dire, un peu moins.

Reprenons le fil du récit. Les plans choquent de nombreux spectateurs, qui réagissent d'abord à la violence en tant que telle, et écrivent au bureau de France 2 (témoignage de Jean-Claude Allanic). On s'interroge sur l'opportunité de la diffusion. On prend des précautions, on procède à des coupes. Tous les commentaires ne reprennent pas la thèse de tir d'origine israélienne. Aux Etats-Unis, les deux grands networks, CBS et NBC parleront de mort dans un "échange de tirs" ("crossfire"). Sur ABC, on sera catégorique, l'enfant est mort "sous le feu israélien" (under Israeli fire) (Fallow, 2003, p. 5).

Le document tourné par Talal Abu Rahme, le cameraman, et 4 photogrammes (photos extraites du film) sont rendues disponibles, libres de droits, par France 2. La chaîne qui précisera que les images de souffrance sont "communément" traitées ainsi, sera critiquée pour la démarche. Au journal de la nuit des deux grandes chaînes israéliennes, le même jour, on évoque le "mal" que cette image va faire. Et de fait, l'impact est considérable. L'image est prise dans un torrent de commentaires. Sur Europe 1, l'éditorialiste vedette Catherine Nay compare l'image de Mohammed Al Dura avec celle de l'enfant juif levant les mains devant des nazis dans le ghetto de Varsovie. Elle aurait dit : "la mort de Mohammed annule, efface, celle de l'enfant juif". La formule est ambiguë: Les effets des deux images sont ils similaires? Ou les images elles-mêmes? Auquel cas les tireurs nazis et israéliens deviendraient comparables – on a vu plus haut les enjeux d'une telle comparaison, même implicite. Mais elle fait mouche. Dans plusieurs médias du monde juif, on s'en indigne.

Dans le monde arabe, Mohammed Al Dura devient immédiatement un martyr auquel on s'identifie. Dans tel ou tel pays, il est ré-imagé en affiches, timbres poste, dessins d'enfant, il donnera son nom à des rues. On dira volontiers, par la suite, que la diffusion a "contribué au déclenchement de la nouvelle Intifada" (*Le Monde*, 20 novembre 2004). Et le monde arabe, nous l'avons vu, ne limite pas ses frontières au Proche-Orient mais touche à l'Europe – ce n'est pas un hasard si l'enfant Mohammed Al Dura revient dans les propos de plusieurs jeunes interviewés issus de l'immigration, dans l'ouvrage de Michel Wieworka (2005) sur l'antisémitisme (voir chapitre 8). C'est dans le monde arabe que l'image ne finit pas de réapparaître. Parfois dans des discours inquiétants. Après le 11 septembre 2001, Oussama Ben Laden dit, dans l'un de ces messages: "Bush ne doit pas oublier l'image de Mohammed Al Dura et de ses camarades musulmans en Palestine et en Irak". L'image de l'enfant est reprise aussi dans la terrible vidéo de l'assassinat du journaliste Daniel Pearl, égorgé par ses ravisseurs au Pakistan – comme juif. Au printemps 2006, après l'enlèvement et le meurtre à Paris d'un jeune juif, Ilan Halimi, le père de Daniel Pearl s'en prendra aux médias français pour leur "hostilité à Israël", et fera de l'image de Mohammed Al Dura l'exemple d'un "journalisme irresponsable" (*Le Monde*, 31 mars 2006).

Une affaire paradoxale

Cette affaire va enfler de façon paradoxale. Il y aura peu d'informations nouvelles sur le fait lui-même, sur la mort de cet enfant, ce jour-là, à Netzarim. Pourtant, des enquêtes successives s'attachent à faire parler, de tous les côtés, une réalité qui n'en peut mais, des témoins de plus en plus lointains, des objets disparus, des morts qui seraient réapparus, des rushes qui montreraient, avant le drame, une comédie de la souffrance, des photos de blessures, des discordances de témoignage ; un arsenal hétéroclite est mobilisé dans un but, principalement, prouver que les Israéliens n'ont pas fait cela, que les balles étaient palestiniennes, voire, thèse radicale, que la mort de l'enfant était une mise en scène préparée par les Palestiniens.

La controverse sur cette image est originale par les lieux et les vecteurs de mobilisation. Les lieux : elle mobilise surtout loin des faits, car les efforts de quelques acteurs israéliens trouvent un écho, d'abord, dans le monde juif français, puis en Europe, et les efforts européens sont relayés aux Etats-Unis. La controverse ne fera une "percée" en Israël que tardivement, quelques sept ans après les faits. Les vecteurs : la controverse circule essentiellement sur Internet, où s'accumulent et se répètent indéfiniment les mêmes arguments, mais avec le but avoué de réintroduire la controverse dans les médias classiques, d'y trouver des alliés contre France 2 et son correspondant. Car l'affaire est aussi très personnalisée, dirigée contre Charles Enderlin, correspondant de la deuxième chaîne française à Jérusalem depuis le début des années quatre-vingts. L'un des correspondants le plus longtemps en poste, témoin de la souffrance palestinienne pour une télévision qui est aujourd'hui reçue sur le satellite en Israël, il est la cible d'une agressivité peu commune, surtout de la part de francoisraéliens qui ne supportent pas l'image qu'il donne d'Israël.

Une image qui accuse doublement

L'image provoque un sentiment de révolte car elle mobilise ce qu'on peut appeler "les pouvoirs de l'horreur" (Kristeva, 1983). Ce sentiment est assumé par Jean-Claude Allanic ouvrant *l'Hebdo du Médiateur* de France 2, le 7 octobre : "Une image de guerre, la mort d'un enfant, la violence la plus inhumaine, la plus révoltante, cela se passait samedi dernier à Netzarim. Mohamed avait douze ans, il était palestinien et musulman, il aurait pu être juif ou israélien. Au-delà des croyances et des origines, l'horreur absolu, c'est l'assassinat d'un enfant". D'autres journaux parleront de

meurtre. Pourquoi cette image accuse-t-elle? Alain Finkielkraut, commentateur alerte, critique de médias qu'il juge hostile à Israël : "Toute image est cadrage, toute image est choix, j'ai cru, quand je l'ai vue et revue en boucle à la télévision, au fond, que l'armée israélienne... voyait ce que voyait le photographe" (interview dans le film *Décryptages*, 2002). Des propalestiniens au contraire approuvent la diffusion, comme ce spectateur dans *l'Hebdo du Médiateur* quinze jours plus tard : "après avoir eu le courage de diffuser les images de l'assassinat de l'enfant palestinien, vous commencez à prendre des positions de plus en plus proisraéliennes dans votre journal...". Charles Enderlin de répondre: "nous n'avons jamais parlé de l'assassinat de l'enfant palestinien. Nous avons dit, les tirs viennent de la position israélienne". Mais l'image "parle", obstinément, d'un assassinat et même le prudent médiateur de France 2 reprend le terme.

C'est bien là l'essentiel: au-delà de l'horreur devant la souffrance, il y a l'indignation devant l'acteur invisible qui provoque et, croit-on, voit cette horreur. L'image peut mobiliser une compassion pour la victime mais aussi, elle pose immédiatement la question du bourreau, du perpéteur impossible de rester dans la compassion, il faut passer à la dénonciation. Dans les mobilisations que provoque la souffrance à distance, on passe ainsi d'une topique à l'autre, selon les termes de Luc Boltanski (1993). En même temps, de la compassion à la dénonciation, on sort d'un consensus possible pour entrer dans un univers hautement politique et polémique.

Dans le monde juif (notamment dans le monde diasporique qui se sent plus la cible de l'antisémitisme), cette accusation par l'image prend un tour particulièrement insupportable. L'image d'un enfant tué par des soldats israéliens (donc juifs) renvoie, ou peut renvoyer, à l'accusation antisémite traditionnelle de meurtre rituel. Ironie: il n'est pas sûr que les soldats soient juifs. Selon Charles Enderlin, il devait s'agir de Druzes, donc des arabes. Par contre, selon le film d'Esther Shapira, et aussi selon Luc Rosenzweig, qui en rencontra lors de son enquête en 2004 (voir infra), il s'agissait de Russes (donc juifs). Mais peu importe ici: les journalistes qui traitent du conflit sont nombreux à signaler la sensibilité du public juif à cette question; la mort d'enfants palestiniens dans Intifada est la catégorie d'événements qui déclenchent le plus de réactions dans le public. En mars 2004, une journaliste américaine s'en prend violemment à la chaîne française: "C'est France 2 qui nous a donné la scène de la

"mort" de Mohammed Al Dura, l'accusation de meurtre rituel qui a déclenché des longues années de meurtre et de mutilation de civils israéliens"?³

De la responsabilité admise aux premiers doutes

Dans un premier temps, personne ne conteste l'origine des tirs. Le 1^{er} octobre, l'armée israélienne publie un communiqué reconnaissant implicitement sa responsabilité, regrettant les pertes en vie humaine, accusant les Palestiniens d'utiliser cyniquement les femmes et les enfants. Il y a là une très vieille accusation israélienne, qu'on entendit déjà dans la bouche de Golda Meir. Le 2 octobre, interview d'Olivier Rafowitch, porte parole de Tsahal pour la presse étrangère, en français, sur France 2: "C'est un événement tragique.... Nous avons ouvert une enquête hier soir pour en fait voir et vérifier ce qui s'est passé durant cet incident, mais il faut ajouter que les Palestiniens ont été les premiers à ouvrir le feu et engendrer la violence et malheureusement, c'est le prix de la violence". Puis déclaration du chef d'Etat-major adjoint, Moshe Ayalon, en hébreu. Traduction, toujours dans la même édition du 20 heures: "L'enfant et son père se trouvaient entre notre position et l'endroit où l'on tirait sur notre base. Il n'est pas impossible et c'est une supposition, je ne sais pas, qu'un soldat en raison de son angle de vue et qu'on tire dans sa direction, remarque quelqu'un caché dans l'axe de tir et qu'il ait lui-même tiré dans cette direction". Les responsables militaires israéliens s'expriment de la même façon en anglais. Sur BBC News, le 3 octobre, le général Giora Eiland: "Pour autant que nous puissions le savoir, l'enfant a été touché par nos tirs". *Le Monde* du 4 octobre cite à nouveau Moshe Ayalon: "L'armée israélienne ne tire pas sciemment sur des enfants, mais je peux garantir que de telles choses ne se reproduiront pas dans l'avenir". "Israël" admet donc sa responsabilité, sur fond de témoignages palestiniens formels, y compris des journalistes et cameramen présents sur le terrain.

Le témoignage du cameraman joue ici un rôle crucial. Il est d'abord interviewé, notamment par la NPR, la radio publique nationale américaine: "quel que soit le tireur, il devait les voir (le père et l'enfant) car la base n'est pas loin du garçon et du père, à environ 150 mètres" (Fallow, 2003, p. 5). Le 3 octobre, également, le cameraman de France 2, Talal Abu Rahme, dépose une déclaration écrite devant un

³ Note. Nidra Poller, *National Review*, 8 mars 2004. En ligne: www.nationalreview.com/comment/poller200403080849.asp

avocat du Palestinian Center for Human Rights de Gaza. Il est dit notamment (en anglais, traduit de l'arabe): "Je peux confirmer que l'enfant a été, intentionnellement et de sang froid, tué, et son père blessé, par l'armée israélienne". Par la suite, selon Charles Enderlin, Talal Abu Rahme démentira avoir accusé ainsi l'armée israélienne. Selon lui, à la question: "Les soldats voyaient-ils ce sur quoi ils tiraient", il aurait répondu: "Si je voyais le père et le fils, eux le voyaient aussi". Réponse de l'interrogateur: "donc, c'était de sang froid". Les mots "de sang froid" auraient été, dans la transcription, mis dans la bouche de Talal. En tout état de cause, en septembre 2007, la déclaration est toujours disponible en anglais, avec l'accusation radicale, sur le site du Centre Palestinien pour les droits de l'homme de Gaza⁴. Depuis, de nombreux commentateurs – dont, par exemple, Didier Epelbaum dans un entretien avec l'auteur – déclareront que les soldats ne pouvaient pas voir ce sur quoi ils auraient tiré: compte tenu de la distance et aussi du fait que l'enfant et le père étaient cachés, en large partie, par le "tonneau" (la section d'égout, en béton) derrière lequel ils s'abritaient.

Même dans le monde juif français, la thèse des balles israéliennes paraît s'imposer, mais l'on reprend la thèse de l'armée selon laquelle les soldats ne voyaient pas le père et l'enfant. Dans un volumineux dossier qui dénonce l'attitude des médias envers Israël, *L'Arche, mensuel du judaïsme français* (Novembre 2000, no 513) dénonce le reportage de France 2 car il y serait dit que l'enfant avait été tué "de sang-froid" par des soldats israéliens; le reportage, on l'a vu, dit: "sont la cible de tirs" (où l'on peut lire l'intentionnalité, mais pas nécessairement). Le magazine apporte au dossier une photo aérienne (fournie par l'armée) de la position de Netzarim, qui suggère la présence de tireurs palestiniens de chaque côté de l'enfant et du père: "Les soldats assiégés (poursuit l'article) ripostent en suivant un angle très fermé (...). Ils ne peuvent pas voir, à cette distance et sous cet angle, ce qui se passe au niveau du muret, d'autant que les tirs ennemis rendent la visibilité encore plus problématique". Selon Yom Tov Samia, l'enfant et le père étaient à la limite de l'angle de tir des soldats... Cette thèse des tirs non intentionnels est cependant vite abandonnée au profit de réfutations plus radicales. Mais d'abord, une autre image essaie, si l'on peut dire, de s'interposer.

⁴ www.pchrgaza.org/special/tv2.html.

Le lynchage: une contre-image manquée

Le 12 octobre, alors que les échos de la diffusion de l'image ne sont pas dissipés, se produit un événement qui pourrait être, beaucoup de médias y pensent tout de suite, une sorte de "contreponds" dans l'horreur. Deux réservistes israéliens arrivent par erreur à Ramallah. Ils sont emmenés au commissariat de la ville où une foule palestinienne les lynche. Malgré des difficultés, des photos sont prises, et une équipe italienne filme l'événement. Les images sont immédiatement traitées par la presse, notamment américaines, comme une réplique. On peut voir, sur certaines chaînes, un écran divisé en deux: d'un côté l'enfant, de l'autre la foule palestinienne hostile: des Palestiniens victimes d'Israéliens, des Palestiniens massacrant des Israéliens. Sur CNN, on demande à un professeur de l'université de Tel Aviv de commenter le "match" des images, et son diagnostic est clair: l'image de l'enfant va l'emporter.

Pourquoi donc les images du lynch n'ont-elles pas bénéficiées d'une telle "faveur"? Serait-ce la réticence de médias propalestiniens? Pour les proisraéliens, l'hypothèse est séduisante. Comme on l'a vu, tel journaliste (de la RAI) a été explicite sur ce point: il a refusé de laisser passer de telles images, et l'a précisé auprès de L'Autorité palestinienne dans un courrier où il soulignait son souci de préserver les bonnes relations entretenues jusque lors avec le pouvoir palestinien. Mais il y a une explication plus simple, qui tient au sujet: les images de bourreau "marchent" moins bien que celles des victimes. La victime joue sur un sentiment universel de compassion, au moins à un premier niveau émotionnel, avant que ne vienne l'interrogation sur les responsabilités qui bousculeront le moment fictif de l'universelle compassion. Moment qui fit rêver, entre autres, Virginia Woolf, d'un pouvoir de mobilisation purement moral des images. L'affaire El-Dura ne deviendra pas l'affaire Al Dura/Lynch de Ramallah. Et ceux qui vont s'en prendre à l'image et à son pouvoir supposé, négligeront, pour l'essentiel, le lynch. Ils renonceront à jouer le match des images, et préféreront la mise en doute de l'image "gagnante".

L'armée se met en doute

Des militaires israéliens ont-ils "vraiment" des doutes sur l'origine des tirs? Nul ne le saura jamais. Selon *Haaretz*, le 7 novembre, "supposant que les dégâts causés par

l'image à la réputation de l'armée étaient irréversibles, donc sachant qu'elle faisait face à d'autres morts d'enfants, Tsahal était tentée de ne plus s'occuper de l'affaire" Pas tout "Tsahal". Des officiers en charge de la "région Sud" regrettent qu'Israël accepte si vite de reconnaître sa responsabilité. Assistés de civils engagés, ils se mobilisent et défont un peu l'acteur collectif qui d'habitude parle d'une voix: l'armée..

Ces civils, se sont Nahum Shahaf,; un ingénieur, et Yossef Duriel, un physicien. Ils avaient déjà travaillé ensemble, ils ont affirmé détenir des photographies qui mettent en cause la participation d'Yigal Amir, l'assassin condamné par la justice, au meurtre d'Itzhak Rabin, ceci dans un contexte riche en théories de conspiration de toute sorte autour de l'événement. Sous leur forme extrême, ces théories proclamaient que l'assassinat de Rabin avait été fomenté par la gauche pour faire un martyr et mettre la droite en accusation. On va retrouver un scénario du même genre.

Duriel a très tôt eu l'idée d'une mise-en-scène organisée. Deux jours après l'incident, il écrit au quotidien *Haaretz*: "Le porte-parole de Tsahal mérite une médaille de la stupidité... Dix minutes après l'incident le porte-parole normal d'une armée normale aurait diffusé un communiqué formel affirmant que des provocateurs avaient ouvert le feu sur des soldats de Tsahal, derrière l'enfant, et s'étaient assurés qu'ils seraient ainsi tués devant les caméras, et après l'enfant, avaient tué le chauffeur de l'ambulance qui essayait de les sauver. Que tout ceci avait été fait pour gagner des points dans la guerre de la propagande, en dépeignant un comportement meurtrier de la part de soldats de Tsahal". Cette thèse radicale nous fait basculer d'un "monstre" israélien à un "monstre" palestinien.

Le 19 octobre, Duriel et Shahaf rencontrent Yom Tov Samia, le commandant de la région sud. Ils n'ont pas de mal à le convaincre de monter une enquête. L'homme est amer. Sur la chaîne américaine CBS, le 7 novembre 2000, il déclarera : "Je prouverai que mes soldats ne sont pas responsables de la mort de l'enfant". L'ingénieur et le physicien offrent leurs services au général. Le 23 octobre, une reconstitution a lieu, non sur place, mais dans un camp d'entraînement de Tsahal dans le Néguev. Pendant que la reconstitution a lieu, Duriel est interviewé par CBS. Il déclare que la scène a été mise en scène par les Palestiniens pour produire une image qui nuirait aux Israéliens. On notera le parallèle avec l'argument sur la mort de Rabin: un assassinat

mis en scène pour se faire un martyr. Les tireurs palestiniens, le cameraman de France 2, Talal Abu Rahme? Des acteurs. Quant au père, il n'aurait pas compris que cela se terminerait pas la mort de son fils. Samia décide alors d'écarter Duriel de l'enquête. Il poursuit seul avec sa thèse de l'assassinat volontaire par les Palestiniens, tandis que Nahum Shahaf ira dans la thèse de la mise en scène. Il affirmera, en 2005, que quelqu'un a vu l'enfant vivant sur un marché de Gaza⁵.

Arrêtons-nous un instant sur "l'enquête de l'armée israélienne". Clairement, il ne s'agit pas d'une enquête officielle, mais d'une initiative de l'officier concerné, assisté par des civils. Elle est soumise à de vives critiques, dès l'origine, dans la presse israélienne. *Haaretz* note qu'aucun expert en balistique n'y participe, que la distance entre le baril et la position israélienne, dans la première reconstitution, est inexacte. Le 7 novembre, un premier article s'en prend à l'armée pour avoir laissé faire. Le 8 novembre, le général Mofaz, chef d'Etat-Major, se démarque de l'enquête qu'il déclare être, devant la commission des Affaires Etrangères de la Knesset, le Parlement israélien, une "initiative personnelle de Yom Tov Savia". Quelques jours après, un éditorial de *Haaretz* enfonce le clou sous le titre: "Stupidity marches on". Sans prendre parti sur l'origine des tirs, le quotidien s'étonne de la bizarrerie d'une enquête où les initiateurs sont convaincus d'avance des résultats. Il critique aussi l'armée pour le cafouillage de cette procédure officieuse. Les tenants de la thèse de la mise-en-scène soulignent que *Haaretz* est un familier des critiques de l'armée, et qu'il ne faudrait pas accorder trop de poids à ce journal simplement parce qu'il est israélien.

L'idée de mise-en-scène a beaucoup d'avantages. Elle permet une réfutation radicale de l'accusation. Au-delà de ce cas, elle accrédite l'idée de Palestiniens comédiens, jouant la souffrance, pour des médias et notamment des médias français, complaisants. Pour les partisans de la mise en scène, l'image ne représente pas la mort de nombreux Palestiniens tués par des Israéliens, mais le pêché de nombreux journalistes, et un comportement qui serait habituel chez les Palestiniens.

⁵ Yossef Duriel accusera plus tard Nathan Shahaf d'avoir "vendu les droits" de la mort de l'enfant et d'avoir "manqué l'occasion" de révéler que Yasser Arafat avait tout mis en scène. Voir (en hébreu) son "post" sur le site israélien rotter.net: http://rotter.net/cgi-bin/forum/dcboard.cgi?az=show_thread&forum=gil&om=5103&omm=26&viewmode=

Le 27 novembre, le général Yom Tom Samia donne une conférence de presse, couverte par la presse internationale et notamment par France 2. Il y déclare: "Il est plus probable qu'il a été tué par des Palestiniens que par des Israéliens". Sa position n'est pas avalisée par le haut commandement. Mais des médias américains, au moins, à partir d'une dépêche de l'Associated Press, recomposent le collectif qui s'était défait: "l'armée", voire le collectif national tout entier, Israël, ont changé de position. L'agence Associated Press intitule sa dépêche du même jour sur le sujet: "Israël proclame que les tireurs Palestiniens auraient pu tirer sur le garçon tué dans cet événement très couvert. Premiers mots de la dépêche: "Israeli army reversed itself" (l'armée israélienne est revenue sur ses positions). Qui a changé de position, Israël, son armée, une partie de son armée? Ce soir-là, le présentateur Claude Sérillon lance ainsi le reportage de Charles Enderlin: "plausible, c'est le qualificatif utilisé par l'armée israélienne pour désigner comme responsables de la mort du petit Mohammed, 12 ans, des tirs palestiniens. Plausible, cela veut dire qui semble être admis. Mais ce rapport est évidemment très controversé, on se souvient que les responsables militaires israéliens avaient dans un premier temps indiqué comme probable l'hypothèse selon laquelle l'enfant avait été tué par des balles israéliennes". Puis vient le commentaire de Charles Enderlin, qui se termine ainsi: "Le général Samia a conclu ainsi : "il est plus probable qu'ils aient été tués par des Palestiniens que par les Israéliens (...). Quelles qu'en soient les conclusions, l'enquête du général Samia a relancé la controverse sur la mort de l'enfant". Ce commentaire sera utilisé par les défenseurs, plus tard, qui plaideront l'équilibre. Mais l'équilibre, en télévision, joue difficilement à distance: c'est l'image du 30 septembre qui doit, pour les critiques, être jugée et disqualifiée.

Quelles sont les relations entre France 2 d'une part, l'armée et les enquêteurs de l'autre? En novembre, Nahum Shahaf a contacté Charles Enderlin, notamment pour lui demander les "rushes", les parties non filmées du reportage pour "les présenter dans les écoles de cinéma". Nahum Shahaf écrit au nom d'une société de communications. Charles Enderlin, qui connaît Nahum Shahaf et ses motivations, refuse. Par contre, aucune demande officielle de l'armée, à aucun moment, concernant les rushes ou un témoignage du cameraman. "En cas d'enquête judiciaire ou d'enquête officielle", selon Charles Enderlin (entretien), les images auraient été transmises. En tout état de cause, l'armée israélienne ne prend pas l'initiative d'une enquête publique.

Comme de surcroît, pour des raisons militaires, le mur, le baril ont été rasés, difficile de procéder à une reconstitution *bona fide* sans réintroduire des spéculations.

Progrès de la mise en doute

Première sortie dans les grands médias: un documentaire allemand d'une heure, *Trois balles et un enfant mort*, diffusé sur la chaîne ARD en mars 2002, signée par une journaliste allemande, Esther Shapira. Le monde juif, les médias israéliens, certains médias américains, sont prompts à s'emparer du document, mais il ne sera pas diffusé sur les chaînes françaises ni anglaises. Sur Internet, Yossef Duriel se vantera d'en avoir été la source principale. En tout état de cause, Esther Shapira instruit à charge contre France 2 et son cameraman, en jouant de la suspicion qui tient un rôle central: qu'allaient donc faire au carrefour de Netzarim le père et le fils? Pourquoi ont-ils traversé à ce moment? Le général Yom Tov Samia est filmé devant son ordinateur, montrant des calculs qui prouveraient que les balles israéliennes ne pouvaient atteindre l'enfant. Plus que de rouvrir le dossier, le film documente les appropriations de l'affaire dans le monde arabe: le père de l'enfant est invité dans plusieurs pays, raconte l'affaire, donne des autographes...

Les efforts continuent pour faire "remonter" les doutes, en créant des événements, en martelant les arguments sur Internet, enfin en les exportant aux Etats-Unis pour se légitimer en retour. Le 2 octobre 2002, un collectif contre la désinformation regroupant divers organismes manifeste devant le siège de France 2 et remet à Charles Enderlin "Le prix de la désinformation", qui sera rebaptisé "Prix Goebbels", sans qu'on puisse savoir l'origine de cette appellation. En premier lieu, il y a la Mena, déjà rencontrée: la Metula News Agency, créé en 2002 par Stéphane Juffa. Metula est la ville située le plus au Nord d'Israël, à la frontière avec le Liban. Mais l'agence se veut aussi sur la Ligne de Front médiatique. Elle s'installe sur Internet, et, prenant le nom d'agence de nouvelles, "corrige" régulièrement l'information francophone sur Israël. Proisraélien, le site se démarque aussi de voisins plus extrêmes, et rejette notamment tout racisme. Il fournit des informations régulières sur Israël et le Proche-Orient (notamment à l'occasion de la guerre de du Liban de l'été 2006). Mais le "media monitoring", activité qui prospère sur Internet, est son cheval de bataille, et elle se fait connaître surtout grâce à l'affaire Al Dura: elle reprend et popularise les conclusions

de Nahum Shahaf. Elle est aussi en rivalité avec les autres sites: elle contribue à accréditer l'idée que le "Prix de la Désinformation" s'appelle en fait Prix Goebbels – car elle désapprouve la stratégie utilisée. La MENA affirmera qu'elle n'est jamais citée devant les tribunaux, car les autorités françaises ont peur de ses "révélations". Selon l'avocate de France 2, ils refusent de témoigner lorsqu'on les y invite. Quelles que soient les "querelles de famille" au sein des proisraéliens radicaux, la "cérémonie" devant France 2 est un moment de mise en publicité d'un travail de plus longue haleine, conduit sur Internet.

La campagne continue, s'élargit à d'autres sites Internet qui reprennent, inlassablement, les mêmes informations, et notamment citent les citations dont ils font l'objet, ou s'entre-citent, ou dénoncent ceux qui ne les citent pas. Indéfiniment mises en abyme, preuves et contre-preuves restent les mêmes. Sites les plus populaires dans le genre: www.laveritemaintenant.org (entièrement consacré à "l'affaire"), de Serge Farnel, et [mediaratings \(http://m-r.fr/accueil.php\)](http://m-r.fr/accueil.php), de Philippe Karsenty. Deux stratégies très différentes. Mediaratings se présente comme une agence de notation des médias, et s'habille de quantité et de scientificité. "Laveritemaintenant" offre surtout une accumulation de documents, incluant à peu près tout ce qui a été publié sur l'affaire, en tout cas, qui puisse apporter de l'eau à son moulin. Son principal rédacteur, Serge Farnel, est aussi collaborateur de la Mena. Puis un livre est publié en janvier 2003, par un autre collaborateur de la Mena, le psychanalyste Serge Huber, sous le titre *Contre-expertise d'une mise en scène* (Edition Raphaël). Le livre est ignoré par les grands médias. A nouveau, la bataille se joue d'abord à partir de l'Internet.

Détour américain

Mais c'est aux Etats-Unis que le dossier est rouvert, cette fois avec un certain succès. Le "sérieux" des sources américaines sera maintes fois évoquées, parfois par les deux côtés, dans ce débat. Au total, les reprises et les enquêtes américaines sont très favorables aux critiques de France 2 – au moins en ce qui concerne l'idée que les balles israéliennes ne pouvaient atteindre l'enfant. En juin 2003, James Fallow publie une enquête dans le magazine *The Atlantic Monthly*, après un séjour d'une semaine en Israël. Son article, "Who Shot Mohamed Al Dura" ne va pas jusqu'à la thèse de la

mise en scène, mais prend parti pour des balles palestiniennes et souligne les aspects obscurs et les mystères qui demeurent autour de l'événement. Il cite essentiellement des sources israéliennes critiques du reportage, dont Nahum Shahaf, qui est traité avec scepticisme (au mieux) ou ignoré par les sources européennes. Le 26 novembre 2004, Stéphane Juffa publie une libre opinion dans le *Wall Street Journal Europe*, qui accuse radicalement Charles Enderlin et France 2. Suit une lettre de Charles Enderlin au *Wall Street Journal*. Le 10 décembre, ce journal résume l'affaire en défaveur de Charles Enderlin sous le titre "More on France 2". Le 7 février 2005, même ton dans un long article du *New York Times* repris dans le *Herald Tribune*, et, en juin, dans le grand mensuel conservateur (et proisraélien) américain, *Commentary* (Poller, 2005). Toutes ces sources américaines se font l'écho d'une "nouvelle enquête" menée cette fois en France.

Mais à chacun ses Américains. Charles Enderlin et Didier Epelbaum, ex médiateur de France 2, m'ont tout deux signalé que l'enquête de l'armée avait été discréditée, et que ce fait était cité dans un rapport du Congrès américain du 7 mars 2001⁶. Les sites proisraéliens (y compris le site américain Camera, fondé en 1982, et entièrement consacré au "monitoring" de la couverture du Proche-Orient) se font fort de signaler qu'il ne s'agirait pas d'un rapport du Congrès, mais d'une citation dans ce rapport du président de la section américaine d'Amnesty International – laquelle est pour eux suspecte car elle consacrerait beaucoup d'énergies à Israël en négligeant d'autres situations plus graves au plan des violations des Droits de l'Homme. On aura reconnu un reproche classique des proisraéliens envers les médias.

En France, le ralliement manqué de journalistes centraux

Les échos allemands et américains ont sans nul doute aidé les accusateurs de Charles Enderlin en France, qui cherchent à mobiliser au-delà des cercles militants de l'Internet, et du monde juif. A l'été 2004, Denis Jeambar, rédacteur en chef de l'Express qui se reconnaît une "sensibilité israélienne" selon ses propres termes (cité dans *Médias*, no 2), et Daniel Leconte producteur de télévision, sont approchés par un ancien journaliste du *Monde*, Luc Rosenzweig (entretien), qui lui aussi s'est réveillé,

⁶ Rapport du " Subcommittee on International Operations and Human Rights, Committee on International Relations, House of Representatives, Washington, DC, 7 March 2001.

si l'on peut dire, "plus juif" avec la deuxième intifada. Luc Rosenzweig se souvient des images de l'enfant: il était alors chroniqueur télévision au *Monde*. Le jour même, il n'en parle pas, à l'étonnement de sa rédaction. Le lendemain, il titre sa chronique "C'est la guerre" et choisit de mettre en valeur le contexte du conflit, plutôt que d'insister sur la condamnation d'Israël qu'il trouve très lourde et trop présente. Il se souvient du courrier, en grande partie hostile, qu'il suscite, sauf "quelques juifs qui me diront, enfin, quelqu'un ose dire ce que vous dites".

Denis Jeambar envoie Luc Rosenzweig en Israël, de façon discrète, car il ne veut pas diviser les journalistes de *l'Express* à propos d'un sujet controversé à un moment où le rachat du journal par Serge Dassault nécessite une rédaction soudée. Le grand reporter et président de la société des journalistes, Vincent Hugué écrit sur le Proche-Orient et ne partage pas d'ailleurs la sensibilité de son rédacteur-en-chef. Luc Rosenzweig, de retour, convainc Denis Jeambar et Daniel Leconte de la nécessité d'une enquête. Et, le 22 octobre, ils sont reçus au siège de France 2 où leur sont projetés les "rushes" tournés le 30 septembre 2000 par Talal Abu Rahme . Mais la nouvelle enquête tourne court car le lendemain, la Mena publie sur Internet une longue dépêche qui raconte les détails d'une réunion qui devait être à ce stade confidentielle - et affirme que tout va dans le sens de la mise-en-scène. Luc Rosenzweig a parlé, trop vite pour ses compagnons d'enquête.

Le 18 novembre, une conférence de presse a lieu au siège de France Télévision, et l'affaire reçoit alors une réelle publicité dans la presse écrite française. Dans un long article, *Le Monde* ne soutient plus que les balles sont d'origine israélienne, mais ajoute : "Les deux séquences (NDA : un autre reportage sur la mort de l'enfant, et un reportage de France 2 sur les blessures) prouvent qu'une 'mise en scène' est hautement improbable". Le 25 janvier 2005, les enquêteurs déçus publient un article dans le *Figaro*. Ils l'intitulent "Guet-apens dans la guerre des images". Surtitre de la rédaction du *Figaro* : qui a tué le jeune Palestinien de Netzarim, le 30 septembre 2000?" Le titre rejette la thèse de la mise-en-scène: un enfant est bien mort. Ils portent contre Charles Enderlin des accusations rares dans un monde journalistique peu porté à s'autocritiquer en public : il a dit "avoir coupé" une agonie qui "n'existe pas", il a affirmé, alors que rien ne lui permettait de le faire, que l'enfant était "mort sous les balles israéliennes".

L'article du *Figaro* est immédiatement repris sur Internet, pour être exploité dans un sens unique : Charles Enderlin a "menti" (le mot ne figure pas dans l'article, même si l'imputation y est). De même, dans une interview sur RCJ (Radio Communauté Judaïque FM) le 6 février 2005, les deux journalistes sont constamment tirés dans le sens de la plausibilité de la mise en scène et ne cessent de la récuser : il y a bien des plans de "mise en scène" par des "pseudo-victimes" palestiniennes, mais sans que rien ne les relie aux plans de séquence de l'enfant⁷.

On arrêtera là le récit de l'affaire, qui loin de connaître un terme, continue son chemin. Le 19 octobre 2006, le tribunal correctionnel de Paris condamne Media-Ratings pour diffamation publique envers France 2 et Charles Enderlin. La chaîne poursuit aussi deux autres de ses critiques électroniques, un médecin, Charles Gouz, auteur d'un blog intitulé "debriefing.org", et Pierre Lurçat, membre de la ligue de défense juive, qui sur son site appelait à participer à la manifestation de 2002 contre France 2, l'accusant de "mensonge" et de "manipulations". Le 21 mai 2008, la Cour d'Appel de Paris revient sur la décision précédente et relaxe Philippe Karsenty dans une argumentation où l'on sent le malaise de juges sous pression: d'une part, elle reconnaît que les propos tenus sur Medias-Ratings portaient "incontestablement atteinte à l'honneur et à la réputation des professionnels de l'information". Mais elle admet la "bonne foi" de Philippe Karsenty qui "a exercé son droit de libre critique" et "n'a pas dépassé les limites de la liberté d'expression". On peut débattre de la teneur et du ton des accusations. Aucun juge ne pourra trancher sur le fond: la véracité du reportage. Et surtout, aucun juge ne pourra dire quelle est la "bonne", ou "professionnelle" couverture du conflit, ne pourra proposer une solution face aux usages multiples d'une image trop forte. Aucun juge ne pourra dire s'il était irresponsable, ou non, de diffuser cette image – et les journalistes eux-mêmes n'en peuvent mais. Car un "fait journalistique", lorsqu'il est systématiquement mis en cause, n'en finit pas de se décomposer sous le coup d'un trop plein d'interprétations, au risque de décomposer le monde même qui le produit. Et les juges se partagent, comme les journalistes, comme le public. En effet, on peut attaquer pour diffamation sur le territoire de diffusion d'un média, ce qui laisse de la marge aux stratégies de la justice.

⁷ Voir la transcription sur le site du CRIF : www.crif.org/index02.php?id=4255&menu=50&type=Entretiens.

La chaîne des témoignages et l'art de composer un fait

Car le spectateur reçoit des images qui sont, là comme ailleurs, le fruit d'un long travail collectif de composition. Des cameramen filment (à ce lieu-là, à cette heure-là, sous cet angle-là). Le chef de bureau de Jérusalem reçoit les images. Il débat avec son monteur, sur ce qu'il faut garder, et couper, manipulant ici des critères pragmatiques: l'image est "forte" (elle prendra le public), "trop forte" (elle sera rejetée), qui font la décision. Il ajoute un commentaire, qui peut entretenir avec l'image des relations très diverses, qui doit aussi respecter des contraintes de temps, se caler sur la durée du film retenu – si l'image a guidé la composition, comme c'est le cas ici.

Avant de venir à la question du commentaire, revenons sur le choix. En tout, vingt-cinq minutes de rushes ont été tournés par le cameraman, donc la séquence de l'enfant qui dure un peu plus de cinquante secondes. De ces rushes, Charles Enderlin compose un reportage de trois minutes (long en télévision) où il reprend la quasi intégralité des plans de l'enfant et du père. Il n'en coupe, dira-t-il dans un interview, que "l'agonie" de l'enfant. Parmi ses critiques, beaucoup, cherchant dans les plans une longue souffrance, diront qu'on ne voit pas "d'agonie". En fait, il expliquera que le mot "agonie" ne dit rien de la durée, qu'il s'agit, selon le dictionnaire, "des instants qui précèdent la mort". Ici, quelques secondes ont été enlevées.

Mais qu'il y a-t-il donc sur ces rushes contestés? On l'a vu, pour les uns (Leconte et Jeambar), quasiment du "théâtre", des palestiniens qui font semblant d'être blessés, qui "jouent à la guerre". S'agit-il vraiment de théâtre? Charles Enderlin dira qu'on peut voir sur des scènes de tir, des Palestiniens se coucher quand les balles sifflent pour se relever ensuite. Vraisemblable. On ne voit pas que cela sur ces fameux rushes, que beaucoup ont vus. On y voit un ensemble de plans très divers, des enfants qui commencent à jeter des pierres, un homme apporter des cocktails Molotov, un début d'affrontement dans un carrefour qui va se vider. Il est difficile d'en tirer un récit cohérent sans montage. On peut y trouver, si on le souhaite, de quoi alimenter des doutes – mais rien qui touche directement à la séquence de l'enfant et du père. Ainsi Daniel Schneidermann, dans son blog consacré à l'affaire: " Les rushes de Talal Abu Rameh, ces rushes dans lesquels éclaterait la malhonnêteté d'Enderlin, nous les

détenons depuis le début, à *Arrêt sur images*. Charles Enderlin nous les a fait parvenir dès que nous les lui avons demandés. Nous les avons visionnés, et re-visionnés (...). Sur la mort de l'enfant, rien"⁸. Même si, souligne l'auteur, tel combattant palestinien "surjoue la souffrance" pour les caméras. Pour les uns, la dimension théâtrale de certains plans affecte l'ensemble, pour les autres, non. Selon, semble-t-il, les croyances et les engagements préalables. Reste une question: est-il de la responsabilité du journaliste de signaler le caractère problématique de certains plans?

Dans ce commentaire et ce choix des images, Charles Enderlin choisit de dire "... sont la cible de tirs venus de la position israélienne". Il le fait sur la foi du témoignage de son cameraman, qui travaille pour France 2 (et pour d'autres chaînes) depuis 1988. Dans l'émission citée de RCJ, Daniel Leconte et Denis Jambart, avec le soutien de l'animateur, souligne qu'il était "faux" que Charles Enderlin ait été sur les lieux. Mais il ne l'a jamais prétendu. Il n'est pas rare qu'un journaliste ajoute un commentaire à des images qu'il n'a pas lui-même tournés. Au-delà du procès d'intention, il y a cependant une question sur la nature du reportage télévisé et des croyances qu'il suscite chez le spectateur. Un journaliste qui commente en off des images et écrit ce qui se passe parle comme un témoin. Témoin de l'événement ou témoin des images? Pour le spectateur, au fond, la différence importe peu. Et dans l'immense majorité des cas, nous laissons passer cet écart, crucial. Nous ignorons le relais de témoignages qui s'est mis en route: le journaliste a reçu et jugé fiable le témoignage du cameraman sur place, et sur la foi de cet témoignage, il produit son commentaire. Mais dans le cas de l'affaire Al Dura, comme il y a doute sur l'image et son authenticité, la chaîne des témoignages réapparaît pour être critiquée. En temps ordinaire, "tout le monde" (nous, les téléspectateurs) accepte le principe de ce réassemblage sous nom d'auteur annoncé comme tel, ici "notre correspondant à Jérusalem", comme le dit la présentatrice en lançant le reportage. De fait, beaucoup de sujets de journaux sont montés à partir d'images d'agence sans que le journaliste ne soit sur place.

Qu'est qu'un bon reportage télévisé?

⁸ www.bigbangblog.net/article.php3?id_article=51. Recueilli le 13 novembre 2006.

Qu'est-ce qui fait la valeur d'une image télévisée? Allons plus loin, qu'est-ce qui fait la valeur de l'horreur? Horreur, c'est bien le mot qui vient à l'esprit pour désigner des images de souffrance insupportable, notamment la souffrance de l'enfant. Et, dans le même registre, pour peu que la souffrance ait une origine, celui qui en est en cause (et plus encore, la cause volontaire) se transforme nécessairement en monstre.

Mais faut-il montrer cette image, et pourquoi? Au fond, il y a deux justifications, parfaitement contradictoires. La première, l'image est exceptionnelle. C'est une image très rare. Il y a, implicitement au moins, un critère "esthétique" qui fonctionne. L'image n'est pas belle, mais elle vaut la peine, simplement parce qu'on ne voit pas souvent une chose pareille. On dira volontiers alors qu'une telle image "réelle" dépasse la fiction. Ce sont souvent les images chargées d'une extrême émotion qui sont traitées ainsi. C'est au nom d'une telle évaluation que les cameramen et les photographes de l'horreur reçoivent des prix. Ainsi Tala Abu Rame, pour le reportage "al Dura", le "Rory Peck Awards" 2001, sponsoré par Sony, ou le Grand Prix du Festival du Scoop et du journalisme à Angers, la même année. Ce qui fait la valeur de l'image peut se retourner contre elle si l'on estime qu'il ne faut pas montrer l'horreur, ou du moins en limiter la vision. Car l'horreur est trop forte, elle ne peut rien apprendre, elle ne peut rien révéler.

Ainsi, les mêmes raisons qui invitent à diffuser l'image invitent à ne pas le faire. Beaucoup de téléspectateurs ont éprouvé cela, le soir même. Parmi les premiers messages reçus par le médiateur de France 2, Jean-Claude Allanic, dans les jours qui suivent la diffusion, la question de la véracité du vu et du dire n'apparaît pour ainsi dire pas. Les spectateurs accusent d'abord la chaîne d'encourager le voyeurisme. Exemple: "J'ai été fortement choquée par la scène de la mort en direct de l'enfant palestinien et de son père. J'étais devant ma télé avec mes enfants et votre présentatrice n'a en aucun cas signalé qu'il allait y avoir des images horribles. Je suis très déçue de voir que le service public tombe aussi bas et fasse du sensationnel avec la mort d'un enfant", écrit une téléspectatrice de Saint-Jean-de-Maurienne.

Faut-il donc que l'image soit chargée d'émotion? Les journalistes sentent bien qu'ils naviguent entre plusieurs systèmes d'évaluation. L'image doit elle être chargée d'émotion, ou pas? A nouveau, on navigue à vue. Laurent Hauben longtemps

correspondant de TF1 en Israël, se souvient des critiques reçues pour un reportage sur un gros attentat à Tel Aviv, 22 ou 23 morts, un "événement horrible. Avec le recul, le temps et la gestion, j'ai fait un truc beaucoup plus froid que mon reportage précédent où j'avais travaillé très vite. On m'a dit, le premier était bien meilleur, bien plus senti, plus émotionnel, alors franchement, c'est quoi la bonne couverture? Dans cette intifada, je crois (...) qu'on a le droit de mettre une dose d'émotion, ça fait partie de notre rôle".

Un autre argument peut être utilisé en faveur de la diffusion: horrible, l'image représente une situation plus générale. Son caractère exceptionnel, paradoxalement, est un gage de représentativité. C'est un des arguments utilisés par Charles Enderlin dans sa réponse à Denis Jeambar et à Daniel Leconte, qu'il publie dans *le Figaro* le 25 janvier 2005: "l'image correspondait à la réalité de la situation non seulement à Gaza, mais aussi en Cisjordanie. L'armée israélienne ripostait au soulèvement palestinien par l'utilisation massive de tirs à balles réelles. D'ailleurs, Ben Kaspit du quotidien israélien *Maariv* révélera un secret militaire deux années plus tard : durant le premier mois de l'Intifada, Tsahal avait tiré un million de cartouches de calibre divers, 700 000 en Cisjordanie et 300 000 à Gaza (2). Des enfants Palestiniens se sont retrouvés en première ligne. Du 29 septembre à la fin octobre 2000, 118 Palestiniens sont morts, parmi eux 33 avaient moins de 18 ans". Mais une image de télévision doit-elle correspondre à la réalité d'une situation – qui plus est d'une situation à venir? Et comment juger de cette représentativité? Que représente cette image? La souffrance des enfants dans la guerre? La souffrance des Palestiniens? L'agressivité israélienne au début de l'Intifada? Enfin, les spectateurs "reçoivent"-ils cette représentativité toute discursive, ou bien réagissent-ils d'abord en fonction d'affects?

Failles dans le monde journalistique

L'un des effets les plus intéressants de la controverse est la déstabilisation relative d'un collectif toujours fragile, les journalistes. Si les critiques non-journalistiques de Charles Enderlin ont remporté un succès, c'est peut-être celui-là : introduire des failles dans l'univers journalistique qui pratique généralement en public la solidarité professionnelle. Ces failles sont exposées pour un bref moment (l'enquête Leconte-Jeambar) dans les médias classiques, même si elles demeurent essentiellement

cantonnées sur Internet où l'on peut entendre le dissensus plus nettement, l'Internet où des journalistes "respectables" disent leurs réserves sur le reportage, créant des coulisses semi-publiques à l'espace public des médias classiques.

Pour autant, la controverse n'oppose pas ici le correspondant de France 2 et ses critiques, mais trois parties, critiques radicaux, défenseurs, critiques modérés. Les critiques radicaux sont des activistes extérieurs à l'univers journalistique classique (mais présents sur Internet et dans les médias communautaires) ; ils trouvent des alliés occasionnels au *Figaro*. Ils sont d'abord ignorés puis partiellement réfutés (ce qui est une forme de victoire) par les défenseurs, dans les médias classiques. En juin 2002, *Le Monde* consacre une couverture élogieuse (comme d'ailleurs la plupart des journaux) au film documentaire signé par Charles Enderlin, *le Rêve Brisé*, sur l'échec du processus de paix. En encadré, un article dénonce la "sale rumeur" contre Enderlin et l'affaire du prix de la désinformation (rebaptisé "prix Goebbels"). D'autres journaux (*L'Express*, *Télérama*) font l'éloge du journalisme, de son "professionnalisme" ou de son "intégrité". *Le Monde* consacre, à l'automne 2004, un élogieux portrait d'une page à Charles Enderlin, "chroniqueur averti du Proche Orient". En octobre 2006, sortent un nouveau livre et un film documentaire, qui donnent lieu à des mobilisations du même type. Enfin, la procédure judiciaire entraîne une nouvelle mobilisation, sous la forme d'une pétition publiée sur le site du *Nouvel Observateur*, le 2 octobre 2008: "Pour Charles Enderlin", décrit comme "un journaliste connu pour le sérieux et la rigueur de son travail" tandis qu'on y affirme que Mohammed Al Dura est mort sous des balles "venus de la position israélienne".

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/medias/20080604.OBS7106/pour_charles_enderlin.html).

Mais des failles s'ouvrent dans cette solidarité. Apparaissent alors les critiques modérés de Charles Enderlin. Journalistes professionnels reconnus comme tels, ils s'expriment surtout sur Internet, mais pour une raison inverse de celles des activistes. Ils veulent être entendus, mais pas trop - comme si cette critique interprofessionnelle ne pouvait être jouée que *moderato* dans le concert des médias. Exemple: Elisabeth Schemla, ancienne rédactrice en chef du *Nouvel Observateur* lui reproche, sur le site Proche-Orient Info, d'avoir pris position trop vite sur l'origine des tirs. Dans son blog

précité, Daniel Schneidermann critique la rigidité du correspondant de France 2 lorsqu'il affirme qu'il referait le même commentaire aujourd'hui, et lorsqu'il plaide la représentativité de l'image de l'enfant : "On ne demande pas à une image d'information de 'correspondre à la réalité d'une situation'. On lui demande de refléter le plus honnêtement possible la réalité particulière, ponctuelle, microscopique, qu'elle prétend montrer". Surtout, Schneidermann écrit : "Mais si l'on devait sanctionner un journaliste pour raison d'orgueil, il ne resterait plus grand monde dans la profession". Orgueil, donc, que cette erreur d'appréciation et cette obstination, mais banalité. Sur le fond, les critiques de Jeambar et Leconte vont un peu plus loin, puisqu'elles reprochent notamment à Charles Enderlin d'avoir menti, sans dire le mot – ou d'avoir parlé avec négligence, au mieux, des rushes. Mais elles sont de la même eau : des journalistes reprochent à un confrère d'être allé trop vite, de s'être trompé, d'avoir affirmé alors qu'il ne pouvait le faire. Pas de s'être laissé leurré par son cameraman et d'avoir servi ainsi des objectifs de propagande.

La question de l'origine

La question de l'origine, juive ou non, des protagonistes, parcourt les débats, mais rarement de façon explicite. J'écris ici en français, et la question en devient immédiatement plus délicate – il serait plus facile d'aborder de front cette question en anglais (et aux Etats-Unis plus qu'au Royaume Uni) et plus facile encore en hébreu. Et pourtant, la deuxième Intifada a été un moment important de mise en relation des médias et de l'identité – et dans notre enquête, l'origine intervient, dans des entretiens, sans nécessairement réclamer le *off*, tandis qu'elle est plus facilement évoquée sur Internet. Pour beaucoup de juifs français (comme dans d'autres pays, mais avec une acuité particulière en France), le traitement d'Israël dans les médias a été vécu comme insupportable, au point de provoquer un "exode mental" (Gabizon, Weisz, 2006), un refuge dans les médias communautaires – ou sur Internet – ou dans le rêve d'un autre Israël que celui représenté dans les médias. Un tel mouvement trouve son écho dans la critique extrême du reportage sur la mort de l'enfant, qui n'a mobilisé que dans le monde juif, et a trouvé son expression la plus éclatante le 17 et 18 décembre 2006 dans la séance d'une conférence à Hertzliya, en Israël, où seuls les critiques proisraéliens parmi les plus radicaux, Israéliens, juifs français, juifs américains, ont

fait le procès des médias – avec le reportage de l'enfant comme exemple le plus dramatique⁹.

Dans ce débat, l'appartenance au monde juif est mobilisée de façon variée. C'est en effet que des journalistes disent: "je suis juif mais...", "comme je suis juif, vous comprenez". Et que d'autres disent: "il est juif, et ça ne l'empêche pas..." (sur un ton approuvateur ou critique), ou bien encore: "il est israélien, et pourtant...". Les grands médias (se posant en énonciateurs extérieurs au monde juif, même si l'auteur de l'article appartient à la communauté juive) qui veulent légitimer le reportage et au-delà la critique d'Israël soulignent l'origine juive (et israélienne) de la critique, et plus prudemment, une telle origine chez les journalistes français. C'est la figure de la "critique par le propre" très fréquente dans la circulation internationale des critiques – et tout particulièrement dans le cas du conflit israélo-palestinien. Le raisonnement est simple: si la critique vient de l'intérieur, si ce sont "des Israéliens qui le disent", ou "des juifs qui le disent" alors cela justifie, ou rend plus solide, la critique. Cette figure présuppose en général que de l'intérieur de la famille, de la nation, on est moins enclin à la critique, et aussi, que le monde juif, est pas seulement israélien, est enclin à défendre Israël. On le verra, il est parfois, tout autant et peut-être plus que d'autres, enclin à critiquer. En tout cas, je l'affirmerai ici, enclin à prendre position, quelle que soit cette position, dans le débat.

Dans le portrait qu'en dresse *le Monde*, le 29 novembre 2004, on apprend que Charles Enderlin est venu en Israël pour vivre dans un Kibboutz, qu'il a la nationalité israélienne, qu'il approuve Herzl. Mais, au sein du monde juif, on va aussi critiquer les juifs qui se mobilisent dans la critique d'Israël ou ne le défendent pas assez. Sur des sites Internet, on s'en prend à Elisabeth Schemla parce qu'elle a choisi la solidarité professionnelle, au fond, et non la solidarité "communautaire", ou "confessionnelle" avec Israël : ceci peut tourner à l'accusation de "haine de soi juive", forte dans le cas de Charles Enderlin. Enfin, on délégitime les défenseurs d'Israël en indiquant leur origine (ainsi pour le documentaire allemand d'Esther Shapira) ou on "surlégitime" ces mêmes défenseurs s'ils ne viennent pas du monde juif. Ceci dans un monde où la

⁹ <http://www.theaugeanstables.com/herzilya-conference/program/>.

vérité sur les origines est labile (beaucoup se "réveillent" juifs à propos de l'image d'Israël dans les médias, et ce de façon diverse).

Coda : d'un monde fort peu cosmopolite

A redescendre explicitement dans l'arène de la controverse, je pourrais, comme consommateur d'information, reprocher au journaliste d'avoir pris parti, trop vite, sur l'origine des tirs. Cette critique devrait se lire comme une critique non tant du journaliste que du journalisme en général : dans certaines situations d'emballement, les choses vont très vite, et la critique vient toujours trop tard. De surcroît, il est difficile d'imaginer qu'une précaution verbale sur les tirs aurait changé grand chose à l'accusation en question. Ce que veulent les critiques, ce qu'ils auraient voulu, c'est que l'image ne soit pas diffusée – et il est difficile d'imaginer un monde journalistique (pour tout dire un monde tout cours) dans lequel cela aurait pu ne pas avoir lieu. Alors, à défaut, il faut faire de l'image un mensonge. Et c'est ici que nous retrouvons l'articulation entre médias : Internet apparaît comme l'outil du dévoilement et de la mise en doute. L'intense "mediamonitoring" qui s'y déploie favorise la critique et la mise en doute, et crée des malaises dans l'univers journalistique traditionnel.

Si Internet n'est pas un média global, il modifie pourtant le jeu des relations entre nations. D'une part, il permet, au sein de la nation, la mise en doute qui touche un public minoritaire, et il facilite aussi l'exportation de cette mise en doute ailleurs, singulièrement aux Etats-Unis perçu comme un lieu de légitimation dans les rapports médiatiques internationaux (et pas seulement). Reste le proche géographique, Israël, où cette mise en doute existe mais ne constitue pas un enjeu pour l'immense majorité de l'opinion publique israélienne et juive : dans une émission à l'occasion des cinq ans de l'Intifada, en octobre 2005, la première chaîne israélienne rassemblait les pères (juif et palestinien) des deux premières victimes de chaque côté. Pour les Palestiniens, c'était le père de Mohammed Al Dura. Ai-je donné ici un argument pour des balles israéliennes puisque "les Israéliens eux-mêmes" ne les mettent pas même en doute? Non, puisque je suis, volontairement, hors de l'espace de la controverse. Voyons dans cette émission israélienne un autre mode d'implication dans le même image-événement, très différent. L'enfant palestinien y est bien victime des Israéliens – mais nous voici invités à une compassion pour les victimes des deux côtés, contre la

violence elle-même – comme l'aurait souhaité, devant une photographie de la guerre d'Espagne, Virginia Woolf en 1938 (cité par Sontag, 2003, p. 5). Dans le conflit israélo-palestinien, cette compassion universelle paraît toujours destinée à céder devant la violence des engagements, d'un côté ou de l'autre.

CHAPITRE 2: LE GRAND RENVERSEMENT

Le conflit israélo-palestinien, une affaire (médiatique) nouvelle? Elle prolonge une histoire très ancienne. Dès les origines, à la fin du XIX^{ème} siècle, le conflit entre sionistes et arabes de la région (qui deviendra israélo-arabe, puis israélo-palestinien) fait l'objet d'un intérêt international intense. La presse a utilisé, beaucoup plus tôt qu'on ne l'imagine, des arguments qui justifient ou condamnent l'Etat (ou le futur Etat) d'Israël. Presque tout a été dit, très tôt (Laurens, 2002). Aujourd'hui, beaucoup de proisraéliens, notamment les plus jeunes, sont convaincus que jamais l'Etat d'Israël n'a été présenté de façon aussi noire. Si l'hostilité a grandi, elle a aussi une longue histoire, qui se mêle de façon complexe à celle de l'antisémitisme. Pour ne remonter que jusque là: dans les années 1970, le sentiment se répand en Israël d'un monde environnant, et d'un monde médiatique, hostile – ce qui se retrouve dans la diaspora juive, notamment française. Dans l'Etat hébreu lui-même, une chanson populaire s'intitule "HaOlam Koulo Negdenou" (le monde entier est contre nous). Le monde, c'était au premier chef l'ONU, qui vote en 1975 une résolution condamnant le sionisme comme une forme de racisme. Le monde, c'était aussi les médias étrangers, cités dès cette époque dans l'Etat hébreu, surveillés par les diasporas, soupçonnés de parti-pris contre Israël. Nul pays n'est, n'a été, aussi sensible à son image qu'Israël, tandis que les communautés juives du monde, auquel l'histoire a enseigné l'inquiétude, se préoccupent du sort et de l'image d'Israël et des juifs désormais étroitement liés.

Qu'est-ce donc qui a changé depuis 2000? En premier lieu, moins les médias que le regard sur les médias: ils n'ont jamais été soumis à une telle surveillance, à travers Internet notamment, à travers les mails aux organes de presse, les listes de diffusion, et les sites de surveillance. L'Internet et les médias dits communautaires traduisent et amplifient un vécu nouveau. Du côté juif français, spécifiquement (mais pas aux Etats-Unis), un intense sentiment de fragilité intervient, après une vague d'optimisme quant à l'insertion des juifs dans la société française, ceci même après la montée de l'extrême-droite dans les années quatre-vingt. L'histoire des médias est indissociable de l'histoire des sensibilités des publics – le pluriel ici s'impose. Alors que le monde juif retrouve et intensifie des inquiétudes au fond anciennes, un public nouveau apparaît dans le débat, d'abord objet de discours puis, lentement, sujet: le monde arabo-musulman français, en pleine crise économique, en pleine effervescence

identitaire, et soupçonné d'antisémitisme, notamment en relation avec (à cause de?) les images du conflit israélo-palestinien (cf. chapitre 8).

L'historique de la couverture du conflit, à ce point de vue, va nous montrer à quel point les rapports des publics aux médias ont changé autant que le contenu des médias. Les publics n'ont peut-être pas affaire à des médias plus partisans, dans un sens ou dans l'autre, mais ils réagissent différemment. Ils prennent les médias à parti, ils n'acceptent plus des arguments qui les laissaient jadis blessés peut-être, mais silencieux. Pour autant, on ne peut ignorer le contenu. Si les arguments pour ou contre l'Etat hébreu ne sont pas différents, la pondération a changé: sur le long terme le soutien envers Israël a décru, les Palestiniens ont acquis droit de cité médiatique.

Retraçons donc cette histoire, en nous concentrant sur le cas français, mais sans nous interdire des comparaisons ailleurs – avec une Angleterre où les origines d'Israël dans une lutte violente avec les autorités mandataires britanniques ont tout de suite pesé, avec une Amérique où l'absence de la voix communiste et la solidité du monde juif se sont combinées, parmi d'autres facteurs, pour faire du soutien à Israël, très tôt et pour très longtemps, une bonne cause – même si là aussi les Palestiniens ont gagné un peu de terrain dans l'opinion et les médias.

Mémoires de l'avant 1967

Commençons par la mémoire, non par l'histoire. Qu'il s'agisse des journalistes ou du public le plus sensible au sujet, on dit souvent, non sans une pointe de nostalgie, qu'Israël bénéficiait jusqu'à la Guerre des Six Jours d'une image très favorable. Zeev Sternhell, professeur à l'université hébraïque, l'une des figures (francophones) de la gauche intellectuelle israélienne très présent dans les médias français, se souvient avec émotion lors d'une conférence à Tel Aviv en novembre 2002 : "j'étais étudiant à Paris avant 1967, être israélien, c'était être comme un prince qui descendait de l'Olympe". Plus prosaïque, Josette Alia, directrice adjointe du *Nouvel Observateur*: "Israël était en danger et l'opinion se range toujours du côté du plus faible" (dans *Médias*, 2, juin juillet 2002). Citoyen israélien et belge, doyen des correspondants francophones en Israël et vieux militant du dialogue israélo-palestinien, Victor Cygielman se rappelle que, si le niveau d'intérêt pour Israël était beaucoup plus

faible, à l'exception de l'expédition de Suez et du procès Eichmann, l'image était "extrêmement favorable". Traversons la Manche. Barbara Smith, journaliste de l'hebdomadaire *The Economist* écrit lors de son départ à la retraite en 2003 : si le contact avec les camps de réfugiés palestiniens au Liban "tempéra mon enchantement pour Israël dans les années 50 et au début des années 60s...l'enchantement était là: l'ardeur et le courage, l'idéalisme des premiers kibboutz, la joie, les manières rudes, la beauté déchirante de l'endroit jusqu'à ce que le béton et les moellons s'en emparent" (Barbara Smith, *The Economist*, 20 December 2003).

Les personnalités, journalistes compris, attachés à la cause arabe et palestinienne avaient alors le sentiment de prêcher dans un désert hostile. Juif égyptien né à Alexandrie, Elie Raffoul devient journaliste en France et prend le nom de plume d'Eric Rouleau. Entré au *Monde* en 1955 et devenu dans les années soixante le spécialiste attitré au journal du monde arabe et proche-oriental, il se rappelle qu'au moins jusqu'en 1967, "les rares journalistes occidentaux qui avaient la hardiesse de suggérer la légitimité des aspirations nationales des Palestiniens étaient dénoncés, diffamés, accusés d'être, selon le cas, des 'antisémites' ou des 'juifs honteux'. En période de crise, une avalanche de lettres, injurieuses et parfois comportant des menaces de mort, s'abattaient sur ceux qui ne se conformaient pas à une vision unilatérale du conflit, courante à l'époque " (Rouleau, 1984, p. 5). Vingt ans plus tard, il ajoute: "J'ai eu beaucoup de difficultés, je n'étais peut-être pas le seul dans mon cas mais je travaillais dans le journal le plus influent d'Europe à l'époque, et j'ai dû travailler pour imposer mon point de vue, y compris dans mon propre journal" (Entretien le 28 août 2003).

Il est facile de lui trouver un homologue britannique, plus militant à vrai dire. Correspondant du *Guardian* au Caire puis à Beyrouth dans les années cinquante et soixante, Michael Adams se rapproche du point de vue arabe. En 1968, il quitte son journal après une querelle avec le rédacteur en chef qui refuse de publier un reportage sur l'expulsion après la Guerre des Six Jours des populations palestiniennes de trois villages près du monastère de Latroun, à l'ouest de Jérusalem (Baram, 2004, p. 118). Il co-signe en 1975 un ouvrage: *Publish it Not, the Middle East Cover Up* (Ne le publiez pas! Le Moyen-Orient qu'on vous cache) qui exprime avec force le sentiment

répandu alors chez les militants de la cause arabe (et palestinienne): il pesait sur la critique d'Israël un véritable interdit.

On le verra, il y eut pourtant dans la presse des critiques d'Israël, mais limitées à certains moments et surtout aux médias communistes et sympathisants. Né dans l'émotion après la découverte du génocide, Etat jugé socialiste dans une ambiance socialisante, Israël commence son existence avec un capital de sympathie autant émotionnelle que politique qu'il n'est pas facile de restituer aujourd'hui. Pour comprendre la dimension affective du phénomène en Occident autour de la naissance d'Israël, relisons les premières lignes de l'éditorial du *Monde* le 16 mai 1948 qu'on comparera ensuite aux éditoriaux publiés vingt (1968) puis trente (1998) plus tard¹⁰.

Le Monde, Editorial du 16 mai 1948: La résurrection de l'Etat juif.

Après deux mille ans d'exil, le peuple juif retrouve son indépendance dans le pays de ses ancêtres. L'événement réalise tout d'un coup devant nos yeux un chapitre nouveau de l'Histoire sainte qui apparente notre ère matérialiste aux temps bibliques.

Le nouvel Etat d'Israël a été conçu de sueur, de sang et de larmes. Autant que les exploits des combattants de la Haganah ou des exaltés de l'Irgoun, la souffrance des six millions d'Israélites immolés par le nazisme a concouru à lui donner le jour. (...)

Le ton est messianique, inhabituel pour le *Monde* – qui retrouvera un ton militant parfois exalté mais sans connotation religieuse de ce type, plus tard, par exemple à l'occasion de la victoire des Khmers Rouges au Cambodge en 1975. En 1948, l'exaltation de l'héroïsme des "combattants juifs" est directement rattachée à ce que l'on n'appelle pas, alors, la Shoah. Israël faible et héroïque : ce motif est sans cesse repris dans cette première époque et dès avant la naissance de l'Etat. Suivant une dynamique que nous allons retrouver, l'image d'Israël déborde très vite de l'actualité et Quelques années après la première guerre israélo-arabe, elle entre dans la culture populaire des best-sellers et du cinéma. Dès 1947, l'histoire de *l'Exodus*, ce navire de réfugiés juifs que les autorités anglaises empêchent de gagner Israël nourrit dans la

¹⁰ Merci ici à Ruth Ben-Smihan qui a la première proposé une comparaison entre ces trois textes (Ben-Smihan, 2000).

presse européenne un récit héroïque teinté d'anglophobie en France, alors que la cause sioniste est soutenue par l'ensemble des médias, y compris la presse communiste (Lazar, 1972) alors que la presse britannique se distingue par un souci de justifier la politique de son pays: le facteur national pèse (cf. chapitre 6). Le *Guardian* par exemple, dénonce l'exploitation des réfugiés par la Hagana (Baram, 2002, p. 74).

Traversant maints pays et maints médias, le navire devient une icône de la lutte pour la création de l'Etat d'Israël. En 1958, l'auteur à succès américain Leon Uris publie *Exodus*, qui romance la création de l'Etat d'Israël en prenant comme symbole le cas du navire des réfugiés. Best-seller dans le monde occidental, ce "docudrame" se vend aux Etats-Unis à plus de vingt millions d'exemplaires sur vingt ans. En 1960 Otto Preminger le porte à l'écran dans une superproduction qui devient un des films les plus populaires des années soixante. Ari Ben Canaan (Paul Newman), capitaine du vaisseau, y incarne le combattant juif, dur mais d'une parfaite intégrité morale. Une "gentille" (non-juive) infirmière américaine jouée par Eva Marie-Saint tombe amoureuse du héros israélien et d'Israël par le même coup – métaphore trop transparente des relations américano-israéliennes imaginées par les auteurs. Moins violemment anti-arabe que l'ouvrage ouvertement raciste de Leon Uris, le film ajoute cependant une scène où les nazis conseillent des villageois arabes sur la façon de traiter du "problème juif" (McAlister, 2001, p. 161). Pour des millions de spectateurs, ce film va devenir une majeure source "d'information" sur le conflit israélo-arabe (il n'est pas encore israélo-palestinien).

Car la cloison entre l'information et la fiction n'est pas étanche. *Exodus*, entendez le récit d'actualité mais aussi toutes ses métamorphoses entre document et fiction, est un exemple d'un succès extraordinaire, celui de l'exportation par une nation de son mythe national. Un sionisme idéal est présent dans le film, qui justifie de bout en bout le combat des juifs pour la fondation de l'Etat d'Israël en délégitimant toutes les prétentions et positions arabes. Exporter son propre mythe : peu de nations dans l'histoire ont réussi, et il s'agit surtout de grandes nations occidentales, dont la France et les Etats-Unis. Après la Révolution Américaine et la Révolution Française, le sionisme entre donc au Panthéon d'une histoire universelle romancée. Il faudrait bien sûr faire une analyse détaillée des représentations d'Israël dans la culture occidentale du temps pour comprendre la profondeur du phénomène: l'agent des services secrets

israéliens devient très vite un personnage stéréotypé, justicier inflexible, sorte de surhomme qui verra, lui aussi, son image s'infléchir.

Illustré par *Exodus*, l'épique récit de la transformation des réfugiés des ghettos en jeunes paysans-soldats méditerranéens et socialistes fascine un vaste public, dans une sorte de spectaculaire renversement de l'antisémitisme. Fascination qui avait commencé d'ailleurs avant la deuxième guerre mondiale – on en trouve trace dès les premiers reportages sur l'entreprise sioniste, ainsi dans les reportages d'Albert Londres, réunis dans un livre à succès, traduit en plusieurs langues, *Le juif errant est arrivé* (1930). Les travailleurs des kibboutzim de la nouvelle nation sont les héros de quantités de documentaires et de reportages. Ainsi sous la plume de Jean Daniel dans *l'Express* en 1956: ce journaliste qui passera à la critique d'Israël a connu, lui aussi, le temps du lyrisme: "Le Kibboutz, qui résume l'aspect le plus exaltant de la tentative israélienne, met en pratique un certain nombre de rêves que les socialistes de tous les pays, et depuis les origines, ont formulé" (Daniel, 2003, p. 17).

Après la création de l'Etat, le deuxième moment capital pour la formation de l'image d'Israël est le procès d'Adolf Eichmann, l'un des principaux responsables nazis du génocide des juifs. Capturé en Argentine par les services secrets israéliens en fin 1960, Eichmann est jugé et exécuté à Jérusalem. Le procès suscite des débats considérables, mais il contribue surtout, pour ce qui nous occupe, à mettre le génocide des juifs au centre de l'histoire israélienne et de l'histoire juive, pour la première fois. C'est à Jérusalem le premier afflux de correspondants étrangers. Si la philosophe Hannah Arendt fera de ses reportages un livre célèbre et controversé (Arendt, 1963), elle n'est dans la salle d'audience qu'une parmi la foule de tous pays qui suit, jour après jour, les longs débats. D'autres livres "à chaud" seront publiés sur Eichmann, regardé avec fascination comme une incarnation du mal (c'est précisément cette fascination dont Hannah Arendt essaiera de se défaire en plaidant pour une idée toujours difficilement acceptable, celle de la "banalité du mal"). Si l'Etat d'Israël est critiqué, y compris pour la façon dont Eichmann a été enlevé (voir *infra*), les témoignages des victimes volontairement mis au centre de la scénographie du procès suscitent ou renouvellent l'élan d'empathie.

De la mémoire à l'histoire

Comme toujours, la mémoire est un agent double, qui dit la vérité en trompant. Toute l'argumentation anti-israélienne, qui fleurira au moment de la deuxième Intifada était déjà présente avant 1967. On pense toujours à l'extrême-droite. Et on oublie un monde que 1989 et la chute du mur paraissent avoir, pour les jeunes générations, comme rétrospectivement rayé de la carte: le monde communiste et la cohorte des sympathisants et des compagnons du route qui ont eu tant de mal à se défaire de la fascination pour l'idéal socialiste. A l'occasion de la nouvelle Intifada, de nombreux auteurs ont dénoncé une "nouvelle judéophobie", une mutation de l'antisémitisme qui aurait deux caractères principaux: elle viendrait de la gauche et s'exprimerait "sous couvert de l'antisionisme". C'est mettre trop vite la puissance intellectuelle et politique du communisme aux poubelles de l'histoire. En janvier 1953, Jean-Paul Sartre n'écrivait-il pas : "L'antisémitisme aujourd'hui n'est plus une doctrine. Drumont n'est plus possible. Les partis de droite qui professaient autrefois un antisémitisme systématique sont remplacés par des groupements qui ne se réclament plus de la droite, qui n'osent même pas dire leur nom. Par ailleurs, il est évident que nous assistons aujourd'hui à un antisémitisme 'de gauche'. Les déclarations faites au procès de Prague, par exemple, sont extrêmement troublantes..." (cité par Poliakov, 1983, p. 50) .

La presse communiste internationale a été le vecteur d'un antisionisme radical, parfois d'un antisémitisme explicite. Benoît Frachon, alors secrétaire général de la CGT, rendit compte ainsi d'une cérémonie à Jérusalem dans *l'Humanité*, le quotidien du Parti: "Il n'y manquait même pas le veau d'or, toujours debout, qui, comme dans l'opéra de Gounod, contemplait à ses pieds, dans le sang et la fange, les résultats de ses machinations diaboliques. En effet, les informations nous indiquaient qu'avaient assisté à ces saturnales deux représentants d'une tribu cosmopolite de banquiers bien connus dans les tous les pays du monde : Alain et Edmond de Rothschild. A leurs pieds, des morts encore saignants" (*L'Humanité*, 17 juin 1967). Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Dans une étude systématique sur la presse française en 1958, qui nous montre, à quelques réserves près, une image positive et riche de la société israélienne, le quotidien communiste se singularise à plusieurs reprises, insistant sur le caractère "raciste" (p. 168) et "théocratique"(p. 156) de l'Etat d'Israël, et rejetant entièrement sur lui la responsabilité du sort des réfugiés de 1948. La presse communiste se

singularise à nouveau à l'occasion du procès Eichmann, en faisant "rentrez" le procès dans une analyse hostile à l'Occident et singulièrement à la République Fédérale d'Allemagne. Comme le rappelle Léon Poliakov : "c'est à cette occasion que le sionisme commença à être rapproché du nazisme, l'idée étant qu'en accordant une si grande publicité à Eichmann, Israël cherchait à protéger les vrais coupables, les nazis ou néo-nazis censés préparer, à Bonn, la Troisième Guerre mondiale" (Poliakov, 1983, p. 56). Le rapprochement sionisme-nazisme, sous des formes diverses, joue un rôle clef dans la controverse (cf. chapitre 4).

La fidélité à l'Union Soviétique n'explique évidemment pas tout, car un antisémitisme populaire put aussi se reconvertir en idéologie "respectable" dans les bagages du communisme. C'est à cette époque que certains antisémites vont apprendre à s'avancer sous couvert d'antisémitisme. Legs redoutable: on dira "sionistes" pour éviter de dire "juifs" et de prêter le flan à l'accusation d'antisémitisme, ce qui rend, aujourd'hui encore, l'usage descriptif du mot sioniste difficile – d'autant qu'en parallèle le mot a changé de sens à partir du moment où le projet politique qu'il incarnait a beaucoup évolué – en Israël même.

Deuxième réserve, l'image d'Israël comme Etat est écornée au-delà du Parti Communiste en 1956, au moment de l'expédition de Suez, offensive franco-anglo-israélienne contre l'Egypte, à la suite de la nationalisation du Canal de Suez par Gamal Abdel Nasser. La presse de gauche non communiste dénonce Israël comme un allié du colonialisme occidental. L'image de la puissance militaire agressive vient contredire au moins pour un temps le stéréotype du petit Etat faible et héroïque. Ce renversement d'image va s'installer, durablement, à partir de 1967.

Avant 1967: les correspondants

Au fond, malgré les réserves, la mémoire n'a pas tort de retenir un fond de sympathie massive pour l'Etat d'Israël. Une des clefs de cette sympathie réside sur place, dans la toute petite machine qui exporte les images du pays. Les correspondants de l'avant 1967, peu nombreux, ne sont pas en contact avec le monde des réfugiés, et s'intéressent d'abord à l'Etat des pionniers. La presse israélienne qui pouvait leur servir de source est très différente de la presse d'aujourd'hui (Bourdon, 2007). Un

mariage de confiance unit alors l'Etat "mapaïnik" (du nom du parti travailliste dominant, le Mapaï) aux principaux rédacteurs en chef. Ceux-ci sont rassemblés dans un comité qui se réunit régulièrement, tout disposé à écouter les conseils des principaux ministres et du chef de l'Etat-major qui leur fournit aussi des informations. Ils pratiquent, pour défendre les intérêts de l'Etat, une autocensure bienveillante. Or, les correspondants de la presse étrangère sont étroitement associés à la presse israélienne. Beaucoup de ces correspondants sont "des recrutés locaux", citoyens binationaux pris dans l'idéologie conquérante et positive de l'époque, par exemple André Scemama qui fut le correspondant de nombreux médias français, dont les trois plus influents, l'Agence-France-Presse, l'ORTF (la radio et télévision publique) et *le Monde*. D'autres sont journalistes israéliens, comme "Shaïke" (Yehoshuha) Ben Porat de *Maariv* (longtemps le premier quotidien), longtemps correspondant d'Europe 1. Ces correspondants sont basés, pour l'essentiel, à Tel Aviv, loin du monde des réfugiés.

Les relations entre la presse étrangère et le gouvernement israélien ne sont pas mauvaises. En 1957, l'Association de la Presse Etrangère (voir chapitre 5) est fondée par 37 membres. Francis Offner le correspondant du journal Britannique *l'Observer* a pris cette initiative car il a été menacé de prison par un des assistants de Ben Gourion pour avoir cité une réaction particulièrement brutale du Premier ministre israélien à l'encontre de son homologue britannique Anthony Eden. Mais l'incident fait long feu. David Ben Gourion, qui reconnaîtra avoir été exactement cité, est le deuxième invité du banquet annuel de la FPA après Shimon Peres, alors directeur général du ministère de la Défense israélien. Les souvenirs du fondateur Francis Offner (Offner, 1999) sont pleins de compréhension pour Israël. Il dit comprendre pourquoi la question de la sécurité et de la censure demeure un problème clef pour un pays menacé par des ennemis qui admettent ouvertement souhaiter sa destruction. Cette Association de la presse "étrangère" compte d'ailleurs des Israéliens dont le correspondant de la Jewish Telegraphic Agency, agence de news américaine fondée en 1917.

Les tournants de 1967

La Guerre des Six Jours va provoquer un mouvement de ciseaux : une amplification de la sympathie pour Israël perçue comme menacée d'extermination, suivie d'une

montée non moins intense de la critique à gauche mais aussi parfois à droite. La critique communiste se radicalise; l'extrême-gauche s'approprié avec ferveur la cause palestinienne alors même que son émergence dans les médias est liée à l'usage du terrorisme; vieux critiques d'Israël, les chrétiens de gauche, notamment *Témoignage Chrétien* en France, jouent un rôle de précurseur dans le renouveau de la critique radicale d'Israël. Au point que le 25 avril 1981, Georges Montaron, rédacteur-en-chef de *Témoignage Chrétien*, fut condamné en justice pour incitation à la haine et à la violence, affirmant que les juifs tuent leurs voisins arabes car "ils se croient tout permis parce qu'ils disent être le peuple élu", et aussi que les juifs nient l'existence des Palestiniens car ce peuple est le "témoin du péché d'Israël" (Poliakov, 1983, p 141-144). Palestiniens mis à part, on est là dans un antisémitisme chrétien des plus classiques.

Des points de vue israélien et juif, la déception de l'après-Guerre des Six Jours est grande. Car, à l'exception communiste, on s'était habitué à rencontrer un fort capital de sympathie du côté d'une gauche humaniste, antiraciste, attiré par les aspects socialistes du nouvel Etat. Après la guerre des six jours, seule une certaine presse de droite (*L'Aurore*) maintient le discours apologétique favorable à Israël. Ailleurs, on vit se construire une image d'Israël profondément ambivalente: le pays conquérant se superpose au pays pionnier, au point de bientôt le recouvrir. Lucien Rioux a parlé à propos de Jean Daniel, juif français, méditerranéen, ami des arabes, d'un "déchirement insurmontable" (cité par Laurence Coulon, 2001, p. 173). Beaucoup de journalistes, juifs ou non, font un chemin moins tourmenté, mais semblable. Ainsi Roger Louis, journaliste vedette de la télévision française, exalte dans un reportage de 1962 les efforts d'irrigation du désert de Neguev, décrit comme "vide" d'habitants selon un vieux thème sioniste et israélien – et se retrouve, juste après 1967, interviewant longuement et avec sympathie des Palestiniens, pour le grand magazine *Cinq colonnes à la Une*. Avec beaucoup d'autres, il a changé de regard¹¹.

L'ambivalence est profonde, aussi bien chez les juifs soucieux d'Israël mais anticolonialistes et par là propalestiniens, ainsi que chez ces chrétiens coupables

¹¹ On trouvera ces séquences dans le film documentaire DVD: Bourdon, Jérôme (2008). *Israël-Palestine, l'emprise des images*, réalisé par Antonio Wagner. Production Public Sénat et Institut National de l'Audiovisuel.

devant le génocide du peuple que le christianisme a si longtemps persécuté, mais aussi anticolonialistes voire tiers-mondiste. Retrouvons dans l'éditorial du *Monde* du 16 mai 1968, dû sans aucun doute à la plume d'Hubert Beuve-Méry, catholique moral et tourmenté, les questions que soulève le changement de l'image d'Israël. Des thèmes sionistes classiques (la vaillance, "un contre cent", "faire fleurir le désert") se mêlent à un bilan sévère ("échec sur l'essentiel"), même si l'auteur reconnaît la difficulté de la tâche face au monde arabe dont on reproduit le point de vue sans émettre de critique, sauf à propos de l'attaque de 1948.

Le Monde, Editorial du 16 mai 1968, Les vingt ans d'Israël

Il y a tout juste vingt ans, ce 15 mai, la Grande-Bretagne déposait son mandat sur la Palestine. Quelques heures auparavant, M. Ben Gourion avait proclamé l'indépendance de l'Etat juif, aussitôt attaqué par les armées de cinq Etats arabes. Se conformant au calendrier hébraïque, Israël a fêté le 2 mai dernier cet anniversaire par une manifestation de puissance militaire, à laquelle le Conseil de sécurité, unanime, lui avait en vain demandé de renoncer. Il est vrai qu'il n'est pas donné à beaucoup de pays d'aussi modestes dimensions de gagner de haute main trois guerres en deux décennies.

Mais si le minuscule Etat a réussi à se maintenir, voire à s'agrandir, par la force, il a échoué sur l'essentiel: faire admettre sa légitimité par les peuples de la région. Certes, la tâche était et demeure difficile. Comment convaincre la nation palestinienne de souche d'abandonner sa patrie à un peuple, même persécuté, venant des quatre coins de la terre?

Comment expliquer à des centaines de milliers de réfugiés que la perte de leur foyer est justifiée par la nécessité de laisser d'autres réfugiés s'y épanouir à leur place?

Une grande partie de l'opinion mondiale a pris fait et cause pour Israël. Une certaine mauvaise conscience se mêle à l'admiration légitime pour un peuple qui, après avoir subi un des plus horribles holocaustes de l'histoire, a montré son aptitude à faire reculer le désert et, dans un combat à cent contre un, a montré son exceptionnelle vaillance. Mais les arabes, qui ignorent jusqu'à l'étendue des persécutions infligées par les nazis aux juifs européens, qui contestent à ceux-ci le droit de revendiquer un territoire d'où ils ont été chassés il y a une vingtaine de siècle, ont ressenti la création de l'Etat d'Israël comme un défi intolérable.

La transformation fut liée aussi au nouvel essor de la politique arabe de la France. Il faut citer à nouveau, complètement, les mots célèbres du Général de Gaulle dans sa conférence de presse du 28 novembre 1967 : "Certains même redoutaient que les juifs, jusqu'alors dispersés, qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tous les temps, un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois qu'ils étaient rassemblés, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles : L'an prochain à Jérusalem". On a tout dit sur ces phrases, mais on ne saurait oublier qu'elles furent le point de départ d'une série de polémiques dont la vivacité a peu à envier à celle d'aujourd'hui, et de mobilisations nouvelles notamment du côté juif. Raymond Aron accusa le général de Gaulle, d'avoir "sciemment, volontairement, ouvert une nouvelle période dans l'histoire de l'antisémitisme (...). Pas le temps du mépris, le temps du soupçon". Raymond Aron observait aussi que, partisans ou adversaires, personne ne semblait se résigner au rôle d'observateur, tous étaient saisis d'étranges démons – l'observation est aujourd'hui pleinement actuel, à propos du monde juif comme de l'Islam. Dans *De l'antisionisme à l'antisémitisme* (1969, p. 160), Léon Poliakov écrit : "A peine âgé de vingt ans, l'Etat juif semblait défier la raison, tout comme le peuple juif depuis 2000 ans. Des chrétiens partageaient les enthousiasmes sionistes ; des athées en voulurent aux juifs de prendre parti pour cet Etat insensé".

L'extrême gauche militante propalestinienne n'est pas en reste ici, au point que certains s'en inquiètent, ainsi l'une de ses figures charismatiques, Pierre Goldman : "Nous fûmes quelques gauchistes juifs à être retenus au seuil du soutien à la cause palestinienne par l'antisémitisme indiscutable qui suintait en sourdine du discours propalestinien" (cité en exergue au dernier ouvrage de Jacques Givet, *Israël et le génocide inachevé*, Plon, 2003).

D'Israël au couple israélo-palestinien

Mais Israël devient inséparable, aussi, des Palestiniens: à travers l'occupation, la rubrique "Israël" devient une rubrique "frères ennemis", si l'on peut dire: "Israël-Palestine". La figure du Palestinien devient d'ailleurs, à considérer la totalité de la couverture, ambivalente, comme Israël lui-même, héroïsé comme combattant à

l'extrême gauche et parfois à gauche, plaint comme victime et réfugié, enfin stigmatisé comme terroriste. Occupation/Terrorisme : première apparition d'un couple toujours actuel, et d'un éternel débat entre les partisans de deux camps (l'occupation justifie le terrorisme, ou le terrorisme l'occupation, l'occupation doit cesser avant le terrorisme, ou le terrorisme avant l'occupation ?).

En parallèle, occupation et terrorisme vont devenir des affaires visuelles. A la fin des années soixante, la majorité des ménages ouest-européens (et la quasi-totalité des ménages anglais et américains) est équipée d'un téléviseur. 1968, un tournant politique? Un tournant cognitif tout autant. A travers la télévision, le monde devient, plus qu'avant, un catalogue d'images en mouvement: famine au Biafra, premiers pas de l'homme sur la Lune, invasion de la Tchécoslovaquie, mouvements étudiants et ouvriers – et puis, Israël et les Palestiniens. Considérons ce reportage de fin 1967 de *Cinq colonnes à la Une*, le grand magazine d'informations des années soixante. S'adressant au spectateur pour lancer le reportage, Pierre Desgraupes, comme un journaliste d'aujourd'hui, souligne soigneusement qu'il respecte l'équilibre entre point de vue israélien et arabe. Tout le reportage sera consacré à Israël, il "ne comportera pas de contrepartie", car, justifie-t-il, le point de vue arabe a été donné dans l'édition précédente. Le reportage interviewe des Israéliens de toutes origines, laïcs, religieux, dans la rue, dans les cafés, qui déjà débattent de la restitution des territoires conquis. Dans son commentaire, Pierre Desgraupes pose une question qui résume le tournant majeur : " Comment peut-on devenir occupant sans risquer de perdre son âme pacifique ? " Autrement dit, Israël était perçu jusqu'alors comme doté d'une âme pacifique, qu'il serait en train de perdre...

Dans le *Monde* comme dans le *Figaro* (Coulon, 2001, p. 173), les arabes de Palestine ou les arabes habitant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza deviennent " les Palestiniens ", voire " le peuple palestinien ", dont on reconnaît la légitimité des revendications nationales. Mais aux côtés du palestinien occupé, le palestinien terroriste devient une figure majeure des médias internationaux. Le *Monde* opère une distinction, parlant des "résistants" ou des "combattants" lorsque les Palestiniens opèrent dans les territoires et en Israël, et de "terrorisme" pour les actions extérieures. Dans les nombreuses actions terroristes, il faut singulariser l'assassinat des athlètes israéliens à Munich en 1972. La condamnation dans la presse française fut générale, à

l'exception de *l'Humanité*, qui rend responsable de la tuerie, *in fine*, Israël que critique aussi, dans une moindre mesure, le quotidien gaulliste *la Nation* (Coulon, 2001, p. 175).

Mais la stigmatisation opère des deux côtés. Du côté israélien, l'équivalent du terrorisme, au moins pour la condamnation morale dont il fait l'objet, c'est la torture dont les autorités israéliennes font usage dans les territoires occupés, et ce rapidement. La presse s'en fait l'écho, mais à bas bruit. Le 3 février 1969, dans le *Nouvel Observateur*, Jean Daniel cite un maire palestinien qui profère des accusations précises de torture. Dans les années soixante-dix, Eric Rouleau veut traiter le sujet pour le *Monde* – mais d'Israël occupant à Israël tortionnaire, il y a un pas que le journal ne peut pas, pas encore, franchir : "J'ai vu des Palestiniens qui avaient été torturés à une époque où personne au monde ne pouvait imaginer qu'un juif pourrait torturer quiconque (...) J'ai fait un papier d'analyse avec deux paragraphes sur la torture, qui ont été coupés, sans avertissement, ce qui n'arrive jamais au *Monde*" (entretien le 28 août 2003).

La dénonciation de la torture et des violations des Droits de l'Homme dans les territoires occupés s'accroît à partir de 1977. L'arrivée au pouvoir de Menahem Begin et du Likoud, parti des faucons, opposant déclaré à la paix avec le monde arabe facilite la dénonciation. Pour les journaux de gauche (y compris d'ailleurs en Israël), il sera toujours plus facile de dénoncer un dirigeant "de droite", sans comprendre que les différences entre droite et gauche, en Israël, ne sont pas aussi radicales qu'ils imaginent (y compris lorsque la gauche acceptera de négocier des affaires de paix). Le 19 juin 1977, le *Sunday Times* londonien publie un article intitulé "Israel Tortures Arab Prisoners". Le journal conclue que l'usage de la torture est "étendu et systématique". Ce papier fait l'objet de vastes reprises internationales. Symptôme d'un écart de perspective qui nous est déjà connu : le *New York Times* reprend l'information, mais avec le titre : Les Israéliens nient les accusations de torture portées par un journal de Londres ¹².

¹² "Israelis Deny a London Paper's Charges of Torture", *New York Times*, 2 juillet 1977. L'article fait une large place aux sources israéliennes (Nabell, 1992, Human Rights Watch, 1992)

Pourquoi a-t-on largement oublié aujourd'hui la violence de la controverse qui a suivi la Guerre des Six Jours? Le monde juif, dans l'ensemble, ne garde pas mémoire vive de ces attaques – sauf, en France, des mots du général de Gaulle. Tout se passe comme si, d'une vague de critiques à l'autre, il fallait retourner à la tranquillité, à l'espoir de l'acceptation d'Israël, qui est difficilement dissociable de l'acceptation des juifs de la diaspora dans leur société respective. A chaque crise, des juifs font état de leur appartenance dans l'espace public, et se réveillent "plus juifs" qu'hier, puis la controverse retombe... On connaît le cas de Raymond Aron après 1967. On sait moins que Pierre Nora se trouva en 1967 aux portes de l'ambassade d'Israël, comme d'autres jeunes juifs de sa génération prêts à partir pour une terre promise qui ne savait trop que faire de ces bonnes volontés.

Les crises et les dégradations de l'image d'Israël suscitent aussi des divisions dans le monde juif. Certains se mobilisent, publiquement, pour la cause palestinienne, par exemple Eric Rouleau du *Monde*, ou encore Pierre Vidal-Naquet, professeur d'histoire, grande figure de la gauche morale et de la lutte anticolonialiste – qui lui aussi lie son identité juive au souci d'Israël. De l'autre bord, on citera Annie Kriegel, venue de la gauche communiste, elle "passe à droite", et va se battre pour justifier Israël – en 1982, dans un ouvrage de combat intitulé *Israël est-il coupable?*, elle attaquera Rouleau et Vidal-Naquet, parmi d'autres, comme "l'aile antisioniste du monde juif".

Transformation des médias

Mais revenons aux médias, et notamment aux correspondants en Israël et aux envoyés spéciaux. A partir de 1967, leur centre d'intérêt se déplace : l'occupation des territoires conquis devient un sujet majeur (vingt ans plus tard, avec la première intifada, elle deviendra le sujet essentiel). Les organes de presse multiplient l'emploi des "stringers", ces journalistes locaux payés (mal) à la pige. Si les médias ont toujours affaire à des "recrutés locaux", ceux-ci vont changer de couleur politique. La "communauté internationale", en tout cas la presse européenne, dans sa masse, désapprouve la conquête des territoires, et il faut trouver des correspondants qui reflètent ce consensus. Pour *le Monde*, Eric Rouleau, rédacteur en chef, est depuis longtemps en désaccord avec André Scemama. Il lui adjoint Amnon Kapeliouk, qui

deviendra chef de bureau avant de passer au *Monde Diplomatique* – Amnon Kapeliouk est un journaliste israélien singulier tant par son cosmopolitisme que par ses positions politiques, francophone et arabisant, critique sans ménagements de son pays, plus tard auteurs d'enquêtes incisives sur le massacre de Sabra et Chatila et sur l'assassinat de Rabin. De son côté, *le Nouvel Observateur*, qui a toujours pratiqué envers l'Etat hébreu un mélange de sympathie et de critique, s'est adjoint en 1966 les services de Victor Cygielman, israélien d'origine belge (il écrit pour le journal *le Soir*), lui aussi très nettement à gauche sur l'échiquier politique israélien. L'un des fondateurs du mouvement pour la paix, Victor Cygielman pratiquera toujours le dialogue avec les Palestiniens. En 1994, il fonde avec un avocat palestinien de Jérusalem, Ziad Abu Zia, l'avocat chargé du dossier de Jérusalem le trimestriel en langue anglaise *Palestine-Israel Journal*, qu'il co-dirigera jusqu'à sa mort en 2007. D'autres médias attendront plus longtemps, et remplaceront parfois le recruté local par un envoyé extérieur. Pour Europe 1, dans les années quatre-vingt, c'est un correspondant français nourri de sympathies pour le monde arabe, Georges Malbrunot (devenu célèbre depuis comme otage en Irak) qui va prendre le relais de Yehoshoua Ben Porat.

La guerre du Kippour va provoquer un nouveau changement. Le nombre des correspondants continue de croître. Les rapports du gouvernement israélien avec la presse, d'abord étrangère mais aussi nationale, se dégradent. En 1973, avant le déclenchement des hostilités, tandis que la presse étrangère rapporte déjà l'accumulation de forces le long des frontières avec la Syrie et le Liban, la presse nationale est invitée à se taire, ce que beaucoup de journalistes supportent mal. Puis les officiels israéliens s'embarquent dans une stratégie de "demi vérités et de mensonges complets" (Lederman, 1992, p. 98) dont, à beaucoup d'égards, ils ne sont pas sortis depuis, notamment au plan militaire : "l'usage du mensonge se répandit, mesure tactique pour dissimuler ou couvrir des sottises ou des erreurs, pour éviter d'avoir à affronter les problèmes, ou par simple souci de protection et de manipulation bureaucratique" (Lederman, *ibid.*). Malgré maintes tentatives de bilans et de rapports stratégiques sur la question, le gouvernement israélien et surtout son armée n'ont plus jamais retrouvé une façon de communiquer qui les satisfasse, avec leurs propres médias et, plus encore, avec la presse étrangère. En 2000, la deuxième Intifada verra, à cet égard, une nouvelle et radicale dégradation (voir chapitre 5).

La victoire du Likoud en 1977 consacre une autre dégradation entre un gouvernement désormais de droite et une élite journalistique liée aux partis de gauche vaincus. La presse nationale trouve autant à se plaindre que la presse étrangère : Begin refuse de rencontrer les rédacteurs en chef et préfère en appeler directement au public. Cette tension culmine avec la (première) guerre du Liban et l'invasion israélienne de 1982. Ariel Sharon, ministre de la défense, interdit à son chef d'état-major de rencontrer les journalistes tandis que le mensonge d'Etat sur la vraie nature de l'offensive s'installe au plus haut niveau. Ceci radicalisera la critique de l'invasion du Liban par les grands journaux.

En 1977, Menahem Begin prend aussi une petite décision lourde de conséquences. Il déplace le service de presse gouvernemental (GPO) - comme d'autres bureaux officiels - de Tel Aviv à Jérusalem. C'est un des facteurs qui conduisent les correspondants étrangers à installer leurs bureaux à Jérusalem (alors que Tel Aviv demeure, aujourd'hui encore, la capitale des médias hébraïques). La ville sainte devient, plus que jamais, la destination naturelle des reporters, "parachutistes" et autres envoyés spéciaux. Arrivé en 1979 à Tel Aviv pour faire l'expertise du bureau de l'AFP alors localisé dans la ville, Pierre Lemoine décide très vite d'organiser le déménagement à Jérusalem : "cela s'imposait comme une évidence". Il raconte : "J'ai mis un temps à me rendre compte qu'effectivement, sur place, si on décrivait la situation telle qu'elle existait sans se couler dans les rouages de l'information avec les correspondants militaires, on décrit une armée d'occupation face à des civils, et on est nécessairement critique. Certains de mes amis israéliens du début sont venus me voir et m'ont dit : il paraît que tu écris des papiers contre nous maintenant. Je dis non, simplement, je donne accès à des choses que vous n'avez pas dans la presse israélienne, nous journalistes sommes payés pour mettre notre nez là où ça ne va pas, là où ça fait mal ". Il découvre aussi que le recrutement n'est pas facile : " Il me fallait des Israéliens qui comprennent qu'on puisse parler des Palestiniens, il n'y en avait pas beaucoup. Ce n'était pas nécessairement des militants, mais ils n'étaient pas dans le consensus de l'époque (...). J'ai par exemple recruté Marius Shattner, qui venait de *Libération* et avait milité à gauche" (entretien le 7 octobre 2003) – Marius Shattner est aujourd'hui un des piliers de l'AFP.

A la même époque, des personnalités palestiniennes développent les relations avec les médias. Raymonda Hawa-Tawil, connue aujourd'hui comme belle-mère de feu Yasser Arafat, vient d'une famille de notables chrétiens de Saint-Jean-d'Acre. Favorable au dialogue, elle organise chez elle des rencontres entre personnalités, pacifistes israéliens, intellectuels juif et palestiniens. Elle acquerra une certaine notoriété en 1978, lors d'une campagne internationale pour sa libération après son emprisonnement par les autorités israéliennes. Jean-Claude Guillebaud évoque son sort dans un article du *Monde* intitulé " Les Palestiniens du silence ". Forte de ses relations avec la presse étrangère, elle fonde en 1977 une petite agence, le Palestinian Press Service. L'idée même lui a été soufflée par le correspondant du *New York Times*, Terence Smith. Luttant pour prouver son indépendance par rapport aux positions palestiniennes officielles, elle bénéficie de la sympathie des correspondants étrangers qu'elle rappelle avec émotion dans ses souvenirs (Tawil, 2001), Pierre Lemoine pour l'AFP, ou Eric Silver du *Guardian*, son premier abonné. De ressources modestes (cinq personnes au maximum), le Palestinian Press Service n'est qu'un des nouveaux liens qui s'établissent entre des correspondants désormais solidement implantés pour couvrir les territoires, et le réseau croissant d'informateurs et de stringers palestiniens. A la veille de la première Intifada, la grande majorité des correspondants sont abonnés au PPS. Dans les premiers mois du soulèvement, les autorités israéliennes en décrètent la fermeture (Lederman, 1992, p. 77).

L'évolution des idées est inséparable du substrat matériel. Les correspondants d'avant 67 utilisent le télex, mais parfois aussi encore le télégramme, coûteux. Les reportages télévisés sont filmés, doivent être développés et montés, et transportés par avion (parfois le développement et le montage ont lieu dans les studios européens ou américains). Dans la Guerre des Six Jours, la radio joue un rôle essentiel – même si la qualité des lignes est encore un peu incertaine. Puis la communication sonore et visuelle devient sans cesse plus facile: amélioration des lignes radio et téléphone, utilisation du talkie-walkie par les journalistes sur place (pour compenser la déplorable qualité du téléphone local), utilisation des liens satellite pour la télévision, complété par le remplacement du film par la vidéo d'actualité (ENG ou Electronic News Gathering) qui est d'emploi systématique pour la visite du Président Sadate à Jérusalem. Enfin, introduction du téléphone automatique international (Lederman, p.

129). L'information devient, pour dire bref, plus visuelle et plus rapide. Les changements technologiques comme l'attitude plus critique des journalistes compliquent fort le travail d'une censure qui ne fonctionnait bien qu'avec une sorte d'accord tacite des journalistes. A partir de la fin des années soixante-dix, tandis que l'armée israélienne continue de s'interroger indéfiniment sur la bonne façon de communiquer, la censure, pour les correspondants étrangers et la presse hébraïque (mais non pour les journaux palestiniens) voit son rôle décliner.

De Camp David à la guerre du Liban

Accords de Camp David en 1977, guerre du Liban en 1982 : ces deux épisodes préfigurent, sur un temps plus long, le jeu de bascule dans les représentations médiatiques d'Israël qu'on va retrouver d'Oslo à la deuxième Intifada. Les accords de paix de Camp David entre l'Égypte et Israël, négociés à partir de 1977, signés en 1978, donnent l'occasion au " lyrisme de la paix " de s'épancher, on salue la réconciliation entre les frères ennemis, tandis que le président Sadate devient un héros pour la presse occidentale, ce qui constitue un changement surtout aux États-Unis où l'image des peuples arabes est à la fois beaucoup plus négative et beaucoup moins riche qu'en Europe. Par contre, l'appréciation stratégique divise à nouveau la presse, la droite approuve les accords, les communistes, l'extrême-gauche et une partie de la gauche (que représente bien la couverture d'Eric Rouleau pour *le Monde*) sont plus réservés, insistant sur les concessions consenties par Sadate et sur la non-résolution de la question palestinienne (Coulon, 2001, p. 183).

Quant à la guerre du Liban, sa perception par les médias est jugée très différemment selon que l'on est proisraélien ou propalestinien. Pour les proisraéliens, c'est la dégradation majeure après 1967 et avant la deuxième Intifada. Leurs griefs sont nombreux : exagération palestinienne sur le nombre de victimes reprises telles quelles, imputation à l'armée israélienne de la responsabilité directe des massacres de réfugiés palestiniens Sabra et Chatila le 16 septembre 1982 perpétrés par des milices chrétiennes phalangistes sous la protection de Tsahal. Enfin et surtout, changement plus radical encore de l'image d'Israël qu'en 1967, à travers son armée. Armée "de défense" avant 1967, armée "conquérante" après, elle devient dans les médias,

quasiment, une armée de "bourreaux" – c'est du moins ainsi que les proisraéliens le perçoivent.

Pour les propalestiniens, au contraire, c'est un moment positif, le tournant dans une représentation médiatique jusque là jugée globalement inexistante – ou défavorable. La nouveauté tient en partie à la télévision, présente comme jamais auparavant dans l'histoire du conflit. Elle bouleverse l'image des Palestiniens, représentés en masse, comme victimes : "Jamais sans doute l'entité palestinienne n'est apparue aussi pleinement : une armée, des soldats en larmes qui quittent leurs familles, une foule qui les accompagne jusqu'au port : qui peut nier que ces images donnaient à voir des signes extérieurs d'une autre Etat", écrit Serge July qui parle aussi de "reconnaissance émotive" (*Libération*, 23 août 1982). Comme l'écrit *la Revue d'Etudes Palestiniennes* à laquelle j'ai emprunté la citation qui précède : "il y eut ce jour-là l'avènement médiatique de ce qui n'était encore quelques semaines plus tôt qu'une entité aux contours mal définis, aux objectifs pas toujours compréhensibles " (Kassir, 1983, p. 19). Alors que les proisraéliens ne voient qu'une dégradation de l'image d'Israël et une attaque injuste, le propalestinien, au contraire, souligne qu'il s'agit d'une dégradation relative: la manifestation-monstre de Tel Aviv contre la guerre, douze jours après le massacre, aurait permis aux médias de "racheter" Israël et de lui redonner le visage du peuple démocratique et pacifique de l'avant 1967. De plus, la revendication palestinienne est acceptée dans les limites de la guerre de 1967. Pas question d'ouvrir le débat des réfugiés de 1948. Il reste que, selon le bilan même de *la Revue d'études palestiniennes*, la presse parisienne interviewe en majorité des personnes favorables au point de vue palestinien.

Mais au-delà du décompte des points médiatique, on peut lire autrement le tournant de 1982. Liés dans l'histoire et la géographie, les destins d'Israël et des Palestiniens le sont aussi par l'image, dans un précipité médiatique instable. Les Palestiniens "volent" aux Israéliens/juifs l'image de victime, Israël endosse le costume du perpéteur – mais tout peut se renverser très vite, pour peu que le Palestinien redevienne terroriste et Israël pacifique. L'émotion et l'image associe ainsi, dans un jeu de bascule tragique, Israéliens et Palestiniens. Ainsi la première Intifada fait-elle de nouveau des Palestiniens des victimes, d'Israël un perpéteur. Jusqu'aux accords d'Oslo qui

conduisent à de nouveaux renversements. Jusqu'au prochain attentat, à la prochaine offensive israélienne dans les territoires...

La première Intifada

A l'inverse de la guerre du Liban, la première Intifada qui commence à l'automne 1987 ne correspond pas à un épisode relativement bref, mais se déroule sur de long mois, au moins deux ans d'un feuilleton médiatique qui popularise une icône: l'enfant palestinien face au tank, le faible ultime face à la force totale d'une armée, ou, d'une métaphore biblique dont on va user et abuser, David face à Goliath, mais David est arabe et Goliath est juif. Si en 1967 Israël devient, aux yeux des médias, un occupant, si en 1982, Israël trempe dans un massacre de civils, l'occupation, l'agression, n'est pas tout Israël. La vie politique, sociale, scientifique israélienne continuent d'intéresser le public et d'être couvertes régulièrement. A la veille de la première Intifada, ainsi, Israël, au moins à travers le témoignage de certains correspondants, paraît avoir retrouvé une image positive, en tout cas une image d'un pays aux soucis "comme les autres". Nommé correspondant de TF1 à Jérusalem en 1986, Julien Brunn (entretien, 31 mars 2003) se souvient que sa rédaction en chef s'intéressait peu aux Palestiniens: "Il me paraissait raisonnable, correspondant à la réalité et à une éthique de l'offre journalistique, de concentrer mes efforts sur l'intérieur des territoires occupés. Ce n'était pas facile. Il fallait faire parler des gens qui parlaient à peine français, que personne ne connaissait, les dirigeants locaux n'étaient pas connus, il y avait pas de morts ou très peu, donc ce n'était pas très intéressant, pour vendre mes premiers morts palestiniens, passer moi l'expression, ça a été un combat de tous les instants. J'ai dû marchander. Bon tu fais un sujet sur les Palestiniens, mais aussi sur les juifs soviétiques qui venaient d'arriver ou sur l'alternance des grands partis au pouvoir".

La première Intifada bouleverse à nouveau l'image d'Israël, plus durablement encore que la Guerre du Liban. Le capital de sympathie pour l'Israël des origines n'est pas encore dilapidé. Sabra et Chatila sont au fond lues comme une énorme bavure mais qui a pu être rachetée, et par Israël même. L'Intifada montre – durablement - la confrontation d'une armée surpuissante avec des civils désarmés montre la réalité d'une situation, sinon d'une histoire "coloniale". Car un lexique de la colonisation va

peu à peu s'imposer aux journaux, et d'abord à propos des résidents israéliens des territoires occupés qui deviennent désormais des colons. Cette perception est inséparable d'une contextualisation de l'Intifada comme prolongement direct de l'occupation de 1967. "La semaine la plus noire de puis le début de l'occupation de 1967", dit par exemple un reportage de TF1 le 12 décembre 1987 (Serfaty, 1998, p. 36). Ce point est capital: ce soulèvement contre l'occupation de 1967 a sa solution ou son apaisement tout trouvé avec la fin de l'occupation qui devient le repère historique essentiel – et pour les proisraéliens, ce message implicite est problématique.

Dans la mémoire des journalistes qui couvrent le conflit, sinon des téléspectateurs, deux moments dominent. D'abord, "les os brisés": une séquence d'une minute environ qui montrent des soldats israéliens tabassant à coup de pieds et de pierres deux Palestiniens au sol, mains liées. Tournées le 25 février 1988 par une équipe israélienne travaillant pour le réseau américain CBS, ces images paraissent bien représentatives d'une politique israélienne déclarée. La séquence porte, en elle-même et sans qu'il y ait besoin de commentaire, condamnation d'Israël. D'autres scènes, moins spectaculaires, d'autres descriptions, confirment qu'il ne s'agit pas d'une bavure isolée. Deuxième image/événement, qui porte sur ce lieu que la presse française nomme alors Esplanade des mosquées, mais le monde juif (et une partie de la presse américaine) mont du temple (Temple Mount). Cette élévation est bordée, à l'Ouest, par le "Kotel", dit Mur des Lamentations, premier lieu saint du judaïsme. Le site abrite la Mosquée Al Aqsa, troisième lieu saint de l'Islam qui donnera son nom à la deuxième Intifada. Il fut un lieu de tensions entre juifs et musulmans dès l'époque du Yeshouv, l'établissement juif qui précéda l'Etat d'Israël. Il le redevient à plusieurs reprises lors de la première Intifada. La crise la plus forte a lieu le 8 octobre 1990, sur le site même, 21 Palestiniens sont tués par des policiers et des garde-frontières israéliens à la suite d'une émeute. Les images de cette répression sont filmées et abondamment diffusées, et deviennent, en France, le "massacre de l'esplanade des mosquées".

Pour les correspondants, la première Intifada joue un rôle central. Patrice Claude, correspondant du *Monde*, arrive en 1991, "juste avant Madrid", avec, nous dit-il, "comme 90% des correspondants, un préjugé favorable à Israël". Et pourtant: "Le premier papier qui m'a attiré des remarques des autorités israéliennes c'est un

reportage à Jabalya, un camp de réfugiés à Gaza, ou j'assiste pendant une journée entière à des manifestations, les manifestations traditionnelles de l'Intifada, avec les gamins qui sortent de l'école et jettent des pierres, et je vois la répression de ces manifestations, qui ne sont pas des émeutes. Ce sont des mômes, vraiment des mômes, 10-12 ans qui veulent jouer les costauds face à l'uniforme. Je décris dans ce papier la manière dont ces jeunes soldats, qui sont dans ce petit fortin en plein milieu du camp de réfugiés de Jabalya, ciblent avec leur fusils à lunettes, tirent dans les jambes ou dans les bras, et je suis terriblement choqué". Le lecteur proche d'Israël se souvient peut-être que Patrice Claude a été fortement mis en cause pour sa couverture très empathique envers les Palestiniens, voire "antisioniste". En juin 1997, le médiateur du *Monde* reçoit un rapport de 50 pages sur la couverture depuis les accords d'Oslo, rédigé par un lecteur, Albert Naccache, et tous deux débattent ensemble de ce texte sur Judaïque FM le 15 juin. Si le rapport s'en prend à l'ensemble de la couverture du journal, il singularise le parti pris du correspondant, lequel répond dans le journal: "Mon 'parti pris est clair, sans ambiguïté et en tous points conforme aux valeurs du Monde. Je suis pour la liberté, la paix et la justice. Je suis pour le droit à l'autodétermination des peuples, contre l'occupation armée d'un peuple par un autre, contre la colonisation et l'annexion unilatérale de territoires par la force (...). Je ne me revendique pas comme 'neutre', simplement honnête vis-à-vis des faits" (Ferenczi, 1997). Profession de foi typique d'un journaliste européen par rapport à un américain, et aussi d'un journaliste qui voit son travail comme un combat pour les faibles (ce qu'un auteur britannique appellera "journalism of attachment").

Plus encore que la Guerre du Liban de 1982, la première Intifada est une affaire d'images, et une longue affaire. Ces images sont abondantes, notamment à cause de l'évolution de la technologie. Après l'ENG, le premier équipement vidéo pour le reportage télévisé, qui supposent encore une équipe de professionnels, même réduite à deux personnes, arrivent sur le marché, les caméras super-8 vidéo, légères, faciles à opérer, à dissimuler, de bonne qualité. On peut former un cameraman assez facilement. Lorsque l'armée israélienne restreint les mouvements des équipes de télévision, des journalistes occidentaux, raconte Charles Enderlin qui fit de même pour France 2, équiper des Palestiniens ces caméras. Commencent alors la formation sur le tas d'une génération de cameramen. Comme pour les journalistes israéliens recrutés locaux avant eux, la question de leur engagement dans le conflit se pose –

journalistes ou Palestiniens d'abord ? (Lederman, 1992, 135). Lorsque, dans la deuxième Intifada, très rapidement, les Israéliens (y compris les journalistes binationaux qui enfreindront souvent l'interdiction) se voient interdire par les autorités israéliennes l'accès aux territoires, les cameramen et photographes deviennent pour la plupart ces Palestiniens, une bonne partie d'entre eux nourris par l'expérience de la première Intifada.

De Madrid à Camp David en passant par Oslo : les vagues du rêve

Sans avoir de fin "officielle", la première Intifada se calme (sans que tout s'apaise, il s'en faut, dans les territoires) avec l'amorçage des négociations à Madrid le 30 octobre 1991. L'OLP de Yasser Arafat a été mise en position de faiblesse par le soutien de son leader à Saddam Hussein dans la première guerre du Golfe. Il est de nombreuses autres raisons, diplomatiques, à l'ouverture de ces négociations. Mais c'est leur interprétation médiatique dominante qui nous intéresse ici. Elles commencent mal. Itzhak Shamir, le premier ministre israélien, est plus que réticent, et célèbre pour son art de l'immobilisme. Mais les médias déjà entonnent l'antienne des "frères ennemis réconciliés, émotion qui sera portée à son comble lorsque les négociations aboutiront avec les accords d'Oslo. Rendu possible par le retour au pouvoir des travaillistes en Israël en 1992, suivi par des longues négociations démarrées secrètement en Norvège, cet aboutissement est mis en scène dans une cérémonie le 13 septembre 1993 sur la pelouse de la Maison Blanche à Washington. Sous le patronage du Président Clinton, les accords sont signés, et Itzhak Rabin et Yasser Arafat se serrent la main. Les commentateurs sont, pour l'essentiel, enthousiastes, un peu comme en 1977, lors des accords de paix entre Israël et l'Égypte. Il en est peu pour souligner les faiblesses du nouvel accord, notamment son contenu très incertain et l'extrême faiblesse du partenaire palestinien conduit à faire des concessions que l'opinion palestinienne acceptera difficilement, surtout quand les bénéfices des accords se feront attendre.

Nous n'entrerons pas dans le détail des événements qui suivent. Les accords sont mis en péril par les heurts qui se produisent dans les négociations, mais aussi et surtout par la violence continuelle, d'où l'on détachera le "massacre de Hébron". Le 25 février 1994, Baruch Goldstein un colon de l'implantation de Hébron entre dans le caveau des Patriarches (lieu saint commun aux trois religions du Livre) et tue 29 Palestiniens en

prière. L'événement n'a pas besoin d'images pour avoir un énorme retentissement. Il manque de faire capoter le processus et montre le visage d'un certain extrémisme israélien. Le 4 novembre 1995, c'est le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, qui est assassiné. Le deuil paraît dans un premier temps partagé par toute la nation et voile, aux yeux du monde et d'une bonne partie des Israéliens, les divisions profondes de la société israélienne. Mais le conflit se poursuit. En janvier 1996, "assassinat ciblé" israélien d'un dirigeant du Hamas, suivi en février-mars 1996, série d'attentats suicide palestiniens dans des autobus, à Tel Aviv, Jérusalem et Ashkelon font à nouveau "trembler un processus" dont personne, médias en tête, ne semble accepter l'extrême fragilité. Suit l'élection de Benyamin Netanyahu le 29 mai et plusieurs "sauvetages du processus" à l'issue notamment de l'ouverture par ce même Netanyahu, en septembre, d'un tunnel archéologique qui passe le long de l'esplanade des mosquées/mont du Temple, d'où des émeutes dans les territoires. Les policiers palestiniens ouvrent le feu sur des soldats israéliens. Bilan: 76 morts au total. Les deux années qui suivent sont celles de doutes accrus, sur fond de dégradation de la situation dans les territoires où l'espoir très réel généré par le processus de paix a vite reculé, car aucun fruit n'apparaît tandis que se poursuivent occupation et colonisation.

C'est ce climat que saisit notre troisième éditorial du *Monde*, le 16 mai 1998. Cette fois, rien de l'enthousiasme de 48 ou de l'ambivalence de 68. L'image d'Israël est toute entière négative, même si la critique s'adresse d'abord aux Américains qui ne savent pas faire pression sur des Israéliens auxquels il faudrait "tordre le bras" (thème européen récurrent dans la couverture du conflit). La présence des colonies de Gaza est dénoncée comme un "scandale absolu", au plus haut donc de l'échelle des scandales de l'actualité. Cet éditorial, par rapport aux deux précédents, ne reflète pas sans doute la complexité de la couverture du *Monde*. Il n'empêche, on pouvait difficilement imaginer une dénonciation aussi radicale – y compris lors de la première Intifada. L'avènement dans la presse française du terme palestinien pour la création de l'Etat d'Israël, la Nakbah, est significatif d'un tournant: 1948 entre dans le débat journalistique, pour la première fois, et comme une injustice à réparer. En 1998 même, paraît le premier livre en français consacré aux nouveaux historiens israéliens, sous le titre, "Le péché originel d'Israël", par Dominique Vidal, rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* et Joseph Algazy, journaliste israélien. Ces nouveaux historiens ont mis à jour, notamment, l'expulsion d'une grande partie des Palestiniens lors de la

naissance de l'Etat d'Israël - leur premier livre majeur, de Benny Morris, est paru en 1987 sous le titre *The Birth of the Palestinian Refugees Problem*.

TIsraël : le prix de la faiblesse

Editorial du Monde du 16 mai 1998.

TRAGIQUE anniversaire pour la création de l'Etat d'Israël, que les Palestiniens appellent la Nakbah, la " catastrophe ". Le bilan de la journée du 14 mai est atterrant, comme aux plus sinistres jours de l'Intifada : neuf Palestiniens tués sous les tirs des soldats israéliens qui, dans la bande de Gaza, protègent les colonies de peuplement juives du territoire. Parmi eux, un enfant de huit ans, fauché par une balle, victime directe ou indirecte, selon les opinions de ce scandale absolu que constitue la présence de colonies sur ce misérable morceau de terre. Maîtresses de près de 40 % de cet étroit territoire, en bordure de la Méditerranée, ces colonies ne comptent que quelques milliers de fanatiques surarmés ; elles sont une provocation quotidienne pour un million de Palestiniens condamnés à l'entassement et à la misère.

Mais cette journée ne fut que le reflet d'une tension chaque jour plus explosive entre Israéliens et Palestiniens. Et cette situation, elle-même, est le produit direct ou indirect, comme on voudra de la faiblesse de l'administration Clinton au Proche-Orient. Depuis deux ans, par peur du conflit avec l'allié israélien et avec ses soutiens américains, le président Clinton se refuse à taper du poing sur la table. Il ne se résout pas à dénoncer tout haut le blocage du processus de paix par le gouvernement de Benyamin Nétanyahou. Il se garde d'exercer, et même d'évoquer, la moindre pression sur Jérusalem. Il rechigne à esquisser ne serait-ce qu'une critique voilée du comportement israélien.

Les Etats-Unis se veulent des médiateurs impartiaux et de bonne foi dans le conflit proche-oriental. Ils ne le sont plus guère. Pour préserver cette position, Bill Clinton aurait dû affronter le groupe de pression unilatéralement proisraélien qui s'est constitué au Congrès. Depuis quelques années, sous l'influence des fondamentalistes chrétiens, les élus républicains ont rejoint nombre de leurs collègues démocrates dans une politique de défense systématique d'Israël. M. Nétanyahou a su cultiver cette

évolution et jouer le Congrès contre la Maison Blanche. Il a remporté une extraordinaire victoire début avril quand 81 des 100 membres du Sénat ont enjoint, par lettre, à M. Clinton de ne point exercer la moindre pression sur Israël... Le résultat est là : un processus de paix bloqué.

En son temps, George Bush avait su affronter le lobby proisraélien américain et tordre le bras au premier ministre israélien Itzhak Shamir. Faute de quoi ce dernier ne serait jamais allé à la conférence de Madrid, sans laquelle il n'y aurait pas eu les accords d'Oslo, sans lesquels la route vers la paix n'aurait pas progressé. M. Clinton, lui, a laissé faire M. Nétanyahou et s'est laissé intimider par les amis américains du premier ministre israélien. M. Clinton se refuse à exploiter le capital politique dont il semble disposer dans l'opinion pour prendre le Congrès à rebrousse-poil sur le Proche-Orient. Ce faisant, il a largement perdu sa position d'arbitre dans la région ; ni la paix ni le crédit des Etats-Unis n'y ont gagné.

En mai 1999, la victoire du parti travailliste aux élections et l'arrivée d'Ehud Barak à la tête du gouvernement relancent sinon le processus lui-même au moins les espoirs de paix. Si les soubresauts se poursuivent, beaucoup, et les médias israéliens et étrangers ensemble, veulent encore croire en la paix. Lorsque les négociations de Camp David s'ouvrent en juillet 2000, le climat est de nouveau à l'optimisme, le *Monde* a déjà titré sur le succès, et Alexandra Scharzbrod, correspondante de Libération s'entend dire que son poste sera bientôt supprimé.

A la veille de la seconde Intifada, donc, difficile de parler d'un renversement de l'image, mais plutôt, pour Israël, d'une dégradation par paliers (67, 82, 87), mais avec des "remontées" occasionnelles (Camp David 77, et surtout Oslo 93). Mais le désenchantement est encore relatif, au moins du point de vue même du monde juif le plus prompt à s'inquiéter pour Israël. Ce qui est paradoxal: dans les médias des années soixante-dix et quatre-vingt, au vu des quelques analyses historiques dont nous disposons, la critique d'Israël est tout aussi sévère qu'aujourd'hui (mais sur un laps de temps plus court, il est vrai) (voir Coulon, 2003). Qu'est-ce qui limite le

désenchantement? Il faut chercher la clef, à nouveau, dans la sensibilité du public juif. La lutte contre l'antisémitisme est encore partie intégrante de l'idéologie des Droits de l'Homme, très puissante alors à gauche, et où beaucoup de juifs sont très impliqués. Le spectre du négationnisme rode à partir des années soixante-dix, l'extrême droite se renforce en France (et en Europe): ceci contribue aussi à une mobilisation contre l'antisémitisme qui donnent aux juifs, malgré la critique d'Israël, un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, notamment en France où peu à peu l'Etat et certains notables reconnaissent leur responsabilité dans la Shoah, de la déclaration de Jacques Chirac sur la responsabilité de l'Etat Français dans la rafle du Vel d'Hiv (1995) à la repentance des évêques de France sur le silence coupable de l'Eglise à Drancy (1997). La souffrance juive, et la reconnaissance des responsabilités de la communauté nationale, paraissent admises. En parallèle, depuis 1993, le processus d'Oslo contribue, comme tout processus de paix, à une phase positive, sous l'emprise d'un cliché puissant, celui des "frères ennemis réconciliés" se serrant (littéralement) la main, ce qui profite à tous les côtés.

CHAPITRE 3: ARGUMENTS OU EMOTIONS

Derrière le torrent d'émotions, d'indignations et de scandales que nous venons de voir déferler au fil des années, il y a une carte assez facile à dresser: car les mots et les arguments s'accumulent mais selon des schémas prévisibles indéfiniment répétés, dont la plupart sont très antérieurs à la deuxième Intifada. Faisons donc la cartographie de cette controverse, surtout pour le lecteur peu familier. Elle a son objet, ses camps, ses lieux, et enfin ses arguments, pauvres en dernière analyse.

L'objet: une bataille pour un récit

S'agit-il du conflit, ou de la couverture du conflit? Les deux sont intimement associés. Car la mise en cause et la défense des médias se fait toujours au nom de la "réalité" du conflit – laquelle réalité, cependant, passe ou repasse toujours par les médias. Beaucoup d'intervenants à la controverse s'en prennent à un fragment de discours médiatique, un titre d'article souvent, un reportage (ex. "vous parlez d'accalmie pendant que les Israéliens tuent des Palestiniens", "vous justifiez le terroriste palestinien en racontant ses misères") pour dénoncer la presse dans son ensemble, et passent alors à un "rappel des faits". Contre la "version médiatique mensongère", l'auteur de la prise à partie se propose de rétablir l'information authentique. Ironie: cette information fiable est empruntée à d'autres médias et parfois à celui que l'on critique ("pourtant, dans votre édition du ..., vous disiez justement").

Cette rhétorique du dévoilement de la vérité est, à propos du conflit israélo-palestinien, très ancienne. Exemples du côté propalestinien. Nous avons déjà cité, dû à deux journalistes britanniques: "Ne le publiez pas! Le Moyen-Orient qu'on vous cache" - *Publish it not, the Middle East Cover-Up* (Adams, Mayhew, Longman, 1975). En Grande-Bretagne toujours, le Glasgow University Media Group, un groupe d'universitaires qui s'est fait un nom dans la critique "de gauche" des médias, à partir d'un ouvrage intitulé *Bad News*, consacré à la couverture des conflits sociaux, s'en prenait au biais selon lui proisraélien des médias britanniques, en publiant *Bad News from Israël* (Philo, Berry, 2004). La problématique récurrente: sous couvert d'objectivité et de professionnalisme, les nouvelles servent les intérêts du capitalisme

et des pays occidentaux. Les mauvaises nouvelles sont donc de fausses nouvelles, et le travail des universitaires consiste en partie à rétablir la "vérité". Mais laquelle?

En France, la deuxième Intifada a ravivé cette tendance à jouer de la dialectique du "vrai" et du "faux". Citons par exemple *Israël. Palestine. Vérités sur un conflit* (Gresh, 2000), ou *La guerre israélienne de l'information. Désinformation et fausses symétries dans le conflit israélo-palestinien* (Dray, Sieffert, 2002). Autre "dévoilement" propalestinien: *Image and reality of the Israeli-Palestinian conflict* publié par Norman Finkelstein en 1995. En France, cet élève de Noam Chomsky lié comme lui à la gauche radicale américaine et s'est surtout fait connaître par un ouvrage controversé au titre explicite: *L'industrie de l'holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs* (2001). Dans tous ces exemples, une image "proisraélienne" voilerait une "réalité" favorable aux Palestiniens.

Le côté proisraélien est animé par la même soif de rétablissement des "faits" contre les "mensonges" ou les "mythes". Exemple américain: *Myths and Facts 1985. A Concise Record of the Arab-Israeli Conflict* (Davis, 1985, plusieurs fois réédité). On s'en prend, de façon plus générale, à la "désinformation" pro-palestinienne. Léon Poliakov écrit à propos de la guerre du Liban *De Moscou à Beyrouth, essai sur la désinformation* (1983). Dans le même sens, l'effort collectif d'un groupe d'intellectuels à propos de la deuxième Intifada: *Proche-Orient, les Médias Français sont-ils objectifs ?* (Observatoire du monde juif, 2002). Leur position se retrouve, la même année, dans le film documentaire *Décryptages* dont nous reparlerons. Le but est de "décrypter" le travail de médias soit disant objectifs et qui se révèlent... propalestiniens. Pour le profane, il y a de quoi s'y perdre : où sont les mythes, ou sont les faits ?

Un point commun aux deux parties à cette dispute: ils sont des acteurs diasporiques, des militants engagés loin du conflit, dans une bataille pour un récit. Militants dont les défaites et les victoires sont symboliques, non militaires, les deuils de représentation et d'image, non de personnes (sauf s'ils ont des connaissances sur le terrain). Ces deuils qui devraient être moins tragiques, moins douloureux, sont aussi des deuils étranges. Voir l'image de l'objet soutenu ou aimé, constamment déformée (ou du moins on le perçoit ainsi) conduit à une indignation interminable, toujours renouvelée.

Cet investissement dans le symbole sans possibilité de victoire ou de renoncement contribue à expliquer le caractère interminable de la controverse.

Le caractère médiatique, et le passage par les médias d'une bonne partie de la controverse, contribue aussi à l'amplifier en la détachant, dans une large mesure, des réalités du terrain. Reflétées dans les médias, les positions sont aisément simplifiées et les participants, y compris ceux qui rêvent d'apporter la nuance, facilement versés dans l'un ou l'autre camp. Les camps paraissent bien (trop bien ?) délimités. Les voix de la nuance ne peuvent se faire entendre – les médias n'y ont pas intérêt non plus. Et il reste deux camps visibles. Les "proisraéliens" pratiquent l'hyperjustification d'Israël (qui a tout le temps raison, et a tout le temps eu raison), et l'hypercritique de la Palestine. Aux rebours chez les "propalestiniens": hyperjustification des Palestiniens et hypercritique d'Israël. Les deux camps accusent les journalistes de désinformation et de parti-pris, s'accusent de faire pression sur les journalistes, et aussi d'alimenter la controverse, d'être des "boutefeux", ce qui alimenterait les hostilités moins sur le terrain (souvent ignorant de ces passions lointaines) qu'entre les publics directement concernés, juifs et arabes.

Les cibles

Souvent l'acte d'accusation est global, et les médias traités comme un ensemble. Mais, à y regarder de plus près, ce sont toujours les mêmes exemples qu'on cite, les mêmes médias "hostiles", les mêmes types de nouvelles "déformées". Reviennent toujours les mêmes titres de presse, chaînes de télévision, patronymes d'éditorialistes et surtout de correspondants en Israël. Est-ce à tort ou à raison? Seules de véritables analyses comparées avec d'autres médias, avec d'autres correspondants, permettraient de vérifier si la différence est réelle, voire l'acte d'accusation fondé. En France, *le Monde* irrite souvent une partie de son public juif, a connu plusieurs désabonnements. L'affaire est ancienne: le tournant du quotidien des Italiens après la Guerre des Six Jours a été maintes fois commenté – y compris du côté juif américain (Weinberg, 1987, chapitre 5). C'est l'organe de presse le plus souvent cité par le public proisraélien - mais aussi propalestinien. *Libération* est sans doute plus propalestinien, ce que montre au moins clairement une analyse comparée sur novembre 2000 (Coulon, 2002), mais moins souvent mis en cause car il n'a pas le statut du "quotidien

de référence" qu'est *le Monde*. A raison de son pouvoir supposé, de son statut encore considéré par beaucoup comme semi-officiel, l'Agence France Presse est aussi la cible de proisraéliens qui la surnomment "Agence-France-Palestine". Dans la même veine, au Royaume-Uni, le conservateur *Daily Telegraph* fut rebaptisé par ses contempteurs propalestiniens le Daily Telavivgraph. Le site proisraélien *acmedias.org*, actif de 2002 à 2006, a organisé une pétition contre l'AFP, principalement à propos du décompte des victimes de l'Intifada que l'agence publie régulièrement: point central que la mise en valeur des victimes. Enfin, en télévision, France 2 est la cible privilégiée. La longue durée du mandat de son correspondant a entraîné aussi une personnalisation de la controverse – alors qu'il est absurde d'identifier une politique rédactionnelle à un seul correspondant, eut-il sur son sujet la longévité de Charles Enderlin. Le rôle de France 2 dans la diffusion des images de l'enfant Mohammed Al Dura en septembre 2000 (voir chapitre 1), le fait que la chaîne soit reçue en Israël sur le câble et surveillée par des franco-israéliens inquiets, ont contribué à mettre de l'huile sur le feu. En Grande-Bretagne, la BBC a de longue date été considérée comme le média le plus propalestinien voire anti-israélien. Elle est aisément associée au *Guardian*, et à *l'Independent*, tous deux quotidiens "de qualité" marqué à gauche. Aux Etats-Unis, le *New York Times*, la NRP (National Public Radio) mais aussi les journaux télévisés de certains *networks* (ABC) sont régulièrement mis sur la sellette.

Les médias que l'on met en accusation ont-ils une approche si spécifique du conflit? Leur statut, leur lectorat, contribuent sans doute autant sinon plus à la mise en accusation. Ils sont perçus, à tort ou à raison, comme des médias officiels ou semi-officiels (l'AFP, la télévision publique), des médias "de référence" (*le Monde*, la BBC, le *New York Times*), particulièrement influents (les chaînes de télévision). De surcroît, les proisraéliens mettent souvent en accusation les médias qui touchent les intellectuels, les professions libérales... et les journalistes. Sociologiquement, ces médias ont un lectorat où les juifs sont sur-représentés. Ainsi en Grande-Bretagne: le *Guardian* n'est pas plus critique d'Israël, et peut-être moins, que *The Independent*, lequel a rapporté sans guillemets des un "massacre" de Palestiniens au moment de l'offensive israélienne à Jénine en avril 2002. Mais le *Guardian* a de longue date une relation spéciale avec Israël (il fut un journal sioniste très engagé au début du XXème siècle) et partant avec son lectorat juif, qui amplifie les réactions: car depuis ses débuts sionistes le journal a, dans une large mesure, "divorcé" d'Israël (Baram, 2004).

Une histoire des relations du *Monde* avec son lectorat juif et avec l'Etat hébreu aboutirait peut-être à une conclusion similaire.

Dans la controverse, les correspondants de la presse étrangère en Israël sont mis en vedette, ou plutôt, au pilori. Ils sont identifiés et classés (amis ou ennemis) avec une précision remarquable. Il n'est sans doute pas un francoisraélien qui ignore le nom de Charles Enderlin, correspondant de la chaîne France 2 depuis 1983 - et beaucoup lui vouent une détestation qu'on a peine à imaginer. J'ai surpris beaucoup de ces francoisraéliens en leur apprenant que l'objet de leur ressentiment est Israélien de longue date et qu'il a travaillé pour l'armée israélienne – ce qui est immédiatement interprété à charge: il souffrirait aujourd'hui de "haine de soi juive". Les correspondants du *Monde* suivent dans cette galerie de l'opprobre – avec des écarts. Dans un débat de mai 1997 à l'institut français de Tel Aviv, un membre du public apostropha ainsi le correspondant du *Monde* de l'époque, Georges Marion: "avec Patrice Claude c'était insupportable, mais avec vous, franchement ça va mieux".

Les lieux

La controverse sur les médias a pour premier site les médias eux-mêmes, dont le courrier des lecteurs de longue date traversé par le Proche-Orient. Mais qui ne peut satisfaire la soif d'expression et l'indignation: frustré de voir ses lettres non reproduites dans son quotidien, un médecin parisien, lecteur du *Monde* en publia même une partie à compte d'auteur (Kalifa, 2003). Les emails sont désormais un relais plus rapide et plus efficace, dont les journaux ne publient qu'une petite partie. Les tribunes libres s'attirent souvent des répliques – qui critiquent le média qui a osé les publier. L'essor en Europe des rubriques de médiateurs et d'ombudsmans, à la suite des médias nord-américains¹³, a contribué nourrir le débat car comme leurs homologues américains les médiateurs signalent la primauté du sujet dans les débats internationaux. C'est au *Monde* la rubrique hebdomadaire du Médiateur inauguré par André Laurens dans les années quatre-vingt, sur France 2 *l'Hebdo du Médiateur*, sur France 5 *Arrêt sur Image* animé par Daniel Schneidermann. Enfin les médias développent aussi l'autocritique, la critique mutuelle, ou le débat sur leur propre

¹³ Le site de l'ONO, Organization of News Ombudsmen, www.newsombudsmen.org donne des liens avec les rubriques des médiateurs de grands journaux, massivement américains.

travail. *Marianne*, *l'Express*, *Libération*, ont consacré plusieurs articles aux problèmes liés à la couverture du conflit.

Dernier vecteur, et non le moindre: les sites Internet consacrés entièrement à la surveillance ou au "monitoring" des médias, se sont développés de façon spectaculaire, sans que l'on sache toujours la puissance des mouvements sociaux qu'ils traduisent. Ce monitoring concerne parfois, de façon exclusive, le conflit israélo-palestinien, par exemple pour les sites désinfo.com (proisraélien) ou Vigie médias Palestine (propalestinien). Mais au-delà des sites dédiées aux médias, un nombre considérable de sites peuvent écorner (rarement louer) un média à propos du traitement du conflit: sites militants généralistes (altermondialistes par exemple) ou sites communautaires (par exemple Oumma.com, ou bien le site du CRIF).

Internet, médias communautaires, médias "alternatifs" ou "radicaux": peut-on fixer une frontière au monde des médias. Y a-t-il un sens à dire qu'un site Internet critique des médias dont il fait partie. Je crois que oui. Un site Internet a beaucoup de caractéristiques d'un média: ils alimentent régulièrement en information un public à distance. Mais avec le sentiment clair de ne pas faire partie du monde des "grands médias", des "médias mainstream" qui alimentent le grand public. Le signe le plus sûr de la réussite pour un média de l'Internet est d'être repris par les grands médias. Ceux-ci ne les dédaignent pas toujours, parfois se vengent de la critique en consacrant des enquêtes souvent sévères à leurs critiques de l'Internet dont ils l'extrémisme et la partialité. *Le Monde Diplomatique* ou *Le Monde*, ont ainsi critiqué des sites proisraéliens militants. Le 22 août 2002, *le Monde* titre un article: "Un site Internet fait le lien entre sionistes radicaux et extrême-droite". Les sites Internet peuvent répliquer en jouant la carte de la professionnalisation. Sur notre sujet, le site Internet le plus proche de la professionnalisation est (a été? Car il est en difficulté économique) proche-orient.info, créé en 2003 par Elisabeth Schemla, ancien rédactrice en chef de l'hebdomadaire le *Nouvel Observateur* et par des journalistes, juifs pour beaucoup, inquiets de l'image d'Israël dans les (leurs?) médias qui se fit notamment connaître en débusquant, début 2005, des propos antisémites tenus par l'humoriste Dieudonné en Algérie.

L'Internet et la presse rendent aussi compte de certaines tables rondes et débats sur le sujet. Les journalistes n'apprécient pas toujours ces tables rondes, selon l'un deux: "c'est comme un paquet d'emails ou de lettres hostiles avec l'émotion en plus et l'impossibilité de répondre". Alain Frachon refusa ainsi poliment de venir à un séminaire de l'IEP que j'organisais sur le sujet, évoquant notamment un colloque à Nice où il se sentit pris au piège. A Jérusalem ou à Tel Aviv, j'ai assisté à trois événements où le public se montra agressif: "faites le taire!", "au fond vous n'êtes que des antisémites!" - pour ne pas citer des propos plus brutaux. Dans un débat avec des journalistes anglophones, le modérateur dut s'y prendre à plusieurs reprises pour contrôler un public furieux: "vous avez l'occasion d'écouter des gens dont vous vous plaignez tout le temps mais que vous n'entendez jamais. Alors laissez les parler". Puis de leur rappeler que dans ce genre de débat, on "joue la balle, pas l'homme" ("you play the ball, not the man"). Pourtant, les participants au débat ne jouaient pas la balle, c'est-à-dire les arguments – mais le journaliste "ennemi" qui leur tendait tous les jours une image insupportable du pays aimé.

Les arguments

Passons aux arguments qui s'échangent avec violence et monotonie. Dans les débats, on rencontre des êtres de chair et sang qui s'écrivent, s'insultent, mais parfois aussi, même vivement, dialoguent. Mais on a souvent l'impression de faire face à des mots et des phrases qui viennent habiter des corps dotés d'une faible autonomie, qui n'en peuvent mais, et répètent inlassablement, de New York à Stockholm, de Buenos Aires à Milan, les mêmes accusations, lesquelles génèrent les mêmes réponses. Tel argument déclenche automatiquement telle réaction. Que la discussion paraisse ainsi suivre un scénario réécrit et une raison de plus pour, après l'avoir analysé, essayer d'en sortir, et comprendre une dynamique qui semble priver beaucoup de participants au débat de cette capacité à "penser pour soi-même" chère à Hannah Arendt. J'ai fait parler, au chapitre final, deux de ces acteurs ventriloques de la controverse qui les saisit.

Les proisraéliens reprochent d'abord aux médias de se tromper, délibérément ou non, à propos d'Israël. Ce reproche est beaucoup plus rare chez les propalestiniens. Ensuite, argument incontestablement mieux fondé, les proisraéliens ont le sentiment de vivre

une excès de couverture (over-coverage) par rapport à d'autres conflits plus cruels et plus sanglants. Les propalestiniens ne demandent pas une moindre couverture, mais un dosage différent: plus de reportage sur la souffrance palestinienne et l'agressivité israélienne. Les proisraéliens inversent la demande, et ajoutent un reproche d'omission concernant les Palestiniens, dont des caractéristiques négatives (corruption, fanatisme) seraient délibérément ignorées par les médias.

Touchant à la quantité, la notion de symétrie ou d'asymétrie est souvent utilisée par les deux camps, avec des nuances différentes selon les camps et selon les pays, ce qui est déjà révélateur. En Europe, les proisraéliens réclameront volontiers un rétablissement de la symétrie en faveur d'Israël qui serait moins bien traité par les médias. Les propalestiniens dénoncent l'idée même de symétrie, car sur le terrain, "il n'y a pas symétrie" (il y a un fort, Israël, qui menace un faible, les Palestiniens). Aux Etats-Unis, ce sont les propalestiniens qui réclameront une meilleure symétrie car ils perçoivent qu'Israël est mieux traité par les médias et les proisraéliens dénonceront l'usage de la symétrie car il y a un faible, Israël, menacé par un fort, le monde arabe (l'opération qui consiste à réincorporer les Palestiniens dans le monde arabe voire à nier la notion même de peuple palestinien est un vieil argument israélien).

La dénomination est un classique sujet de controverses: certains mots, les critiques en sont persuadés, glorifient ou condamnent. Pour les attentats palestiniens, les proisraéliens réclament le mot "terrorisme" que les propalestiniens, dans l'ensemble, récusent. S'ils en réclament l'usage, c'est pour qualifier les actions israéliennes. On le verra, le débat sur les dénominations est remarquablement hypocrite, car on revendique le mot juste pour, en fait, condamner de façon implicite.

D'une façon voisine, les explications du conflit, ou d'un acte particulier, sont mises en causes: toute explication d'un événement ou d'un acte est lue par les critiques comme une attribution de responsabilité. Si les attentats suicide s'explique par le désespoir palestinien, lequel est généré par l'occupation, alors les vrais responsables en sont les Israéliens. S'ils s'expliquent par le fanatisme "islamiste", alors.... "Tout comprendre, c'est tout pardonner", dit le proverbe. L'historien récusera volontiers l'adage: expliquer un fait n'a rien à voir avec la justification ou le pardon. Le critique des médias, par contre, se l'est pleinement approprié.

Dernier point enfin, que je traite en détail au chapitre suivant, les comparaisons et métaphores, qui sont perçues elles aussi comme des jugements qui condamnent ou exonèrent. Les proisraéliens vivent mal tout rapprochement avec la guerre d'Algérie, l'Apartheid, ou, horresco referens, le nazisme, ceci avec un casting où les Israéliens sont des "colons", les blancs, les nazis, et les Palestiniens des colonisés, les noirs, les juifs. Ils insistent sur la singularité de la situation, ce que récusent les propalestiniens qui mettent l'accent, au contraire, sur son exemplarité au nom d'un principe universel de justice. Même si parmi les propalestiniens ici on n'accepte pas nécessairement toutes les comparaisons- celles avec une guerre coloniale ou l'Apartheid sont revendiquées, celle avec le nazisme provoque un débat.

Erreurs: bavures ou désinformation?

Commençons par le reproche le plus évident : celui de la fausse information. C'est au fond le plus facile à établir. Mais aussi le plus rare: c'est sur l'interprétation des erreurs qu'on se bat, plus que sur les erreurs elles-mêmes. Les journalistes les plus critiqués pour leur couverture mettent un point d'honneur à le rappeler: on peut ne pas aimer leur ton, on ne peut pas les prendre en défaut sur la véracité des faits, ou très rarement. Pourtant les cas d'erreurs sont exploités de façon systématique, car ils donnent, dans la polémique, un point d'appui sans pareil.

Nous éviterons de parler de désinformation, qui renvoie à l'idée d'un *deus ex machina* qui organiserait la diffusion de fausses nouvelles délibérément, ou du moins à l'intention consciente de mentir. C'est en France le nom d'un site proisraélien radical. Réserveons le terme aux médias des dictatures, et, concernant Israël, à la propagande soviétique, qui fut d'une rare virulence à cet égard (Poliakov, 1983). Utiliser le terme de "désinformation" c'est condamner par avance. C'est l'enjeu d'une affaire très singulière (retracée au chapitre 1) dans la controverse sur le conflit et sa couverture: celle de l'enfant palestinien Mohammed Al Dura, mort le 30 septembre 2000 sous des balles dites d'abord israéliennes, mais que l'on a voulu ensuite palestiniennes (il y aurait eu erreur du journaliste), enfin de vouloir démontrer qu'il s'agit d'une mise-en-scène (on aurait alors le seul cas avéré de désinformation – d'où l'enjeu considérable, très au-delà du cas singulier).

Les cas d'erreurs dûment recensés ne sont pas nombreux. Cependant, et les proisraéliens le soulignent, ils portent tous sur des "fausses victimes" palestiniennes: des victimes dénombrées à tort, des victimes citées à tort, des victimes d'accidents prises pour des victimes de l'armée israélienne, etc.

Des erreurs ont été relevées au tout début des événements. Le 30 septembre 2000, alors que tombent les premiers morts de ce qu'on n'appelle pas encore la deuxième Intifada, la première agence de presse au monde, l'américaine Associated Press, diffuse une photo d'un jeune homme de profil, le visage ensanglanté, et derrière lui, un garde frontière israélien casqué, brandissant son bâton, hurlant à l'adresse d'un destinataire invisible. La photographie a un potentiel rhétorique courant dans les photos de presse: elle oppose le fort, agressif, en uniforme, hurlant, au faible, civil, ensanglanté. Elle paraît dans beaucoup de journaux dont le *New York Times*, et, en France, à la Une du quotidien *Libération*. La légende est partout la même, ou à peu près : la photo présente un "policier israélien et un manifestant palestinien", on précise parfois "sur le Mont du Temple". Un lecteur du *New York Times*, le docteur Aaron Grossman, de Chicago, écrit très vite au journal pour protester: le Palestinien de la photo est son fils Tuvia, un étudiant juif en visite à Jérusalem violemment pris à partie par des Palestiniens dont le garde-frontière israélien essayait de le protéger. On voit d'ailleurs à l'arrière-plan une station service avec enseigne en hébreu – notoirement absente, et difficilement imaginable, sur l'esplanade sacrée.

La victime juive prise pour une victime palestinienne : cette erreur sera abondamment citée. En 2002, la photo servira notamment d'affiche au film *Décryptages* de Jacques Tarnéro et Philippe Bensoussan, réquisitoire proisraélien contre les médias. Elle est lue comme un symptôme d'une propension systématique à traiter les Palestiniens en victime et les Israéliens en oppresseurs. Peut-être le reproche comporte-t-il une part de vérité. Mais l'erreur, comme si souvent en journalisme, peut plus facilement s'expliquer par l'horizon d'attente des journalistes au travail. Manifestation à Jérusalem. Policier israélien. Jeune homme ensanglanté. Ce jeune homme se doit d'être palestinien conformément à un scénario bien établi depuis des années, voire des décennies. L'erreur a été commise à l'origine, par l'agence, et la photo dramatique et

sa légende reprises en toute confiance – car les agences de presse baptisent leur réputation, avant toute chose, sur leur fiabilité.

Exemple plus français, et plus délicat, qu'un article du *Nouvel Observateur*, hebdomadaire très attentif à Israël, doté un célèbre rédacteur en chef juif qui écrit abondamment sur la condition juive, Jean Daniel. Voici que cet hebdomadaire commet plusieurs erreurs sur la couverture du conflit israélo-palestinien. Toutes ces erreurs vont dans le même sens. Le 8 novembre 2001 sous la plume de Sara Daniel, l'erreur est délogée dans un article sur les crimes d'honneur dans le monde musulman et arabe, qui relate comment des femmes sont assassinées par leur famille, sous le regard indulgent du système judiciaire. Un exemple bien singulier apparaît: A Gaza, "les femmes palestiniennes violées par les soldats israéliens sont systématiquement tuées par leur propre famille. Ici, le viol devient un crime de guerre, car les soldats israéliens agissent en parfaite connaissance de cause". De même que beaucoup de lecteurs indignés, Elie Barnavi, ambassadeur d'Israël, écrit aussitôt au *Nouvel Observateur*. Le journal publie rectifications, excuses, Jean Daniel explique que des guillemets ainsi que la formule "selon des rumeurs de gens qui vont jusqu'à dire", ont sauté. Il prononce un "mea culpa solennel" dans sa réponse à l'ambassadeur d'Israël qu'il connaît de longue date mais les excuses n'y suffisent pas. Y a-t-il erreur impardonnable? Acharnement contre le *Nouvel Observateur*? C'est ce que pense Jean Daniel, pour lequel on a voulu profiter de cette erreur pour mettre en accusation un journal qui a tôt choisi de "prendre le parti de la négociation". Dans l'éditorial publié deux semaines plus tard, Jean Daniel d'ailleurs signale que "l'essentiel de l'article sur les 'crimes d'honneur' consistait à dénoncer certains Palestiniens", rhétorique de l'équilibre classique mais qui ne peut satisfaire, bien sûr, ceux qui voient dans cette erreur une intention délibérée de nuire à l'armée israélienne.

Selon une pratique fréquente dans la presse on l'on n'aime pas "vendre la mèche", le journal s'excuse mais ne dit rien des sources et de la mécanique qui ont conduit à l'erreur. Qui la journaliste cite t-elle sans le dire? Comment une telle mention à pu passer à la relecture, dans un journal qui s'enorgueillit de sa familiarité avec le conflit du Proche-Orient? Un travail de terrain a été mené à propos d'une famille jordanienne, mais on apprendra que la journaliste n'a pas fait d'enquête à Gaza. Alors, d'où vient l'accusation de viol? L'ambassade d'Israël à Paris suggérera que c'est du site de....

l'université hébraïque de Jérusalem, c'est-à-dire d'Israël même. Ce qui n'aurait rien de surprenant – c'est souvent en Israël que l'on trouve les critiques les plus situées et les plus justifiées d'Israël. Dans ce cas, il s'agit du site d'une professeure qui présente un projet de recherche sur la "victimisation de femmes palestiniennes" à la fois par leurs sociétés et du fait des "violations des droits de l'homme et du harcèlement sexuel perpétrés par les autorités militaires israéliennes" en précisant "qu'il n'y a pas de données empiriques à ce sujet"¹⁴. Le 8 juillet 2001, un journal britannique, le *Sunday Times* a également repris cette information sur les "harcèlements sexuels" par les autorités militaires israéliennes. *Le Nouvel Observateur* sera mis en accusation pour d'autres erreurs, elles aussi patentes, à propos de l'offensive israélienne à Jénine (voir en fin de chapitre: "la concurrence des victimes").

Si j'ai signalé ces cas en priorité, c'est qu'ils relèvent de l'erreur patente, incontestable. Erreur condamnable, sans aucun doute. Erreur intentionnelle, volonté de nuire? Considérées comme simples accidents par les journalistes, ces cas sont perçus par les proisraéliens comme la pointe émergée de l'iceberg, le signe d'un "acharnement" médiatique contre Israël (par exemple chez Leuchter, 2002). Le cas exemplaire à cet égard est le débat sur l'image de la mort d'un enfant palestinien (voir chapitre 1).

"Un mort, un urgent": surmédiatisation

Argument proisraélien plus répandu car il peut s'appuyer sur plus de matière : celui de la quantité. Ici, du côté proisraélien, la cause est entendue, on parle trop du conflit. Il revient dans d'innombrables conversations dans la diaspora, en Israël même aussi : alors que des massacres de grande ampleur se commettent ou se sont commis en Afrique, en Tchétchénie, alors que les Droits de l'Homme sont bafoués en mille lieux, "nous", qui tuons beaucoup moins, bénéficions d'un surcroît d'attention étrange. Dans une table ronde entre Français et Israéliens, Jacques Tarnéro s'exclama: "à croire que l'Amérique Latine n'existe pas, le sort des Tibétains n'existe pas, que ce qui se passe en Asie importe peu..., bref, il y aurait un épïcentre du mal sur la terre: Israël" (Khayat, Spire, 2005, p. 33). De fait, le mort proche-oriental, qu'il soit d'ailleurs

¹⁴ Citation originale: "human rights violations and sexual harassment they have suffered at the hands of Israeli military authorities"
(Internet : www.sw.huji.ac.il/Staff/home_p/shalhoub-kevorkian,nadera/index.shtml).

israélien ou palestinien (les propalestiniens diront que le mort palestinien pèse moins lourd, on y reviendra), bénéficie d'un privilège que les médias reconnaissent, voire officialisent.

Un récent mémoire sur le journal *Le Monde* (Erlinger, 2005) recense, entre janvier 1987 et décembre 2002, "8740 articles indexés sous la rubrique "conflit israélo-arabe" par le journal. Quelle place ce conflit occupe-t-il par rapport aux autres sujets internationaux ? L'analyse montre facilement qu'il a, d'assez loin, la première place. L'Algérie, seconde par le nombre d'articles, en totalise, sur la même période, 7489, et la Serbie, troisième, 6506, il est vrai sur une période plus brève (1992-2002)". Pour presque toutes les années considérées, le conflit israélo-palestinien vient en tête des sujets internationaux. Pour la télévision, de janvier 2000 à août 2002, chacun des journaux de TF1 et de France 2 ont diffusé en moyenne un sujet par jour sur le conflit israélo-palestinien. La tendance était ancienne. De 1995 à 2002, la question israélo-palestinienne a été, en moyenne, le premier sujet de politique étrangère et occupait 3,3% de l'information diffusée en durée, c'est-à-dire autant que bien des sujets de politique intérieure (Blanchard, 2003, p. 864, 884). Selon un journaliste de l'AFP de Jérusalem, interrogé en 2001 : "à l'agence, il y a quatre catégories de dépêches selon le degré d'urgence, l'ordinaire, l'urgent, le bulletin, plus bref comme son nom d'indique, et le flash, pour les nouvelles vraiment dramatiques. Je crois que c'est le seul conflit du monde où un mort, c'est un urgent". Urgent : c'est-à-dire la catégorie de dépêche immédiatement "supérieure" (en urgence) à la dépêche ordinaire.

La réplique journalistique est ici singulière. Alors qu'ailleurs les journalistes sont prêts à s'excuser, à mettre en doute leur travail (au moins en privé), le volume fait peu l'objet de débat. Les journalistes, toutes appartenances confondues, reconnaissent le fait, mais cela paraît pour l'essentiel "évident", ou "naturel". Les journalistes soulignent que le conflit israélo-palestinien cumule les facteurs de "newsworthiness", comme dit l'anglais, de valeur d'actualité. En bref, deux des trois grandes religions monothéistes, le judaïsme et le christianisme, y ont leur berceau, tandis que la troisième, l'Islam, lui est intimement liée et y trouve son troisième lieu saint, la Mosquée El Aqsa.

Didier Epelbaum, de France 2, me répond par une boutade lorsque je l'interroge sur ce point : "en bas de chez moi, à Paris, la crèche pour les enfants s'appelle crèche Bethléem". Beaucoup de réponses de journalistes à la surmédiatisation se déclinent sur ce même mode de l'évidence. A l'argument religieux on peut ajouter l'argument géopolitique: cette région, point de rencontre entre convoitises des grandes puissances, demeure aussi une des premières réserves en pétrole pour l'économie mondiale. Cet argument s'est épaissi depuis: l'émergence d'un terrorisme islamiste mondialisé rendrait plus crucial encore le conflit israélo-palestinien, dont la permanence aviverait une possible rancœur arabe/islamique contre l'Occident..

Sur le plan des pratiques journalistiques, Israël et le conflit israélo-palestinien bénéficient ainsi d'un privilège qu'on pourrait résumer ainsi. A l'international, quand il n'y a rien, il y a toujours Jérusalem. S'il ne se passe rien d'assez important ou tragique ailleurs, on fera un sujet sur la terre sainte. Lorsqu'en 1980, Ted Turner lance une chaîne d'informations en continu à laquelle personne ne croît alors, CNN, que choisit-on comme sujet international accrocheur, symbole au fond de "l'actualité internationale"? Jérusalem, après une interview du président des Etats-Unis. Le tout nouveau correspondant de Jérusalem, Jay Bushinsky se souvient pourtant qu'il ne se passait rien de spécial dans la Ville Sainte, mais "c'était un bon endroit pour leur première émission internationale".

Dans l'ensemble des interventions journalistiques, recueillies, ou publiées, sur cette question, une seule voie dissidente, celle de Jonathan Friedland: ce journaliste talentueux, très connu au Royaume-Uni, est très sensible aux malentendus et aux différences de perceptions entre l'Europe et les Etats-Unis, ou entre le monde juif et son environnement: juif lui-même, il écrit pour l'hebdomadaire britannique *The Jewish Chronicle*, mais aussi dans le *Guardian*, journal réputé sévère pour Israël, et c'est à ce propos qu'il s'interroge sur l'intensité de la couverture du conflit: "Une façon plus subtile d'exagérer la part d'Israël dans les problèmes de ce monde est notre "surcouverture", et il se peut que nous devions la mettre en cause" (interviewé par Baram, 2004, p. 228).

Au-delà de l'intérêt supposé des lecteurs, la "surcouverture" n'a-t-elle pas des implications politiques? Elle satisfait en tout cas un argument fréquemment avancé

par les intellectuels propalestiniens, juifs ou non, l'exemplarité ou l'universalité de la cause palestinienne, Selon Etienne Balibar, dans le *Monde Diplomatique* (mai 2004), elle serait "l'une de celles qui permettent d'évaluer la dignité et la responsabilité d'un discours politique". Soulignant que cette universalité n'a rien à voir avec une apparente simplicité morale d'évaluation, l'intellectuel français met cependant l'essentiel de la responsabilité du conflit, ou de sa phase actuelle, sur les épaules d'Israël, ce qui rendra suspect, aux yeux des proisraéliens, son discours. Pourquoi une cause qui permet justement de blâmer Israël serait-elle exemplaire? On pourrait argumenter à rebours: une cause qui permet de mettre en cause Israël et trop souvent, par contiguïté, le monde juif, ne devrait-elle pas être maniée avec un surcroît de précaution? Ne faudrait-il pas mieux chercher l'exemplarité ailleurs? Le propalestinien répliquera qu'au contraire, il faut militer pour la paix, pour que le conflit s'achève, pour le plus grand bien de tous y compris des juifs qui ne seraient plus mis en cause comme alliés d'Israël.

Les dénominations: bien nommer, mal nommer....

Les dénominations sont le signe le plus clair de l'absence radicale de consensus entre certaines des parties au conflit. Le public impliqué s'approprie ici, de façon quasi-paranoïaque, la remarque triviale chez les linguistes que tout fait de langue est emprunt de subjectivité. Soumis au régime du soupçon généralisé, aucun fait de langue n'échappe au procès. Albert Camus est ici fréquemment invoqué, par exemple dans le film *Décryptages*: "Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde". Mais qu'est-ce que bien ou mal nommer?

"Terroriste": voilà le premier mot qui fâche. Les proisraéliens reprochent aux journalistes, surtout européens, de ne pas utiliser le terme de "terroriste" pour les Palestiniens. En France, on recourt depuis longtemps au terme de "kamikazes" pour désigner spécifiquement l'attaquant palestinien qui se fait exploser au sein d'une population civile. Un professeur de philosophie israélien qui se situe à gauche, Yirmiyahu Yovel, jette ainsi à un journaliste du *Monde*: "n'oubliez pas... les assassinats-suicides des fanatiques religieux que votre presse glorifie comme kamikazes" (9 février 2002). Au contraire de l'Israélien, Aboulharim Hijazi, participant à l'émission française *l'Hebdo du Médiateur* le 28 octobre 2002, condamne

l'emploi du mot terrorisme comme "épousant le point de vue israélien", et une lettre d'un autre spectateur s'en prend à la présentation des auteurs d'attentats suicide comme "des terroristes fanatiques". Le patronyme arabe est immédiatement remarqué par les participants à la controverse, même si l'émission, dans un silence universaliste bien français, ne fait jamais allusion à l'origine de ces participants.

Le débat sur le terme est fort ancien. Rapportant que le 22^{ème} congrès sioniste mondial, en décembre 1946, entendait tracer la différence entre résistance et terrorisme, *le Monde* s'interroge, le 26 du même mois: "qui tracera jamais la limite entre les deux notions?" (Lazar, 1972, p. 47). Dans un éditorial du *Populaire* favorable à la création de l'Etat d'Israël et défendant la lutte des sionistes contre l'occupation – faut-il dire la colonisation ? - britannique, Léon Blum s'éleva contre "l'affreux abus fait du mot 'terrorisme' auprès de l'opinion anglaise. Le terrorisme, disais-je, n'est pas autre chose qu'une forme désespérée de la révolte" (Ibid., p. 156). Débat tout à fait contemporains pour les Palestiniens d'aujourd'hui, à propos desquels on invoque le désespoir comme Léon Blum le faisait jadis pour... les sionistes.

Les journalistes interrogés soulignent d'abord qu'ils ne bannissent pas de leur vocabulaire le mot "terreur" et ses dérivés. Répliquant à un spectateur qui lui en reproche l'emploi, Charles Enderlin répond, dans *l'Hebdo du Médiateur* précité: "Il y a la règle du dictionnaire. Terrorisme signifie acte individuel d'un groupe destiné à terroriser une population. Un kamikaze qui se fait sauter dans un café, c'est du terrorisme. Un militant armé qui attaque une patrouille israélienne ce n'est pas du terrorisme". Interrogé par nous à Jérusalem, il ajoute : "Quand c'est sur des civils, y compris des colons, c'est du terrorisme. Dans un débat, des spectateurs d'origine arabe m'ont reproché de ne pas parler de terrorisme d'Etat quand Tsahal bombarde Gaza. J'ai répondu, quand j'aurai une définition de terrorisme d'Etat et qu'un organisme international l'emploiera, je l'emploierai". Cet effort de neutralité et ce recours au dictionnaire, cependant, ne peuvent suffire.

Car le terme emporte nécessairement avec lui une évaluation négative, et c'est cela qui fait débat. Lionel Jospin en sait quelque chose. Premier ministre français, il fut "caillassé" à l'université de Bir Zeit, principale université palestinienne, pour avoir qualifié de "terrorisme" l'activité du Hezbollah dans le sud Liban. *Le Monde* note

alors, et on le suivra: "Entre un acte de terrorisme et un acte de guerre, il y a plus qu'une nuance. Le second est, ou peut être, honorable, le premier est condamnable. Parler de terrorisme, c'est porter un jugement critique et désigner un coupable" (28 février 2000). Inversement, tout autre terme est perçu par ceux qui condamnent les "terroristes" comme un effort de réévaluation. D'où des efforts de neutralité en utilisant par exemple kamikaze. Le vocable japonais employé pour les pilotes qui se suicidaient en faisant s'écraser leur avion sur des navires américains ne vaut pas glorification, disent les journalistes, mais économie de place – j'ajouterais, pour avoir interrogé beaucoup de jeunes étudiants, que certains ignorent l'origine du terme, l'un d'entre eux pensant qu'il s'agissait d'un mot arabe – une variation du "shahid", ou martyr, employé parfois pour les attaquants-suicide. Tandis que les proisraéliens réclament l'usage du terme "terroriste" pour les attaquants palestiniens, les propalestiniens le récuse, éventuellement renvoient au "terrorisme d'Etat" israélien – terme que les grands médias (sauf certaines tribunes libres) n'utilisent pas.

Le débat, à nouveau, déborde la France. L'Agence britannique Reuters a décidé, explicitement, de ne plus utiliser le terme de "terroriste", ni celui de "freedom fighter" (combattant de la liberté), et a maintenu sa politique après le 11 septembre 2001. Les attentats de New York montrent parfaitement l'enjeu du terme: comme les attaques firent l'objet, dans le monde occidental en tout cas, d'une réprobation quasi-universelle, il fut difficile de ne pas utiliser le terme de terrorisme, voire "d'hyper-terrorisme". Fait inhabituel, une chaîne de télévision, et non la moindre, se vit obligée de préciser qu'elle recourrait au terme (ne pas le faire, aurait-ce été refuser de condamner Oussama Ben Laden?). Au début d'octobre 2001, on pouvait lire la note suivante sur le site Internet de CNN: "Des fausses informations ont été diffusées selon lesquelles CNN n'a pas utilisé le mot de terroriste pour qualifier ceux qui ont attaqué le Pentagone et le World Trade Center. De fait, CNN a, systématiquement et de façon répétée, qualifié les attaquants de terroristes et continuera à le faire"¹⁵. Les Etats-Unis, il est vrai, ont toujours condamné de façon plus immédiate et radicale que l'Europe la violence politique de groupes non-étatiques, comme l'a noté Gérard Chaliand (1985). Le 11 septembre va contribuer à stigmatiser le terrorisme et tout ce qui y ressemble, et

¹⁵ Norman Salomon, Media Spin Revolves Around the Word 'Terrorist', 4 octobre 2001, www.fair.org.

donc modifier l'image de la cause palestinienne, notamment aux Etats-Unis – on y reviendra.

Une deuxième querelle s'est emparé d'un terme ancien pour en faire un enjeu très neuf: "esplanade des mosquées". Ce débat fut particulièrement intense en France, car l'expression n'existe pas dans d'autres langues. Pour la religion juive, c'est le mont du temple, lieu où fut bâti le Temple de Salomon détruit, et dont subsiste le "mur occidental" (comme on l'appelle de son nom complet en hébreu) où les juifs du monde entier viennent prier, et que les langues occidentales ont appelé le Mur des Lamentations (Wailing Wall). Pour les Musulmans, l'esplanade est le Haram Al Sharif (le noble sanctuaire), troisième lieu saint de l'Islam, où se situe la Mosquée El Aqsa qui donnera son nom à la deuxième Intifada. Jusqu'en septembre 2000, la presse française utilisait de façon très générale le terme "esplanade des mosquées", sans provoquer beaucoup de réactions. En octobre 1990 par exemple, lorsque plusieurs Palestiniens sont tués par la police israélienne sur le site, la presse française parle de "tuerie" ou de "massacre" de l'Esplanade des mosquées. Il y a 18 morts et 150 blessés palestiniens. Le terme de "massacre" déclenche aussi des réactions, mais rien qui s'apparente aux discussions sur Jénine en 2002 (voir plus bas).

La visite d'Ariel Sharon le jeudi 28 septembre 2000 sur le site a contribué à alimenter la polémique sur l'appellation, car elle est liée à un débat sur le déclenchement de la deuxième Intifada. Parler d'une visite du chef de gouvernement israélien sur le mont du temple, lieu sacré du judaïsme, n'a pas la même signification qu'une visite sur l'esplanade des mosquées, le terme même impliquant la présence musulmane, même pour ceux qui ignorent l'histoire exacte. A partir de cette date, les proisraéliens vont réclamer systématiquement l'usage du terme mont du temple, seul ou à côté de l'expression esplanade des mosquées. Avec un succès très relatif. *Le Monde*, par exemple (Erlinger, 2004) ajoutera quelquefois "Mont du Temple pour les juifs" à côté de l'expression "esplanade des Mosquées", comme d'autres organes de presse. Au total, de 1987 à 2004, plus de 400 articles incluent l'expression "esplanade des mosquées", et 14 le mont du temple. Le 31 octobre 2004, le journal fait état de la volonté de Yasser Arafat d'être enterré "sur l'esplanade des Mosquées (le Mont du Temple pour les juifs)". Le 27 juillet 2004, il écrit que le ministre de la Sécurité Intérieure israélien dit "redouter des attaques contre le Mont du Temple (Esplanade

des Mosquées)". Mais ce type de double appellation reste rare. En télévision, où le temps est plus cher, l'exercice est plus difficile mais sera pratiqué quelquefois.

L'écart avec la presse anglophone est net. Car l'expression "esplanade des Mosquées" (esplanade of the Mosques?) n'y figure, à notre connaissance, jamais, tandis que "Temple Mount" y est d'usage courant de longue date. Avec la montée des revendications musulmanes et palestiniennes sur le site, cette même presse va utiliser la double appellation "Temple Mount" et "Haram Hasharif (noble sanctuary)", en fournissant à la fois l'expression arabe et sa traduction anglaise¹⁶. L'écart entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, n'est, pour une fois, pas sensible. Seule une enquête de lexicologie historique démontrerait quand le français a adopté l'expression "esplanade des Mosquées" et l'anglais "Temple Mount".

Dernier exemple classique, l'emploi des termes "colons" et "colonies" à propos des résidents des implantations israéliennes dans les territoires occupés. Pour des raisons linguistiques, le débat est propre à la France. Des proisraéliens (par exemple Roger Cukierman, président du CRIF, dans *Arrêt sur Images* du 8 décembre 2001) font remarquer que la presse anglophone emploie "settlers" et "settlements", qui est dépourvu de connotation historique – mais la presse britannique, notamment le *Guardian*, utilise parfois "Jewish colonies", au lieu de "Jewish settlements". Robert Fisk, journaliste britannique spécialiste du Proche-Orient, et connu pour ses positions tiers-mondistes et propalestiniennes, a plusieurs dénoncé les difficultés qu'il a rencontrées en critiquant Israël – et déploré que l'anglais n'ait pas l'équivalent du terme "colons".

Quand est apparu le terme, systématique en français et dans les langues latines pour cette population? Selon Didier Epelbaum, longtemps chef du service des émissions en français de la radio publique israélienne, correspondant de France 2 à Jérusalem et enfin premier médiateur de la chaîne, le terme est devenu d'usage banal dans les années quatre-vingt, alors qu'auparavant on parlait plus souvent d'implantation. A nouveau, c'est la deuxième Intifada qui transforme l'appellation "colon" en petite

¹⁶ Une rapide vérification sur Lexis Nexis montre qu'en 1985-87, dans la grande majorité des cas, l'expression "Temple Mount" est employée, seule, dans la presse anglaise et américaine. Par contre, à partir de la deuxième Intifada, la double dénomination du lieu est utilisée de façon quasi-systématique, parfois accompagnée d'une brève explication.

affaire alors que le terme s'était répandu sans faire trop de vagues. Que lui reproche-t-on ? De renvoyer à une situation historique non comparable (voir au chapitre suivant) et donc de délégitimer les "colons", si vous préférez les "résidents israéliens de Cisjordanie et de Gaza", puisque l'histoire a globalement condamné l'entreprise de colonisation européenne.

Que vaut le mot colons? Un épisode relatif à un quartier de Jérusalem montre bien les limites du terme: il suppose un déplacement d'une métropole à un terre plus ou moins lointaine – ce qui n'est pas le cas des Israéliens qui habitent dans les territoires occupés, notamment lorsque l'implantation est très proche de la ligne verte. Un bon exemple est donné par le cas de Gilo (prononcer Guilo). Qu'est-ce que Gilo? Pour les médias israéliens, un quartier juif de Jérusalem, situé à la périphérie de la ville. Ces médias ignorent (ou veulent ignorer) que Gilo a été construit après 1967, au-delà de la "ligne verte" (la ligne de l'armistice israélo-arabe après la guerre de 1948) sur l'emplacement de maisons dont les occupants palestiniens ont été expulsés. Lorsqu'en août 2001, des tirs éclatent en direction de Gilo depuis Beit Jala, un village arabe voisin, tirs qui vont se prolonger pendant des mois, de singulières hésitations apparaissent dans les médias internationaux. Ainsi à la télévision française. Florilège : "un quartier sud de la ville (de Jérusalem)" (France 2, 17 octobre), "une banlieue juive de Jérusalem" (France 3, le 18), "un quartier situé à cinq kilomètres du centre de Jérusalem" (TF1, id.), "ce faubourg juif de Jérusalem" (France 3, le 18), "la colonie de Gilo (prononcé incorrectement Jilo)" (France 3, le 1 novembre), "la colonie juive de Gilo" (TF1, id.), "colonie juive aux portes de Jérusalem" (France 3, le 15). Mais aussi, les reportages essayent d'entrer dans le détail. Pour cela, il faut faire un peu d'histoire, mais dans le corset du journal télévisé. Un exemple : "un quartier juif situé dans la partie sud de Jérusalem, sur une terre annexée en 1967 par Israël" (France 2, 2 septembre 2001). On voit bien là que l'appellation renvoie moins à une description géographique qu'à un jugement juridique. Comme le note avec humour Didier Epelbaum, invité le 9 décembre 2001 à commenter le reportage de l'émission *Arrêt sur Images* auquel j'ai emprunté ces exemples: l'habitant de Gilo, c'est "le seul colon de l'histoire qui rentre à pied à sa métropole". Mais la rédaction de France 3 justifia l'appellation "colonie" comme "territoire occupé", par le droit international : "Gilo était construit sur une terre annexée, revenant aux Palestiniens, donc on pouvait tout à fait dire colonie". D'autres médias cherchaient des façons de rappeler l'annexion en

évitant de dire "colonie", ainsi France 2 qui dira plusieurs fois "quartier annexé", tandis que l'AFP créa, pour l'occasion semble-t-il, le terme de "quartier de colonisation".

Au-delà de l'exactitude descriptive, le vrai débat porte sur la valeur négative du terme, comme pour "terroriste". Dans le film *Décryptage*, on suggère que l'appellation passe progressivement de Gilo quartier de Jérusalem, à Gilo, colonie juive – ce qui révélerait une intention hostile. D'après les exemples cités, il y a moins une intention délibérée de changer l'appellation qu'une hésitation, avec des points de vue différents selon les rédactions, et de plus un temps d'apprentissage de la complexité : comme le rappellera Sylvain Cypel, du *Monde*, lors d'une table ronde à l'Institut d'Etudes Politiques le 31 janvier 2003, il faudra un délai pour que les journalistes apprennent que Gilo n'était pas un simple "quartier de Jérusalem" comme le laissent entendre, dans leur très grande majorité, les médias israéliens, mais qu'il avait été construit sur des terres privées palestiniennes au-delà de la ligne verte – de l'armistice de 1967.

Des proisraéliens touchent plus juste lorsqu'ils dénoncent l'emploi d'expression comme "bébé colons" ou de "jeunes colons" comme dans ce titre du *Monde* se référant au "meurtre de deux jeunes colons juifs", pour se référer à deux adolescents de 13 ou 14 ans. Deux journalistes du quotidien sont interrogés dans *Décryptage* à ce sujet. Georges Marion, ancien correspondant à Jérusalem, trouve l'expression "scandaleuse", Edwy Plenel, rédacteur en chef, accepte de reconnaître un dérapage. L'expression, suggère-t-il, peut donner l'impression qu'on met la qualité de colon avant la qualité d'enfant, qu'on rend des enfants responsables d'un choix politique. Mais il ajoute que ce dérapage ne doit pas être "surinterprété". De même, Elie Barnavi, alors ambassadeur d'Israël, rend spécialement visite au P-DG de l'AFP, Bertrand Eveno, pour attirer son attention sur certaines dépêches de l'agence, et notamment sur l'emploi de l'expression "bébés colons", qui "disparut des dépêches de l'Agence" (Barnavi, Rosenzweig, 2002, p. 122).

Dernier exemple, plus récent : le "mur" dont le gouvernement israélien a érigé la construction en politique systématique à partir de 2002. Ce dispositif a une histoire politique complexe, et plusieurs vocations. Proposés par des personnalités de gauche, il est repris par le gouvernement Sharon – officiellement pour empêcher les

Palestiniens de pénétrer en territoire israélien. Mais il est situé, pour une large part, très au-delà de la "ligne verte", parcourant les territoires avec des boucles complexes, prenant en nasse certaines villes palestiniennes, et préparant, à l'évidence, un accord ou une annexion qui engloberait dans les frontières finales certaines parties des territoires occupés. Bref, difficile de le décrire comme un simple mur (ou barrière) "contre le terrorisme" – ce qui lui donnerait immédiatement une justification.

Comment le baptiser ? Les médias hébreux disent "gader hafrada", clôture de séparation. De façon caractéristique, une partie de la presse américain traduit, "security fence", tandis que la presse européenne va préférer le terme de la gauche radicale israélienne et parler de "mur". Il s'agit, de fait, d'un patchwork de clôtures métalliques, en certains endroits d'un mur de béton haut de huit voire douze mètres notamment au niveau de Jérusalem, qui est censé séparer les Israéliens des Palestiniens. Aucun terme descriptif simple ne convient. Si la "barrière" n'a pas partout l'allure d'un mur, le mot "mur" correspond mieux que barrière. Car cette barrière est bien large et complexe, équipée de systèmes d'alarmes, parfois entourée de fossés. Elle n'est pas faite pour s'ouvrir souvent, mais bien pour empêcher, de façon radicale, le passage. Il faut choisir, et le choix reflète des inclinations. Le choix de "mur" va de pair avec une présentation négative des finalités, ainsi dans ce titre du *Monde* : "Israël dresse un mur sur la voie de la paix en Palestine" (25 juin 2003).

La presse américaine, à l'inverse – encore – de la presse européenne, choisit plus facilement le terme des médias hébraïques, et dit volontiers "security fence" (barrière de sécurité). Mais elle hésitera aussi. Dans le *Herald Tribune* du 11 juillet 2003, un article repris du *New York Times* est intitulé : "A fence to stop terrorists takes tolls on Palestinian villages" (des villages palestiniens payent un prix pour une barrière destinée à arrêter les terroristes), tandis qu'une photo montre un haut mur de béton qui n'a rien d'une barrière ("fence"), et que dans la légende de la photo c'est le mot "wall" qui est utilisé... Comprenez le lecteur qui pourra!

De ces formulations discutables, comme des erreurs, chacun retient ce qu'il veut. Les journalistes parlent volontiers de "dérapages surinterprétés", ou des "hésitations", Leurs critiques voient des intentions proisraéliennes (aux Etats-Unis surtout), ou propalestiniennes (en Europe surtout). Encore n'ai-je évoqué là que les grands

exemples, ceux qui font consensus parmi les proisraéliens. Les proisraéliens plus radicaux, sans grand succès, revendiquent des changements plus radicaux, notamment en ce qui concerne les territoires occupés par Israël en 1967, la Cisjordanie et la bande de Gaza - dont tout ou une grande partie deviendrait l'Etat Palestinien dans un accord de paix. L'appellation "territoires occupés" est générale dans la presse internationale. Des pressions ont eu lieu dans le monde anglophone, pour remplacer "occupés" par "contestés" (disputed), tandis que certains spectateurs juifs réclament, à l'instar de la droite israélienne, l'appellation "Judée Samarie" pour la Cisjordanie. Le 14 octobre 2000, un spectateur de *l'Hebdo du Médiateur* réclame ce changement à Charles Enderlin, qui répond comme la plupart des journalistes: ce n'est pas ainsi que le voit la communauté internationale.

L'accession à l'autonomie partielle et graduelle des mêmes territoires a posé aussi un problème d'exactitude. Dire "territoires palestiniens", est-ce accéder aux revendications palestiniennes avant l'heure (diront certains proisraéliens), ou créer une illusion d'autonomie en niant l'occupation (diront certains propalestiniens)? A nouveau, brièveté médiatique pose problème et ne vaut pas automatiquement prise de position. Entendue ou lue parfois, l'appellation "les territoires", sans autre précision, est une facilité rhétorique ou une prudence politique qui permet d'éviter la controverse, mais en supposant un public compétent. On s'en méfiera donc, mais à nouveau, pas pour des raisons politiques.

Déséquilibres, dissymétries

Le débat sur l'équilibre a l'avantage de toucher à un critère classique d'évaluation du travail journalistique en cas de conflit: il faut donner "les deux points de vue", il faut traiter de façon égalitaire les arguments des deux camps en présence. Et, tout particulièrement, il faut citer les points de vue opposés de façon symétrique, comme si l'on plaçait dans les deux plateaux de la balance les mots de chaque partie.

Cette défense journalistique a bien des faiblesses. Elle fait penser à un mot fameux (mais lui-même très exploité) de Jean-Luc Godard: "L'objectivité, c'est cinq minutes pour Hitler et cinq minutes pour les juifs". Il est vrai que l'équilibre paraît une bonne façon d'évacuer toute responsabilité politique et morale. Il y a des torts, des raisons,

des injustices manifestes, et le journaliste ne devrait pas craindre, dans certains cas, de prendre parti – mais tout ne fait pas accord, et le mal et le bien ne s'incarnent pas toujours aussi facilement que dans Hitler face à ses victimes juives (d'où les évocations abondantes de Hitler et des juifs pour fournir un compas moral trop simple pour être adéquat). Deuxième faiblesse: poussé à l'extrême, ce critère de l'équilibre transforme un article en accumulation de citations s'opposant les unes aux autres. Il n'y a plus de nouvelles ni de reportages, mais une addition de points de vue opposés qui ne disent rien du monde sinon qu'il y a, sur le monde, désaccord. Reproche que le journaliste européen fera facilement au journaliste américain.

L'argument de la symétrie ou de la symétrie, comme celui de l'hypercouverture, sépare clairement proisraéliens et propalestiniens. Dans le contexte français et européens, les proisraéliens réclament un rétablissement systématique de la symétrie ("autant de sources israéliennes/de souffrance israélienne/d'arguments israéliens, que palestiniens"), car dans l'ensemble ils estiment que la couverture est biaisée en faveur des Palestiniens. Au contraire, ceux qui dénoncent la fausse symétrie seront plus facilement des défenseurs de la cause palestinienne. Ironiquement, aux Etats-Unis, ce sont les propalestiniens qui réclament le rétablissement de la symétrie puisqu'ils pensent que la dissymétrie, si elle est pratiquée, joue, cette fois, en faveur d'Israël.

Exemple propalestinien français: il est scandaleux de vouloir respecter une symétrie rhétorique, nous dit Denis Sieffert, directeur de la rédaction de *Politis*, en s'en prenant à Bernard Guetta, chroniqueur à *l'Express*: "Même au plus fort de la répression israélienne, tout se passe comme si le chroniqueur voulait produire l'illusion d'un partage des responsabilités" (Dray et Sieffert, 2004, p. 41). Dans le même sens, l'article déjà cité d'Edgar Morin, Sami Nair et Danielle Sallenave: "La fausse symétrie occulte l'évidence que le droit et la justice sont du côté des opprimés. La fausse symétrie met sur le même plan les deux camps, alors que l'un fait la guerre à l'autre qui n'a pas les moyens de la faire et n'oppose que des actes sporadiques de résistance ou de terrorisme" (*Le Monde*, 4 juin 2002). Si vous savez de quel côté est le bon droit, la symétrie ne peut vous convenir.

Cette opposition se retrouve au-delà des médias. Au Parti socialiste, ainsi, les défenseurs des Palestiniens dénoncent le "pseudo-équilibre" que le Parti entend

maintenir entre les deux camps. C'est un thème très présent dans la note controversée d'un expert du PS, Pascal Boniface, envoyé en avril 2001 aux dirigeants du PS: "Aujourd'hui, les principales victimes sont les Palestiniens. Il faut être insensible aux réalités pour ne pas l'admettre" (Boniface, 2003, p. 229). Au contraire, d'autres dénoncent les médias qui ont fait porter la compassion vers les Palestiniens "comme si la souffrance, le désespoir – et les responsabilités – n'étaient pas également répartis" (Laurent Fabius, Je suis proisraélien et propalestinien, *Le Nouvel Observateur*, 24 février 2005). Impossible, donc, de faire de la symétrie un test du souci de justice. Car, pour les uns, la justice, c'est reconnaître l'absence de symétrie, pour les autres, c'est rétablir une symétrie entre Israéliens et Palestiniens, redonner au premier le statut de victime qu'on leur estime dérobée, au second le statut d'agresseurs qu'on oublie.

L'impossible mesure de la symétrie

Ce débat n'a pas d'issue, car il porte moins sur la symétrie que sur l'appréciation historique des responsabilités dans un long conflit – débat que les médias ne peuvent trancher, encore moins que les historiens qui sont loin d'être d'accord. De plus, il est très difficile d'apprécier la symétrie et de la mesurer, au-delà d'une courte période. Beaucoup de journalistes acceptent implicitement le critère, en répondant qu'ils respectent la symétrie. Ils disent: "nous traitons aussi de l'autre côté", citent en exemple à côté du reportage sur les enfants palestiniens traumatisés par le conflit celui sur une victime d'attentat israélien... Problème : sur quelle durée – sur quelle "période de référence", disent les analyses savantes – mesurer l'équilibre? La plupart des journalistes refusent de pratiquer l'équilibre au sein de chaque article ou reportage isolé. Ils réclament de juger sur une durée plus longue, ou même, à titre personnel, sur toute la durée de leur travail. François Clémenceau, d'Europe 1: "Hier encore, j'ai répondu à un auditeur par email, qui me renvoie un autre message et qui me dit, pourquoi est-ce que dans l'attentat de Mike's Place vous n'avez pas dit que la serveuse était française, vous qui êtes si prompts à décrire les victimes palestiniennes (...). Finalement, je lui ai écrit, je ne supporte pas les procès d'intention, depuis deux ans, j'ai écrit plus de mille papiers, et je dit sur la totalité de ma couverture vous verrez que je ne parle pas plus des victimes palestiniennes, et qu'il faut que les gens finissent par comprendre, tôt ou tard, que les journalistes doivent être jugés sur leur couverture globale et pas sur tel ou tel papier". Dans *l'Hebdo du Médiateur* du 4

octobre 2003, donc pour la télévision cette fois, Charles Enderlin répond à un spectateur: "Je voudrais d'abord vous dire que nous couvrons les deux côtés du conflit, aussi bien chez les Israéliens que chez les Palestiniens. Cela ne se fait pas nécessairement le même jour, ni la même semaine (...). Depuis le mois de juin (N.D.A. De juin à octobre 2003), on a diffusé six sujets de société israéliens montrant notamment les problèmes économiques israéliens qui sont la conséquence de l'Intifada, etc., et nous avons diffusé un seul sujet de société palestinien (...). Quand à montrer la souffrance israélienne évidemment nous la montrons (...). Sur les attentats, il y a eu depuis le mois de juin trois grands attentats anti-israéliens nous avons fait 9 reportages sur ces 3 attentats". Enfin, dans le même sens, Chris McGreal, correspondant du *Guardian* en Israël: "Il est absurde de prétendre à l'équilibre dans chaque article séparé. La couverture s'équilibre sur une certaine durée" (in Baram, 2004, p. 203).

Selon les analyses, on peut découvrir du propalestinisme ou du proisraélisme. Laurence Coulon (2002, cité plus haut) a procédé à une analyse quantitative de la couverture du conflit dans trois quotidiens nationaux français (*Le Monde*, *Libération* et le *Figaro* pour le mois de novembre 2000. Riche d'enseignements, notamment sur la surmédiatisation, l'analyse dénombre les énoncés favorables ou défavorables à Israël, et conclut : "c'est le *Figaro* qui a le plus équilibré ses positions. Il est suivi du *Monde* mais avec une tendance légèrement plus défavorable à Israël. Enfin, *Libération* a publié deux fois plus d'articles hostiles à Israël que d'articles amicaux" (p. 121). Si aucun des quotidiens concernés n'a répondu à cette analyse, les répliques sont faciles à imaginer : il faut juger au-delà de la période (mais alors, jusqu'où? Le mois? L'année? Toute Intifada? Ou, à l'absurde, tout le conflit, pour un conflit interminable?); et si dans la période, Israël avait été effectivement plus agressif, et les morts palestiniens plus nombreux... ; enfin, un journal a le droit de prendre parti et ne doit pas nécessairement équilibrer....

La méthode peut être mise en question, surtout si l'auteur apparaît comme engagé. On soulignera que l'analyse de Laurence Coulon est publiée par l'Observatoire du Monde juif, dans un réquisitoire contre les médias français. On pourrait donner en exemple une analyse produite par des chercheurs britanniques à propos de la BBC, que les proisraéliens jugent très favorable aux Palestiniens. Un ouvrage intitulé *Bad News*

from Israel affirme que le respectable broadcaster britannique a cité beaucoup plus les victimes israéliennes que palestiniennes sur les 13 premières semaines de l'Intifada, alors qu'il y a eu beaucoup plus de victimes palestiniennes sur la même période.... Ont-ils bien compté? On peut jouer, à nouveau, du soupçon: l'auteur, Greg Philo, est dans une mouvance politique de gauche, traditionnellement propalestinienne, il est publié par Pluto Press, éditeur universitaire mais aussi militant de la gauche, voire de la gauche radicale (sur une ligne qui évoquerait en France, les éditions La Découverte ou mieux La Fabrique...).

Enfin, contre l'idée même qu'une couverture "équilibrée" ou "symétrique" est possible, il y a un dernier argument qui concerne seulement l'information en images: ce que le conflit donne à voir – quelles qu'en soient les réalités profondes – est déséquilibré. La caméra filme des soldats surarmés d'un côté, des populations civiles de l'autre, et tel reportage sur un militant du Hamas ne changera rien à ce qui est une tendance de fond. Dans les territoires occupés, où les médias filment, on voit, d'abord, la souffrance palestinienne et la force israélienne. Gwenaëlle Lenoir, journaliste de France 3: "Très concrètement, la réalité d'un journaliste français sur le terrain depuis quatre ans c'est à peu près 3500 morts palestiniens, 950 morts israéliens, et des centaines de maison détruites. C'est ce qu'on voit tous les jours. Je ne vois pas comment je pourrais rapporter autre chose" (Khayat et Spire, 2005, p. 67). Bertrand Vannier, directeur de la rédaction de la France Inter, quoique homme de radio, fait aussi appel au pouvoir de l'image: "Et quoi qu'on dise, l'image se retournera toujours contre le char qui tire sur les gens armés de kalachnikovs (...). Bien sûr, on parle des attentats, et on dit que c'est horrible. Mais le lendemain, l'actualité passe à autre chose et les chars sont toujours dans les villes palestiniennes. Et selon la communauté juive, il faudrait arrêter de le dire, parce qu'ils auraient raison d'y être" (*Médias*, no 2, Juillet 2002). L'argument est un aveu d'impuissance professionnelle : la réalité elle-même, en quelque sorte, donne un point de vue sur le conflit – sans que le journaliste puisse proposer une interprétation propre. Et d'impuissance politique, cette fois pour le proisraélien: le pays a perdu la bataille de l'image, ce qu'admet par exemple Elie Barnavi avec beaucoup d'autres.

Expliquer ou accuser: de la causalité à la responsabilité

Dernier reproche fréquent : les médias ne donnent pas les causes des événements. Ils n'expliquent rien. A nouveau, sous le reproche apparemment "neutre", (se tromper, mal nommer), une prise de parti, et une condamnation. Chaque camp n'a pas la même notion de la complexité. Sous l'analyse des complexités historiques, c'est la condamnation toute simple du "véritable responsable du conflit" que l'on cherche. En substance, pour le proisraélien, certes, un enfant palestinien a été tué par un soldat israélien, mais la véritable cause, c'est moins l'occupation de 1967, la répression israélienne, que le refus arabe d'Israël, et la stratégie palestinienne qui envoie "des enfants en première ligne". Et donc, le véritable responsable, c'est le palestinien – le père qui aurait envoyé cet enfant, Arafat qui aurait donné le feu vert, et derrière, le peuple tout entier. Pour le propalestinien, un kamikaze vient de tuer des civils israéliens, mais la véritable cause de l'attentat, c'est l'occupation israélienne de 1967, voire antérieure, qui a provoqué un tel désespoir que celui-ci explique l'attentat. Et donc, le véritable responsable, c'est le premier ministre israélien qui a ordonné l'assassinat ciblé qui a précédé, et, derrière, peut-être, le peuple israélien qui soutient cette politique. L'ambiguïté est sans doute à son comble. Car les médias ne peuvent au fond jamais satisfaire ici leur usager soupçonneux. Ils ne disent jamais assez, ils ne disent jamais ce qu'il faut.

L'exemple canonique est la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées/mont du temple le jeudi 28 septembre 2000. Clément Weill-Raynal, journaliste à France3, s'en est pris à l'Agence France Presse, mais en visant plus généralement l'ensemble des médias français. Une citation résumera sa thèse : "Dès le deuxième jour de l'Intifada, l'AFP livre à ses abonnés (...) une explication de la révolte palestinienne : 'Les violences ont été déclenchées par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées, qui abrite le troisième lieu saint de l'Islam' " (2002, p. 52).

Incontestablement, ce rappel sera fréquent dans les dépêches de l'AFP, et dans la presse elle-même. Il est devenu rituel, dès qu'il est question du lieu saint. Un exemple pris au hasard, quatre ans et demi après les événements, dans le *Figaro* du 11 avril 2005 : "... l'Esplanade, où une visite d'Ariel Sharon, en septembre 2000, alors qu'il n'était pas encore premier ministre, avait déclenché la deuxième Intifada".

Est-il "mensonger" ? Deux discussions s'entremêlent ici, sur le détail des faits et sur leur interprétation. Les critiques de l'AFP, et des médias français, soulignent que les

violences n'ont pas vraiment commencé ce jour-là. Est-il possible de proposer un récit neutre ? Lorsqu'Ariel Sharon annonce son intention de se rendre sur les lieux, le geste revêt d'abord une signification de politique intérieure. Ehud Barak, le Premier ministre, sort de l'échec de Camp David et a été accusé d'avoir fait trop de concessions aux Palestiniens notamment sur Jérusalem, Ariel Sharon, chef de l'opposition, proclame la souveraineté israélienne sur la ville et sur son lieu le plus chargé symboliquement, visant aussi son principal rival au sein du Likoud, Benyamin Netanyahou. Mais la presse israélienne et mondiale écrivent justement que la présence d'Ariel Sharon en ce lieu constitue aussi une provocation pour la partie palestinienne: on l'a noté, l'affaire est même antérieure à la naissance de l'Etat d'Israël. La visite se passe dans un "calme" très relatif : quatre Palestiniens blessés par balles caoutchoutées, vingt-cinq policiers atteints de pierres. Le lendemain, vendredi 29, des jeunes Palestiniens jettent des pierres depuis l'esplanade et le chef de la police de Jérusalem est blessé, la police israélienne entre sur l'esplanade et tire à balles réelles, il y a sept Palestiniens tués, 150 blessés. Les images sont abondantes, qui montrent des victimes ensanglantées. Le lendemain, des manifestations enflamment la Cisjordanie et Gaza, et la télévision française diffuse les images de la mort de l'enfant Mohammed Al Dura.

La presse européenne traite la visite comme une provocation et y verra fréquemment, à l'instar de l'AFP, le point de départ de l'Intifada, le "déclencheur", "l'étincelle qui mit le feu aux poudres". Clément Weill-Raynal note que l'Intifada n'éclate qu'après les morts du vendredi, qui ne sont pas "directement liés" à la visite d'Ariel Sharon. De surcroît, note-t-il, les prémisses d'une déflagration sont déjà perceptibles quelques jours auparavant. Donc, la visite de Sharon, en tant que telle, n'aurait rien déclenché.

On peut discuter indéfiniment pour savoir si la visite d'Ariel Sharon a été la cause immédiate de l'Intifada ou non. Le véritable débat porte sur les causes profondes, et ce type de débat a rarement lieu par voie de presse. Sur un point, paradoxalement, tout le monde est d'accord : dans une atmosphère très dégradée, il ne fallait pas grand chose pour déclencher un affrontement. Pour beaucoup de proisraéliens, l'Autorité Palestinienne, et Yasser Arafat à sa tête, ont sciemment décidé de déclencher un affrontement pour obtenir par la force ce que Yasser Arafat n'avait pu obtenir à Camp David. Ils s'appuient notamment sur des déclarations palestiniennes, dont un discours

de Imad Faloudji, le ministre palestinien de la communication dans un camp de réfugiés libanais le 2 mars 2001, où celui-ci affirme que "Intifada était planifiée depuis l'échec des négociations de Camp David". Le critique proisraélien note que certains médias, dont l'AFP, ont ignoré ses déclarations, que la presse française continue de se focaliser sur la visite d'Ariel Sharon, ainsi désigné comme seul "responsable" de l'Intifada. Mais quel crédit accorder aux propos du ministre palestinien? Que l'OLP ou ses héritiers souhaitent se poser en leader de l'insurrection n'est pas surprenant, mais ils ont été obligés maintes de suivre les Palestiniens des territoires, ainsi lors du déclenchement de la première Intifada en 1987 or de la guerre du Golfe, qui vit Yasser Arafat se rallier à Saddam Hussein en raison de la position des Palestiniens des territoires, suivant l'adage: "puisque je suis leur chef, il faut bien que je les suive...".

De surcroît, ce débat sur les causes de Intifada n'est pas un débat d'historiens, mais de polémistes: il cherche le responsable humain d'un événement collectif, moins pour analyser les causes que pour pointer les coupables. Sous couvert d'un débat sur les causes, immédiates ou profondes, il y a un débat sur les responsabilités. Faire de la visite d'Ariel Sharon le seul déclencheur, cela saurait rendre les Israéliens responsables de l'insurrection, alors qu'il faudrait prendre pour point de départ une initiative palestinienne, ce qui rendrait les Palestiniens aux yeux de l'opinion, responsables.

Dans les faits, ni la focalisation sur la visite d'Ariel Sharon, ni la vision d'une insurrection délibérée ne correspondent à une simple lecture prudent de l'actualité, y compris sur le moment. Le leadership palestinien pourra bien, sinon déclencher, au moins attiser le feu de l'Intifada, parce que les Palestiniens sont épuisés par des années d'attente depuis les promesses d'Oslo, années pendant lesquelles la pression de l'occupation s'est peu relâché, et notamment, fait crucial, l'expansion des colonies (qu'on les appelle implantations ne changera rien) n'a pas cessé.

On voit bien que le débat est un faux débat. Le proisraélien s'en prend aux médias en disant : si vous insistez sur Ariel Sharon, c'est bien pour prendre un personnage israélien porteur d'une image négative, "l'homme de Sabra et Chatila", et faire de lui, et de son pays à travers lui, le responsable du renouveau du conflit. Intention niée par

le journaliste mis en accusation. La réponse, ainsi d'un journaliste de l'AFP, tient en plusieurs temps : on n'a jamais écrit que la visite était la cause réelle, ou profonde, seulement le déclencheur, et les sept morts à balles réelles du lendemain sont bien liés à la visite. Il y a bien lien de causalité, mais l'AFP, ou la presse, ne rendent pas pour autant le chef du Likoud responsable du soulèvement.

Pour autant, le rappel fréquent du rôle d'Ariel Sharon est bien une sorte de cadrage qui met une part importante du blâme sur les autorités israéliennes. Pour prendre un autre exemple que celui de l'AFP, citons Patrick Saint-Paul dans le *Figaro* du 30 septembre 2000. "En jetant de l'huile sur le feu aux yeux des Palestiniens, Ariel Sharon risque de compromettre de nouveaux des négociations de paix déjà très complexes". Alors que les autorités israéliennes n'auront de cesse de démontrer le caractère délibéré, tactique, du soulèvement. Et que la presse américaine leur emboîtera souvent le pas, par exemple *Newsweek* (Dray et Sieffert, 2001, p. 32).

Autre exemple de débat qui mêle l'appréciation responsabilité ponctuelle d'un épisode de violence et responsabilité historique de la nouvelle phase du conflit: les "représailles israéliennes" après un "attentat palestinien". Les propalestiniens notent, cette fois ils le font sans qu'on puisse noter de différence entre l'Europe et les Etats-Unis, qu'un attentat palestinien n'apparaît pas comme une "réaction" ou des "représailles" à la violence israélienne. Par contre, le mot de "représailles" est souvent employé à propos des opérations de l'armée israélienne dans les territoires occupés. Ce qu'ils interprètent ainsi: les Israéliens sont présentés comme réagissant à l'agression palestinienne, les Palestiniens sont les agresseurs – alors qu'en fait, "dans la réalité", c'est le contraire, l'agression est continue, c'est l'occupation commencée en 1967, voire l'expulsion des Palestiniens en 1948.

L'affaire est ancienne, là encore. Et la différence de traitement lexical est facile à établir y compris aux Etats-Unis. Le 19 avril 2001, sur un site américain "liberal", plutôt à gauche, fair.org, le chroniqueur Norman Salomon compte: sur les 100 premiers jours de l'année 2001, il a trouvé plusieurs dizaines d'articles employant les expressions "représailles israéliennes", ou "Israël a répliqué". Dans le même ordre d'idée, l'attentat palestinien intervient souvent, selon les médias, après une période d'accalmie ("quiet"), pendant laquelle, pourtant, l'occupation continue et des

Palestiniens meurent¹⁷. Le 29 février 2002, en France, le médiateur du *Monde* signale, que, pour une fois, ce ne sont pas les pro-israéliens que le journal a indignés: "La dernière salve n'est pas venue des pro-Israéliens – les plus nombreux à écrire – mais des défenseurs de la Palestine, choqués de lire dans *Le Monde* du 20 septembre ce titre : "Nouvel attentat-suicide en Israël après plus de six semaines d'accalmie", accompagné d'un sous-titre : "Plus de 65 Palestiniens ont été tués dans des accrochages durant cette période." Au nom du site Vigie Médias Palestine, un lecteur observe que ce titre "donne à penser : 1° qu'il y a eu accalmie ; 2° que les Palestiniens, avec cet attentat, sont responsables de l'avoir perturbée ; 3° que la mort de plus de 65 Palestiniens ne serait qu'un détail d'un paysage globalement calme. On y discerne donc une tendance typiquement proisraélienne à anesthésier l'opinion (l'accalmie), à rejeter la responsabilité de la reprise des violences (supposées momentanément conjurées) sur les Palestiniens, à considérer pour rien la mort de plus de 65 tués". Non seulement, ici, les Palestiniens apparaîtraient comme initiateurs de la violence, mais les victimes palestiniennes seraient-elles négligés puisque leur mort régulière, à faibles unités, seraient traités comme une "accalmie".

La réponse à ce reproche propalestinien est multiple. Beaucoup de journalistes auxquels je l'ai soumis notent qu'il y a là un "effet de média", un problème de catégorie d'information, qui n'a rien à voir avec le conflit israélo-palestinien. C'est la force médiatique de l'attentat-suicide contre des civils – l'attentat "terroriste"? Il provoque un effet de sidération, y compris pour les médias, et il attire sur lui une attention "absolue". Double conséquence: les morts "à l'unité" qui précèdent sont négligés (et ces morts sont généralement palestiniens), et l'attentat est peu relié à un contexte – à tout ce qui précède. Il fait, si l'on peut dire, trop de bruit. A l'appui de cette thèse, on peut souligner qu'un attentat suicide, ailleurs dans le monde, est généralement traité de la même façon.

Mais, dans les jours qui suivent l'attentat, le ton change, la recherche des causes peut commencer, et les proisraéliens retrouver des occasions de s'indigner. L'allusion au désespoir palestinien (désespoir bien réel, il n'est pas besoin d'un long séjour dans les territoires occupés pour s'en convaincre) provoque ici des réactions vives, du type:

¹⁷ Voir aussi, dans le même sens, sur le site de l'université de Bir Zeit: M. Qumsiyeh, Notes from Occupied Palestine, 26 February 2005, [www //right2.edu.birzeit.edu/new/article265](http://www/right2.edu.birzeit.edu/new/article265)

"d'autres peuples occupés ou désespérés ne réagissent pas de la même façon" (ce qui peut être vrai, mais ne dit rien de la causalité), ou encore: "c'est le fanatisme la cause véritable". Ce désespoir, de surcroît, prend un visage humain et se personnalise dans les reportages qui ont pour sujet la famille de l'attaquant. Dans ces reportages, on trouvera des éléments sur les difficultés de la vie quotidienne et sur les effets de l'occupation – notamment la présence de morts ou de blessés, victimes de l'armée israélienne, dans la famille du kamikaze.

Le sujet est pourrait-on dire "classique" dans les médias – européens en tout cas. Devant la banalisation des attentats suicide, il faut souvent un kamikaze au profil particulier. Lorsque en novembre 2006, c'est une grand-mère de Gaza qui se fait exploser, l'émission 7/8 de TF1, le dimanche 3 décembre, consacre un reportage à la famille. En juin 2003, attentat à Jérusalem, reportage sur la famille dont la maison va être détruite, indignation de Yaël sur forum du site alliancefr.com, magazine online "de la communauté juive francophone": "Après l'attentat du Bus 14 de Jérusalem, les médias français nous ont montré quoi? La famille du kamikaze obligée d'enlever leurs meubles, le frigo et les bibelots avant l'arrivée inexorable des soldats sionistes qui détruiront leur maison dès le lendemain. Ces images sont montrées tel un crime envers des innocents qui jurent qu'ils ne savaient pas"¹⁸. On notera au passage la classique généralisation – du reportage de France 2 aux "médias français".

L'indignation n'a pas empêché les médias de penser que le sujet "famille du kamikaze" valait la peine d'être traité. Pour les correspondants interrogés, dont Charles Enderlin, cela ne correspond pas à une apologétique ou à une justification, mais plutôt au souci d'expliquer l'arrière-plan social de ce genre d'actes. Au contraire, et d'autant plus qu'aujourd'hui l'attentat-suicide, essentiellement d'origine islamique, déborde largement les territoires palestiniens, le devoir de compréhension justifie pour beaucoup de journalistes ce type de reportage.

Pas partout. Aux Etats-Unis, CNN a eu de sérieuses difficultés à propos d'un reportage où l'interview de la famille du kamikaze a reçu plus de place que celle de la famille d'une victime israélienne, un enfant de surcroît. En juin 2002, la colère des proisraéliens mais aussi les réactions officielles en Israël où la chaîne est surveillée

¹⁸ <http://www.alliancefr.com/discus/messages/7/1628.html?mercredi18juin200318h10>

de près provoquent la visite en Israël d'un des responsables de CNN, Eason Jordan, pour essayer de réparer les dégâts. A propos du reportage le représentant de CNN reconnaît: "c'était une erreur". Et il donne instruction au réseau de préparer une série de reportages spéciaux, d'une demi-heure, entièrement consacrés aux victimes israéliennes. CNN, il est vrai, avait été la cible d'attaques constantes de proisraéliens, notamment à la suite des déclarations du fondateur et responsable de la compagnie, Ted Turner, franchissant une "ligne rouge" bien connue. Dans une interview au *Guardian* – abondamment commentée aux Etats-Unis, il lâche: "Les Palestiniens combattent avec des bombes humaines, c'est tout ce qu'ils ont. Les Israéliens.... Ils ont l'une des plus puissantes machines militaires au monde. Les Palestiniens n'ont rien. Alors, qui sont les terroristes? Je pourrais défendre l'idée que les deux côtés sont impliqués dans le terrorisme".

En février 2005, problème similaire en Angleterre. Le blog (entrée du 28) de la journaliste britannique Melanie Philips nous apprend que la BBC consacra un reportage à l'attentat, intitulé "a family in mourning", entièrement consacré à la famille du kamikaze – cette fois sans même évoquer la souffrance israélienne. La BBC réplique avec un post de son directeur de l'information sur son site Internet: "Les responsables du programme et moi-même, nous sommes d'accord pour dire qu'il était inapproprié de commencer le reportage avec la famille de la bombe humaine en deuil, et aussi de ne pas inclure dans le reportage la souffrance de la famille des victimes". Mais pourquoi donc la souffrance d'un côté ne pouvait-elle être présentée sans la souffrance de l'autre? L'équilibre, on le voit, concerne tout particulièrement ces thèmes aujourd'hui cruciaux, très au-delà de notre sujet: la souffrance et le statut de victimes.

La concurrence des victimes

A travers les plaintes sur les mots, la causalité, la symétrie, les deux camps ne cessent de réclamer un statut, celui de victime. Dans la culture médiatique contemporaine, l'image de victime est devenue centrale, car elle offre, pourrait-on dire, un double bénéfice. Elle provoque (ou est censée) provoquer l'empathie pour le souffrant, mais aussi, dans un deuxième temps, l'indignation contre celui qui a causé la souffrance. A

quoi s'ajoute un troisième avantage, plus difficilement avouable, qui concerne le journaliste: l'image de la victime souffrant attire, voire fascine, l'audience. Pour le dire brutalement, avec un adage du journalisme britannique: "If it bleeds, it leads" (si ça saigne, ça bat la concurrence)¹⁹.

Certes, dans la plupart des images de victime, la dénonciation du perpétrateur demeure implicite. On dit simplement que des soldats ont tiré, par exemple, ou l'on voit des soldats au barrage, contrôlant des Palestiniens. L'analyse subtile de la causalité, des raisons qui feraient que ces soldats ont tiré, n'entre pas en jeu ici. Dans un premier temps, l'image de la victime associe étroitement l'appel à la pitié et l'acte d'accusation. Elle est donc abondamment revendiquée et manipulée par les deux camps, et les journalistes sont parfois les jouets de cette concurrence des victimes, qui se joue d'ailleurs très au-delà de l'espace médiatique (Chaumont, 1997).

Tout se passe comme si, dans les médias, le camp qui souffre le plus – et, implicitement, souffre plus "à cause de l'autre" – emportait la bataille dans l'espace public. Certaines analyses de l'opinion publique (voir chapitre 6) confirment d'ailleurs ce point de vue. Le camp qui souffre est, de façon réflexe, humanisé, il n'apparaît pas responsable du conflit, et, en creux, l'autre côté, le perpétrateur, est à la fois déshumanisé et accusé. Les militants des deux bords sont très conscients de l'enjeu de la souffrance publique. Dans *l'Hebdo du Médiateur* de France 2, le 4 octobre 2003, deux spectateurs, l'un proisraélien, l'autre propalestinien, critiquent les reportages sur la souffrance qui ne leur conviennent pas, celle de l'autre côté. Le proisraélien critique un reportage sur des enfants palestiniens traumatisés par les conflits: ""Si on devait faire un documentaire de propagande pour la cause palestinienne, mettre d'un côté des soldats surarmés et agressifs, de l'autre côté des enfants, encore une fois par définition des victimes innocentes, c'est idéal". Entrant dans cette logique, le médiateur justifie sa rédaction en montrant un sujet consacré à une jeune victime russe, mutilée à vie par un attentat-suicide à Tel Aviv.

¹⁹ Compassion, accusation, spectacle, le sociologue aura reconnu ici, sous d'autres termes, les trois logiques de la souffrance en image proposées par Luc Boltanski, qu'il baptise topiques du sentiment, de la dénonciation, et esthétique, in Boltanski, 1993.

Le diptyque des victimes est ainsi devenu, dans ce conflit, une figure journalistique obligée, qui répond à l'avance aux accusateurs. Typique, à cet égard, les photographies juxtaposées d'une mère israélienne et d'une mère palestinienne en larmes dans le dossier cité du journal *Elle* le 9 décembre 2002. Ce diptyque est censé provoquer une empathie générale et suspendre aussi la question de la responsabilité. Double bénéfice immédiat, mais au prix d'une réduction de l'événement à son aspect humain, en le vidant de toute signification sociale et politique.

Durant la seconde Intifada, le cas le plus spectaculaire d'appel à la pitié doublé d'acte d'accusation s'est déroulé au camp de réfugiés de Jénine. A nouveau, le simple résumé des faits est difficile. Commençons au 8 mars 2002. Certains médias parlent alors de "la journée la plus sanglante depuis le début de l'Intifada". A la suite de violents combats dans les territoires, Il y eut 40 morts palestiniens, 6 morts israéliens. Les Palestiniens multiplient les attentats suicide. Le 12, soir de la Pâque Juive, un attentat dans un hôtel de la ville côtière de Netanya tue 29 Israéliens. Israël lance une vaste offensive dans les territoires occupés, baptisés Homat Magen (rempart de protection, en anglais Defensive Shield). Le 2 et 3 avril, certaines villes, dont Jénine qui comporte un vaste camp de réfugiés, sont déclarées "zones militaires fermées". Conséquence: elles sont interdites aux journalistes. Cette décision aurait été prise à la suite d'un reportage à Bethléem de la deuxième chaîne israélienne du 15 mars. On pouvait y voir une mère palestinienne gravement blessée après que des soldats aient forcé, à l'explosif, la porte de sa maison, et un jeune soldat israélien déclare: "je ne comprends pas ce qu'un bon garçon juif comme moi fait ici loin de chez lui". L'armée décide donc de clore la scène des combats – ce que tous les responsables militaires reconnaîtront, ultérieurement, comme une erreur: ils ont créé une machine à amplifier les rumeurs.

Le 12 avril, après huit jours de combat, le camp de Jénine tombe aux mains de l'armée. Les Palestiniens dénoncent un "massacre" de civils de grande ampleur. Pour les journalistes occidentaux, le fantôme de Sabra et Chatila plane, et il faut à tout prix, entrer dans Jénine et recueillir des témoignages. Le Conseil de sécurité de l'ONU réclame la mise en place d'une mission d'enquête, ce qu'Israël refuse. Tous les journalistes signaleront la difficulté d'obtenir des informations de source israélienne,

alors que les sources palestiniennes seront abondantes sinon vérifiables²⁰. La BBC réalise un documentaire d'une heure spécialement consacrée à l'établissement des faits – là encore, avec un difficile accès à des sources et témoignages israéliens, et un souci manifeste de l'équilibre.

Que s'est-il passé à Jénine? Sèchement : l'armée israélienne a détruit 280 maisons. Dans les combats, 56 Palestiniens et 23 soldats israéliens ont été tués. Dans certains cas, l'armée a aussi empêché des ambulances de passer et des blessés d'accéder aux soins. Incontestablement, dans un premier temps, les médias, surtout les médias européens, donnent écho aux alertes palestiniennes et aux rumeurs, et exagèrent la portée des événements. Les médias américains sont plus prudents et beaucoup moins prompts à condamner l'opération israélienne (Borger, 2002). Le terme de massacre est discuté, plus qu'il n'est utilisé directement. Interrogé par le présentateur, le reporter de BBC World répond par exemple: "massacre is a very big word", pour enchaîner sur la violence des destructions, le nombre de victimes et de blessés. Dans la même veine, Isabelle Dor, correspondante de France Info, se souvient d'avoir été questionnée depuis Paris: "il y a eu des rumeurs de massacre, peux-tu les confirmer?". Sa réponse est prudente, mais peu importe, immédiatement elle reçoit des coups de téléphone qui lui reproche d'avoir parlé des rumeurs de massacre. *La Croix* titre "au moins cent mort à Jénine", pour s'excuser ultérieurement de l'exagération. En Angleterre, un quotidien au moins, *The Independent*, reprend le terme de "massacre" sans guillemets – ce dont il s'excusera ensuite.

Des erreurs sont commises, ainsi par l'hebdomadaire français le *Nouvel Observateur*, qui publie le 11 avril un article citant le chef du service de chirurgie d'un grand hôpital israélien, affirmant qu'une "circulaire de Tsahal" précise qu'il ne faut pas soigner les blessés palestiniens et empêcher leurs médecins et leurs hôpitaux de le faire. A la suite d'une lettre de ce médecin qui dément formellement ces propos, le magazine publie, le 18, un rectificatif. Le 2 mai l'hebdomadaire reprend des témoignages palestiniens; un récit est titré: "mes neuf enfants sont sous les décombres". Le 19 juillet, *Haaretz* (Israël) enquête: la famille en question est vivante.

²⁰ Voir H. Goodman and J. Cummings (eds). *The Battle of Jenin: A Case Study in Israel's Communications Strategy*, Jaffee Center for Strategic Studies, Tel Aviv University, 2003. Internet: <http://www.tau.ac.il/jcss/memoranda/memo63.pdf>. Compte-rendu d'une journée d'études qui confrontent des représentants de l'armée, des journalistes, un militant des Droits de l'Homme...

Le mensuel *l'Arche* dénoncera à ce propos une "vision délirante et proprement diabolique de l'Etat d'Israël" (Weintrater, 2002, p. 33).

Ultérieurement, Jénine sera cité par tous les proisraéliens comme l'exemple même du "massacre de la vérité", pour prendre le titre d'un film documentaire. Alors que pour les propalestiniens, au contraire, Jénine devient un symbole de la souffrance palestinienne. Des deux côtés, on se mobilise, sur Internet d'abord, mais aussi par des pressions sur les médias, la réalisation de documentaires, des ouvrages divers soutenus, par exemple par des organisations juives américaines, par le conseil des ambassadeurs arabes en France... Le film documentaire le plus connu est celui de l'acteur et réalisateur arabe israélien Mohammed Bakri, *Jénine, Jénine*, fondé sur des témoignages palestiniens sans souci d'exactitude documentaire. Sorti en 2002, il causa de violentes polémiques, fut projeté en Israël après une bataille juridique, vit sa diffusion empêché sur Arte en Europe, mais fut projeté dans de nombreux festivals²¹.

L'argument unique

Malgré le volume, la controverse se laisse facilement résumer en une adresse aux médias: montrez nous (plus) en victimes ayant raison, et l'autre côté en perpétrateurs condamnables. L'adresse est au fond une critique: vous faites le contraire de ce que nous demandons, critique qui s'embarrasse rarement d'analyse et procède par généralisation, d'un mot, d'une photo, d'une erreur, à l'ensemble de la couverture. Ce pourquoi il faut saluer les critiques, qu'elles que soient leur bord, qui prennent le temps de l'analyse (nous en avons cité quelques unes).

Ce pourquoi les journalistes n'ont pas de réponse qui puisse tenir. La seule chose qu'ils peuvent corriger, ce sont les erreurs factuelles, mais il est généralement trop tard, et l'excuse est moins remarquée que la prochaine erreur, si rare soit-elle. S'ils

²¹ Aucun documentaire, qu'ils soient proisraéliens ou propalestiniens, ne fit autant de bruit. Du côté proisraélien, citons un film canadien de 2005: *Jenin: Massacring Truth*, qui propose de voire les événements à travers les yeux d'un réserviste israélien, Jonathan Van Caspel, et inclut des interviews de journalistes. Un autre réserviste israélien réalisa lui-même un autre film: Gil Mezuman, *Jenin Diary: The Inside Story*. Aux côtés de *Jénine, Jénine*, plusieurs documentaires propalestiniens: *After Jenin*, 2002, d'un militant britannique, *No one need cry*, 2003. Du côté des ouvrages, à l'extrémité proisraélienne du spectre: Brett Goldberg, *A Psalm in Jenin*, Modan, 2003 (publié en Israël), à l'extrémité propalestinienne: Nahla Chahal et Hala Kodmani dans *Avril à Jénine* (La Découverte, 2002).

reconnaissent l'erreur, c'est qu'il y a pire, qu'ils ne veulent pas avouer. S'ils se défendent, ils sont au mieux incompetents, au pire de mauvaise foi, ou, plus grave, antisionistes ou antisémites.... Moins directement, les médias altèrent parfois leurs couvertures, soit en la réduisant (mais en prenant un risque, car ce sujet sensible intéresse les lecteurs, notamment en presse), soit en l'anesthésiant (c'est l'impression que laisse parfois la couverture de la première chaîne française), soit enfin en l'équilibrant, ainsi en utilisant la stratégie du diptyque des souffrances.

Mais il faut comprendre aussi que les participants à la controverse engagent, au-delà de chaque sujet, de chaque attentat, de chaque offensive, une bataille pour l'histoire qui va s'écrire. Ils veulent être reconnus comme des victimes devant le tribunal de l'histoire – ce que les médias ne peuvent leur accorder sur le court terme, mais construisent peut-être, par une lente accumulation, sur le long terme. Ce lien avec l'histoire apparaît à travers l'usage des comparaisons avec d'autres situations historiques, guerres coloniales, génocides, comparaisons qui déclenchent des polémiques d'autant plus violentes que leur interprétation n'est jamais fixée.

CHAPITRE 4: METAPHORES DE JUIFS ET DE PALESTINIENS

Dans la dispute, cela s'entend souvent: "vous ne pouvez pas comparer!". Impossible donc, de comparer : la situation dans les territoires à un apartheid, le conflit à la guerre d'Algérie, les objecteurs de conscience israéliens à des refuzniks (ces juifs russes auxquels on refusait la sortie de l'URSS), l'histoire du sionisme à celle d'une entreprise coloniale, et enfin, *horresco referens*, les Palestiniens à des juifs, et, partant, les Israéliens à des nazis.

L'usage des comparaisons fait l'objet d'un débat médiatique mais il faut en rappeler les origines anciennes. Des disciplines anciennes et nouvelles, la rhétorique et l'analyse du discours, se battent depuis longtemps avec les formes et les valeurs de la comparaison et de la métaphore. Figures qui voyagent d'un genre à l'autre. La littérature abonde de comparaisons et de métaphores, – mais il y a aussi des comparaisons savantes, à valeur explicative – on parle bien de littérature ou d'histoire comparée – il y a même des comparaisons là où on les attend le moins, dans les sciences dures, comme l'a bien montré, entre autres, Michel Foucault. Enfin, notre vie quotidienne est truffée, et dès l'enfance, de comparaisons et de métaphores, dont nous vivons.

La distinction même entre comparaisons et métaphores n'est pas simple, et dans les médias pas plus qu'ailleurs. On dira traditionnellement que la comparaison est plus précise, partielle, introduite par une "copule" – comme (le conflit c'est comme la guerre d'Algérie), absente pour la métaphore, qui suggère plus une identité totale entre les situations. Choisir de comparer (car on choisit de le faire, la comparaison doit se déployer dans la langue), c'est recourir à ce que Perelman appelle une "figure noble", avec une forte valeur argumentative, et difficile à réfuter (car on ne peut le faire globalement, il faut reprendre les points par lesquels les situations ressemblent et différent).

Donc, on trouvera des comparaisons explicites, systématiques, dans certains éditoriaux ou libres opinions, voire dans des ouvrages savants. Mais dans les caricatures, par exemples, où par définition la copule est absente, nous n'avons pas affaires comparaisons prudentes et partielles – plus des métaphores perçues

globalement par le spectateur, et qui font partie, de longue date, des armes du caricaturiste (Gombrich, 1963). On en verra plusieurs exemples. La difficulté essentielle de ce type de rapprochement graphique est qu'il ne dit jamais clairement quelle est la part de ressemblances et de différences. A l'inverse, dans le texte polémique, on peut trouver des assertions d'identités totales ("Les Palestiniens sont les juifs d'aujourd'hui", "les juifs sont des nazis"). C'est aussi le domaine du slogan hurlé dans la manifestation ou reproduits sur des panneaux (comme par exemple, dès 1982, l'étoile de David et la swastika nazie reliés par le signe =).

Enfin, forme particulière de la comparaison, il y a l'analogie qui ne rapproche pas deux termes mais deux couples: A est à B, comme C est à D, les Israéliens sont aux Palestiniens comme les Français le furent aux futurs algériens. Qu'en faire? A nouveau, l'analogie est-elle partielle, ou totale? Qui ressemble à qui, exactement? L'analogie aussi peut-être suggérée: dire les Palestiniens sont les juifs d'aujourd'hui, est-ce dire les Israéliens sont les nazis? Pas nécessairement, bien sûr, mais? Car enfin, il faut que le lecteur identifie ces rapprochements souvent implicites. Et à nouveau, on trouve la différence entre le public inquiet, prompt à lire jusqu'au bout un texte vite écrit ou dessiné dans l'urgence, à y trouver ce que l'auteur n'y avait mis qu'à demi, à lire sous le rapprochement implicite la condamnation ou la justification totale. Nous retournons donc à la question de la place, non de l'émetteur, mais du récepteur.

La quantité même de comparaison est objet de débat. Pour les proisraéliens, on compare beaucoup Israël et les Palestiniens, et de façon injuste, à d'autres situations, alors que les propalestiniens en font moins un enjeu (car, réplique les proisraéliens, les comparaisons leur sont favorables). Incontestablement, il y a peu de comparaisons explicites dans les articles factuels et les reportages, sensés rapporter les faits. On le comprend : comparer, cela serait quitter le terrain de la description neutre et de l'exactitude qui est, idéalement, celui de l'article journalistique. La comparaison ouvre une boîte de Pandore, car il faut préciser ses limites, séparer le différent du semblable, ce qui demande du temps. Les comparaisons, par contre, sont très présentes dans la polémique et la prise de position: elles abondent donc dans les commentaires, les libres opinions, les caricatures. Selon la façon dont on lit les médias, selon les sensibilités, on peut dire que les comparaisons sont partout, ou nulle part. Les proisraéliens dénoncent l'usage des comparaisons, et tout particulièrement la

"nazification" d'Israël, qui se serait opérée dans les médias dès 1982 et à nouveau autour de la deuxième Intifada. Les journalistes répondent avec étonnement : "Où avez-vous lu qu'Israël était qualifié d'Etat nazi?"²².

Au-delà de l'appréciation quantitative, on peut affirmer que comparaisons et métaphores sont centrales dans notre affaire. Elles sont un mode d'appropriation essentielle du conflit, que chaque nation, chaque culture, aborde par rapprochement avec des situations connues, sans que cela soit nécessairement la marque d'une intention polémique. Et sur le terrain, les parties au conflit se sentent comparées, voire métaphorisées. Mahmoud Darwich (1997) intitule un recueil de textes "La Palestine comme métaphore". Dans *Haaretz*, le 11 janvier 2003, l'Israélien David Grossman note, non sans lassitude: "Après tout, le juif a toujours été une sorte de métaphore pour quelque chose d'autre : il n'a jamais été perçu comme une chose en soi. Et maintenant cela revient"²³.

La comparaison comme faute

Tout ceci n'est pas que rhétorique. Une comparaison peut heurter les sensibilités, provoquer de vives réactions, voire des licenciements. Nul ne sait mieux que les caricaturistes, éditorialistes bien particuliers qui pratiquent, par définition, l'outrance. Malcom Evans, cartoonist vedette du premier quotidien néo-zélandais, le *New Zealand Herald*, a compris à ses dépens les enjeux. Au printemps 2003, l'une de ses caricatures montre une ville en ruines (spectre de Jénine ?), et sur un mur le mot Apartheid, avec l'étoile de David remplaçant le deuxième A du mot. Sur une seconde caricature, un bras géant jaillit du ciel. Sur le bras, un numéro tatoué. L'index de la main pointe vers un petit soldat israélien sur un tank. Une voix céleste: "Shame" (Honte). Intervient ici un thème classique de la critique d'Israël: l'armée israélienne fait aux Palestiniens, sinon ce qu'on a fait aux juifs, du moins quelque chose qui lui ressemble. Il n'y a pas, de façon explicite, comparaison: mais plutôt une implication par analogie. Si une victime de la Shoah couvre d'opprobre le soldat israélien, c'est qu'il se comporte à son tour comme un oppresseur, voire comme l'oppresseur ultime,

²² Voir l'échange entre Jacques Tarnéro, militant proisraélien, et Antoine Spire, typique à cet égard, dans Khayat et Spire, 2005, p. 97

²³ Voir la version française sur le site de la Paix Maintenant: <http://www.lapaixmaintenant.org/article352>. Consulté en novembre 2005.

le nazi. Israéliens/juifs comme nazis. Certes, tout le monde ne lit pas la caricature de cette façon. Mais, plus encore que le texte, la communication visuelle autorise une grande variété de lectures, et l'accès plus immédiat renforce le caractère émotionnelle des réactions.

Pour ces deux caricatures, et quelques autres, Malcom Evans est licencié. Interviewé par *Haaretz* (23 août 2003), le dessinateur se défend clairement d'être antisémite, mais se dit antisioniste, à comprendre: il critique Israël en tant qu'Etat juif. Le licenciement, au demeurant, est exceptionnel, mais pas les scandales ou les débats provoqués par des caricatures de ce type.

Et si la comparaison avec la seconde guerre mondiale domine le débat, on peut en trouver d'autres, plus inattendues. La communication globale fait du conflit israélo-palestinien une métaphore à tout faire. Le quotidien chilien *El Mercurio*, le 30 juillet 2006, nous apprend que le juge Guzman, célèbre pour s'en être pris à l'ex-dictateur Augusto Pinochet, va poursuivre, devant la justice internationale, des fonctionnaires israéliens responsables de destructions de maisons palestiniennes. Il a été enrôlé pour ce faire par un militant israélien (d'origine argentine), Méïr Margalit, fondateur du Comité contre la destruction de maisons (on reviendra sur ce processus d'exportation des conflits et critiques, singulier par rapport à d'autres conflits). Le Juge Guzman propose sa propre comparaison, entre les Palestiniens et un peuple indien d'Amérique Latine, les Mapuches, "frères dans la disgrâce" des Palestiniens : "durant des siècles, le peuple Mapuche a été torturé, assassiné, ses maisons détruites, afin de les expulser plus facilement de leurs terres. C'est exactement ce qui arrive aux Palestiniens". Celui qui cherche l'exactitude sursaute, immédiatement: "pendant des siècles?". Mais toutes ces comparaisons partielles, ont ici vocation d'abord à mobiliser – pas à faire comprendre.

Algérie, apartheid

L'usage explicite dominant de la comparaison dans les médias est donc polémique. Des éditorialistes, des acteurs engagés, comparent pour juger, pour pointer un coupable et une victime, et aussi pour signaler un aboutissement historique probable, ou en tout cas moral: une colonisation, aujourd'hui, doit se résoudre en décolonisation.

Un apartheid doit être aboli. Si l'on en juge par l'usage dominant dans l'espace médiatique européen, le coupable est Israël et la victime est palestinienne. Ce pourquoi la comparaison fait immédiatement polémique. Pour autant, son usage est-il injustifié, en tout ou en partie? Il faut au moins repérer, avec méthode, des points communs entre les situations comparées – sans ignorer les différences.

La comparaison du sionisme à une colonisation a subi bien des vicissitudes. Après tout, dans les années cinquante, lorsqu'on parle de colonies juives en Palestine, colonies a encore, dans la majorité des cas, une connotation positive: il s'agit d'apporter la civilisation dans des terres désertiques ou peu civilisées. Dans les années soixante-dix, alors que le mot colonie est utilisé pour désigner les implantations dans les territoires occupés après 1967, la comparaison change d'orientation. En France, elle porte particulièrement sur la Guerre d'Algérie. En tout cas, pour la mémoire collective française, c'est la "colonie" dont l'histoire est la plus proche. Dans ce contexte, la comparaison vaut condamnation et vœu d'indépendance pour les territoires palestiniens.

Cette comparaison est-elle valide ? Les opposants notent : il n'y a pas de vieille nation, mais une jeune nation, elle conquiert des territoires voisins sur lesquelles elle revendique une légitimité historique voire religieuse, et la distance entre le colon et sa métropole est réduite. Ce pourquoi Elie Barnavi n'aime pas la comparaison, comme il s'en expliqua avec un de ses collègues historiens de l'université de Tel Aviv dans un entretien à *Haaretz* (9 août 2001), critiquant une génération de journalistes français qui, ayant grandi avec la guerre d'Algérie, verraient le conflit israélo-palestinien à travers son prisme. Mais d'autres historiens ou politologues aiment la comparaison. Pourquoi l'Europe nous critique t-elle, déclara ainsi Zeev Sternhell, autre historien israélien francophile, familier des médias hexagonaux, dans plusieurs tribunes libres du même journal, par exemple dans "Sionisme ou colonialisme" (*Haaretz*, 28 juin 2002). Parce que "L'Europe s'est déjà trouvé dans la même situation". Uri Dromi, ancien responsable du bureau gouvernemental de la presse à Jérusalem et directeur des publications de l'Institut israélien pour la démocratie, est encore plus clair : "Israel could learn from the French" suggère t-il dans le *Herald Tribune* (26 mars 2002) à propos du "précédent algérien". L'occupation des territoires n'est peut-être pas une histoire de colonisation mais une situation coloniale, plaide t-il : une armée

cherche à contrôler une population de civils qui se révoltent, et recourent, de façon croissante, à l'arme du terrorisme, ce qui entraîne pour l'armée une situation insoluble au plan militaire, et à des violations continues des droits des civils en temps de guerre.

Mais une caricature ou une formule, "c'est comme l'Algérie", ne laisse pas le temps pour ce type de nuances. Pour le proisraélien, les différences seront toujours plus importantes, et la comparaison avec une guerre coloniale est perçue comme une accusation injuste, tandis qu'on souligne que l'armée israélienne, si elle a commis des crimes de guerre, est très loin de l'ampleur des exactions de l'armée française en Algérie (que l'on découvre encore, en France même, plus de 40 ans après la fin du conflit algérien).

Problème similaire avec l'Apartheid, comparaison répandue car compréhensible internationalement et dotée aussi d'une axiologie tout aussi forte: la lutte contre l'Apartheid a été pendant des années une "bonne cause", une cause irréfutablement juste, pour les militants de gauche de beaucoup de pays. Dire que la situation dans les territoires ressemble à l'apartheid, à nouveau, cela pourrait se résumer à une prudente proposition historique : il y a des routes, des quartiers, réservés à une certaine population, plus riche, protégée des pauvres "noirs" par des forces armées. Dans les territoires, cela s'observe aisément. De fait, j'ai entendu des juifs d'Afrique du Sud ayant émigré en Israël faire la comparaison, mais aussi les visiteurs sud-africains confrontés à la réalité des territoires occupés. En 2001, Raymond Louw, ex rédacteur en chef du *Rand Daily Mail*, le journal qui s'est illustré dans la lutte contre l'Apartheid, visite Hébron en compagnie d'un journaliste de *Haaretz*. Hébron, la ville où 400 colons vivent dans une ville de 400 000 Palestiniens, de l'avis général la ville où le régime d'occupation est des plus durs. Sans cesse, le Sud-Africain se rappelle les "jours anciens" de l'apartheid, mais il trouve que la situation à Hébron est pire (Gideon Levy, "Like the old days in South Africa", *Haaretz*, May 25, 2001). Dans la presse occidentale, à nouveau, la comparaison se glisse dans les articles d'opinion, dans les grands reportages. "L'écrivain François Maspéro se trouvait dans les territoires palestiniens à la mi-décembre, quand la bande de Gaza fut prise sous les feux de l'aviation israélienne. Son témoignage est engagé : ce qu'il a vu évoque à ses yeux les bantoustans d'Afrique du Sud au temps de la discrimination raciale" (c'est moi qui souligne). C'est avec ce chapeau qui se distancie prudemment que *Le Monde*

du 28 décembre 2001 présente un reportage sous le titre: "L'écrivain, la Palestine et l'apartheid". L'article déclencherà tout de même des protestations. La comparaison peut être localement juste, sa charge de condamnation est facilement mal vécue. Aux Etats-Unis, en 2006, la comparaison d'un livre de l'ancien président Jimmy Carter fait scandale parmi les proisraéliens. C'est largement à cause de son titre: "Palestine, la paix pas l'Apartheid"²⁴.

La comparaison interdite

Toutes les comparaisons ne se valent pas, toutes ne font pas scandale. La "palme", si l'on peut dire, revient à la comparaison avec la seconde guerre mondiale, qui peut se construire de différentes façons. De façon la plus prudente, et le thème est déjà ancien, on fait des Palestiniens les juifs d'aujourd'hui. De façon plus radicale, on affirme que les Israéliens se comportent comme des nazis.

Cette comparaison a connu un destin paradoxal. A l'inverse des cas précédents, qu'on peut contester mais partiellement justifier, il n'y a aucun sens historique à comparer l'occupation israélienne de l'après 1967 au nazisme, sauf à vider de tout sens la notion même de comparaison. Est-il besoin de souligner pourquoi ? Les buts du conflit, l'ordre de grandeur de l'événement, sans parler du nombre de victimes. Rien ne justifie, au plan historique, le parallèle. Sauf à mettre en parallèle tous les conflits. Absurde au plan historique, la comparaison est perçue comme un tabou qui peut déclencher des réactions extrêmement vives. Elle est condamnée y compris par des critiques très vifs de l'occupation des territoires. Par contre, elle est utilisée par les ennemis les plus radicaux de l'Etat d'Israël – le Hezbollah libanais, le président iranien Ahmadinejad – ce qui contribue, par retour, à la stigmatiser et à stigmatiser ceux qui l'acceptent ou qui l'emploient.

Pourtant, cette comparaison nazis/israéliens ne cesse de faire retour. Elle n'est pas devenue banale. Mais elle insiste, elle frappe à la porte du débat. J'ai écrit plus haut que la comparaison était absurde – mais certains lecteurs ont sans doute eu envie de

²⁴ Professeur à l'université américaine de Paris, l'intellectuel palestinien Marwan Bishara avait publié en 2001 aux Editions la Découverte un livre au titre similaire: *Israël-Palestine, la paix ou l'Apartheid* (Bishara, 2001).

dire, oui, mais... Il y a quelque chose, qui fait venir cette comparaison dans des esprits très divers. Qu'est-ce donc ? Un antisémitisme qui n'ose pas se dire? Ou la chose est-elle plus complexe? Un retour sur l'histoire de la comparaison est nécessaire.

Une comparaison taboue et banale?

Au-delà de notre conflit, la comparaison avec les nazis devient banale dès après la seconde guerre mondiale. Elle ne touche pas d'abord les juifs ou les Israéliens. Au contraire, elle est utilisée pour stigmatiser leurs ennemis. En 1947, lors de l'affaire de l'Exodus, ce bateau chargé de réfugiés juifs que les anglais empêchaient de débarquer en Palestine, *La Riposte*, organe de la ligue française pour la Palestine libre (qu'on ne s'y trompe pas, il s'agit d'une organisation sioniste – c'est des Anglais qu'il faut libérer la Palestine, qui n'est pas encore le futur Etat des Palestiniens) titre : "Déportation à la nazi de 4500 Hébreux. Les Anglais gagnés par le démon hitlérien (souligné par moi)" (Daloz, 1993, p. 38). *L'Humanité* fait chorus : "Comme à Auschwitz, à coups de matraque et de musique les martyrs de l'Exodus sont débarqués à Hambourg" (*Ibid.*, p. 39), tandis qu'au centre, dans *l'Ordre*, on apprend qu'Hitler est occupé à "se faire naturaliser citoyen britannique" (Lazar, 1972, p. 178).

Des Anglais, la comparaison va passer aux Arabes. Lorsqu'en 1956 Nasser, le chef d'Etat égyptien, nationalise le canal de Suez, le Président du Conseil (équivalent du Premier ministre) français, Guy Mollet, le traite de Hitler. L'allié (à l'époque) d'Israël tient un discours israélien. Au moment de la capture d'Eichmann, en 1960, Ben Gourion déclare: "En Egypte et en Syrie, les disciples des nazis veulent détruire Israël " (Segev, 1993, p. 387). Les "arabes nazis" (*Ibid.*, p. 431) serviront à justifier le projet nucléaire israélien. La comparaison entre Hitler et Nasser est banale au moment de la Guerre des Six Jours. Yasser Arafat, jusqu'au processus d'Oslo, est devenu le nouvel Hitler pour beaucoup d'Israéliens.

Le retour de l'antisémitisme en Europe a entraîné plusieurs intellectuels, plutôt aux Etats-Unis, à suggérer que l'on était revenu aux années trente. En France, Alain Finkielkraut parla ainsi de 2002 comme "une année de cristal", et le Consistoire central des juifs de France évoqua les prémices d'une "nouvelle nuit de cristal"

(*Libération*, 2 avril 2002). Qu'y a-t-il de commun pourtant entre les agressions certes alarmantes dont ont été victimes les juifs de France et la Kristallnacht, le grand pogrom nazi de la nuit du 9 novembre 1938. D'où les mises en garde y compris d'autres juifs inquiets, comme l'américain Leon Wieseltier, dans *Commentaire*, "Pas de panique, Hitler est mort"²⁵. Entendez, la situation n'est pas des plus heureuses, il y a bien retour de l'antisémitisme, mais sachons raison garder. L'article s'adresse aux juifs américains, il est paru à l'été 2002 dans *The New Republic*. Il est d'actualité pour les juifs français, auquel un Elie Barnavi, depuis Israël, s'est adressé dans des termes très voisins.

De quand date l'usage de cette comparaison pour souligner le malheur palestinien et/ou pour condamner Israël? Incontestablement, après 1967, elle devient suffisamment fréquente dans les milieux d'extrême gauche et chez certains intellectuels pour que Jean Daniel, interviewant le maire de Naplouse, note dans *Le Nouvel Observateur* du 3 février 1969 : "c'est une accusation que j'ai entendue formuler par les radios arabes et, depuis quelque temps, par certains intellectuels français". A cette même époque, comme l'analyse Léon Poliakov, c'est bien dans les milieux d'extrême-gauche que la comparaison pointe dans une ambiance post soixante-huitarde qui "s'attache à briser les tabous liés au génocide et à l'antisémitisme" (Poliakov, 1983, p. 153). Le 16 décembre 1972, Alain Gesmar, un des leaders de mai 68, écrit dans *le Monde* : "Une majorité de Français ne devrait avoir aucun mal à se dégager contre ces nouveaux nazis que sont les sionistes".

La comparaison Israël-Nazis, cependant, garde un statut relativement confidentiel jusqu'à la guerre du Liban de 1982 où elle devient fréquente²⁶. Elle passe de l'extrême-gauche à la gauche, voire à l'ensemble de la presse, lors de la couverture de la guerre, surtout après la révélation du massacre de civils palestiniens dans le camp de Sabra et Chatila, perpétrés par les milices des phalanges chrétiennes sous la protection de l'armée israélienne. Elle devient un enjeu majeur. Un propos du président François Mitterrand avait, si l'on peut dire, préparé le terrain. Selon le *Nouvel Observateur* (14 août 1982) : "A une question – piège – d'un journaliste

²⁵ *Commentaire*, no 105, Printemps 2004. Présentant l'article, la revue, qui se veut plutôt proche d'Israël, note : "l'amitié et la solidarité ne doivent pas exclure la lucidité" (p. 55)

²⁶ Voir cependant Coulon, 2001, p. 187

palestinien qui l'interrogeait sur 'L'Oradour perpétré par Israël au Liban', Mitterrand avait répondu, en juillet dernier, lors de son voyage à Budapest : 'Les interventions militaires, lorsqu'elles rencontrent une résistance, provoquent des Oradour. Je ne l'ai pas accepté en France, je ne l'accepterai pas au Liban'. Après les massacres de Sabra et Chatila, l'évocation d'Oradour, de Beyrouth-sur-Glâne (*France-Soir*, 20 septembre) va devenir quasi-banale²⁷. Pour le *Quotidien de Paris* et *Libération* (le 20 septembre 1982), les perpétrateurs de Sabra et Chatila sont les Waffen SS, exécuteurs des basses œuvres de la Wehrmacht (l'armée israélienne) ou de l'Allemagne nazie (Israël). Ironie de l'histoire, en novembre 2006, parce que lors d'un séjour à Beyrouth elle aurait, peut-être, entendue une telle comparaison sans réagir, la candidate socialiste à la Présidence de la France, Ségolène Royal, fait l'objet d'une vive polémique.

Ou bien, sur le mode "palestiniens=juifs" (ce qui renvoie les juifs, généralement, à la position de leurs persécuteurs): "Dans leurs ghettos, ils (les Palestiniens) ont subi un pogrom. Ils ont été les juifs de leurs massacreurs. On pourra invoquer ce qu'on voudra, dire ce qui est vrai, que ces mots font mal, que les rapprochements sont douloureux, le fait n'en demeure pas moins incontournable" (*Nouvel Observateur*, 25 septembre 1982). Etrange lexique qui traite une comparaison comme un fait. On pourrait multiplier les exemples, mais un lexique lié à la deuxième guerre mondiale est d'emploi fréquent, notamment le mot "génocide", ou encore, dans le *Monde* du 19 juin : "Begin et Sharon sont-ils fascistes ?" (cité par Coulon, 2001, p. 197). Il atteint la télévision, ainsi le présentateur Bernard Langlois, sur la deuxième chaîne publique, dans un magazine (non dans le journal) - le 2 juillet 1982 : "C'est à un nettoyage complet, systématique, des Palestiniens réfugiés au Liban que se livrent les soldats israéliens. Une sorte de solution finale" (souligné par moi. JB).

La comparaison et la deuxième Intifada

Si de tels rapprochements reviennent, à intervalles réguliers, lorsqu'il s'agit de dénoncer certains agissements de l'armée israélienne, ainsi en 1988, la polémique autour de leur usage reviendra en force avec la deuxième Intifada. Le paradoxe que

²⁷ Voir à ce sujet les analyses de Koren, 1996. Je lui emprunte la plupart des exemples pour 1982.

nous avons déjà noté se vérifie à nouveau. Jamais la vigilance à propos de tels rapprochements n'a été si grande. Et son usage dans la presse, y compris dans les tribunes libres et les caricatures, est certainement beaucoup plus réduit qu'au moment de la guerre du Liban. Pourtant, plus que jamais, les proisraéliens ont le sentiment de vivre une "nazification" d'Israël.

Dans leur livre sur les caricatures à propos de la deuxième Intifada, Joël et Dan Kotek (2003) trouvent des exemples de ce qu'ils appellent "la Shoah contre Israël" essentiellement sur le site altermondialiste Indymedia. La plupart des responsables de ces sites se refusent, au nom d'une conception très américaine de la liberté d'expression, à en censurer le contenu²⁸. Les frères Kotek citent aussi la presse grecque comme source de caricatures où l'antisionisme voisine avec l'antisémitisme. En Espagne, le quotidien *El Pais*, le 23 mai 2001 nous représente Clio, la muse de l'histoire, apposant la moustache de Hitler sur le visage d'Ariel Sharon. En France, le 1^{er} mai 2002, *Le Monde* reproduit une caricature parue dans un journal kenyan, *The Nation*, où est répétée à l'identique l'image d'un homme en pleurs devant une ville en ruines. Double légende : Warsaw 1943, Jenin Today. La publication déclenche un tollé. L'hebdomadaire précise qu'il s'agit d'une citation représentant le ton d'une certaine presse, mais le médiateur s'excuse sur le "caractère absurde" de la comparaison et regrette que son journal ait pris la responsabilité de publier cette caricature – d'autant qu'une image se met mal entre guillemets, et que la "citation" est perçue ici comme original (voir Kotek et Kotek, 2003, p. 114).

Dans des contextes nationaux différents, chaque usage de la comparaison interdite déclenche des micro-affaires. En Belgique, le 15 décembre 2001, Simon-Pierre Nothomb, père de la romancière, file longuement la métaphore dans une "carte blanche" du quotidien *le Soir*. Le "paysage de la Cisjordanie" est "comme la Pologne des années noires", il faut parcourir la bande de Gaza en "reliant l'histoire du ghetto de Varsovie", l'Autorité Palestinienne est comparable "au Juden Staat" (sic. Au lieu d'Etat juif, l'auteur pense probablement aux Judenraten, les conseils juifs que l'on accusa d'avoir traité avec les autorités nazis dans la deuxième guerre mondiale). Une

²⁸ Voir *Le Monde*, 9 juillet 2002.

partie du lectorat s'indignera contre cet article, et le journal perdra quelques abonnés (voir le courrier sur le site www.chétiens-et-juifs.org).

En Allemagne, Rudolf Augstein, le rédacteur en chef du prestigieux magazine *Der Spiegel*, est connu pour ses positions anti-israéliennes dans une presse qui a longtemps été très prudente dans la critique de l'Etat hébreu du moins jusqu'en 1982. De surcroît, l'hebdomadaire a un certain goût pour la provocation. Le 19 mars 1996, il avait écrit qu'après l'occupation de 1967, "l'idée s'était enracinée qu'eux, les sionistes, soutenu par le pouvoir financier de l'électorat juif aux Etats-Unis, était la race supérieure au plan moral et technologique, LA race". Le 17 décembre 2001, deux jours après l'article de Simon-Pierre Nothomb dans *le Soir*, il compare la politique d'Ariel Sharon vis-à-vis des Palestiniens à celle d'Adolf Hitler. Il fait l'éloge de... la France, où, dit-il, on peut librement critiquer Israël, alors que la presse allemande s'obligerait à l'autocensure²⁹.

Fin 2002, en visite de solidarité avec les Palestiniens dans les territoires avec une délégation du Parlement International des Ecrivains, le romancier portugais José Saramago, prix Nobel de littérature, déclare : "Ramallah est l'Auschwitz de l'actualité. A Ramallah, j'ai vu l'humanité humiliée et opprimée comme dans les camps de concentration nazis". A nouveau, des militants propalestiniens déplorent qu'on ait "monté en épingle" la phrase de l'écrivain – qui fait tache sur une mobilisation d'intellectuels prestigieux. Du côté proisraélien et israélien, l'indignation est vive, et l'ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi, monte à nouveau au créneau, accuse dans un article de *Libération* le 10 avril le romancier "stalinien" de faire du négationnisme "comme Monsieur Jourdain faisait de la prose", sans le savoir, entendez, de nier le génocide en le banalisant, en lui assimilant "tout et n'importe quoi". L'écrivain A.B. Yehoshoua, "sioniste de gauche", interviewé sur le site du World Zionist Organisation³⁰, attribue comme Elie Barnavi la comparaison aux opinions communistes orthodoxes de l'écrivain et le remercie ironiquement pour dévoiler ce qu'il appelle "le visage le plus cruel de la pensée européenne". D'autres écrivains israéliens, encore plus marqués à gauche, comme David Grossman, prennent leur distance par rapport au groupe de voyageurs.

²⁹ Cité par *Le Jerusalem Post*, le 16 février 2004.

³⁰ Recueilli le 10 avril 2005 sur le site www.hagshama.org.il.

Pourquoi donc la comparaison insiste-t-elle, quelle que soit son manque de pertinence historique ? Elle permet d'identifier tout ennemi, toute cible de critique, à la forme historiquement reconnue du mal absolu. Traiter quelqu'un de nazis, c'est apposer le stigmate ultime, en s'assurant du consensus le plus large. La comparaison avec Hitler et le nazisme permet ce qu'en termes rhétoriques on appellera une "captatio benevolentiae". On connaît le mot de Jean-Paul Sartre : "Nous (NDA les Français) n'avions jamais été aussi libres que sous l'occupation allemande"³¹. Entendez, nous savions où était le mal. Dans les médias, semble-t-il, c'est une telle "promesse" que l'on veut réitérer lorsqu'on compare un ennemi avec Hitler ou les nazis : "nous n'avons jamais su aussi bien où se trouvait le mal, et donc le bien". C'est moins la pertinence historique de la comparaison qui est en jeu que son implication morale.

Mais c'est aux critiques d'Israël que la comparaison procure, pourrait-on dire, le plus grand confort cognitif. Car, si les juifs sont des nazis, alors toute culpabilité, tout sentiment qu'une réparation est nécessaire, toute mise en cause de l'Occident en général dans le génocide, tout cela disparaît. Non seulement le mal est identifié de façon parfaite, mais se trouve soudain annulée, effacée, la dette historique la plus lourde qui fut jamais reconnue - au point qu'elle est devenue le modèle chez les victimes qui cherchent réparation devant le tribunal de l'histoire. C'est pourquoi, de façon paradoxale, la comparaison prolifère dans l'espace public alors même qu'est débattue longuement, au plan historique, le caractère unique de la Shoah.

Si pour certains, la comparaison permet de condamner, pour d'autres, elle est un appel à la pitié: on met alors l'accent sur le parallèle Palestiniens et juifs. C'est ainsi que je compris son usage lorsqu'à la rentrée 2002 je fis, à Tel Aviv, une conférence sur l'image du conflit dans les médias devant un jeune groupe d'élèves arabes de lycées israéliens. Je montrais notamment des caricatures de presse. L'intérêt n'était pas moins vif que chez un public juif, le souci le même : comment nous voit-on ? Comment nous représente-t-on ? Une jeune élève avec foulard sur la tête défendit, longuement, dans un hébreu meilleur que le mien, l'idée que Jénine et Varsovie, c'était pareil. Que la comparaison était fondée. "Comme ça, me dit-elle, le monde

³¹ La République du Silence, 1944, in *Situations III*, Paris: Gallimard, 1949.

comprendra". L'argument, ici, n'est pas d'ordre historique, mais il ressortit à tout autre chose que l'antisémitisme. Dans l'univers de la concurrence des victimes, la comparaison avec le bourreau ultime, le nazi, est le meilleur moyen de proclamer le statut de victime et de condamner l'opresseur.

Hostilité fondamentale envers l'Etat d'Israël, ou bien encore besoin d'en appeler au public comme victime : ce ne sont là que deux explications partielles. Car la comparaison interdite est fréquente aussi pour une autre raison, qui tient à la mémoire collective visuelle. En juillet 2004, je rencontre dans un monastère de Jérusalem un groupe de pèlerins catholiques parisiens. Ils étaient allés l'après-midi même à Yad Vashem, au musée hiérosolomytain du génocide. Un jeune homme me posa une question qui était devenue pour moi, à ce stade, rituelle : "nous revenons de Yad Vashem, quand on voit les images de la guerre, on ne peut pas ne pas comparer avec les images de l'occupation israélienne. Comment se fait-il qu'un peuple qui a tant souffert inflige les souffrances mêmes qu'on lui a imposées?". Ma réponse fut de plusieurs ordres. D'abord, sur l'attente étrange que la question implique vis-à-vis des victimes, dont le comportement serait automatiquement plus moral que celui de la moyenne de l'humanité. Pourquoi diable le peuple opprimé opprimerait-il moins ? De même, pourquoi l'enfant battu battrait-il moins ses enfants³²? Mais surtout, je renvoyai la question à son auteur : sont-ce vraiment les mêmes souffrances ? En quoi peut-on comparer ? Il me répondit : "les images sont les mêmes". En effet, si l'on entend par médias non seulement les articles mais les reportages, les documentaires, les photos, les films de fiction, quels sont les deux conflits les plus médiatisés de l'histoire ? Qu'est-ce qu'un réfugié par excellence ? La victime de la deuxième guerre mondiale, au premier chef le juif. Aujourd'hui, le palestinien. Il faut chercher aussi l'explication de la prégnance de cette comparaison dans une mécanique cognitive qui n'a rien à voir avec l'histoire, et tout à voir avec l'accumulation des images.

Au sein d'Israël, les opposants à l'occupation ont tôt traité leur propre armée de nazis, sinon dans ses comportements, du moins dans sa mentalité. Grande figure intellectuelle israélienne, Yeshayahou Leibowitz, professeur à l'Université Hébraïque de Jérusalem, qui portait kippa et assénait contre sa propre société une parole au ton

³² Précisons que je n'affirme pas le contraire – autrement dit, nul n'a jamais prouvé, au plan individuel, que les enfants victimes avaient plus de propension à se transformer en bourreaux.

prophétique, évoqua très tôt les conséquences de l'occupation en forgeant le néologisme provocateur "judéonazis". D'autres opposants à l'occupation utilisent le rapprochement, chaque fois pour crier une indignation qui paraît ne plus trouver de mots. Ainsi, Batya Gour, auteure de romans policiers, qui se dit elle-même peu engagée dans la politique israélienne, fait quelque bruit avec un article de *Haaretz* du 12 septembre 2003, "le bout de la botte brillait". S'en prenant à trois jeunes soldates qui malmenaient un vieux palestinien, elle leur demanda de le laisser aller, expliquant qu'elle ne pouvait rester indifférente, comme d'autres l'avaient été jadis devant les juifs en Allemagne nazie. Elle le dit clairement dans l'article: la comparaison n'est pas exacte, mais elle s'impose à l'esprit, comme une affaire de morale.

Pourtant cette comparaison si "tentante" pour les procureurs et pour les victimes (de façon différente), naturelle au consommateur de médias, est aussi rejetée par des auteurs qui s'en prennent à la politique d'Israël, voire à l'Etat lui-même. Ils dénoncent non seulement l'absurdité historique mais aussi la nocivité à la cause même qu'elle entend défendre, notamment lorsqu'elle est utilisée en dehors d'Israël. Amira Hass, la célèbre "correspondante de l'occupation", la journaliste israélienne dont les articles sont traduits et utilisés sur bien des sites propalestiniens, a plusieurs fois récusé avec vigueur tout rapprochement de ce type, ainsi dans un article intitulé "Les comparaisons stupides" (*Haaretz*, 9 juillet 2003) : "le ghetto de Varsovie est différent de celui de Gaza non seulement en degré, mais en essence". Refus aussi de la comparaison chez Michel Warchawski, partisan d'un Etat binational, vieux militant de ce qu'on appelle en Israël l'extrême-gauche, entendez les partisans de la reconnaissance du droit des Palestiniens qui passe par une remise en cause du fondement sioniste de l'Etat d'Israël. Ou encore chez Rony Brauman répondant à Alain Finkielkraut dans *le Point* (3 octobre 2003) : "Je trouve cette analogie, que je n'emploie jamais, absurde, trompeuse, fallacieuse. On ne peut raisonner sans comparer, mais la comparaison doit avoir un minimum de capacité heuristique". Mais il ajoute : "l'insulte 'nazi' est devenue une espèce de métaphore du mal (...). Ce type de référence est inutilement ignoble, mais on ne peut pas en inférer un bannissement radical et universel d'Israël". Ici l'engagement politique de celui qui reçoit conditionne la lecture de la métaphore. Connu pour son engagement auprès des Palestiniens, Rony Brauman condamne mais refuse de voir dans la métaphore le signal d'un "nouvel antisémitisme". Nous y reviendrons.

Après 9/11: un nouveau monstre?

Sans qu'elle ait la même histoire, une nouvelle comparaison a tenu un temps la vedette médiatique, sans qu'elle puisse l'emporter sur le nazisme. Quelle est donc, aujourd'hui, la nouvelle incarnation médiatique du mal absolu? Après le 11 septembre 2001, Oussama Ben Laden est la nouvelle star du rôle. Certes, entre un acte terroriste extraordinairement spectaculaire et un conflit long de plusieurs années, il n'y a pas grand chose en commun. Pourtant, le 11 septembre va fournir une ressource rhétorique similaire.

C'est aux Etats-Unis, essentiellement, que l'on va comparer les attentats palestiniens à l'attaque d'Al Qaida sur le World Trade Center. Au lendemain de l'attentat, Clyde Haberman, ancien correspondant du *New York Times* à Jérusalem, interpelle les lecteurs du même journal: "maintenant vous pigez?" ("do you get it now?"). Il explique: "C'était une simple question pour ceux qui, à confortable distance du terrorisme auquel Israël fait face tous les jours, ont maudit Israël à cause des mesures sévères qu'il a prises (entendez: contre les Palestiniens) pour défendre ses propres citoyens". Rappelant ses souvenirs d'attentats suicide, il ajoute que "Jérusalem offre un aperçu de ce que New York pourrait devenir un jour". Et pourtant, je ne connais pas d'anciens correspondants européens qui firent cette association d'une telle façon. Chez les Américains, elle poursuit son chemin. En mai 2002, peu après la grande campagne d'attentats suicide qui frappe Israël, une de mes étudiants me rapporte d'une quête sur Internet une caricature américaine. Un calendrier maculé de sang. Dans chaque case, pour chaque jour, une seule date : 9/11. Légende : "Israeli Calendar". Le sens en est clair: pour les Israéliens, c'est chaque jour le 11 septembre. Les Américains sont donc invités à s'identifier aux Israéliens, dans une communauté de destin face à une menace au moins théoriquement semblable.

A quoi comparer le 11 septembre, cet événement qui a tout de suite été jugé d'une rare singularité? Je n'ai trouvé dans les médias européens que de rares comparaisons, et, dans le contexte du Proche-Orient, au détriment des Israéliens, non des Palestiniens –à propos de l'offensive israélienne dans le camp de réfugiés de Jénine, au printemps 2002. Exemple qui fit le plus de bruit: un éditorial du *Guardian*. Le quotidien

britannique – souvent mis en cause, on l'a vu, dans la controverse - a fait des événements de Jénine une couverture remarquablement précise, sans céder aux superlatifs de l'horreur adopté par bien de ses concurrents (voir Baram, 2004, p. 244). Et pourtant, un éditorial va céder à la rhétorique. Intitulé "la bataille pour la vérité" (The battle for the truth) il compare la destruction à celle du World Trade Center : "Le camp de Jénine ressemble au lieu d'un crime. Ses débris de béton et ses charpentes métalliques déchirées évoquent une autre horreur à des milliers de kilomètres, à New York. Jénine est plus modeste de proportions mais tout aussi repoussant dans ses moindres détails, non moins déprimant, et lui aussi œuvre humaine, jusqu'au bout". A ma connaissance, la presse française n'a pas fait l'usage d'une telle comparaison. On peut la trouver dans un ouvrage militant consacré à Jénine. Daniel Bensaïd intitule un paragraphe de son introduction : Jénine, Ground Zero. Typiquement, et à nouveau, c'est de l'extrême-gauche que vient l'accusation radicale contre Israël dans cette nouvelle formulation (Bensaïd, 2002).

Du bon usage des comparaisons ?

Comme beaucoup d'autres débats, sur l'usage des mots, sur la symétrie, il n'y a pas ici d'issue possible à la controverse. Il faut bien sûr essayer de faire le départ entre les comparaisons absurdes et celle qui ont une part de vérité, si désagréables soient-elles parfois pour un certain public. Il y a une séparation rigoureuse entre Palestiniens et Israéliens dans les territoires, qui évoque, y compris pour des Sud Africains, une forme d'apartheid. Par contre, la comparaison entre Jénine et le 11 septembre n'a pas de fondement: ni le type de destruction, ni le but, ni la stratégie, ni les parties en présence. Mais le besoin de monstres est plus fort que la raison.

Il faut pourtant y insister: la comparaison entre Israël et le nazisme n'est pas seulement absurde au plan historique, elle est aussi moralement dangereuse, car dangereusement confortable. Si les juifs sont des nazis, alors on peut oublier qu'ils furent eux mêmes victimes des nazis. Comparer à un crime, pour faire oublier ce crime même, c'est pour le moins discutable – et cela se trouve souvent associé à une position antisioniste, voire antisémite – même si ce n'est pas nécessairement de l'antisémitisme. On reviendra longuement, à l'issue de notre enquête, sur cette grave accusation qui parcourt, elle aussi, le débat.

CHAPITRE 5: D'ETRANGES ETRANGERS

Difficile de saisir la foule de journalistes qui, à un moment ou à un autre, écrivent sur le conflit israélo-palestinien. Le sujet mobilise, en effet, très au-delà des correspondants et des spécialistes attirés. Quel rédacteur en chef, quel éditorialiste, y compris dans des journaux régionaux, dans des magazines peu portés vers l'international, n'a pas été pris d'intérêt voire de passion, pour ce conflit, n'a pas proposé sa vision ou sa solution – sans savoir, bien souvent, qu'il répétait ce que tant d'autres avaient dit avant lui... En France, on ne compte plus les éditoriaux plaidant la modération dans la critique d'Israël de la part de Philippe Val, un ex-chansonnier devenu rédacteur en chef d'un hebdomadaire satirique, *Charlie-Hebdo*. Sa position est inattendue dans un journal proche d'une extrême-gauche un peu anarchisante, qu'on attendrait propalestinien – ce qui ranime la controverse en un lieu inattendu y compris au sein de la rédaction du journal. Des magazines peu politiques, en tout cas peu intéressés à l'actualité internationale, parlent aussi du conflit israélo-palestinien, qui est bien devenu un sujet national. Le 9 décembre 2002, le magazine féminin *Elle*, lui consacre un dossier sous le titre évocateur "Israël-Palestine. En parler sans se fâcher". Vain effort: au numéro suivant, des lettres dénoncent l'article qui se voulait apaisant, en l'accusant, par le choix de ses témoins, d'anti-israélisme.

Ce chapitre ne traite pas de toutes les appropriations parfois déroutantes du conflit israélo-palestinien. Il part des pourvoyeurs d'information "brute", sur le terrain: "Les correspondants de Jérusalem" ou "les correspondants étrangers" (comme on dit de façon significative mais, en Israël, singulièrement inexacte). Ils ont concentré sur eux l'attention et la critique. On les rend responsable des choix éditoriaux du journal – c'est surestimer leur autonomie. Du côté proisraélien de la polémique, un stéréotype court: celui des envoyés spéciaux et des correspondants rassemblés dans un célèbre hôtel de Jérusalem Est, l'American Colony, sirotant un cocktail et écrivant paresseusement leurs reportages. Un exemple chez Fiamma Nirenstein, italienne, elle-même correspondante passé du côté proisraélien et critique au vitriol de ses confrères: "Avec son raffinement arabe (...), ses touches orientales ajustées au goût occidental, l'American Colony est beaucoup plus qu'une hôtellerie: c'est une métaphore de la sympathie de la presse internationale pour la cause palestinienne et de sa complexe animosité envers Israël. Beaucoup de ses hôtes baignent dans leurs souvenirs de

campus européens ou américains, lorsqu'ils arboraient des keffieh arabes de jeunes rebelles...." (Nirenstein, 2001). Si l'American Colony est appréciée des correspondants, car agréable et située à la frontière des deux mondes de Jérusalem, de telles descriptions relèvent du fantasme d'un groupe homogène par l'opinion et la trajectoire. Fiamma Nirenstein, elle-même venue du militantisme de gauche, projette peut-être sa propre histoire sur sa cible. Mais la vignette des comploteurs de l'American Colony a satisfait les proisraéliens et s'est répandue; on le retrouve par exemple dans le film *Décryptage*, plan du jardin douillet de l'hôtel et commentaire méfiant à l'appui.

Dans un pays en conflit, pourtant, rien de plus banal pour les journalistes que de se retrouver dans un même hôtel pour partager expériences et contacts. Ce fut, à Beyrouth en 1982, l'hôtel Commodore. Il est vrai que l'emplacement de l'hôtel n'est pas indifférent - et le choix de l'American Colony, situé tout juste dans Jérusalem Est, est révélateur peut-être moins des sympathies politiques que du pôle d'attention des journalistes, tournés, depuis les années quatre-vingt, vers le côté palestinien. La guerre, mais aussi la taille du territoire à couvrir, et de la ville elle-même (le centre de Jérusalem est petit), expliquent la tendance des correspondants à se rassembler, à se fréquenter: Devant le danger, ils forment facilement des équipes, des tandems. Mais, dès avant, selon Patrice Claude, qui a fréquenté plusieurs capitales de presse: "Jérusalem est probablement la capitale du monde où la presse internationale se fréquente le plus, on se voit énormément, plus, beaucoup plus que dans tous les pays où je suis passé. Il y a très souvent des dîners, des soirées, des fêtes, mais surtout on se voit beaucoup sur le terrain, parce que en Israël Palestine, on n'a pas le choix, l'actualité nous dicte quotidiennement ce qu'on a à faire. On écoute Kol Israël à 7 h qui vous dit, attentat, tentative de construire une colonie, manif, vous prenez votre voiture, vous y allez, et vous retrouvez quinze correspondants sur place qui sont là, qui échangent des infos, des tuyaux. C'est le poste où j'ai le plus fréquenté mes confrères".

Qui sont les correspondants?

Commençons donc par les correspondants. Comme dans d'autres grandes villes focalisant l'attention médiatique, il existe à Jérusalem une Association de la Presse

Etrangère, connu sous son acronyme anglais, la FPA (Foreign Press Association) – nous avons conté sa naissance. L'association édite chaque année un "Who's who" qui s'est considérablement épaissi depuis les 37 membres fondateurs de 1957. Dans les années 80s, ils sont quelques 250 membres, et plus de 300 d'après l'édition de 2005. Ce qui suppose quelques 2000 travailleurs, techniciens, assistants (Lori, 2002). Les journalistes recensés recourent à l'association d'abord pour lutter contre les obstacles bureaucratiques et les difficultés matérielles, nombreux durant la deuxième Intifada, plus rarement comme lieu de sociabilité. Les bureaux des correspondants sont concentrés en peu de lieu. Pour la télévision, c'est JCS – Jerusalem Capital City Studios, on l'on trouve aussi les grandes agences de presse. Pour la presse écrite, c'est Beït Agron, – où l'on trouve aussi le Service de Presse du Gouvernement, connu par son acronyme anglais GPO (Government Press Office) – sans compter, à l'heure du repos, l'American Colony, déjà cité, où bien les cafés du quartier de "la colonie allemande" (haMoshava haGermanit), non loin de la vieille ville – où résident bon nombre de correspondants.

Le chiffre de 300, cité dans l'annuaire, est en dessous de la réalité. Tous les correspondants ne sont pas membres de l'association, notamment pour les petits médias. "Oui, je devrais m'inscrire, mais ça n'a pas un tel intérêt", me dit en 2002 Allan Sorensen, un jeune Danois installé en Israël depuis plusieurs années, après des études à l'université hébraïque de Jérusalem, et correspondant pour *Le Quotidien Chrétien* (*Kristelig Dagblad*), un modeste mais influent journal danois. Dans un débat de 1997 à l'Institut français de Tel Aviv, le responsable du bureau de l'AFP, Luc de Barochez (qui deviendra chef du service international du *Figaro*), suggérait le chiffre de 400, plaçant Jérusalem "en troisième position après Washington et Bruxelles", parmi les villes du monde les plus peuplées de correspondants. Sans compter les afflux d'envoyés spéciaux (voir *infra*).

D'où viennent-ils? Le petit Who's Who de l'association de la presse étrangère témoigne d'une grande diversité géographique. En 2005, l'Autriche à sept correspondants enregistrés, le Danemark quatre, la Hollande quatorze. L'intérêt dépasse le monde occidental: le Japon a cinq correspondants, le Chili, la Colombie, l'Inde et la Chine en ont chacun trois. Le Mexique en a un. Au-delà de cette diversité, une remarquable inégalité entre pays et médias. Les deux tiers ou plus viennent

d'Europe ou d'Amérique du Nord. Ceci ne reflète pas nécessairement un surcroît d'intérêt occidental pour le conflit, mais d'abord l'inégalité de ressources. La riche presse scandinave peut se payer le luxe de nombreux correspondants plus facilement que l'Afrique, dont aucun média n'est représenté à l'exception de l'Afrique du Sud: son seul correspondant recensé travaille pour trois médias. Les Etats-Unis viennent en tête avec 45 médias représentés, pas tous nationaux. Le *Philadelphia Inquirer* et le *Tampa Tribune Florida* ont un correspondant permanent. Après les Etats-Unis, l'Allemagne (35 médias, dont beaucoup des riches journaux régionaux des Länder), le Royaume-Uni (16), la Hollande (15) et la France (12). La France en dernier? S'intéresse-t-elle moins au conflit? Non, mais au Sud de l'Europe, la presse est plus pauvre et moins lue qu'au Nord.

Pour les moyens, les grandes agences de presse dominant: Reuters (Grande Bretagne) et AP (Associated Press) ont plus de vingt permanents chacun, l'Agence France Presse plus de douze. Suivent les bureaux des grandes chaînes de télévision et de radio et les rares quotidiens qui prétendent à une véritable couverture internationale: ceux-là détachent sur place un correspondant permanent. La plupart des médias occupent à temps partiel un seul journaliste qui travaille pour plusieurs d'entre eux.

Catégories: correspondants, stringers, fixers

Cet univers peut-être confraternel est aussi très hiérarchisé. Le principal fossé sépare le correspondant en titre, envoyé du bureau du journal, au recruté local, qui est souvent un pigiste, un "stringer" dans le jargon anglo-saxon (le terme viendrait de la ficelle – string – utilisée jadis par le journaliste pour mesurer la longueur de la contribution.) Israël, de ce point de vue, est une mine de recrutements: le pays rassemble une variété de citoyens très éduqués, originaires de la plupart des pays d'Europe, de Russie ou des Amériques dont ils maîtrisent les langues. Cela ne coûte pas cher, au moins en presse écrite, d'y trouver un pigiste. A l'université de Tel Aviv, j'ai eu parmi mes étudiants deux pigistes. L'un, après avoir préparé un doctorat à Paris pendant deux ans, rentre à Tel Aviv et pige un temps pour l'hebdomadaire *Politis*: ce qui signale son identification à la gauche voire à l'extrême gauche israélienne dont sa famille est issue. L'autre, d'origine allemande, passe de la traduction au journalisme, au moins occasionnellement, pour le magazine *Der Spiegel*. En presse magazine, il y

a beaucoup de correspondants occasionnels de ce type. Ces recrutés locaux ne sont pas tous des juifs binationaux, des "israélo-occidentaux". Israël attire (ou attirait jusqu'à la deuxième Intifada) des jeunes non-juifs qui viennent y séjourner, y faire des études, et peuvent être recrutés par un journal, comme Allen Sorensen, jeune Danois déjà rencontré ou Lorenzo Cremonesi, recruté sur place en 1984 par le principal quotidien italien, le *Corriere della Sera*, alors qu'il étudiait les sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il deviendra journaliste permanent au siège du journal à Milan, envoyé spécial en Israël y compris pour y être enlevé – brièvement – à Gaza.

Il est d'autres profils. Parmi les correspondants, on peut trouver des juifs venus en Israël comme journalistes, qui deviennent des correspondants à long terme, résidant en Israël pour une vie – mais sans nécessairement prendre le passeport. C'est le cas de Martin Fletcher, journaliste britannique correspondant du réseau américain NBC, marié à une Israélienne, en Israël depuis de longues années mais sans avoir jamais pris la nationalité. Jay Bushinsky, juif américain qui a passé la majeure partie de sa vie en Israël où il a sa famille, n'a jamais pris la nationalité israélienne, ceci pour pouvoir voyager dans les pays arabes, mais il s'identifie fortement à l'Etat hébreu, se situant à droite sur l'échiquier local. Son fils Aviv deviendra journaliste et porte-parole du Premier ministre Benyamin Netanyahou.

A cette population bigarrée s'ajoutent les envoyés spéciaux, les "parachutistes" (comme dit le jargon professionnel anglais) qui débarquent aux moments chauds: deux principalement, les élections et les opérations militaires israéliennes. En octobre 2000, au déclenchement de l'Intifada, il y a un afflux d'envoyés spéciaux. 2002 est l'année record, notamment en raison de la campagne d'attentats suicide et de l'offensive israélienne dans les territoires, dont le sommet médiatique fut l'affaire de Jénine; 6000 journalistes seraient passés par Israël selon *Haaretz*. Plus de 1000 auraient été présents au moment de l'opération elle-même. Un autre sommet fut atteint avec le "drame programmé" du retrait israélien de Gaza en 2005: des estimations de 4000 journalistes furent avancées. Beaucoup de journaux, des hebdomadaires notamment, qui n'ont pas de correspondants réguliers envoient des grands reporters qui ne sont pas spécialistes de la région. Jusqu'en 2004, *La Vie, Hebdomadaire Chrétien d'Actualité*, se distinguait en envoyant un des rares correspondants d'origine

maghrébine, Slimane Zeguidour. Son apparence lui causa quelques problèmes dans les territoires: il ne dut qu'à l'intervention de collègues d'échapper à l'agressivité de colons. Ces parachutages sont parfois un prélude à une nomination au poste de Jérusalem, comme pour Isabelle Dor, envoyée spécial devenue correspondante de Radio-France de septembre 2002 à juillet 2006. En cas de crise, pour les grands médias, on renforce le bureau avec des envoyés spéciaux, comme pour le *Monde* Sylvain Cypel qui connaît bien Israël dont il a été citoyen et parle la langue.

Au côté des correspondants locaux il y a les assistants que l'on appelle à peu près dans toutes les langues des fixers. Le fixer, comme le dit son nom, "arrange" ("to fix", en argot) les coups, bricole, trouve le taxi, le bon contact, le rendez-vous, fait l'interprète, bref il est un assistant-journaliste à tout faire qui rêve souvent d'être journaliste. Tous les grands médias, tous les correspondants assez riches ont des fixers des deux côtés, israélien et palestinien. Mohammed el Najib est fixer pour *le Monde* mais il écrit pour des lettres d'information en langue anglaise. Il y a plus difficile à classer. Un journaliste de l'AFP, comme en réponse aux accusations de "propalestinisme", me proposa d'aller voir un de leurs fixers "colons" et je rencontrai, en compagnie d'une de mes étudiantes, un personnage singulier, Michaël Blum, Kippa tricoté sur la tête, proche du courant religieux-national mais aussi très au fait des contraintes de relations publiques et des médias – ce qu'il essayait de prêcher, sans toujours rencontrer le succès, auprès de sa famille politique. Un temps résident de la colonie de Beit El, il habite aujourd'hui Jérusalem. "Monté" très tôt en Israël, sans formation pour le journalisme, ayant longtemps rêvé de cinéma – affiches de films sur les murs de la chambre – il se retrouve journaliste, travaillant notamment pour Aroutz 7, la radio des colons, à l'extrême droite, il s'y trouve mal-à-l'aise. Il s'efforce de faire la part du journalisme et de la propagande. Il refuse par exemple de qualifier Meretz, le parti sioniste de gauche, "d'extrême-gauche" comme on le lui réclame – mais il convainc aussi le porte-parole des implantations en Cisjordanie de faire travailler un francophone auprès de lui, jouant ainsi officieusement le rôle de conseil en communication. Il insiste cependant, tout au long de l'entretien, sur son identité de journaliste. Il écrit aujourd'hui pour l'AFP sur les colons, tandis qu'il est fixer pour *le Monde*.

D'étranges étrangers

Malgré la diversité, peut-on dégager quelques caractéristiques collectives? On dispose d'une enquête quantitative réalisée en 2000 par un universitaire israélien, Yoel Cohen. 65 correspondants sur 300 ont répondu à son questionnaire (Lavie, 2000). Si les données géographiques précitées se retrouvent, l'enquête en question révèle surtout une forte proximité culturelle avec Israël: une forte proportion des répondants se déclare juifs, la majorité a vécu en Israël plus de dix ans, beaucoup ont des conjoints israéliens. 91% déclarent avoir une "bonne connaissance" d'Israël (contre 41% pour le monde arabe). 57% disent "bien connaître" le judaïsme, contre 10% l'Islam. 54% des répondants disent parler couramment l'hébreu, 20% avoir des rudiments, alors qu'ils ne sont que 6% à parler couramment l'arabe, et 42% à "pouvoir se débrouiller" (can get by). Ces correspondants écrivent essentiellement sur le conflit israélo-palestinien.

Les résultats de cette enquête sont en prendre avec précautions: sur une base volontaire, peut-être les correspondants d'origine israélienne ou liés à Israël ont-ils répondu plus facilement à un enquêteur israélien. Cependant, la permanence d'un fort contingent "à double identité" est frappante, surtout lorsqu'on ajoute que depuis les années soixante-dix, le nombre de correspondants d'origine israélienne a baissé au profit de correspondants envoyés par le média, de l'avis de tous nos témoins. Les résultats ont d'ailleurs été repris sur deux sites propalestiniens: si les correspondants sont proches d'Israël, culturellement, cela n'entraînerait-il pas immédiatement un biais proisraélien? Entendons-nous sur le mot "biais". Compte tenu de cette proximité, et de la masse de matériel disponible sur la société israélienne, le public européen et américain saura, relativement, beaucoup plus de choses de la société israélienne que de la société palestinienne, il connaîtra mieux les personnalités, les partis politiques, mais aussi l'environnement social et culturel (d'autant plus que cette société en paix relative et beaucoup plus riche à plus à offrir, et plus facilement, que la société palestinienne). Ce biais quantitatif se traduit-il en soutien politique? Pas nécessairement: la proximité n'est pas incompatible avec la critique, Israël d'ailleurs en offre maints exemples.

Car ces correspondants "israélisés", hébréophones, juifs ou israéliens, sont très généralement à gauche sur l'échiquier politique israélien, voire très à gauche. Charles

Enderlin, venu en Israël après 1968, franco-israélien, se définit avec force comme sioniste, sans faire mystère de ses sympathies pour la gauche. Cet écart entre les correspondants même israéliens et la société israélienne (et par extension, le monde juif) s'est accru depuis le début de la deuxième Intifada, car cette société dans son ensemble a effectué un spectaculaire retour à droite. La proximité culturelle de nos correspondants peut se retourner en désapprobation au moins implicite de la politique israélienne actuelle. Ce qui n'est pas incompatible avec des éloges de la culture israélienne, fort présente dans l'actualité culturelle – les proisraéliens soulignant immédiatement qu'il s'agit d'un soutien à la gauche voire à l'extrême-gauche où se situent la plupart des créateurs et intellectuels en Israël. La proximité peut se traduire de façon très diverse où les sentiments – sympathiques ou critiques – sont rarement absents.

Près d'Israël, loin d'Israël? Au-delà des binationaux (et même dans leur cas), le lien avec Israël est complexe, fondamentalement ambivalent. Car cette société proche peut toujours se révéler lointaine. Les journalistes installés à Jérusalem racontent souvent l'histoire suivante: une rencontre avec des amis israéliens, la conversation roule sur l'histoire, la gastronomie, une soirée agréable, une pause dans la tension du travail "jusqu'au moment où on se met à parler des Palestiniens, ou plutôt des arabes, là c'est la catastrophe". La conversation se bloque: ces Israéliens dont on se sentait proche gênent par leur hostilité extrême envers les mondes palestinien et arabe. Robert Fisk, un journaliste britannique militant à gauche, très critique d'Israël et grand connaisseur du Proche-Orient, raconte dans un article³³ sombre aux premiers jours de la deuxième Intifada un thé chez un rabbin juif américain qui après l'avoir défendu contre des insultes sur le site d'un attentat – dont un correspondant étranger peut facilement être la cible – l'avait invité chez lui. L'atmosphère est plaisante jusqu'au moment où l'homme parle des Palestiniens: "On devrait extirper les terroristes et les assassins de ces nids de vermine, oui, je dis vermines, animaux (...). Si un réfugié nous jette une pierre, on détruit 20 maisons, une autre pierre, encore 20 maisons...".

Des anecdotes de ce genre sont légion, et l'auteur a fait lui-même l'expérience de cet étrange éloignement dans la proximité. On parle de tout, jusqu'à ce qu'on arrive "aux

³³ Travel in a Land Without Hope, *The Independent*, 3 septembre 1991.

arabes", et le message est souvent le même, "vous avez de la bonne volonté, vous êtes une belle âme" (yafei nefesh, l'expression existe en hébreu et est souvent employé par la droite contre une gauche supposée idéaliste) mais "vous ne pouvez pas comprendre, vous ne les connaissez pas, ils ne comprennent que la force".

Pour le "bleu", il y a pire choc que cette conversation pénible: le spectacle du premier affrontement entre soldats et Palestiniens dans les territoires occupés, où l'usage de balles (même enrobées de caoutchouc, elles blessent gravement et peuvent être mortelles) contre des manifestants non armés (ou très rarement), souvent des enfants - suscite l'incompréhension voire l'indignation. On se souvient de l'exemple de Patrice Claude arrivé en 1991. Mais certains diront que le choc vient se greffer sur des préjugés défavorables qu'il confirme. Pourtant, le récit de la découverte indignée du sort fait aux Palestiniens revient chez des journalistes dont tous n'ont pas été étiquetés comme "propalestinien". Par exemple Lorenzo Cremonesi du *Corriere della Sera*. Jeune italien non juif venu étudier en Israël, parlant l'hébreu, il a été recruté sur place par le journal (il y travaille aujourd'hui encore, à Milan). Le 23 juin 2000, veille de son départ d'Israël, il est interviewé par *Haaretz*: "Je me souviens, au tout début de l'Intifada, le 13 ou 14 décembre 1987, j'étais en face du camp de réfugiés de Nuseirat dans la bande de Gaza, avec quelques collègues de *Haaretz* et du *Jerusalem Post* (...). Le directeur de l'UNRWA (NDA: l'agence des Nations Unies pour les réfugiés) arrive et accuse les soldats israéliens d'avoir attaché des enfants de cinq à six ans aux capots de leurs jeeps pour éviter de recevoir des pierres, et d'avoir uriné dans les réservoirs d'eau de maison palestiniennes pour se venger. Ce soir-là, je ne savais comment écrire mon article. Les Israéliens avaient-ils pu réagir de cette manière brutale ? Je ne pouvais le croire. Cela contredisait tous les mythes en lesquels j'avais cru à propos de ce pays, et j'optais pour l'autocensure. Le lendemain matin, l'histoire parut dans *Haaretz* et dans le *Jerusalem Post* (...). Je me rendis vite compte que la brutalité dans les territoires occupés était bien pire et bien plus dramatique que cette description des agissements de Nusseirat, et je compris que l'arrogance des colons juifs et les injustices subies par les arabes étaient une réalité quotidienne, constante".

Si la surprise est moins grande, on retrouvera ce même choc pour les "bleus" de la seconde Intifada. Indignation ou sympathie, en tout cas, tout est là sauf la distance froide du journaliste supposé objectif et détaché. Y en a-t-il, justement, des

journalistes qui proclament se sentir vraiment détachés? Nous en avons rencontré fort peu. Un exemple particulier, Alain Frachon, aujourd'hui rédacteur en chef adjoint du *Monde*, qui explique pour partie sa volonté de distance au poste de correspondant par l'expérience cuisante d'un "emballement lyrique" pour la révolution islamique iranienne qu'il couvrit pour l'AFP, avant de partir à Jérusalem de 1987 à 1991 pour le *Monde*. Il garde de l'expérience iranienne un souvenir pénible qui le conduit à plus de prudence: "Je ne suis pas arrivé en Israël avec une vision angélique du pays. Ce n'était pas mon cas. Je n'avais une vision ni très positive ni très négative. Je savais que, comme dans toute occupation il y avait des saloperies et j'allais les voir". Ce refus de "l'emballement" se traduit aussi chez lui par un fort souci d'équilibre: "Il faut que le récit donne tout le malheur des uns, c'est sûr, mais il faut qu'il donne toute la difficulté d'être des autres", ce que le propalestinien qualifiera immédiatement de "fausse symétrie": pour lui, les deux souffrances n'ont pas la même signification.

Gens d'images: Palestiniens d'abord

Dans le conflit, le rôle des images est devenu crucial avec la guerre du Liban de 1982 puis avec la première Intifada. Les photographes et cameramen sont critiqués, plus que d'autres, parce qu'ils donnent à voir ce qu'on voudrait ne pas voir, ou au moins ne pas montrer. Ceux qui travaillent de façon régulière pour les grandes agences de presse et les bureaux de télévision sont des recrutés locaux, et, dans les territoires, ce sont désormais pour l'essentiel des Palestiniens. Durant la première Intifada, des cameramen israéliens ou binationaux y travaillaient encore. Mais avec la tactique des zones militaires fermées que l'armée adopte alors (et qui proliférera, non sans problèmes, avec la seconde Intifada), les agences et les télévisions étrangères confient à des Palestiniens des petites caméras. Comme le racontera Charles Enderlin, "c'est comme ça que Tsahal a sans le vouloir formé toute une génération de cameramen palestiniens". Indépendamment de l'attitude de l'armée, une double méfiance s'installe qui encourage le recours aux cameramen palestiniens: les Israéliens prennent peur, les Palestiniens soupçonnent les Israéliens qui viennent dans les territoires.

La deuxième Intifada radicalise les choses. Très rapidement, il devint difficile pour les Israéliens de se rendre dans les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne. D'abord on déconseille. Puis cela devient illégal. Les correspondants binationaux qui

y travaillent dissimulent parfois leur "israélité" ou leur judaïté. Très vite, les fournisseurs d'image sont soumis à la critique israélienne et proisraélienne – car ils mettraient en valeur la souffrance palestinienne. L'hostilité israélienne envers eux éclate – il se révéla alors que les preneurs d'image palestiniens sont la principale cible de la croissante violence de l'armée envers les journalistes.

Comment donc seraient-il neutres, s'exclame le proisraélien, photographiant la souffrance de leur propre peuple? Le soupçon revient notamment dans la bouche des Israéliens. Mais comment donc, rétorque le propalestinien, le juif ou le journaliste binational serait-il neutre, et d'enchaîner: pourquoi faites vous peser un soupçon spécifique du fait de l'appartenance, sur le palestinien? Ne serait-il pas, comme le juif, capable de détachement professionnel? En tout état de cause, la qualité du travail de leurs photographes et cameramen est défendue par les correspondants "occidentaux", qui récusent les accusations de parti pris.

Les déclarations d'un photographe palestinien, Ahmed Jadallah, qui a couvert pour Reuters les enterrements des victimes de l'Intifada à Gaza en 2004 et 2005 montre bien la complexité de la situation des photographes palestiniens. Deux de ses frères sont morts dans la première Intifada. "J'ai des contacts partout et j'arrive avant tout le monde". Donc regard privilégié. Mais détaché? "Certaines des victimes sont mes proches ou mes amis". Il assure qu'il est "avant tout photojournaliste, qu'il "témoigne sans prendre parti" (*le Monde*, 6 septembre 2005). A nouveau, la proximité est une qualité à double tranchant, elle assure l'accès au profond de la société, mais encourage, inévitablement, une forme d'identification.

Au fond, les médias étrangers ne choisissent t-ils pas dans un conflit, à différentes époques, les correspondants et les auxiliaires locaux qui satisfont leurs attentes? Vision glorieuse d'Israël des kibboutz dans les années cinquante et soixante, souffrance palestinienne dans les années quatre-vingt et suivantes? Rien ici qui relève de la manipulation. Mais les gens de médias comme leurs lecteurs travaillent avec des représentations préexistantes. Certaines images "résonnent" mieux que d'autres.

Un profil idéal?

Les débats sur le profil du correspondant adéquat traduisent la difficulté à définir ce qu'est un "bon journaliste", un "journaliste professionnel" dans le conflit du Proche-Orient. Question la plus souvent soulevée, au moins dans les couloirs sinon dans les réunions officielles, juif ou pas? Elle est peu posée de façon publique en France où l'idéologie universaliste supporte mal les débats sur l'identité, alors que les journaux américains se sont interrogés plus directement. Dans les médias des deux pays, affaire de tradition culturelle et d'éducation, le pourcentage de juifs est plus élevé que dans l'ensemble de la population – alors que les journalistes d'origine arabe ou de tradition musulmane sont fort rares. C'est particulièrement clair aux Etats-Unis, où la loi autorise les statistiques selon l'origine: selon une enquête de 1992, on estime qu'un peu plus d'un journaliste sur 20 est juif, alors que les juifs représentent 2,4% de la population: la part des juifs parmi les journalistes est sans doute plus élevée dans les journaux des grandes villes ou résident des communautés importantes, et notamment à New York. Suffisamment pour que se pose la question : envoyer un correspondant juif ou non?

Des politiques très diverses ont été adoptées à cet égard. Un ancien président hollandais de l'association de la presse étrangère à Jérusalem était connu pour soutenir mordicus qu'il valait mieux ne pas être juif pour couvrir ce conflit. Ce qui pourrait se justifier ainsi : un juif serait forcément impliqué (pour Israël ?). Et un non-juif serait moins impliqué. Ce principe est loin d'être défendu par tous. Le *New York Times* choisit de ne pas envoyer de journaliste juif à Jérusalem, ceci jusqu'à l'arrivée de Thomas L. Friedman en 1984. Il est aujourd'hui l'un des éditorialistes les plus en vue de la presse américaine. En 1982, Thomas Friedman reçoit le prix Pulitzer pour sa couverture de Sabra et Chatila, qui met son identité à l'épreuve. Lorsque Friedman interroge le Major Général Amir Drori, commandant en chef des forces israéliennes au Liban, c'est en tant que juif qu'il le fait, juif qui croît encore, selon sa propre expression, au mythe d'un Israël héroïque avec lequel il avait appris à s'identifier: "Je dois admettre que je n'étais pas professionnellement détaché dans cette interview. J'ai frappé du poing sur ma table et j'ai crié à Drori: 'Comment avec vous pu faire ça? Comment avez-vous pu ne pas voir? Ne pas savoir? Mais ce que je disais en vérité, d'une façon égoïste, c'était, 'comment avez-vous pu me faire cela à moi, bande de salauds? J'ai toujours pensé que vous étiez différents. J'ai toujours pensé qu'on était différent. Je suis le seuil juif dans tout Beyrouth-Ouest. Qu'est-ce que je dis aux gens

maintenant? Et à moi-même, qu'est-ce que je dis?" (Friedman, 1989, p. 164). Bel exemple d'ambivalence. En tant que juif, Friedman raconte, il voulait "coincer Sharon et Begin", mais parce qu'il pensait qu'ils étaient "les seuls coupables" parmi les Israéliens – accuser, en quelque sorte, mais pour ré-innocenter.

Au *Monde*, aussi, la question du bon correspondant s'est posée. Dans les années soixante, Eric Rouleau, lui-même juif mais critique d'Israël avait du mal à supporter le patriotisme israélien d'un recruté local, André Scémama, qui travailla longtemps pour d'autres médias dont l'ORTF (la radio télévision publique). Dans les années soixante-dix, André Scémama fut remplacé par Amnon Kapeliouk, autre israélien déjà rencontré, francophone, très vite perçu, lui, comme *trop* critique d'Israël. Il trouva mieux sa place au *Monde Diplomatique*. Il signera en 2004 une biographie passionnante et fort peu critique de Yasser Arafat. Après Kapeliouk, des correspondants non-juifs suivent avec des écarts qui tiennent au tempérament, aux affiliations politiques, au parcours. Ainsi de deux correspondants déjà rencontrés: au souci de l'équilibre d'Alain Frachon succède la proximité avec le point de vue palestinien à partir de 1991.

L'identité juive n'est donc qu'un aspect du débat. Pour la masse des correspondants, il ne passe pas de coupure entre juifs et non juifs. Il est vrai que la deuxième Intifada a ravivé le débat sur l'identité. Un petit nombre de journalistes juifs se sont retrouvés blessés par ce qu'ils perçoivent comme un procès injuste, et se sont dissociés du *mainstream* voire de leur propre journal. De l'un d'eux, un de ses collègues dit, dans un argot qui traduit bien la coupure entre identité professionnelle et communautaire: "ah, lui aussi, il a viré identitaire, grave". Ces journalistes là se trouvent associés aux intellectuels juifs qui prennent la défense d'Israël dans leur pays d'origine. En Italie, c'est le cas de Fiamma Nirenstein, déjà citée. Catherine Dupeyron, qui a écrit un temps pour le *Monde*, et aujourd'hui pour le site Proche-Orient Info, sans qu'elle eut le sentiment d'avoir changé, s'est senti soupçonnée par certains confrères à raison de ses origines et de son alyah.

Ces journalistes juifs blessés et inquiets, qui se défient désormais du travail de la masse de leur collègues, on les trouvera plus souvent – mais toujours en minorité - parmi les Américains installés de longue date en Israël, comme Jay Bushinski, selon

lequel "le *New York Times* a contribué, par sa couverture injuste et déséquilibré, à l'érosion du soutien par Israël au sein de l'intelligentsia américaine". Il dit son irritation devant le soupçon que faisait peser sur lui son identité juive: "Si l'on me dit vous ne pouvez pas être objectif, vous êtes juif, je réponds immédiatement: qu'est-ce qui me prouve que vous n'êtes pas antisémite?". Un autre correspondant américano-israélien d'un des grands réseaux de radiodiffusion, qui préfère rester anonyme, s'exclame: "l'objectivité est morte": selon lui, la sympathie pour les Palestiniens dominerait, y compris aux Etats-Unis. Il continue son travail, les poings serrés.

La stigmatisation du monde journalistique "hostile à Israël" place les journalistes juifs critiques de l'Etat hébreu dans une position délicate. Ils sont particulièrement visés par la critique proisraélienne qui les accuse de "haine de soi". Le correspondant américain du *Philadelphia Inquirer* est sous le feu de la critique de la communauté de sa ville. Nul doute que son patronyme, Michael Matza (le Matza est le pain azyme que l'on mange pour la Pâques) y soit pour quelque chose. Alexandra Scharzbrod, correspondante de *Libération*, elle aussi violemment critiquée, notamment au moment de l'opération Rempart, s'est trouvée accusée de haine de soi juive, à raison de son patronyme germanique – mais sans origine juive. Mais la palme du stigmate revient ici, on l'a vu, à Charles Enderlin.

Les correspondants, les pressions, et la "métropole": le rapport avec les rédacteurs en chef

Une salle bondée à Jérusalem-Ouest, encore un débat avec des journalistes, et une accusation classique: "si l'image d'Israël est si mauvaise, c'est votre faute, les correspondants étrangers. Tout commence à Jérusalem". A la table ronde, c'est un Britannique qui répond, impassible: "Je ne sais pas si c'est notre faute, mais vous avez tort sur un point. Tout ne commence pas à Jérusalem. Tout commence, il y a très longtemps, en Occident. C'est de là qu'on nous envoie. C'est là qu'on nous lit". Il avait raison: on surestime le pouvoir des correspondants, qui sont choisis, envoyés (et rappelés) depuis Paris, Londres, New York. Dans certains pays, on écrit abondamment sur le conflit sans le moindre correspondant: y suffisent les dépêches d'agence et, gratuit, l'Internet où une partie de la presse israélienne est disponible en anglais, la masse en hébreu. Quant au correspondant, il a des supérieurs, son

responsable du desk étranger, son rédacteur en chef surtout. La différence entre le correspondant, sensible aux terrains, et ses chefs, sensibles à l'opinion et prêts à le censurer, court les traités de sociologie du journalisme, mais aussi le cinéma hollywoodien. Sans entrer dans les jugements de valeur, elle se retrouve sur le terrain – et tout particulièrement, pendant la deuxième Intifada. Plusieurs anecdotes témoignent d'une tension récurrente, toujours la même, entre un correspondant sur le terrain (relativement) propalestinien, contre une rédaction en chef (relativement) proisraélienne. Tout particulièrement dans le cas américain. Aux Etats-Unis, deux militants propalestiniens, Ali Abunimah (animateur du site "The Electronic Intifada") et Hussein Ibish, s'ils condamnent universellement les rédacteurs en chef et leurs éditoriaux, notent qu'au total "les reporters réussirent nettement mieux à présenter les choses telles qu'elles étaient" (2001, p. 238). Ces tensions sont anciennes. En 1996, après plusieurs incidents avec sa rédaction en chef, Lara Marlowe (aujourd'hui correspondante à Paris du *Irish Times*) démissionne du magazine américain *Time* à la suite du bombardement de la ville de Kana au Sud Liban par l'armée israélienne, qui fit plus de 100 morts civils libanais (la ville subira le même sort à l'été 2006). La journaliste se bat en vain contre une rédactrice en chef, ancienne responsable du bureau de Jérusalem, qui veut minimiser le nombre de morts. Finalement, son article reçoit "ce qu'on appelle le sous-sol, c'est-à-dire le bas de la page, sur deux pages, alors que la rédactrice donnait à ses amis israéliens plusieurs pages pour dire à quel point ils étaient angoissés, que c'était horrible, que c'était un accident, que cela n'aurait pas dû se passer" ("Le traitement du conflit au Moyen-Orient", 2003).

Et en Europe? L'écart est moins grand, mais il existe aussi, tout d'abord dans les rares cas où certains patrons de presse ont une ligne proisraélienne avérée. Selon le *Guardian* (lui-même très critique d'Israël), la ligne éditorial du rédacteur en chef du quotidien *The Times*, "en gros favorable à Israël" aurait provoqué le départ du correspondant Sam Kiley, au début de l'Intifada. Le patron qui serait intervenu dans cette affaire n'est même pas le rédacteur en chef du journal, mais le tout puissant Rupert Murdoch, l'australien-américain patron du gigantesque groupe multimédias News Corporation, propriétaire du *Times* et bien connu pour ses positions conservatrices et proisraéliennes. Après avoir quitté le journal, Sam Riley n'hésite pas à déclarer au *Guardian* que "la plupart des cadres intermédiaires (middle managers) devenaient hystériques de peur chaque fois qu'un groupe proisraélien écrivait pour protester ou se

plaindre, et prenaient le parti du groupe contre leur propre correspondant"³⁴. Exagération ou non? En tout cas, influence du public – et d'abord du public proisraélien, plus influent - sur les rédacteurs en chef, et moins sur les correspondants, selon un schéma qui se retrouve ailleurs.

En France, l'écart se retrouve aussi, mais les tensions ne se traduisent pas par des départs car l'autonomie des correspondants est plus forte que dans la presse anglo-saxonne. Les points de vue des correspondants peuvent changer. Au *Monde*, on sait que l'empathie de Patrice Claude pour les Palestiniens gênait l'un de ses rédacteurs en chef parisien, qui prit soin d'enlever les expressions susceptibles de provoquer les lecteurs, en "démillant", selon sa propre expression – déminage peu efficace, au demeurant, à juger par les réactions. Et le point de vue du correspondant ne se retrouve pas nécessairement dans le journal. *Le Figaro* donna la parole aux critiques de Charles Enderlin à propos de l'affaire Mohammed Al Dura – tandis que l'un de ses éditorialistes adopte une ligne clairement proisraélienne³⁵, mais il envoie aussi un correspondant, Patrick Saint-Paul, qui s'attire les foudres de la critique en réécrivant que Mohammed Al Dura était bien mort sous des "balles israéliennes" (14 septembre 2005).

Sources: le Goliath israélien riche, accessible...

Les propalestiniens sont prompts à souligner la puissance d'Israël, qui depuis des années s'emploie à alimenter la presse étrangère. Il y aurait là un facteur clef des succès de communication d'Israël: les Israéliens savent marteler leurs messages, à Jérusalem mais aussi grâce à leurs relais dans le monde occidental, leurs ambassades, voire leurs soutiens dans le monde juif. C'est ainsi que Denis Sieffert (Dray et explique, dans *La guerre israélienne de l'information*, comment Ehud Barak et ses alliés auraient fait passer la thèse qu'Arafat a sciemment refusé, à camp David, en Juillet 2000, des "offres généreuses" pour "déclencher l'Intifada" (Dray et Sieffert, 2002).

³⁴ The first casualty of war, *The Guardian*, 17 juin 2001.

³⁵ Dans son bloc-notes du *Figaro* du 19 novembre 2004, Ivan Rioufol note: "Cette complaisance n'est pas sans rappeler celle qui laissa accuser l'armée israélienne d'avoir tué le petit Mohamed al-Dura dans les bras de son père à Gaza, au cours d'un tir croisé entre Palestiniens et Israéliens filmé par France 2. Depuis, les sérieux doutes apportés à cette scène n'ont pas suffi à effacer l'accusation".

Julien Brunn, présent à Jérusalem pour TF1 juste avant le début de la première Intifada, en 1986-87 fut déjà frappé par ces moyens: "un bureau de presse très bien organisé, sympathique qui vous donnait tout ce qu'on voulait. Il n'y avait pas le portable, mais c'était le début des beepers. Dès qu'il y avait un attentat j'étais immédiatement beepé par le bureau de presse. Je savais tout ce qui se passait, tout le temps, de façon remarquable" (Intervention orale au séminaire Temps-Médias-Société, 31 janvier 2003). Depuis, les ressources israéliennes n'ont fait que croître, mais les Israéliens parlent volontiers de la faiblesse de leur machine de relations publiques, de la difficulté à défendre leur point de vue. D'innombrables rapports et colloques ont été consacrés à la question, sans conclusion claire. En 2002, au moment de l'opération Rempart, les journalistes parachutés à Jérusalem sont frappés, plus que jamais, par la puissance des moyens: un centre de relations publiques, mise à disposition de porte-parole dans les principales langues européennes, de même, brochures répondant à des question clef (du type: "Que veut dire un territoire occupé ?", "Qu'est-ce qu'un Palestinien ?", "Qu'est-ce que le terrorisme ?", "Jérusalem est-elle la capitale d'Israël ?") selon la vision officielle israélienne, en particulier traduction (ou adaptation?) de documents "prouvant" l'implication directe de Yasser Arafat dans les attentats, CD Rom, Vidéos, etc....

Plus que ces moyens qui sentent la machine de propagande, les Israéliens ont un autre atout, "naturel", le caractère très informel de la société, joint à une volonté presque obsessionnelle de séduire le visiteur étranger, d'expliquer, inlassablement, Israël. Sauf chez ceux qui se méfient radicalement des médias, il est facile d'ouvrir la porte, d'obtenir un rendez-vous, y compris auprès des élites qui ailleurs se barricadent de formalisme et découragent le contact. Il faut juste savoir s'y prendre. Thomas Friedman l'avait noté dans les années quatre-vingt: "Les israéliens sont très vulnérables devant quiconque leur cligne de l'œil" (1998, p. 387). Tous les correspondants s'accordent sur un point: c'est la société la plus ouverte qu'ils ont connue, le seul endroit "où je peux appeler un ministre chez lui à dix heures du soir". Et, même si le ministre n'est pas disponible, "il y a toujours une source, toujours quelqu'un avec qui parler".

....mais menteur, et brutal

Cet avantage médiatique est relatif. D'abord, les sources officielles israéliennes ont depuis longtemps perdu le crédit dont elles bénéficiaient aux débuts de l'histoire du pays (voir chapitre 2). L'armée israélienne, le gouvernement israélien, sont devenus, pourrait-on dire, ordinaires: on sait qu'ils peuvent mentir, qu'ils essayent de séduire des médias dont fondamentalement ils se méfient. Sur le terrain, les sources officielles sont prises en flagrant délit de mensonge. "On est dans un village, ça tire de partout et au même moment, à distance, une source militaire vous explique que tout est calme" (Charles Enderlin). De plus, la presse israélienne procède elle-même à la mise en doute, parfois à l'enquête: les correspondants de la presse étrangère n'ont plus qu'à citer. Petit exemple parmi d'autres, qui n'a pas fait l'actualité internationale. A la rentrée 2005, manifestation de militants israéliens avec des Palestiniens, dans un village des territoires, contre l'extension de "la barrière de séparation" (pour traduire l'expression des médias hébraïques). Passage à tabac d'un militant israélien par des soldats, devant témoin et caméra vidéo: l'armée affirme que le militant a provoqué le soldat, et engage même des poursuites. C'est la justice israélienne qui acquitte le militant, sur la foi des témoignages et surtout des images que la presse va reprendre aussi (*Haaretz*, 9 septembre 2005). Les images ne sont pas toujours là pour prouver le mensonge, mais le mensonge, nul doute, est fréquent.

Car désormais l'armée couvre presque systématiquement les débordements et applique rarement des mesures disciplinaires. Cette violence renvoie au durcissement du conflit depuis octobre 2000. Les balles enrobées de caoutchouc, qui sont d'ailleurs meurtrières à courte distance, cèdent le pas aux balles réelles. L'armée laisse la bride plus libre à ces soldats. Le contraste est frappant avec la première Intifada. Lorsque le 25 février 1988, une équipe israélienne du réseau américain CBS avait montré des soldats battant lentement, délibérément, à coup de pierres, des Palestiniens à terre, l'armée avait utilisé la bande pour identifier les soldats et les punir, tandis que le commandant en chef de la Cisjordanie montre la bande à son état-major, comme contre exemple de l'attitude à adopter. On peut discuter bien sûr des contradictions entre cette politique officielle et les déclarations d'un Itzhak Rabin, alors chef d'Etat-major, qui parlait de briser les os des Palestiniens. Mais on n'imagine plus, lors de la deuxième Intifada, un officier utilisant des images "ennemies" pour réprimander ses soldats.

Car foin des tentatives de séduction. L'hostilité envers les médias, ancienne, va éclater. Pendant la première Intifada, l'hostilité envers les médias se manifeste par l'animosité des soldats. Des journalistes se plaignent d'être bousculés, voire frappés (Greenberg, 1988). Personne n'imaginait, cependant, que les rapports se dégraderaient d'une façon aussi rapide, quasiment dès les débuts de la deuxième Intifada. Les journalistes occidentaux (pour les Palestiniens, c'était déjà le cas) sont désormais la cible de balles. Tous les correspondants, unanimes, affirment que la grande majorité des tirs viennent de l'armée israélienne. En août 2001, Reporters sans frontière recensait déjà plus de 45 journalistes blessés par balles depuis septembre 2000. Donc en moins d'un an. Ces blessures par balle touchent pour trois quart des Palestiniens, plus précisément des photographes ou des cameramen.

Diffusé en 2003 aux Etats-Unis et en France, un documentaire singulier témoigne que la caméra palestinienne était bien la cible et cela dès avant la deuxième Intifada. *In the line of fire* est fondé sur les documents de cameramen qui ont systématiquement décidé de s'entrefilmer lorsqu'ils ont été pris pour cible par l'armée israélienne. Le film est d'une grande violence, et montre notamment, à Hébron, dès 1998, des Palestiniens isolés, la nuit, dans des rues désertes, délibérément blessés par balles par des soldats israéliens. Mazen Dana, plusieurs fois blessé ainsi, est tué en Irak en travaillant pour l'agence Reuters en août 2003. Toutes les demandes de Patricia Naylor, la réalisatrice du film, pour interviewer des représentants de l'armée impliqués dans les incidents sont refusées ou annulées au dernier moment. Un seul photographe israélien reçoit une balle de l'armée. Le soldat qui lui a tiré dessus et son officier viennent s'excuser à son chevet: le soldat prend soin de lui expliquer qu'il n'aurait pas du se mêler à des photographes palestiniens.

Mais l'agressivité s'écarte parfois des Palestiniens et touche leurs "complices" occidentaux. Cas flagrant, celui du correspondant de TF1, Bertrand Aguirre. Le 15 mai 2001, à Ramallah, il reçoit une balle en pleine poitrine et ne doit sa vie qu'à son gilet pare-balles. Il raconte: "Je ne peux pas dire si le garde-frontières qui a ouvert le feu me visait en tant que journaliste, ni même qu'il me visait personnellement. Ce qui est clair en revanche, c'est qu'il a ouvert le feu à courte distance, à balles réelles, tirant à hauteur d'hommes, alors qu'en aucun cas sa sécurité n'était mise en danger"

(Reporters sans frontières, 2001). Le 11 mars 2002, première victime: Raffaele Ciriello, du quotidien le *Corriere della Sera*, est tué par balles, alors qu'il essaie de photographier des tanks israéliens près du camp de réfugiés de Kadoura à côté de Ramallah (Leibovich-Car, 2002-2). Pour tous les témoins et les enquêteurs (dont Amnesty International et Reporters dans frontières), Ciriello est mort de tirs à l'arme légère d'un des tanks israéliens. Immédiatement après l'incident, le responsable du bureau de presse du gouvernement israélien déclare dans une interview au *Boston Globe* qu'il était "certain" que les soldats ont pensé que Ciriello, qui se tenait près de Palestiniens armés, constituait un danger. L'ambassadeur d'Israël en Italie écrit au père du journaliste, dans le même sens. Puis vient la réponse du porte-parole de l'armée, suite à une enquête qui ne sera pas rendue publique: "Tsahal n'a pas eu connaissance de tirs de son armée en direction du photographe. Le matin, il y a eu des échanges de tirs dans la zone du camp de réfugiés de Kadoura". Ces excuses maladroites et ces contradictions renforcent la colère des proches de la victime, dont le drame est largement couvert par les médias italiens. Le 31 mars 2002, au troisième jour de l'offensive israélienne dans les territoires après la campagne d'attentats suicide (Opération "Rempart"), le correspondant du *Boston Globe*, Anthony Shadid, porteur d'un gilet pare balles blanc portant la mention "TV" en majuscules brillantes, a l'épaule traversée d'une balle alors qu'il marche dans une rue calme de Ramallah. Le 11 juillet 2002, le photographe palestinien Imad Abu Zahra est tué par des soldats; l'armée ne mène pas d'enquête (RSF, 2002, Ricchiardi, 2002, Leibovich-Dar, 2002-1). A nouveau, la différence de traitement entre le journaliste occidental et le cameraman palestinien. En mai 2003, on atteint le chiffre de cinq journalistes tués.

Ces tirs n'apparaissent pas comme le fruit d'une politique systématique. Certains responsables des autorités israéliennes expriment leur regret et dans certains cas leur sincérité ne paraît pas discutable. Mais ailleurs, le laisser-faire continue: sur le terrain, des soldats ouvrent le feu de façon délibérée, au premier chef sur des journalistes palestiniens, accessoirement sur des occidentaux, et souvent lorsque la qualité de journaliste (notamment de preneurs d'images) est claire. Les bavures ne font pas ou très peu l'objet de sanctions, sauf lorsqu'elles touchent des journalistes israéliens. Le 11 août 2002, des soldats ouvrent le feu sur un taxi qui transporte trois israéliens - deux journalistes et un militant des Droits de l'Homme - à Tulkarem, en Cisjordanie. Personne n'est blessé. Le lendemain, l'armée annonce qu'un soldat est condamné à 35

d'arrêt et un officier à 212 jours de prisons avec sursis. L'un des passagers était Gideon Levy, éditorialiste du quotidien *Haaretz*, qui tient dans le supplément hebdomadaire une chronique de l'occupation centrée sur la souffrance palestinienne. Le cas reçoit une telle publicité qu'il est impossible de l'ignorer.

La logique militaire est bien résumée dans cette apostrophe d'un porte-parole de l'armée à un producteur britannique, relatée par le *Los Angeles Times*: "Nous parlons de guerre. Des gens se tirent dessus, et nos instructions sont de réduire au minimum la présence des journalistes dans les zones afin de réduire l'effet d'incitation, qui pousse à la violence. Nous avons assez à faire avec nos ennemis et nous travaillons dur pour sauver la vie de nos soldats. A certains moments, nous ne pouvons pas nous occuper des médias, en plus du reste" (Ricchiardi, 2002).

Par contre, la politique de brimades administratives apparaît comme systématique, régulière, à partir de la deuxième Intifada. Jusqu'alors, l'administration israélienne s'enorgueillissait de l'accueil qu'elle réservait aux journalistes, quelles que soient les irritations et les colères que leur travail ait pu susciter. Courant 2001, les journalistes découvrent que permis de travail, contrôles à l'entrée et à la sortie de l'aéroport, et, peut-être surtout, emploi de stringers et de fixers palestiniens, toutes ces facilités qui avaient contribué à faire d'Israël un terrain idéal pour le correspondant, ne vont plus de soi. Le 31 décembre, le gouvernement israélien annonce qu'il ne renouvellera pas les cartes de presse des Palestiniens (les preneurs d'image pour la plupart) et de certains journalistes étrangers. Ce qui facilite les détentions de journalistes palestiniens dont beaucoup continuent à travailler sans cartes. Le 1^{er} mai 2002, à Bethléem, des militaires confisquent les cartes de 17 journalistes palestiniens et étrangers. Le gouvernement israélien exige désormais des employés étrangers des correspondants des permis de travail - qu'on s'empresse de ne pas leur délivrer.

En juillet 2003, l'Association de la Presse Etrangère (FPA) rend publics plusieurs cas de harcèlement. La liste est longue: attente interminable à l'aéroport, fouille au corps, confiscation provisoire voire perte ou endommagement d'équipement électronique. On ne s'acharne pas sur un média précis: les correspondants sont visés, globalement. Un informaticien de la BBC, réseau qui avait fait l'objet d'un boycott par les autorités israéliennes, doit laisser son PC entre les mains du personnel de sécurité de l'aéroport.

Andrew Steele, chef du bureau de Jérusalem, se voit obligé de changer tous les codes de sécurité. En septembre 2002, les services de sécurité de l'aéroport ont "égaré" définitivement le PC du correspondant du *Figaro*, Pierre Prier (Balint, 2003). En novembre 2003, le GPO avance (et retire aussitôt) une nouvelle mesure: tous les journalistes doivent être "filtrés" par le Shin Bet, les services de sécurité, avant de pouvoir travailler. La Foreign Press Association recourt à la justice. Le 25 avril 2004, la Cour Suprême ordonne au GPO de mettre fin à la non-délivrance des cartes de presse aux Palestiniens... En 2007, les tensions bureaucratiques ne sont pas terminées, même si le calme relatif sur le terrain se traduit dans des relations plus détendues avec la presse étrangère.

Est-ce un retour en arrière aux années soixante, temps de la censure militaire et de l'autocensure? La politique n'est pas officielle. Les autorités affirment qu'à l'aéroport les journalistes sont soumis aux mêmes examens que n'importe quel passager. Les équipements électroniques sont conservés 24 heures pour un examen qui touche à la sécurité mais pas au contenu. Pourtant, il est clair que les journalistes font l'objet d'une "sollicitude" toute particulière. Cette politique a un nom, Dany Seaman, responsable du GPO. Ironie: il a été nommé peu avant l'Intifada par Gilad Sheer, avocat talentueux, l'un des responsables des négociations avec les Palestiniens, personnalité de la gauche israélienne donc. Cet ennemi quasi-officiel de la presse est arrivé avec des bonnes intentions, s'est montré au début "sincèrement préoccupé", selon plusieurs témoins, par les tirs sur les journalistes. Puis, suivant la société israélienne persuadée de la responsabilité des Palestiniens dans l'échec du processus de paix, il est retourné contre les médias étrangers accusés d'encourager les Palestiniens et de déformer l'image d'Israël. *Haaretz* (27 décembre 2002), dans un portrait peu flatteur résume sa politique: "Il se peut qu'il n'y ait aucun complot, mais plutôt une combinaison de zèle, et d'un excès d'autorité mis entre les mains d'un fonctionnaire trop patriote, qui prend plaisir à faire le sale boulot de tous les autres"

Les atouts du David palestinien

Tous les correspondants soulignent la désorganisation ou l'absence de la politique de communication palestinienne. Slimane Zeghidour, qui couvre la deuxième Intifada pour *la Vie*: "Lorsqu'on essaye d'aller voir du côté palestinien, étant donné la

désorganisation des structures de l'Autorité palestinienne, il n'y a rien : il n'y a pas de bureau de presse fonctionnant avec une continuité, une rigueur, une centralisation de l'information, une élaboration des concepts de communication. Il est même très difficile de rencontrer des responsables parce que, eux-mêmes, sont désorganisés. Avec le bouclage des villages et des villes, la rupture des relations téléphoniques entre telle et telle région, il y a une sorte de cafouillage permanent et de désordre, du côté palestinien, pour recueillir des informations. Il reste surtout le terrain et les témoignages que l'on peut recueillir auprès des gens" (In *Entretiens de l'Information*, 2003). Cette désorganisation est cependant compensée par l'ouverture, commune avec la société israélienne. Sous réserve d'avoir un bon fixer, accéder à un ministre, à une personnalité quelconque, n'est pas compliqué – si l'on excepte, bien sûr, les personnalités recherchés par Israël, mais en acceptant certaines conditions même ceux-ci ne sont pas difficiles à atteindre.

Si la communication israélienne est une entreprise de séduction systématique ternie par l'agressivité, la palestinienne israélienne est un appel au monde, occasionnellement secoué par la censure, mais surtout maladroit, improvisé, même avec talent. L'exemple est venu, depuis longtemps, de Yasser Arafat lui-même. Une histoire libanaise résume bien ceci: en 1973, lorsque Yasser Arafat, alors à Beyrouth, se prépare à recevoir une délégation américaine, il demande à Elias Sanbar des photos d'Indiens, pour rappeler aux Américains qu'ils furent des colonisateurs et chassèrent un autre peuple. Elias Sanbar trouve dans une remise d'un cinéma de Beyrouth des photos de westerns. On ignore l'effet qu'eut sur l'émissaire américain le bureau du leader palestinien transformé en chambre de vieux cinéphile (raconté par Elias Sanbar, 2001, p. 96). Ce bricolage symbolique est plus typique de la tactique palestinienne que le rouleau compresseur israélien, et parfois plus efficace.

Cette histoire ancienne vise un émissaire américain: c'est un trait commun avec le présent. Les Palestiniens comme les Israéliens savent que c'est l'acteur le plus puissant. Il est aussi, de longue date, plus difficile à convaincre que les Européens du bien-fondé des revendications palestiniennes. Durant la deuxième Intifada, les spectateurs anglophones peuvent voir sur leur écran deux avocats palestiniens, Diana Buttu, née aux Etats-Unis, et Michael Tarazi, du Canada. Mais leurs efforts ne durent pas longtemps. Travaillant pour la branche négociations de l'OLP, ils ne

représentaient pas toute la hiérarchie palestinienne. Plus peut-être que les efforts officiels, il faut souligner le poids des intellectuels palestiniens bilingues, dans différents pays. En France, auditeurs et spectateurs sont depuis longtemps des habitués d'Elias Sanbar et Leila Shahid, dont les duos avec les intellectuels et les ambassadeurs israéliens successifs apparaissent parfois trop bien rodés. Ils donnent de la société palestinienne une image positive et familière. Un officiel palestinien résume bien, en termes cyniques, la situation: "Les Israéliens passent un temps considérable à promouvoir un produit épouvantable, et ils réussissent, tandis que les Palestiniens ont un très bon produit mais n'investissent rien dans la vente" (*The Economist*, 26 mars, 2005). Dans ce "très bon produit" qu'est la souffrance palestinienne, cependant, les attentats-suicide sont beaucoup plus difficiles à "vendre". Ils sont fermement condamnés dans la plupart des médias, et même ceux qui s'emploient à les expliquer ne vont pas jusqu'à la justification (sauf dans certains médias du monde arabe). Il est d'autres comportements que des Palestiniens essayent parfois de dissimuler.

Censures palestiniennes

Pour la plupart des correspondants, les pressions et les intimidations viennent essentiellement du côté israélien. Ils s'irritent volontiers lorsque les autorités israéliennes dénoncent un supposé silence des journalistes sur les pressions palestiniennes. Ils tiennent pour quantité négligeable ce que les autorités israéliennes dramatisent, notamment les enlèvements de journalistes à Gaza: plusieurs ont été ainsi brièvement kidnappés, puis relâchés. Cette volonté même de ne pas dramatiser est présenté comme un nouveau symptôme d'une sympathie pour les Palestiniens. En juin 2001, Josh Hammer, alors correspondant de Newsweek, est détenu par des Palestiniens à Gaza.. Le gouvernement israélien prend l'affaire en exemple du harcèlement des journalistes par les Palestiniens, mais se voit opposé, au moins informellement, un démenti par la plupart des correspondants (voir par ex. *The Guardian*, 17 juin 2001. Dans *Haaretz* (3 septembre 2004), Josh Hammer décrira l'affaire comme un acte symbolique, sans danger, soulignant qu'il avait été bien traité - et nourri - par ses kidnappeurs. Le 12 mars 2007, a lieu le premier enlèvement prolongé de journaliste: Alan Johnston, de la BBC. Il sera libéré au mois de juillet. Alors que l'inquiétude monte, la tonalité de la couverture change progressivement, contribuant à une altération de l'image des Palestiniens. En Avril 2008, le récit

que fait Johnston sur le site de la BBC reconnaîtra qu'à Gaza "il y a désormais une organisation de l'ombre qui pensent en termes d'un Jihad contre l'Occident".

La plupart des journalistes tiennent que la volonté de censure et la violence sont plus répandues du côté israélien. Selon l'Institut International de la Presse (2004), entre septembre 2000 et 2004, 88,4 % des violations de la liberté de la presse (plus de 500 au total) ont été commises par le côté israélien. Sur les 12 journalistes tués dans la même période, dont dix palestiniens et deux occidentaux, neuf l'ont été, de façon certaine, par les Israéliens.

Plus rare mais bien réelle, la censure et la violence palestinienne envers les médias a une logique: il s'agit presque toujours d'empêcher les médias de donner l'image d'une société palestinienne violente ou agressive. Elle a des sources diverses, l'Autorité Palestinienne, bien sûr, mais aussi des militants ou des acteurs d'exactions. Le cas le plus connu et le plus grave concerne les images du lynch des soldats israéliens par la foule palestinienne à Ramallah, le 12 octobre 2001, à l'intérieur du commissariat où ils étaient détenus. L'événement a lieu au début de la deuxième Intifada, et ses images sont immédiatement perçues comme une possible "réplique" à celle de la mort de l'enfant Mohammed Al Dura (voir chapitre 1). Au moins à l'extérieur du commissariat, le lynch est photographié et filmé. Mais la foule s'en prend aux gens d'images, à l'équipe de Mediaset, le principal groupe de télévision privée italien, la seule qui filmera, à Bertrand Aguirre de TF1, au photographe britannique Marc Seager dont l'appareil est détruit (*Sunday Telegraph*, 15 octobre 2000). A la suite du lynch, un correspondant étranger se révèle dangereusement complaisant. Le 16 octobre, paraît dans *El Hayat el Jadida*, le principal quotidien des territoires, une "clarification" de Riccardo Christiano, un journaliste de la RAI, la radiotélévision publique italienne. Le texte se présente comme une lettre adressée à "mes chers amis en Palestine". Il précise que la diffusion de la bande par télévision italienne a laissé croire que la RAI était à l'origine du tournage, mais que les choses "ne sont pas arrivées de cette façon, car nous respectons les procédures journalistiques de l'Autorité Palestinienne (...). Nous vous remercions de votre confiance, et vous pouvez être sûrs que ce n'est pas notre façon d'agir". Maladresse du journaliste qui a voulu se couvrir, sachant que les images ont aidé les Israéliens à identifier les auteurs de l'assassinat des soldats? Difficile de ne pas interpréter le texte comme une

complaisance coupable envers, sinon les Palestiniens, du moins leurs représentants officiels. Le Gouvernement israélien retire à Riccardo Christiano sa carte de journaliste. Le bureau de la RAI est provisoirement fermé.

Un an plus tard, après le 11 septembre 2001 et les frappes américaines en Afghanistan, l'Autorité palestinienne veut afficher de bonnes relations avec les Américains. Elle essaye de censurer les images de Palestiniens qui se réjouissent du malheur américain, ou qui protestent contre la politique américaine. Des forces de police empêchent les journalistes de couvrir une manifestation antiaméricaine de plusieurs milliers de personnes à Naplouse. Une petite manifestation à Jérusalem-Est est filmée et abondamment commentée. Les services de sécurité palestiniens convoquent un cameraman freelance de l'Associated Press pour le sommer de ne pas diffuser³⁶. Les violences palestiniennes envers les Palestiniens qui collaborent avec les autorités israéliennes sont l'objet de tentatives de censure similaires. Le 1^{er} avril 2002, des militants palestiniens qui viennent d'exécuter sommairement un homme accusé de collaboration avec les autorités palestiniennes détruisent les bandes vidéo et films des journalistes qui viennent de capter la scène (International Press Institute, 2004).

Ainsi deux sociétés, l'israélienne, riche et organisée mais désemparée, l'autre pauvre et occupée, parfois – à Gaza au moins – au bord de l'anarchie, brûlent toutes les deux d'exposer leurs thèses à un monde qui, au total, ne demande qu'à les écouter. Au tableau complet de leurs ressources il faut ajouter bien sûr les alliés proisraéliens et propalestiniens qui font pression sur les médias occidentaux. Là encore, l'inégalité règne.

Face aux pressions du public

Nous avons parlé à plusieurs reprises des pressions du public et de la radicalisation du phénomène. Jérusalem est devenu le poste sensible, celui où l'on s'attend à un déluge d'emails à l'occasion d'une erreur, voire d'un mot maladroit, où le correspondant peut se trouver pris à partie non seulement dans les débats mais aussi dans l'avion Paris-Tel

³⁶ Voir le communiqué de Reporters sans frontières, le 21 septembre 2001, sur le site www.rsf.org, *le Monde* du 14, et les commentaires de Charles Enderlin dans *l'Hebdo du Médiateur*, le 15

Aviv, dans un dîner, sur place en faisant son travail, ils ont reçu, de longue date, des lettres individuelles, et puis, avec la deuxième Intifada, arrive le déluge des mails, souvent coordonnés. Tout récemment Patrick Anidjar, chef du bureau de l'AFP, se rappelle que lors d'une incursion de l'armée israélienne à Gaza en février 2006, un pigiste parle d'une opération "qui avait fait beaucoup de victimes parmi les enfants". Or, souligne-t-il, "c'était faux, il n'y avait pas eu de victimes parmi les enfants. Ça n'était sorti qu'en anglais, et j'ai fait immédiatement un correctif. Mais comme le site de Yahoo reprend les dépêches de l'AFP en anglais, et qu'ils n'ont pas repris le correctif, j'ai reçu 1385 emails, venus surtout des Etats-Unis". Un site de "media monitoring", Honest Reporting, dont nous reparlerons, était à l'origine de ces réactions. Pour la presse écrite, les pressions proisraéliennes dominent largement, tandis que les voix propalestiniennes se font plus souvent entendre auprès des chaînes de télévision, même si elles restent minoritaires. En avril 2004, le correspondant de TF1 à Jérusalem, Jean-Marc Pilhas, nous raconte avoir demandé tous les emails concernant le conflit à sa rédaction: "bon, on en reçoit moins que France2, qui couvre deux fois plus le conflit que nous et qui est reçu ici par satellite. Sur ce qu'on reçoit, les deux tiers sont proisraéliens, très organisés, et un tiers provient d'une nébuleuse propalestienne".

Quels sont les effets sur la couverture? Dans un monde journalistique idéal, les journalistes ne sont pas censés réagir à ces pressions qu'ils décrivent, généralement, comme injustifiées. De fait, la plupart reconnaissent, directement ou indirectement, que les pressions ont une efficacité – et singulièrement à propos de ce conflit. Elles affectent d'abord leur emploi du temps, car ils consacrent de précieux moments à répondre. En 2002, Patrice Claude raconte avoir envoyé (lors de la première Intifada) "une réponse de 4 pages à un jeune garçon de dix douze ans, un nommé Jonathan, je me souviens juste de son prénom. Je me souviens d'une phrase : "mais pourquoi est-ce que vous haïssez les juifs monsieur ?". François Clémenceau, quand je viens l'interroger dans son domicile hiérosolomytain le 13 janvier 2003: "Hier encore, j'ai répondu à un auditeur par email, qui me renvoie un autre message et qui me dit, pourquoi est-ce que dans l'attentat de Mike's Place vous n'avez pas dit que la serveuse était française, vous qui êtes si prompts à décrire les victimes palestiniennes. Alors, je lui ai envoyé deux pages. Je lui ai dit qu'à une heure du matin, et à sept heures non plus, on ne savait pas que la serveuse était française, mais

par contre, on n'ignorait pas qu'elle avait eu un bras arraché, je n'avais pas caché l'horreur de l'attentat, et puis j'ai fini par écrire 'qu'est-ce que ça change, le fait qu'elle soit française!' ". Consacrer du temps à répondre, et la plupart des journalistes de presse ou de radio (pas de télévision) interrogés racontent l'avoir fait, ce n'est pas modifier sa couverture, certes. Mais il est difficile d'imaginer que cela n'emmène pas à un surcroît, sinon d'attention, au moins de prudence pour les sujets sensibles.

D'autant que, les pressions affectent le haut de la hiérarchie, et peuvent produire des réactions officielles. On retrouve l'écart cité plus haut entre la rédaction proche du public et le correspondant proche de l'événement. Ladite rédaction-en-chef peut donner des consignes, voir choisir un correspondant qui soit plus sensible aux demandes des groupes de pression. Chef de bureau de Jérusalem à l'AFP, Patrick Anidjar reconnaît – en décembre 2005 - une volonté de la part de l'agence de "faire attention", depuis 3 ans ou 4 ans. Par exemple, l'expression de "bébés colons", apparut dans une dépêche, ne se retrouvera pas. Elie Barnavi, alors ambassadeur d'Israël en France, était intervenu alors auprès du président de l'AFP. Pour le mont du temple/esplanade des mosquées, "il est devenu impossible de parler de ce site sans rappeler qu'il est le troisième lieu saint de l'Islam mais que cela a été construit sur les ruines du temple de Salomon", poursuit Patrick Anidjar. De façon moins formelle, Isabelle Dor, tout juste arrivée (en mars 2003) à Jérusalem pour Radio France (elle y restera quatre ans) notait que les rédactions de Radio France s'étaient manifestées, surtout depuis septembre 2001. Mais pas toujours de façon cohérente: "France Inter m'a demandé de ne pas utiliser le mot "terrorisme" ou "terroriste" – mais France Info en veut bien. Il y a deux jours, à France-Inter, on m'a dit d'éviter le mot 'abattu', il faut dire 'tué'. Depuis Jénine, en 2002, le mot 'massacre' est devenu compliqué. Je me suis fait reprendre pour avoir parlé d'un massacre à propos de soldats israéliens tombés dans une embuscade où ils n'avaient aucune chance de s'en sortir". Aux Etats-Unis, une enquête d'une sociologue (Matusow, 2004) concluait de façon similaire: "même si la plupart des médias reconnaissent qu'ils font toujours un travail bien équilibré, la pression intense a laissé ses marques... Plusieurs rédacteurs en chef ont reconnu qu'ils tenaient un compte grossier de "victimisation" pour éviter d'être considéré comme sympathisant d'un côté ou de l'autre". Avec un peu d'attention, les lecteurs et spectateurs peuvent déceler des traces de cette prudence. Signes de sensibilité à la critique proisraélienne: préciser que l'Esplanade des Mosquées est aussi le Mont du t

Temple pour les juifs (et même, veiller aux majuscules...). Dire "les territoires" pour "les territoires occupés". Aux Etats-Unis, on a pu même entendre les territoires "disputés" (disputed territories), ce qui met en cause la légitimité de la revendication palestinienne sur les territoires. Barbara Matusow donne un autre exemple: lorsque le magazine *Time* dit "élimination ciblée" ("targeted elimination") en se référant à une pratique israélienne vis-à-vis de militants soupçonnés d'implication dans les attentats, il s'agit d'éviter l'expression "assassinats ciblés" qui met en colère les partisans d'Israël.

Il reste difficile de faire un bilan de ces effets. Une certitude, les nouvelles mobilisations ont changé des éléments de la couverture. Pour répondre aux critiques, les médias utilisent deux lignes de défense classiques: l'équilibre et la neutralisation. L'équilibre: cela consiste à traiter les deux côtés, de façon égale, comme responsable et comme victime. C'est donner de l'objectivité comptable qui suppose que dans tout conflit, les torts et les responsabilités sont partagés, et que donc la souffrance (dont nous avons vu la centralité) doit être égale. La neutralisation: on choisit des mots qui évitent de heurter, et quand un mot est contesté par un des côtés, on le remplace par un mot plus neutre: assassinat devient élimination, terroriste devient activiste. Mais ces mouvements ne sont pas partout les mêmes, et ne provoquent pas les mêmes réactions. Car, pour comprendre la couverture du conflit, il faut ajouter un facteur essentiel, les cultures nationales, voire continentales: aux Etats-Unis ou en Europe (singulièrement au Royaume-Uni), on ne voit pas et on ne raconte pas le même conflit. Et les pressions des deux bords n'ont pas les mêmes chances de rencontrer des échos favorables auprès des médias.

CHAPITRE 6: VU D'EUROPE, VU D'AMERIQUE

De toutes les divisions qui parcourent le monde des journalistes, aucune ne compte autant que l'appartenance nationale. Les rapports avec le conflit, avec les mondes juif et arabe, ne sont pas les mêmes dans chaque pays. L'histoire, l'éducation, et... les médias pèsent sur chaque individu, et sur les journalistes. De plus, les traditions journalistiques y sont différentes – au souci américain de l'écriture équilibrée s'oppose par exemple le style dit "plus littéraire" de beaucoup de journalistes européens.

Point commun aux trois pays que nous considérons ici: France, Etats-Unis et Royaume-Uni : le conflit est le sujet "sensible", "difficile" par excellence. Pourtant habitués à travailler sous la pression de lobbies organisés, les journalistes américains, en témoignent, ainsi la rédactrice en chef du *Philadelphia Inquirer*, le grand et prestigieux quotidien de la ville: "J'ai parlé à beaucoup de rédacteurs en chef à travers le pays, et mes collègues sont d'accord: c'est le problème le plus contrariant de tous, car c'est un problème difficile, qui dévore du temps, et qu'il est important de traiter" (Matusow, 2004). A son poste précédent, elle a connu les colères des fondamentalistes chrétiens sur l'homosexualité et de l'avortement. Mais rien ne vaut le conflit israélo-palestinien quand il s'agit de nourrir les passions.

Commençons par la singularité américaine face à l'Europe. Les Etats-Unis, proisraéliens? Il est banal de le souligner. L'affirmation fait aussi partie de la polémique: pour un propalestinien, il est courant d'accuser les Etats-Unis (voire leurs médias) de soutien aveugle à Israël. N'entrons pas ici dans un débat sur les relations internationales, mais tâchons d'expliquer ce qui, dans les médias américains, contribue à créer une atmosphère favorable à Israël et hostile ou méfiante vis-à-vis des Palestiniens. La différence traverse ici la culture dite "anglo-saxonne". Sur le plan journalistique, on dira volontiers le journalisme français bavard, littéraire, mélangeant l'information et le commentaire, et le journalisme "anglo-saxon" plus respectueux de l'objectivité et de la séparation des "faits" et de "l'interprétation". C'est du moins ce que veut une présentation qui idéalise un modèle anglo-saxon imaginaire. Journalistes anglais et américains partagent, il est vrai, une rhétorique professionnelle d'attachement à "l'objectivité", à la "neutralité". Même le correspondant de la BBC (média parmi les plus souvent mis en cause) "doit" s'y accrocher, selon ses propres

termes: "Je dois croire à l'objectivité et à l'impartialité, parce si vous ne croyez pas au fondement du journalisme, vous êtes dans le vide" (*Palestine-Israel Journal*, 2003). On peut "y croire", et produire pourtant des discours profondément différents sur le même sujet.

Etats-Unis et Israël: lobby ou soutien "naturel"?

Différence fondamentale, déjà maintes fois rencontrée. Les Etats-Unis, par rapport à l'Europe, sinon au reste du monde, sont proisraéliens, et cela est vrai de leurs médias aussi, alors que la Grande-Bretagne, à l'instar de ses voisins européens, critique plus facilement Israël et témoigne d'une plus forte empathie avec les Palestiniens. Ceci peut se mesurer de multiples façons. Depuis les années soixante-dix, les rares journalistes américains soucieux de la cause palestinienne se sentent toujours mieux avec les médias européens, alors qu'ils ont été profondément frustrés chez eux. Envoyés en Israël et/ou dans le monde arabe, ils racontent avoir découvert un Israël moins idéal que celui avec lequel ils avaient grandi, des Palestiniens moins frustes, plus mûrs politiquement, et mieux disposés à un compromis qu'ils ne l'imaginaient. Ou, tout simplement: des Palestiniens, une réalité sociale et humaine qu'ils ignoraient, comme celle du monde arabe en général. Georgie Anne Geyer envoyée comme correspondante au Proche-Orient pour le *Chicago Daily News* en 1969, témoigne en 1980: "Très vite je fut choquée par mon manque de connaissance et mes préjugés envers les arabes (ces préjugés n'étaient dus qu'à mon absence total de contact avec les arabes et qu'à la vision nourri de préjugés à laquelle j'avais été exposée jusqu'alors). Richard Ben Cramer, juif américain, découvre Israël et le métier de correspondant lorsque *The Philadelphia Inquirer* l'envoie à Jérusalem en 1977 à l'occasion de la visite de Sadate: il rencontre avec surprise des juifs qui haïssent les arabes, et surtout, sur cette terre "sans peuple pour un peuple sans terre", un autre peuple, les Palestiniens. Il est très vite confronté au feu de la critique pour ses articles qui font écho à cette pénible découverte. A l'issue de la deuxième Intifada, il n'hésite pas à écrire (Ben Cramer, 2004) qu'Israël a "perdu" – mais quoi? Le conflit? Non, d'abord, la guerre de l'image, celle qui ne préoccupe pas moins la diaspora. Jonathan Randall fut un autre ex-favori des critiques du lobby proisraélien américain. Il raconte que son rédacteur en chef invita des représentants de la communauté locale dans la rédaction du journal, pour s'exonérer des accusations d'antisionisme. Trente ans

correspondant itinérant pour le *Washington Post* au Proche-Orient et dans le monde arabe notamment, il est aujourd'hui en retraite à Paris où, drogué à la presse selon son expression, il nous dira: "pour ce qui est de la couverture du conflit, la presse française est très supérieure à la presse américaine" – ce qu'on n'a pas souvent l'occasion d'entendre.

Est-ce un hasard si le journaliste le plus critiqué aux Etats-Unis, pendant des années, pour sa couverture "propalestinienne" n'est pas américain, mais canadien? Décédé en 2005, Peter Jennings a été pendant de longues années présentateur vedette d'un des trois grands journaux télévisés sur la chaîne ABC. Marqué par un séjour à Beyrouth, il montre envers le monde arabe une empathie qui va profondément irriter dans son pays. En 2003 encore, le site proisraélien www.honestreporting.com se faisait l'écho – avec indignation - des félicitations adressées par l'organisation "American Muslims for Jerusalem" à Peter Jennings. Les proisraéliens s'indignent aussi lorsque Jennings suggère une équivalence morale entre un attentat suicide et les attaques de F16 israéliens sur les territoires. Dès 1988, il avait consacré un long reportage à une comparaison systématique entre l'occupation israélienne et l'apartheid sud-africain, comparaison dont nous avons vu combien elle est inacceptable pour les proisraéliens. Lors du décès de Peter Jennings, on put lire un éloge appuyé de son ouverture au monde dans un hebdomadaire.... Britannique (*The Economist*, 13 août 2005, p. 38).

Comparant France et Etats-Unis, un universitaire palestinien installé aux Etats-Unis fait lui aussi l'éloge des médias de l'hexagone: "Ayant séjourné en France de septembre 2001 à juillet 2002, j'ai été sans cesse impressionné de voir combien les Français ordinaires étaient informés du conflit et combien les nouvelles, le contexte et le fond étaient mieux traités par les médias français que par les médias américains" (Khalidi, 2003, p. VIII). Car les palestino-américains réagissent comme les correspondants américains propalestiniens. En plein dans l'affaire de Jénine, alors que les rumeurs de massacre après l'offensive Israélienne dans les territoires ont valu aux Palestiniens, en Europe, un amer succès de communication, Hassan Abdel Rahman, le chef du bureau de l'OLP à Washington: "J'ai été invité à la télévision quantités de fois ces derniers temps et j'ai appris une chose, si un Israélien déclare que la lune est faite de fromage, personne ne conteste, si un Palestinien déclare que la lune se lève à l'Est, personne ne le croit" (*Haaretz*, 8 avril 2002).

Comment expliquer cette singularité? L'explication la plus couramment avancée est celle du "lobby juif" américain. Je mets des guillemets car l'expression est lourde de connotations redoutables et peut entraîner vers des théories du complot. Deux précisions s'imposent. D'abord, on peut parler de "lobby" aux Etats-Unis, d'abord parce que le terme "lobby" a une signification juridique précise: des groupes de pression ont pignon sur rue à Washington, représentant toutes sortes d'intérêts. Ensuite, l'expression de lobby proisraélien est meilleure: car beaucoup de juifs certes minoritaires dans la communauté, sont très critiques d'Israël, ou ne suivent pas avec passion la politique proche-orientale, tandis que l'Etat d'Israël a des soutiens puissants, et fort conservateurs, dans le monde non juif, on y reviendra. Le thème même pourtant est sulfureux aux Etats-Unis. En 2006, John Marsheimer and Stephen Walt, deux professeurs américains de Harvard, publient un article intitulé "The Israel Lobby and US foreign policy. Refusé par *the Atlantic*, prestigieux mensuel américain, l'ouvrage a été publié... en Angleterre dans la non moins prestigieuse mais certainement plus critique d'Israël *London Review of Books*. Ils provoquent une levée de boucliers. Les deux auteurs en feront un best-seller (Marsheimer, Walt, 2007)³⁷. A nouveau, les thèmes modernes réveillent des inquiétudes anciennes: affirmer, comme le font les auteurs, que le lobby proisraélien entraîne les Etats-Unis à soumettre sa politique étrangère à des intérêts qui ne sont pas les siens, ceci sous pression de juifs (même si ce ne sont pas tous les juifs, et pas seulement des juifs), est-ce réveiller la vieille accusation antisémite de double allégeance? Mais aussi, doit-on s'interdire de poser des questions pénibles mais pertinentes simplement parce qu'elles font écho à de telles accusations?

En tout état de cause, que la défense de la politique israélienne soit congruente ou non avec les intérêts américains, il y a bien un lobby proisraélien puissant aux Etats-Unis. L'AIPAC (l'American Israel Public Affairs Committee) est le plus puissant élément de ce lobby. Fondé dans les années cinquante, l'AIPAC a aujourd'hui 65000 membres dans les 50 Etats des Etats-Unis. A son banquet annuel, on peut voir les plus hautes autorités de l'Etat américain, président compris. Aux Etats-Unis, l'AIPAC peut officiellement faire un travail de relations publiques auprès du Congrès pour faire

³⁷ Un résumé de l'ouvrage est disponible dans la revue Middle East Policy: voir http://www.mepc.org/journal_vol13/marsheimerandwalt.pdf.

passer une législation proisraélienne ou antiarabe. Mais l'AIPAC ne s'occupe pas directement de médias. Pour se faire, le monde juif américain est organisé depuis longtemps. La plus ancienne organisation à lutter contre la discrimination et la diffamation et à s'inquiéter de l'image publique des juifs est l'ADL, l'Anti-Defamation-League, fondé en 1913. Si elle se préoccupe parfois d'Israël, plusieurs organisations spécialisées dans la couverture de l'Etat hébreu et du Proche-Orient ont fleuri, surtout à partir des années quatre-vingt. Il suffit de consulter le site Internet de CAMERA (Committee for Accuracy in Middle East Reporting in America) créé en 1982 à l'occasion de la guerre du Liban, qui va s'installer plus tard sur Internet, pour découvrir le niveau de surveillance qui s'exerce sur la presse. Des sections sont consacrées spécialement à tel ou tel media, ainsi le *Washington Post* fait l'objet d'une attention toute particulière. Aux côtés de Camera, il faut ajouter Media Watch International créé en New York en 2001, à l'initiative d'Américains et d'Israéliens. Media Watch International a parrainé les débuts d'Honest Reporting, né à Londres, entièrement consacré à la surveillance électronique des médias.

Et les arabo-américains? Sont-ils un contrepoids à ce lobby? Ils sont nombreux: 5% de la population adulte américaine, contre 1,3% de juifs. Mais malgré le nombre, ils sont virtuellement invisibles dans la vie publique, et le 11 septembre n'a pas arrangé leurs affaires. Sur Internet, la comparaison est sans appel. Avec de faibles ressources, deux sites se distinguent par leur dynamisme et leur qualité, Palestine Media Watch (créé en 2000), et surtout The Electronic Intifada, qui a démarré en 2001. Leurs ressources ne se comparent pas avec celles des sites proisraéliens. L'essentiel des articles de The Electronic Intifada, par exemple, est signé de deux personnes, Ali Abunimah, né aux Etats-Unis de parents palestiniens, et Nigel Parry, un journaliste de New York qui a vécu quatre ans dans les territoires occupés, où il a monté le site Internet de Bir Zeit, la principale université palestinienne. Centrés sur les Etats-Unis, ces sites critiquent occasionnellement d'autres médias anglophones. Il faut y ajouter tous les sites spécialisés consacrés à la presse, d'inspiration "liberal" ou de "gauche", qui voient plutôt la presse américaine comme proisraélienne (notamment Fairness and Accuracy in Reporting, ou www.fair.org, créé en 1986).

L'expression de lobby est peut-être inappropriée, non parce qu'il n'y a pas de lobby, mais parce que c'est toute une culture qu'il faut analyser pour comprendre la

sympathie pour Israël qui règne aux Etats-Unis et va très au-delà du monde juif. Le (relativement) faible enracinement de l'antisémitisme aux Etats-Unis, le sionisme très particulier de certains courants protestants américains, la solidité de la présence juive, sont des facteurs aussi importants au fond que l'existence d'un lobby organisé. Pour Jonathan Rendall, l'ancien correspondant du *Washington Post* que les sympathies proisraéliennes de son pays irritent – tandis que lui-même a souvent été dénoncé pour les sympathies inverses: "La puissance des proisraéliens sur la presse est extraordinaire. Les propalestiniens sont des enfants de chœur à côté, même s'ils ont fait des progrès, notamment au moment de la guerre du Liban. On parle de lobby, mais c'est plus un état d'esprit, voire une osmose. Des représentants de la communauté juive ont un accès direct aux rédacteurs en chef de grands journaux, ce qui n'est sans doute vrai à ce point d'aucune autre communauté".

Beaucoup d'Américains ont grandi, naturellement, dans une atmosphère proisraélienne, marquée par la culture populaire, le cinéma, et dont les médias ne sont qu'une composante. Beaucoup des éditorialistes américains les plus connus sont d'ardents défenseurs d'Israël (sans qu'ils soient nécessairement juifs). Sans équivalent en Europe, les "think tanks" conservateurs et les fondations (comme the American Enterprise Institute) constitue des réseaux proisraéliens (qui contrebalancent largement les quelques universités où la gauche propalestinienne a du poids). En Europe, au contraire, l'intellectuel conservateur est une rareté, l'intellectuel ou l'éditorialiste proisraélien, on y reviendra, est singularisé par son opinion et souvent par son appartenance au monde juif puisque celle-ci se proclame plus malaisément dans l'espace public qu'aux Etats-Unis (ainsi la Britannique Melanie Philips, ou le Français Alain Finkielkraut). Au contraire, la plupart des intellectuels, associés à la gauche anti-colonialiste, ont été du côté de la critique (radicale ou non) de la politique israélienne à partir de 1967.

L'Européen prompt à moquer les Etats-Unis souligne à cet égard l'influence des évangélistes notamment sur l'un de leurs sectataires, le président George Bush. Mais l'affaire est ancienne. Un téléspectateur européen des chaînes de télévangélisme américain sursautera parfois en entendant un prédicateur évoquer, au détour d'une citation de la Bible, le sort de l'Israël moderne, placé au cœur de l'histoire mondiale, instrument de Dieu (lequel?) opposé à ses ennemis où l'Islam figure en bonne place

(là encore, Oussama Ben Laden n'a pas arrangé les affaires des Palestiniens). Il pourra s'amuser à lire un des plus grands best-sellers de l'édition américaine des années soixante-dix, *the Late Great Planet Earth*, de Hal Lindsey. Il y apprendra que la création (le "rétablissement", dans son langage) de l'Etat d'Israël et la Guerre des Six Jours sont des événements qui annoncent la bataille de l'Armageddon et la seconde venue du Christ (McAlister, 2001, p. 165). Cette vision très particulière du monde juif chez un certain protestantisme est très ancienne (Laurens, 1999, p. 169) mais elle est réactivé par les mouvements évangélistes des années soixante-dix qui entrent directement en politique. Symbole de cet engagement théologico-politique en faveur d'Israël, Jerry Falwell, ce télévangéliste devenu fondateur du mouvement, the Moral Majority, qui transformera l'Amérique. Lors de sa disparition en juin 2007, Jerry Falwell a été célébré comme un ami par la droite israélienne, et même au-delà. Peu ont remarqué que, pour citer le philosophe Ernst Bloch: "Un philosémite est un antisémite qui aime les juifs" – autrement dit, le philosémite aime les juifs qui correspondent à ses attentes, et il retourne très facilement à l'antisémitisme si les juifs le déçoivent. Une des déclarations les plus célèbres de Falwell portait sur la Bible Belt, "la plus méridionale des ceintures (de l'élevage, du maïs, du coton...) qui se superposent sur la carte américaine" (Kepel, 2003, p. 151) et qui a fournit les gros bataillons du premier fondamentalisme, dans les années 1920s. Pour Jerry Falwell, c'était "la seule ceinture de sécurité d'Israël" ("The Bible Belt is Israel's only safety belt"). Opaque voire absurde pour beaucoup d'Européens et aussi pour les élites libérales américaines, cette vision pèse lourd sur les relations avec Israël.

La similitude réelle ou imaginée des destins historiques pèse aussi. Lorsqu'on reproche à un Israélien l'expulsion de 1948, un Américain se souviendra peut-être que les Etats-Unis reposent, eux aussi, sur le déplacement – mais aussi sur la quasi-extermiation - d'un autre peuple. Le thème d'Israël, démocratie assiégée, retentit aussi fortement aux Etats-Unis, qui se vit comme le porte-étendard de la démocratie dans le monde, sans avoir pour le Tiers-monde et le monde arabe les sympathies et les liens historiques européens. Ainsi, beaucoup d'Américains non juifs ont-ils témoigné d'un attachement passionné à Israël. Y compris parmi les journalistes. Ed Murrow, le plus célèbre journaliste de l'histoire des médias américains, reporter héroïque de la deuxième guerre mondiale et surtout combattant du McCarthysme dans les années cinquante, s'avouait totalement "prejudiced" en faveur d'Israël (Persico, 1988).

Enfin, pour revenir au contenu des médias, il est possible de voir des juifs américains décerner un satisfecit aux médias des Etats-Unis alors qu'on voit beaucoup plus rarement des juifs d'Europe approuvant leurs médias. Faisant le bilan des débuts de l'Intifada, Zeev Chafets, américano-israélien, ancien responsable du bureau de presse du gouvernement sous Menahem Begin écrit que, à l'exception de CNN, il ne voit "guère de quoi se plaindre" ("Not much to complain about"). Il a même le sentiment que la situation médiatique d'Israël était pire au moment de la guerre du Liban³⁸ : il a d'ailleurs publié à ce sujet un réquisitoire proisraélien intitulé *Double Vision: How the press distorts America's view of the Middle East*.

De même, l'Anti-Defamation-League constate avec satisfaction que les caricatures américaines durant le premier mois de l'Intifada sont au total, plutôt favorables à Israël qu'aux Palestiniens. Significativement, une seule provoqua une petite affaire parce qu'elle osait suggérer... une simple symétrie des responsabilités entre Israéliens et Palestiniens, qui posera rarement problème en Europe : dans le *Los Angeles Times* le 6 octobre 2000, deux religieux, l'un juif, l'autre musulman, priant devant le Mur des Lamentations où s'inscrit en lettres capitales le mot: "HAINE". Titre du cartoon: "ils adorent leurs dieux". Le médiateur du journal s'excusera spécifiquement du "manque de sensibilité" que dénote l'usage du Mur des Lamentations³⁹.

Ce n'est pas dire que les médias américains ne font pas l'objet de critiques. Mais le volume de ces critiques et des "dérapages" supposés témoignent surtout de la puissance de l'appareil de surveillance. Il prend pour cible toujours les mêmes journaux, voir les mêmes journalistes. Et même le *New York Times*, que nous avons vu cible majeure, n'est que très relativement "propalestinien". Plusieurs travaux universitaires, par de simples évaluations quantitatives, suggère que sa couverture est sur le long terme, par le choix des mots et des événements, plutôt favorable à Israël (Ross, 2003, Zelizer *et al.*, 2002). Alors qu'en Europe, la cause paraît perdue, *Haaretz*

³⁸ Voir *Jerusalem Report*, le 20 novembre 2000. A propos de la guerre du Liban, Zeev Chafets a publié un réquisitoire contre les médias de son pays intitulé : *Double Vision: How the Press Distorts America's View of the Middle East*.

³⁹ Voir le récit complet de l'affaire sur le site de l'ADL: www.adl.org/PresRele/islME_62/3701_62asp. Consulté en mai 2004. Sur le thème de la symétrie et ses implications, je renvoie au chapitre 2.

pouvait écrire le 8 avril 2002: "Israël gagne la guerre de la propagande aux Etats-Unis".

L'Europe, propalestinienne?

En Europe, les situations du (pro)israélien et du (pro)palestinien s'inversent. Sur le vieux continent, les proisraéliens sont inquiets, amers, constamment critiques de leurs médias. Ils sont très tôt aller chercher au Etats-Unis l'exemple d'un traitement selon eux plus juste envers Israël – et ils trouvent aussi dans les médias américains une plate-forme pour leur critique de l'Europe. Et d'abord, de la France. Beaucoup de juifs de France affirmeraient volontiers que les médias de l'hexagone sont les plus critiques d'Israël, dans un pays baigné de préjugés anti-israéliens voire antisémites. En Israël et aux Etats-Unis, cette opinion est partagée par beaucoup. La presse israélienne met en relief tout ce qui peut ressembler à de l'antisémitisme en France. Y compris en se trompant de cible. Le 19 octobre 2003, le quotidien populaire *Maariv* publie en première page une photo peu flatteuse de Jacques Chirac, légendée : "le visage antisémite de la France". L'article consacré au président français s'intitule: "le collaborateur". Selon un sondage de 2004, pour plus de 80% des Israéliens juifs, l'antisémitisme est "répandu ou très répandu" en France⁴⁰.

Les journalistes proisraéliens européens sont dans une position symétrique à celle de leurs collègues propalestiniens américains: ils déplorent leur isolement, participent à des tables rondes militantes où ils dénoncent leurs médias. Lors de la première du film *Décryptage* à la cinémathèque de Jérusalem le 18 février 2003, un panel de journalistes comprenait trois Israéliens et deux journalistes européennes, l'Italienne, Fiamma Nirenstein et la Britannique, Melanie Philips, déjà citée, deux "passionarias" pour un correspondant d'une télévision française fraîchement débarqué à Jérusalem et surpris de la violence du ton. Fiamma Nirenstein est depuis des années la correspondante à Jérusalem du quotidien *la Stampa* et de l'hebdomadaire *Panorama*. Dans une conférence le 14 mai 2003 à New York (publiée dans *Il Foglio*, Milan, en français dans *Courrier International*, 672, 18 septembre 2003), elle a raconté son itinéraire, proche de celui d'autres intellectuels gauchistes juifs européens, soudain

⁴⁰ Sondage du 5 mai 2004 du ministère des Affaires Etrangères israélien et de l'ambassade de France en Israël (non publié).

"passé à droite", à leur propre surprise. Ancienne communiste, féministe, militante des Droits de l'Homme, elle se rapproche des positions de la droite israélienne après la deuxième Intifada. Devenue militante de la "fierté juive", elle se fait élire sur une liste de droite "Pour Israël" aux élections de la communauté juive de Rome et traque les écarts "anti-israéliens" des médias italiens sur le site www.informazionecorretta.com. Elle dénonce un nouvel "antisémitisme des Droits de l'Homme", associé à la gauche, sur un ton très proche de celui d'Alain Finkielkraut. Melanie Phillips, quant à elle, vient de la presse conservatrice – elle publie régulièrement dans l'hebdomadaire conservateur *The Spectator*, et son blog www.melaniephillips.com livre un florilège intéressant de "dérapages" anti-israéliens dans la presse britannique. L'anti-américanisme et l'hypercritique d'Israël dominant dans une partie de la gauche britannique ont aussi conduit des intellectuels et des journalistes de gauche à s'interroger, dont Nick Cohen, auteur d'un ouvrage au titre évocateur: *What's Left*, avec un double sens: "qu'est-ce que la gauche", et "qu'est-ce qui reste?"⁴¹.

Quant aux rares journalistes et intellectuels non-juifs qui s'affirment proisraéliens, ils se perçoivent comme une minorité. En 2002, Denis Jeambar, directeur de la rédaction de *l'Express*, signale que la presse française est "globalement de sensibilité palestinienne", ce qu'il analyse comme "le triomphe des bons sentiments sur l'objectivité", tandis qu'il affirme, personnellement, une "sensibilité israélienne, que j'exprime à travers mes propres chroniques" (*Médias*, no 2, 2002, p. 62). Le magazine que dirige alors Denis Jeambar ne parle d'ailleurs pas d'une seule voix sur la question. Des tensions y traversent la rédaction, qui éclateront à propos du livre de Pascal Boniface, *Est-il permis de critiquer Israël*. Le 22 mai 2004, Alfred Grosser, historien et politologue franco-allemand réputé, publie dans l'hebdomadaire une critique élogieuse du livre. Il estime que Pascal Boniface a raison de mettre en lumière les "abus de la victimisation" de la part des juifs. Comme l'ex-expert du Parti socialiste, il entre dans la concurrence des victimes et souligne que les actes et injures racistes atteignent plus les personnes d'origine arabe que juive. Dans le numéro suivant, des courriers hostiles à sa critique sont publiés sans que, dit-il, il ait pu préparer de réponse. Alfred Grosser démissionnera du conseil de surveillance de *l'Express*. Une telle affaire, dans la presse française, est tout à fait exceptionnelle.

⁴¹ Cohen, 2007. On consultera aussi son blog: www.nickcohen.net.

Est-ce dire que les propalestiniens européens seraient globalement satisfaits des médias qui soutiendraient leur cause? Lorsqu'il critique les médias, le propalestinien se trouve facilement poussé à regarder... hors de France. Lorsque Denis Sieffert, rédacteur en chef de *Politis*, dénonce dans son ouvrage le succès de *La guerre israélienne de l'information*, il cite *Newsweek* comme représentatif du discours qui aurait été "dominant dans la presse occidentale" (p. 33). Du côté français, s'il recourt à des livres de diplomates israéliens, des libres opinions d'intellectuels influents, il a semble t-il grand mal à trouver des *articles* de presse française proisraéliens (Dray et Sieffert, 2002).

Cette moindre mobilisation correspond t-elle à une satisfaction? De façon générale, le propalestinien se mobilise moins en référence aux médias, beaucoup plus au terrain même du conflit, soutenant des missions de solidarité, proposant sur ses sites une information "alternative". De surcroît, l'image du monde arabo-musulman est beaucoup moins liée aux Palestiniens (qui n'en sont qu'une petite partie) que celle du monde juif ne l'est à Israël. Les représentations de la crise des banlieues, par exemple, pèsent beaucoup plus. Sans lien avec le conflit israélo-palestinien, c'est de longue date que l'image du monde musulman à la télévision est défavorable (Deltombe, 2005). Des sites d'inspiration musulmane épinglent occasionnellement les médias – à propos des banlieues, beaucoup plus rarement à propos d'Israël. Sur oumma.com, qui se présente comme "le portail de référence de l'Islam francophone", un long post critiquait un reportage de TF1, *Avec les Unités Spéciales*, diffusé en 2002 – pour avoir glorifié les commandos israéliens qui opèrent dans les territoires. *Avec les Unités Spéciales* était peut-être tout autant militariste que proisraélien, dans une tradition de documentaire fascinée par l'efficacité des armes. Si la cause palestinienne est bien représentée sur ces sites, c'est presque sans référence à la couverture du conflit. Un seul site s'y consacre explicitement, Vigie Médias Palestine. On y trouve moins une dénonciation d'erreur en défaveur des Palestiniens que des péchés d'omission: un bilan de la torture qui oublie de citer Israël, un éloge de la société israélienne qui oublie le sort de ses citoyens arabes, etc.

La Grande-Bretagne est peut-être le pays où la critique d'Israël est la plus libre, en tout cas certainement plus qu'en France. Les groupes proisraéliens y prennent à partie

les médias de gauche et d'extrême gauche. Nous avons signalé plus haut les cibles des proisraéliens britanniques, la BBC d'abord, et deux quotidiens, *the Independent* et *The Guardian*. Sur quelques exemples, on peut mesurer que les tabous américains ne sont pas de mise en Grande-Bretagne. C'est à la une de *The Independent*, en janvier 2003, que fut publiée une caricature controversée: un énorme Ariel Sharon nu dévorant un enfant palestinien, sur fond d'hélicoptères et de tanks attaquant une ville (ceci en pleine campagne électorale et au moment d'une offensive israélienne sur Gaza). Légende: "vous n'avez jamais vu un homme politique embrasser des enfants?". Comme tout ce qui touche aux meurtres d'enfants, la caricature provoque de vives réactions. Des juifs y lisent un renvoi aux accusations antisémites classiques de meurtre rituel. Si plusieurs groupes proisraéliens s'en prennent à la caricature, notamment parce qu'elle a été agrandie et utilisée dans une manifestation violemment anti-israélienne en Inde, les représentants de la presse britannique démentent formellement toute inspiration antisémite. L'auteur se défend : il s'agit d'une attaque contre les tactiques électorales de Sharon, il y a une référence à un tableau de Goya (Saturne dévorant ses enfants), procédé de citation habituelle chez les caricaturistes britanniques. En novembre, comme pour enfoncer le clou, un jury décerne au dessin le prix de la caricature politique de l'année⁴².

Le 7 février 2002, le rédacteur en chef du *New Statesman*, hebdomadaire de la gauche intellectuelle, s'excuse dans un éditorial pour une couverture où l'on avait vu une immense étoile de David perçant un drapeau britannique. Titre: "a Koshher conspiracy". Ceci pour annoncer deux articles dénonçant les activités d'un lobby proisraélien sur les médias. Signataire d'un des deux articles, John Pilger est un exemple de journaliste engagé, proche des positions de Robert Fisk. Il a notamment produit deux documentaires, *Palestine is the issue* en 1974, puis *Palestine is still the issue* en 2002. Les deux titres reprennent de façon implicite l'argument de l'exemplarité de la cause palestinienne: puisqu'elle est la question (pourquoi celle-là, et pas une autre, est-on tenté de demander?).

Une campagne dont le *Guardian* (a) fait l'objet est révélatrice des nouvelles formes de mobilisation autour des médias. En février 2001, le journal est inondé d'emails après

⁴² Voir www.politicalcartoon.co.uk/html/exhibition.html. Consulté en novembre 2004.

la publication d'un article cherchant à comprendre les motivations d'un chauffeur de bus palestinien qui avait foncé dans une file d'attente ce mois-ci, tuant huit Israéliens" (22 février 2001). A nouveau, l'explication est perçue comme justification. Le journal enquête et remonte à deux étudiants londoniens qui ont installé un site et une liste de diffusion, sous le nom de Honest Reporting. Ils sont parrainés et encouragés par une organisation new yorkaise, Media Watch International. Le journal réfute la critique et pointe des appartenances communes entre Media Watch International et un groupe d'extrême droite... Honest Reporting n'a depuis cessé de croître, et comporte désormais une section canadienne, brésilienne, et annonce (printemps 2006) la création d'une branche australienne. Cependant, le *Guardian* sait qu'un malaise s'est installé, notamment entre lui et la communauté juive où il puise une partie de son lectorat. Le journal commandera à une journaliste israélienne, très à gauche dans son pays, Daphna Baram, un ouvrage entièrement consacré à ses rapports avec Israël (Baram, 2004). Stratégie classique d'une cible des proisraéliens: se trouver des alliés, ou des moindres critiques, eux-mêmes israéliens.

A propos de la BBC, à nouveau, et sans entrer dans la justification des critiques, les initiatives du diffuseur britannique sont inconcevables pour une grande chaîne américaine voire française. En juin 2001, six mois après l'élection d'Ariel Sharon à la tête du gouvernement israélien, la BBC diffuse *The Accused*, une enquête sans failles sur le rôle d'Ariel Sharon dans les massacres de Sabra et Chatila en 1982. Autant que l'enquête, c'est le timing qui est critiqué – ce à quoi la BBC répond qu'une enquête comme celle-ci a d'autant plus d'intérêt qu'il s'agit d'un chef de gouvernement en exercice. La méfiance envers la BBC est si forte que des journalistes israéliens refusent désormais d'y être interviewés. Lors d'un débat entre journalistes israéliens et européens, j'ai pu entendre David Landau, anglo-israélien rédacteur-en-chef du quotidien Haaretz, lâcher d'un ton exaspéré: je ne réponds même plus aux demandes d'interview de la BBC, je ne supporte plus ces insinuations qui font de nous le responsable des malheurs du monde, ce ton de "you should all pack up and go...". Dans *The Spectator*, le correspondant britannique du quotidien conservateur israélien *The Jerusalem Post*, Douglas Davis, explique, le 25 mai 2002, pourquoi lui aussi a décidé de ne plus parler à la BBC. Il l'accuse d'abord de vouloir à tout prix rassurer, voire flatter les musulmans britanniques depuis le 11 septembre 2001, ce qui aurait renforcé la tendance à blâmer Israël, voire à devenir, consciemment ou

inconsciemment, "the principal agent for re-infecting British society with the virus of antisemitism".

Trevor Asserson, un avocat juif londonien a fondé un groupe de travail entièrement consacré au monitoring de la BBC sur les questions du Proche-Orient (www.bbcwatch.com). Le site a eu un succès incontestable, amplifié par l'écho qu'a donné à son travail, au nom de l'année 2003, le *Daily Telegraph*. Selon ces rapports, pas de traces d'antisémitisme, mais incontestablement, une tendance à la critique d'Israël et une empathie envers les Palestiniens, visible par exemple dans le portrait consacré à Yasser Arafat, réalisé le 5 juillet 2002 sur BBC 4 par la correspondante du *Guardian*, Suzanne Goldenberg, aujourd'hui en poste à Washington. Le traitement favorable à Arafat revient souvent dans les accusations envers la BBC. Ainsi au moment de son départ pour l'hôpital parisien où il devait mourir, la correspondante de la BBC, au cours du magazine *From our own correspondent*, raconta: "...quand l'hélicoptère emportant le fragile vieillard s'éleva au-dessus de sa propriété en ruines, je me mis pleurer... à ma propre surprise" (when the helicopter carrying the frail old man rose above his ruined compound, I started to cry without warning"). Explication d'Asserson (*Haaretz*, 31 mai 2004): il s'agit moins de préjugés individuels de journalistes que du climat anti-américain, "anti-establishment", anti-israélien, qui constituerait une forme de "political correctness" parmi les élites britanniques – en tout cas, à la BBC.

Pour contrer les critiques, la BBC a nommé en novembre 2003 Malcolm Balen, un journaliste expérimenté, ombudsman pour la couverture du conflit du Proche-Orient. Selon *Haaretz* (31 mai 2004) la nomination a été appréciée par le gouvernement israélien, et saluée comme une victoire par les groupes proisraéliens. Le "Middle East Policeman", comme ses collègues l'ont nommé, doit répondre au courrier et aux emails, et, plus importants encore, se rendre dans les nombreux débats ou dîners consacrés au conflit, notamment ceux initiés par la communauté juive anglaise. Il récuse l'accusation d'antisémitisme et d'intérêt obsessionnel porté au monde juif. Incontestablement, on mesure ici que la BBC a du, au moins tactiquement, reconnaître que le Proche-Orient constituait un problème. La nomination d'un médiateur spécifique, d'ailleurs temporaire, est une façon de désamorcer la mine, dans l'attente de jours plus calmes. La couverture a-t-elle changé? Cela reste à prouver,

même si un ancien correspondant de la BBC, Tim Llewellyn, proche du monde arabe, prendra à parti son ancienne maison pour son attitude trop équilibrée entre les deux partis, ce qui établit une confusion entre "l'occupant et l'occupé" (interview sur le site *The Electronic Intifada*, 29 mars 2005).

Au-delà du cas britannique et français, comment expliquer ces différences entre Europe et Etats-Unis? L'Europe a une histoire très différente, qu'il s'agisse des relations avec le monde juif ou avec le monde arabe. La culpabilité envers le génocide est très souvent invoquée. Il s'agit d'un facteur éminemment complexe et difficile à apprécier. La critique d'Israël permettrait, dit-on, de se libérer de cette culpabilité. A l'inverse, on pourrait plaider que la dette ainsi contractée vis-à-vis du monde juif se transférerait sur Israël et briderait la critique. Et, de façon prévisible, on devine que les proisraéliens s'emparent du premier argument, les propalestiniens du second....

Une appréciation psychologique simple est possible, pourtant. Un fort sentiment de culpabilité est par nature ambivalent: le sentiment de l'extrême responsabilité qui pèse peut parfaitement fonctionner dans les deux directions opposés, créer une dette, qui se transforme en colère lorsqu'elle devient insupportable. L'image de cette ambivalence est présente, très directement, dans quantité de médias européens, lorsque coïncident le souvenir de la Shoah (qui impose de défendre le monde juif) et la couverture de l'occupation (qui libère la critique d'Israël) – les deux aspects voisinent très souvent à la même époque, voire dans le même numéro.

Deuxième facteur, le poids de l'antisémitisme traditionnel, chrétien notamment: on imagine mal, malgré les efforts très réels d'éradication réalisés, notamment dans l'éducation, qu'il ait pu totalement disparaître. Sa trace médiatique la plus fréquente est la caricature : à la fois moins soumise aux tabous et puisant volontiers dans un répertoire symbolique connu, voire universel – notamment religieux. Nous les retrouverons à propos du débat sur l'antisémitisme. Un exemple lors de la deuxième guerre du Liban: le 26 juillet 2006, dans le *Monde*, une botte énorme d'un soldat israélien se prépare à écraser un homme en posture christique, couché sur un cèdre du Liban, entouré de sa femme et d'un enfant – évoquant le Christ entouré des deux larrons. Mettre les victimes des Israéliens en position christique renvoie nécessairement à l'accusation antisémite de déicide – que cela soit intentionnel ou

non. Rares débordements, symptômes d'un mal plus profond? En tout état de cause, expressions possibles en Europe, difficilement pensables aux Etats-Unis.

Troisième élément dans la culture européenne, qui peut renforcer la critique d'Israël, de façon, si l'on peut dire, plus rationnelle: la lecture de l'occupation palestinienne en termes coloniaux. Bien ou mal fondée, elle vient à l'esprit européen, presque automatiquement. La vision d'une armée cherchant à contrôler, sur de longues années, une population civile hostile engendre un type de rapport colonial. L'auteur de ces lignes, dont la famille a séjourné en Algérie à la veille de l'indépendance, et qui s'est intéressé à l'histoire de la guerre d'Algérie et à ses images, se souvient de la force de cette analogie la première fois qu'il a vu, dans un village palestinien, une position militaire israélienne. La culture arabo-musulmane des "colonisés" dans les deux situations renforce encore ce trait. Or, un américain ne lit pas une situation coloniale qu'il ne connaît pas (ou pas du tout de la même façon). A l'extrême, il peut penser à un conflit comme la Guerre du Vietnam: mais on a vu le niveau de violence qu'il a fallu en Irak pour autoriser la comparaison vietnamienne, ce qui suggère un tabou de l'histoire américaine. Certains s'étonneront: les Etats-Unis n'ont peut-être pas colonisé, mais ils sont eux-mêmes le fruit d'une histoire coloniale et d'un génocide, celui des Indiens d'Amérique. Comme nous l'avons suggéré, cette proximité même peut faciliter l'identification à l'entreprise sioniste: s'installer sur la terre d'un autre peuple, au prix d'une injustice, est un scénario historique peut-être douloureux mais moins inacceptable qu'en Europe...

L'Europe a une longue relation avec le monde arabe, faite d'échange, de conquêtes et d'occupation mutuelle, croisades, expansion musulmane jusqu'à l'Espagne. Ceci peut forger l'hostilité et la méfiance, mais aussi l'existence d'un "arabisme" européen, de passions pour le monde arabe, nourrissant une tradition orientaliste avec toutes ses ambiguïtés, où le mépris et l'estime voisinent. L'auteur (encore lui!) signalera qu'il a grandi, à bien des égards, dans cette atmosphère: son arrière grand père, William Marçais était linguiste et a beaucoup écrit sur les langues arabe et berbère. Son arrière grand-oncle, Georges Marçais, est l'auteur d'un livre toujours réédité sur *l'Art Musulman*. Son grand-père, poursuivant la tradition familiale, a vécu au Maroc (cette fois comme géologue), et connaissait l'arabe. Bref, la culture arabe était proche – ce qui n'excluait pas des formes de mépris ou de racisme, mais sur fond d'une certaine

familiarité. Exemples de ces élites européennes arabisantes, parfois arabophiles, nombreuses encore, notamment en France et en Grande-Bretagne. Et l'arabisme se combinera facilement avec la critique d'Israël, sinon avec l'hostilité.

Enfin, une autre différence entre les cultures européennes et américaines, moins connues, affecte directement la couverture d'Israël. En Europe, l'idée même de droit international est plus légitime: les résolutions de l'ONU, notamment, sur les territoires occupés, sont prises comme une référence normative – qui permet de parler de "territoires occupés" par exemple. Lors d'une table-ronde à Radio-France en 2001, deux journalistes français se réfèrent explicitement "au droit international" comme point d'appui pour décrire la situation. L'expression même "communauté internationale", considérée comme source de légitimité, peut-être employée. Pour un journaliste américain, cette aspiration au droit international ne va pas de soi. Il n'y a pas convergence entre un point de vue international et le point de vue des gouvernements américains sur le conflit israélo-palestinien. L'ONU est perçue comme moins légitime (ce qui rapproche à nouveau les Etats-Unis d'Israël) et ses résolutions qui appellent au retrait des territoires moins facilement citées aux Etats-Unis qu'en Europe...

Quand les journalistes se font historiens

Le fossé de l'Atlantique est donc profond, et n'est pas prêt d'être comblé. Les écarts analysés ici ne cessent de réapparaître, à tout propos, y compris dans l'écriture journalistique de l'histoire. En novembre 2002, France 2 diffuse *Le Rêve Brisé*, un documentaire en deux parties de son correspondant à Jérusalem, Charles Enderlin. Donnant à entendre les différentes parties aux négociations manquées de juillet 2000, le documentaire reçoit, globalement, des éloges. La version américaine, *Shattered dreams of Peace. The Road from Oslo*, sera diffusée sur PBS, Public Broadcasting Service, avec une audience beaucoup plus faible. La version est plus courte, certaines citations appuyant le point de vue palestinien ont disparu. A rebours, on peut y entendre des voix critiques, absentes de la version française, dont celle de Madeleine Albright, alors aux Affaires Etrangères : "Fondamentalement, Arafat, pour une raison ou une autre, a renoncé à l'une des meilleurs offres qu'il pouvait obtenir. Ceci rappelle

toujours la formule d'Abba Eban selon laquelle les Palestiniens ne ratent jamais une occasion d'en rater une"⁴³.

Autre exemple de documentaire qui fait l'objet de versions différentes selon les pays. En 1996 un producteur de la BBC songe à une série relatant cinquante ans de guerres israélo-arabes. Une équipe écrit un projet commun pour plusieurs coproducteurs, dont, à nouveau, la chaîne PBS. Interviewé par un chercheur israélien (Ashuri, 2003), le britannique soutient l'idée que le processus de paix permet de revenir sur une version proisraélienne, mais inexacte, de l'histoire, qui aurait dominée jusque là. Il fait écho aux "nouveaux historiens" israéliens dont les travaux qui revisitent l'histoire du conflit et révèlent l'expulsion sous le "départ volontaire" ont été publiés d'abord... au Royaume-Uni. Il affirme: "l'ironie de ce conflit de cinquante ans, c'est que les arabes ont proclamé leur volonté d'attaquer alors qu'ils étaient faibles, et qu'Israël a prêché la paix alors qu'elle a défendu ses propres intérêts de façon agressive. C'est le noyau de l'histoire. Comme le processus de paix atteint sa phase finale, même les plus chauds partisans d'Israël ne trouvent plus nécessaires d'ignorer ces faits". Mais la version américaine de *Israel and the Arabs, the fifty years war* (ce sera le titre) est, comme on pouvait s'y attendre, plus modérée dans la critique d'Israël.

Ces écarts anciens ont été radicalisés par les attentats du 11 septembre. Le mouvement de solidarité avec les Etats-Unis n'a duré que le temps d'une vague d'émotion médiatique. Le monde arabe et musulman, peu connu des Américains a été associé surtout à la hausse des prix du pétrole (sujet particulièrement sensible) puis à l'affaire des otages américains en Iran. Avec les offensives contre l'Irak (1991 puis 2003), la deuxième suivie d'une occupation durable, il devenu pour un temps une terre à reconquérir, mais le borbier irakien a montré que ce monde hostile était de surcroît rétifs à l'exportation par la force du capitalisme et de la démocratie. A l'inverse, les Européens, passé le temps de l'émotion génératrice de solidarité avec les Etats-Unis, s'interrogent sur le monde arabe. Et, même sous le feu des attentats islamistes, ils voient rarement dans l'option militaire et le rapport de force la meilleure façon d'affronter l'hostilité et la rancœur arabes envers l'Occident. Au contraire, beaucoup

⁴³ *Le Monde Radio-Télévision*, 28 octobre-3 novembre 2002. Voir le texte complet de la version américaine : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/oslo/etc/script.html>. Consulté en décembre 2006.

pensent qu'il faut désamorcer les tensions – et ceci renforce l'intérêt pour le conflit israélo-palestinien perçu comme contribuant à aggraver ces tensions – quand on n'en fait pas la source principale des difficultés. Ce fossé, nous allons retrouver ce fossé en analysant les opinions publiques.

CHAPITRE 7: DIASPORAS MOBILISEES

Quels sont les effets de la couverture médiatique du Proche-Orient sur le public? Mais d'abord, y a-t-il des effets clairement perceptibles? Les critiques des deux bords, proisraéliens et propalestiniens, y croient dur comme fer. Pour le proisraélien, les médias justifient les Palestiniens, déshumanisent les Israéliens, voire les juifs, et donc pourraient légitimer l'antisémitisme, s'ils ne l'encouragent pas. Pour le propalestinien, en miroir, les médias, ne soulignent pas assez la souffrance palestinienne et contribuent à démobiliser les partisans de la cause palestinienne et à favoriser le soutien à Israël. De surcroît, ils seraient soumis à de telles pressions des proisraéliens qu'ils hésiteraient à critiquer Israël.

Mais d'abord, peut-on parler de façon aussi générale du public?

Incontestablement, le public le plus mobilisé par cette affaire est le public proisraélien, et le public juif (les deux ne se recoupent pas totalement). Nous avons évoqué le difficile parcours qui a conduit le monde juif au seuil de la deuxième Intifada: Israël jadis idéalisée, soudain prise à partie pour l'occupation de 1967, "conurrencée" par la montée des Palestiniens dans l'espace public mondial, le retour en grâce de 1977 où se joue pour la première fois la réconciliation apparente, puis les brûlures de la Guerre du Liban et de la première Intifada qui focalise toute l'attention sur les territoires occupés. En même temps, l'image d'Israël et des juifs est en quelque sorte "rachetée" par d'autres événements, au premier chef la montée dans l'espace public de la Shoah (le terme va s'imposer en français après le film éponyme de Claude Lanzmann).

La deuxième Intifada va entraîner un bouleversement de l'image d'Israël, sur fond de retour de l'antisémitisme et plus généralement des racismes. Dans l'espace public, mesurée notamment dans les sondages de la Commission Consultative des Droits de l'Homme en 2000 et 2001, on constate une relative "libération de la parole antisémite", selon l'expression de Nonna Mayer et Guy Michelat. L'appréciation est difficile, car tant l'appréciation de l'antisémitisme que celle des racismes devient aussi un enjeu politique – certains minimisent ou dénie, d'autres hurlent au loup à tout propos.

Une large partie du monde juif (et avec lui un public proisraélien non juif) s'est donc mobilisé comme il ne l'a jamais fait autour de l'image d'Israël, et en direction des médias. "En face", il perçoit une opinion publique toute entière propalestinienne, emportée par des élites de gauche, juives et non juives, promptes à la fois à critiquer Israël, à défendre les Palestiniens et pratiquer le déni envers l'antisionisme et l'antisémitisme notamment lorsqu'elles viendraient des milieux arabo-musulmans, décrits comme des victimes de la colonisation.

Tel est donc le tableau: des propalestiniens et des proisraéliens sollicitant les médias (eux-mêmes fort composites, nous l'avons vu longuement) pour conquérir les cœurs d'une opinion publique jugée malléable. Commençons donc par l'opinion publique "de masse". Nous évoquerons cette opinion publique en France et dans d'autres pays où les sondages permettent d'utiles comparaisons. Nous passerons ensuite aux publics militants et aux publics "identitaires" (juifs, arabes, musulmans). Les analyser est plus facile, car ils sont plus homogènes. Et plus difficiles, car ils sont un enjeu de la controverse, prenant pour certains divers rôles - critiques des médias, critiques de l'autre bord, et critiqués les uns et les autres pour leur implication dans un conflit lointain.

L'opinion de masse

"L'opinion publique" est changeante et réagit souvent à court terme, après un attentat, une attaque, une déclaration négationniste, par des mouvements de sympathie envers les victimes et d'antipathie envers les coupables ou les oppresseurs "du moment". Pour éviter l'abstraction, imaginons cette opinion publique comme un citoyen français (ou d'un pays occidental) qui n'appartient ni au monde juif, ni au monde arabo-musulman, qui n'a pas d'engagement politique militant, qui suit l'actualité internationale d'assez loin. Sur le long terme, à compter des années quatre-vingts, ce citoyen est plus propalestinien en Europe, plus proisraélien aux Etats-Unis, avec des à-coups. Le premier effet des médias, le plus lisible, le plus facile à démontrer, c'est... la mobilisation à propos des médias. L'opinion se laisse moins facilement mouvoir que ne l'imaginent les militants. C'est une accumulation d'images et de représentations qui l'affecte.

Les sondages permettent-ils de mesurer si l'évolution du conflit et de son image, indissociables, ont changé les sympathies pour l'un et l'autre côté? On constate d'abord que, contre les idées reçues du côté proisraélien, le capital de sympathie pour Israël reste élevé, avec des écarts entre pays y compris en Europe. La France n'y a pas le plus de sympathisants propalestiniens, et la Grande-Bretagne la devance ici, tandis que d'autres pays européens sont plus propalestiniens encore, comme la Grèce et l'Espagne. En tout état de cause, avant de mesurer sympathie ou hostilité, les sondages permettent d'apprécier le degré d'implication des publics dans un conflit où leurs armées ne combattent pas: des soldats européens ont été présents (et le sont actuellement) au Liban, en petit nombre, jamais dans les territoires occupés. Par rapport à d'autres questions internationales, la proportion des sans opinion sur ce conflit est remarquablement faible. Ce degré d'implication est remarquable. On le retrouve aussi dans le public américain. On pourrait le lier à la présence de communautés juives ou arabo-musulmanes, qui donneraient au conflit une présence indirecte. Ce serait négliger que même dans les pays où ces communautés sont absentes, on retrouve l'implication des publics. Les deux facteurs clef, qui se renforcent, sont les surinvestissements affectifs et idéologiques dont la "terre sainte" fait l'objet, et la surexposition médiatique.

En Israël et dans le monde juif, on s'est beaucoup inquiété de l'hostilité européenne et singulièrement française; envers Israël. Publié le 3 novembre 2003, un sondage de la commission européenne par lequel 59% des Européens désignent Israël comme le pays "menaçant le plus la paix dans le monde" fait les gros titres de la presse israélienne et des sites israéliens et juifs et paraît confirmer les "penchants criminels de l'Europe démocratique", pour reprendre le titre d'un livre alarmiste de Jean-Claude Milner (Verdier, 2003) où l'on apprend entre autres que "la victoire de Hitler" dit "le secret réel de l'unification européenne". Entendez que l'Europe est obsédée par l'hétérogène en son sein, acharnée aujourd'hui contre Israël comme jadis contre le juif. Avec ou sans référence à Lacan, une grande partie du monde intellectuel, notamment chez les proisraéliens, s'empare du sondage avec la même sorte d'angoisse que Jean-Claude Milner. Dans *le Point* du 5 décembre 2003, Roger-Paul Droit cite d'ailleurs le sondage à l'appui d'une critique élogieuse du livre, et plusieurs intellectuels, à quelques exceptions près, font du sondage une lecture alarmiste. Publié quelques jours

après la sortie du livre, il paraît corroborer ses thèses radicales et tragiques mais appuyés plus sur une brillante et paranoïde interprétation que sur une analyse historique convaincante.

Que dit ce fameux sondage? On y interroge les Européens sur une liste de pays qui constitue "une menace pour la paix mondiale". Avec 59% de réponse positives Israël vient devant l'Iran et la Corée du Nord, dont on discutait alors l'accession à l'arme nucléaire. Le sondage est, entre autres choses, stupide. Dans la liste des 15 "pays", ne figurent aucune organisation ou entité tels que Al Qaida (sans parler de l'autorité palestinienne qui – on le verra en lisant toute cette section – aurait obtenu sans aucun doute un score élevé, mais moins qu'Israël, sur cette liste). Enfin, la question est d'une grande ambiguïté puisqu'elle confond ceux qui condamneraient *Israël seulement* avec ceux qui jugeraient que le *conflit israélo-palestinien* est une menace pour la paix mondiale. Comme ce conflit est à la fois le plus couvert par les médias et que les menaces d'exportation du conflit ont reçus un vaste écho la réponse élevée est à peu près inévitable, et en faire un signe d'hostilité majeure à Israël une incontestable erreur d'interprétation. Mais qu'importe! Dans une grande confusion, les commentateurs du sondage mêlent les condamnations de l'opinion publique européenne, de ceux qui ont commandé le sondage, des médias qui seraient les premiers responsables de la mauvaise image d'Israël. Bref, tout est ici prétexte à critique, sans qu'on s'interroge sur la donnée de base, ou bien peu, ou trop tard.

Proposons des données plus cohérentes. Ce que l'accumulation de sondages révèle, malgré la fluidité des résultats, c'est qu'incontestablement, sur le long terme, l'image d'Israël s'est dégradée, mais que la pente ne paraît pas aussi forte ou irréversible que les proisraéliens inquiets ne l'affirment. Les propalestiniens d'ailleurs sont bien conscients des limites du capital de sympathie recueilli par la cause palestinienne. A partir d'août 2005, l'image d'Israël s'améliorait de nouveau en Europe, jusqu'à la guerre du Liban à l'été 2006. L'image négative du monde musulman, l'élection du Hamas dans les territoires palestiniens, le renouveau (très couvert) de l'antisémitisme, le retrait d'Israël de Gaza, bouleversent les images des victimes et des faiseurs de paix, de façon schématique mais efficace.

Commençons par la terre la plus proisraélienne, les Etats-Unis. Il est vrai que là aussi, la sympathie pour Israël a, sur le long terme, décliné. Le tournant n'est pas 1967 comme en Europe, mais la guerre du Liban, haut point de désapprobation des "actions israéliennes récentes" ("recent Israeli actions") selon la formule des sondeurs: 54% du public américain les désapprouvent à la fin de 1982. Ils sont à nouveau 43% en février 1988, au début de la première Intifada (Richman, 1989, p. 416).

Mais aussi, même lorsque la couverture médiatique est la plus critique d'Israël (première Intifada, mais non la seconde) le public demeure relativement proisraélien, et ce à travers tous les épisodes majeurs du conflit, la guerre du Liban, la première Intifada, les accords d'Oslo (qui voit une remontée spectaculaire du standing des Palestiniens et de leur leader, Yasser Arafat compris, mais aussi de celui d'Israël). Avec la deuxième Intifada et le 11 septembre 2001, la sympathie pour Israël croît, et aussi avec la deuxième guerre du Liban.

Durant la première Intifada, une série de sondages demandent au public américain s'il se sent proisraélien ou propalestinien. Les proportions ne varient guère: en gros, 40% de proisraéliens, 20% de propalestiniens, 20% pour les deux côtés, et 20% sans opinion. Les autres types de question sur l'image d'Israël arrivent à des résultats similaires: Israël recule mais demeure le vainqueur dans la guerre pour l'opinion, comme il l'est au fond dans les médias et auprès des différents gouvernements. En même temps, l'occupation israélienne des territoires, et la colonisation, sont désapprouvées par une majorité relative d'Américains, de façon constante, depuis la première Intifada, tandis que la majorité soutient l'idée d'un foyer ("homeland") puis d'un Etat palestinien dans les territoires occupés.

La deuxième Intifada va prolonger la pente. Israël garde une nette avance dans l'opinion publique américaine, mais la part des sans opinion, relativement à la première Intifada, grandit: certains qui auparavant soutenaient Israël désormais s'interrogent. En avril 2002, un sondage de Fox News demande qui doit on blâmer le plus pour l'échec de la paix au Proche-Orient ("Who is more to blame for the failure to reach peace in the Middle East?"). 55% refusent de se prononcer, 12% blâment

plus les Israéliens, 33% plus les Palestiniens⁴⁴. Au même moment, un sondage du Pew Research Centre interroge les Américains: 41% sympathisent avec Israël, 13% avec les Palestiniens, le reste est à parts égales ou refuse de se prononcer. En 2004, puis en 2006, les chiffres américains restent à peu près les mêmes⁴⁵.

Et du côté français, voire européen, puisque les tendances lourdes sont les mêmes sur le continent? Il est impossible de trouver dans les sondages réalisés tout au long de la deuxième Intifada l'image d'une France massivement propalestinienne. Elle ne l'est que relativement. Les niveaux de sympathie relative pour l'un ou pour l'autre camp montent et descendent au gré des attentats, des offensives, et des efforts de paix supposés.

Prenons pour point de départ un sondage réalisé du 10 au 14 septembre 2001 et publié dans *l'Express* le 8 novembre, avec des commentaires plutôt satisfaits d'Elie Barnavi, ambassadeur d'Israël et en demi-teintes de Leila Shahid, déléguée générale de Palestine en France. On aura noté la date: les notions "d'attentat suicide" et de "fanatisme" liées pour partie aux Palestiniens ont été vraisemblablement contaminées par les images des avions percutant le World Trade Center. A l'évidence, un sondage en octobre 2000 aura donné d'autres résultats: au début de l'Intifada, le nombre de victimes palestiniennes est très élevé et l'icône dominante est celle du petit Mohammed qui meurt dans les bras de son père.

Il n'empêche: les sondés disent avoir de la sympathie pour Israël à 44%, pour la Palestine à 32%, tandis que la Palestine recueille 55% d'antipathie déclarée contre 43% à Israël. L'image de Shimon Peres demeure très favorable, celles d'Ariel Sharon et de Yasser Arafat presque également défavorables (plus de 60% disent éprouver de l'antipathie pour l'un comme pour l'autre). Les responsabilités sont rejetées des deux côtés. Condamnation symétrique aussi, à un autre point de vue: 43% juge qu'Israël "commet des assassinats" (au lieu "d'éliminer des terroristes") lors d'opérations "ciblées" contre des militants palestiniens; mais 46% jugent à propos de la mort des enfants palestiniens sous des balles israéliennes, qu'il est "honteux que les Palestiniens

⁴⁴ On trouvera ces sondages sur le site de pipa: program on international policy attitudes: www.pipa.org/OnlineReports/isrPalConflict/findings.html. Consulté en mai 2006.

⁴⁵ <http://pewglobal.org/reports/display.php?PageID=827>. Consulté en janvier 2007.

envoient des enfants se battre contre les soldats israéliens" (on pourra critiquer le sondeur qui invite à la condamnation par la formulation même). Condamnation symétrique, à quoi il faut ajouter le pessimisme de l'opinion, tel est le courant dominant. Clef, peut-être, de la chute relative des Palestiniens dans l'opinion par rapport à la première Intifada, les attentats suicide, "actes de barbarie" pour 83% des personnes interrogés (contre "actes de désespoir" pour 11%).

En avril 2002⁴⁶, donc après l'offensive israélienne dans les territoires et l'affaire de Jénine, l'opinion française et européenne (à l'exception de l'Allemagne) se fait plus propalestinienne, alors que l'opinion américaine demeurait clairement proisraélienne. On l'a vu, les médias européens ont condamné Israël beaucoup plus clairement que les Américains, plus réservés. Aux Etats-Unis, 41% des sondés sympathisent avec Israël, 13% avec les Palestiniens. En France, 19% avec Israël, 36% avec les Palestiniens, en Grande-Bretagne, 14% avec Israël, 28% avec les Palestiniens. Et en Allemagne: 24% avec Israël, 26% avec les Palestiniens. Dans la plupart des pays, la moitié (ou un peu moins) de l'opinion distribue sa sympathie également ou bien refuse de se prononcer.

A aucun moment, donc, on ne peut détecter une lame de fond pour un côté ou l'autre: ce point est essentiel, qui contredit la perception des publics mobilisés que nous évoquerons plus tard. En avril 2004, en France, 38% des personnes disent avoir de la sympathie pour Israël, 45% pour la Palestine. Ni les Israéliens ni les Palestiniens ne sont perçus, pour l'essentiel, comme "démocratiques" et "désireux de faire la paix" – ce pessimisme se retrouvant dans la plupart des enquêtes. Les Israéliens sont "le plus responsables" de la situation actuelle pour 34%, et les Palestiniens pour 14%. Selon un sondage Sofres de novembre 2005, la sympathie pour Israël remonte à 42%, l'antipathie baisse à 34%. Le retrait de Gaza, et peut-être, au moment du sondage, les déclarations négationnistes et violemment hostiles à Israël du président iranien Ahmadinejad ont pu peser⁴⁷. En avril 2006, on retrouve la situation équilibrée de 2001. Selon le Pew Research Center⁴⁸, le même pourcentage de l'opinion française (38%) éprouve de la sympathie pour Israël et pour les Palestiniens, et, Europe, de 2002 à 2006, la sympathie pour Israël remonte, passant de 17% à 24% en Angleterre,

⁴⁶ Source: Pew Research Center, cité par *The Economist*, 20 avril 2002.

⁴⁷ Sondage disponible sur le site du CRIF:

<http://www.crif.org/?page=shheader/detail&aid=5766&artyd=69>. Consulté en mai 2006.

⁴⁸ <http://pewglobal.org/reports/display.php?PageID=827>. Consulté en janvier 2007.

et de 24% à 37% en Allemagne. Le capital de sympathie pour les Palestiniens reste élevée, notamment en Espagne, et baisse faiblement en Allemagne.

Les sondages ne permettent pas non plus d'imaginer des vases communicant entre des camps proisraéliens et propalestiniens. Plutôt deux groupes convaincus, pour l'un ou l'autre côté, et une masse moins mobilisée qui se laisse affecter plus facilement. Ainsi l'image noircie des Palestiniens, affecté sûrement par la dégradation d'image du monde musulman dans son ensemble ne paraît pas affecter la sympathie pour la cause palestinienne dont les racines sont profondes. Il y a aussi des moments où la sympathie baisse ou monte *pour les deux côtés ensemble*. Très clairement, deux peuples en guerre donnant l'image de la violence, attirent peu l'opinion non engagée. Au contraire, les processus de paix ou ce qui en tient lieu profitent aux deux côtés – dans l'opinion, mais aussi dans les médias. Effets lourds, quasi-automatiques, qui ont peu à voir avec ce qui inquiètent les publics militants: des engagements idéologiques ou des racismes touchant l'un ou l'autre peuple. Réactions qui se rapprochent plus des larmes d'émotion lorsque sur l'écran d'Hollywood un couple qui s'est déchiré pendant deux heures se réconcilient enfin...

Public militants, publics identitaires

Proisraéliens, propalestiniens, autour des médias, y a-t-il bien deux camps qui se mobilisent? Sont-ils de force égale? L'appréciation de la symétrie, ou de la dissymétrie, est ici d'autant plus délicate qu'elle est un des objets de la controverse. Les médias jouent ici un rôle central en rattachant la controverse à deux "communautés". Le 14 octobre 2000, Jean-Claude Allanic, médiateur de la chaîne France 2, ouvre son émission : "Cette semaine encore, ce sont les événements du Proche-Orient qui vous ont fait réagir. Ce conflit, qui se déroule à plusieurs milliers de kilomètres, est vécu de façon passionnée par les communautés juives et musulmanes de France, les uns et les autres s'interrogent et s'indignent des partis pris qui seraient les nôtres. Ont-ils tort ? Ont-ils raison ? (...). Tout de suite, votre courrier. Parmi les lettres les plus représentatives, d'abord celles qui nous accusent d'être propalestiniens". La stylisation est redoutable, même si elle comporte une part de vérité : deux communautés (sont-ce des communautés ? toutes entières ?) dressées face à face, accusant les médias de façon symétrique.

Dans les courriers (et dans les débats publics aussi bien), ce sont les proisraéliens qui se manifestent plus. Dans la presse écrite, les estimations reviennent. Jean-Claude Allanic raconte: "à 80 ou à 90%, presque tous, la très grande majorité" des courriers et des emails "que je reçois sont proisraéliens". De même pour les grandes radios comme France Inter ou Europe 1. François Clémenceau, au service étranger d'Europe 1 depuis 1989, correspondant à Jérusalem de 2000 à 2003, juge qu'à 100% les critiques émanent de proisraéliens. Pour Robert Solé, médiateur au *Monde*, le conflit, "à lui seul, nourrit un courrier incessant", mais "les proisraéliens sont les plus nombreux à écrire" (28 septembre 2002). Proisraéliens, c'est-à-dire juifs? Oui, confirment les journalistes, au moins au vu des patronymes, et parfois, de façon déclarée, dans le courrier. Dans les débats radiophoniques et télévisés français, flotte un tabou ancien, parfois levé. Lors de l'émission du médiateur de France 2, patronymes d'origine juive ou arabe sont très clairement associés à des positions proisraélienne et propalestinienne, mais l'origine n'est pas évoquée. Parfois, un patronyme sans origine juive se trouve associé à un intervenant qui évoque des liens avec Israël et clairement l'identification au peuple juif, mais le débat maintient la fiction d'intervenants tous citoyens également impliqués.

L'originalité des années récentes, c'est la lente consolidation de la voix des propalestiniens dans les protestations. Moins dans la presse écrite qu'à la télévision. Le médiateur de France 2, en 2003: " Dans notre courrier, désormais, il y a autant de gens qui se disent anti-israélien et anti palestinien. C'est depuis le 11 septembre que la teneur de nos courriers a changé. Les Français issus de l'immigration se sont plus manifestés. Début 2000, j'avais des courriers d'Algérie, de Tunisie ou du Maroc, parce qu'ils regardent France 2. Un courrier favorable aux Palestiniens. Alors que maintenant, des gens de France, avec des noms à consonance arabe, écrivent aussi, plus facilement". En 2002, Jean-Marc Pilhas, correspondant de TF1 à Jérusalem, évalue les critiques reçues à Paris comme un tiers propalestinienne, deux-tiers proisraéliennes. Selon lui, la critique propalestinienne est beaucoup plus personnelle, spontanée, par rapport à la critique proisraélienne qui est plus argumentée et organisée. Cette critique des médias proisraéliens associée à une origine arabo-musulmane elle-même mal

définie a peu de formes institutionnalisées. Elle trouve plus sûrement sa forme dans des tracts, des organisations, des conversations.

Certains sites Internet liés au monde arabo-musulman comptent aussi, mais on s'y occupe assez peu de médias. La critique propalestinienne des médias est liée à l'appartenance politique plus que "communautaire": la mouvance altermondialiste et ses forums, les magazines *Politis* et *le Monde Diplomatique*, les sites de critiques des médias marqués à gauche comme Acrimed sont ses lieux d'expression majeurs.

Il y aurait donc deux camps. Simplification, exagération? Je me refuse à écrire que les médias radicalisent *artificiellement* les positions, car cela suppose qu'il existe un lieu neutre où des positions (que l'on rêve bien sûr plus modérées) pourraient s'exprimer en dehors des médias. Les proisraéliens et les propalestiniens sont sûrement moins nombreux, moins symétriquement opposés, que ne suggère notre présentateur. Ils n'existeraient pas sans les médias qu'ils accusent en souhaitant y avoir accès pour exprimer leurs points de vue. Ceux qui s'y expriment parlent fort, font des gestes que les médias remarquent et écrivent des textes que les médias reprennent. Mais, si les médias sont abondamment sollicités sur la question, cela traduit bien une mobilisation plus intense que pour beaucoup d'autres sujets.

Nous avons évoqué plusieurs fois le contenu de ces critiques, chaque camp s'en prenant de façon symétrique à l'autre qu'il accuse les médias de favoriser. Mais il y a plus. La critique propalestinienne d'Israël s'étend souvent à la solidarité juive avec Israël accusée d'être trop systématique, trop affichée, voire de nourrir l'antisémitisme par son caractère trop public, voire de le provoquer. La critique proisraélienne des Palestiniens s'entend elle aussi à d'autres groupes: elle s'inquiète de la solidarité arabe et/ou islamique avec les Palestiniens, qui constituerait un dangereux transport du conflit israélo-palestinien en Occident et singulièrement en France. Bref, chaque camp accuse l'autre d'une solidarité mal placée aux conséquences dangereuses en France même.

Y a-t-il donc, même à s'en tenir aux médias, des caractéristiques propres à deux camps? Dans le dernier chapitre, j'ai fait parler un jeune "FDS" (Français de Souche –

je mets dans cet acronyme imaginaire quelque ironie) et un jeune juif. Tout deux français, ils ne représentent pas des catégories communautaires mais bien des tendances. Et si j'avais fait parler un jeune français "beur", "d'origine arabe", "musulman culturel" (peu croyant, mais s'identifiant à un Islam de culture et pratiquant le ramadan), je n'aurais pas non plus eu affaire à une catégorie. Critiquons les médias à cet égard – mais pas seulement eux: le mot "communauté" est ici détestable, car la diversité des affiliations à l'Islam, et au judaïsme, est considérable. A dire communauté, on utilise le mot dans un sens tellement lâche qu'il ne veut pas dire grand-chose. Le mot "peuple" est d'usage plus délicat. Y a-t-il un "peuple arabe"? Une nation? Une "oumma" (la communauté des croyants dans l'Islam)? Un des historiens les plus fameux du monde arabe, Albert Hourani, de l'université d'Oxford, se tira jadis de cette difficulté en pluralisant par le titre "Une histoire des peuples arabes" (Hourani, 1993). Alors, dira-t-on, "communautés juives" d'un côté, "communautés arabo-musulmanes" de l'autre? En tout état de cause, la solidarité arabe et/ou musulmane avec les Palestiniens semble souvent affirmée d'autant plus fort qu'elle est en fait fragile, comme les guerres israélo-arabes, entre autres, l'ont abondamment montré. Dans le monde occidental, plus de juifs descendent dans la rue pour Israël que d'Arabes ou de Musulmans pour les Palestiniens. Quant à l'expression "peuple juif", elle paraît aller de soi: elle est employée de toutes parts, unifiant par-delà les frontières les juifs du monde. Elle me paraît pourtant d'usage délicat, supposant une communauté de culture, voire une communauté ethnique: or, nous sommes à une époque de mise en cause de l'unité des "peuples" ou des "nations", ce que dissimule des affirmations trop claironnantes de solidarité. Plutôt que de communautés, je parlerai de "mondes" ou "d'univers" juifs ou arabo-musulmans, ce qui me paraît correspondre mieux à la réalité sociale: un sentiment lâche d'appartenance commune qui se traduit parfois en religion, parfois en solidarités internationales avec d'autres parties du monde (juif ou musulman), n'empêche pas de profondes divisions.

Commençons par cerner les contours des proisraéliens. Les voix proisraéliennes sont beaucoup plus clairement identifiées au monde juif, et à des médias dits "communautaires": les radios juives, le mensuel *l'Arche*, qui a beaucoup développé la critique des médias depuis la deuxième Intifada. Alain Finkielkraut, déjà rencontré, en est le représentant le plus connu et sans doute le plus prolifique. Alexandre Adler appartient aussi à ce petit groupe. Mais un groupe d'éditorialistes et d'auteurs de

tribunes libres sont de la partie, notamment le psychanalyste Daniel Sibony. Leur engagement proisraélien, leur volonté, pour certains, d'inscrire le conflit israélo-palestinien dans une guerre de civilisations entre l'Occident et l'Islam, surtout après le 11 septembre 2001, les fait accuser d'être des intellectuels "boutefeux" par des personnalités de gauche souvent propalestiniennes, ou lorsqu'ils dénoncent l'antisémitisme, de se livrer à un chantage, ou d'être des "pompiers pyromanes" (cf. Dray et Sieffert, 2002) – mais la qualification de boutefeux fait aussi partie de la controverse. Si pointer du doigt les palestiniens ou les Israéliens comme principaux responsables du conflit c'est être "boutefeux", alors les boutefeux sont légion, et le boutefeux c'est toujours l'autre. Pour les proisraéliens, c'est le soutien ouvert à la cause palestinienne qui est dangereux dans le contexte français voire européen.

Voix proisraéliennes "identifiées au monde juif", avons-nous dit. A nouveau, les formulations sont délicates. Les intellectuels en question prennent-ils la parole "parce qu'ils sont juifs"? L'appartenance au monde juif pousse à intervenir sur la question israélo-palestinienne (quelle que soit la nature de cette intervention), simplement parce qu'un des rares traits qui unit tous les juifs aujourd'hui, ou presque, c'est le souci d'Israël – beaucoup plus que la pratique religieuse, la langue hébraïque, ou même une culture juive difficile à définir. On pourra donc s'étonner de la violence des réactions suscitées par une tribune de l'intellectuel et leader musulman Tariq Ramadan, reprochant à certains intellectuels juifs (dans lesquels il inclut en se trompant Pierre-André Taguieff) "de développer des analyses de plus en plus orientées par un souci communautaire qui tend à relativiser la défense des principes universels d'égalité ou de justice". La tribune a été refusée par *Le Monde*, publiée par le quotidien suisse *le Courrier* en octobre 2003 et diffusée sur Internet (voir *Le Monde*, 10 octobre 2003). Le reproche de "souci communautaire", il est vrai, peut facilement être redirigé vers Tariq Ramadan. Ici, on sent la complexité du reproche: ce qui serait banal dans la bouche d'un "ni-ni" (ni musulman, ni juif) devient suspect si c'est un musulman qui s'en prend à un juif (ou le contraire). Allons plus loin: dans le cas de Tariq Ramadan, une stratégie du soupçon a pesé sur un auteur auquel on reprochait, au fond, d'autres choses. Et à nouveau: le communautariste, comme le boutefeux, c'est toujours l'autre. Et la situation est confortable pour ceux qui manient le reproche de communautarisme. Parlent-ils automatiquement, pour autant, au nom de

l'universalisme? Comme on l'a vu à propos de l'affaire Al Dura, l'universalisme, dans l'affaire, est mis à mal.

Nombreuses voix proisraéliennes juives, donc, incontestablement, et cela se comprend aisément. Mais d'autres voix les ont rejointe, de longue date. Le phénomène a pris de l'ampleur avec la deuxième Intifada. Fait marquant, du point de vue de l'orientation politique: les voix proisraéliennes sont désormais plus fortes à droite (ou au centre) qu'à gauche, contrairement au rapport de forces qui paraissait établi jusqu'à une date récente. Cette (relative) mobilisation à droite ou au centre-droit va de pair avec une inquiétude sur la présence de l'Islam dans le monde et sur le sol européen, voire avec un anti-islamisme affichée. Point(s) de vue qu'on pourra retrouver par exemple au *Figaro*, ou dans un hebdomadaire comme *le Point* et *l'Express*, sous la plume de son directeur Claude Imbert. De façon plus confidentielle, et sous forme plus intellectuelle, le point de vue proisraélien se retrouve dans la revue *Commentaire* fondée par Raymond Aron et aujourd'hui dirigée par Jean-Claude Casanova.

Public juifs: la grande inquiétude

Cernons de plus près chacun des deux publics. Et d'abord, le public proisraélien, en nous centrant sur sa composante juive dominante. Incontestablement (il suffit de le suivre à travers les médias communautaires des différents pays, les sites Internet, les enquêtes sur les communautés juives) ce public est le plus profondément mobilisé par le conflit et par les images du conflit depuis la deuxième Intifada.

Le réveil juif va prendre des formes diverses. Chez les militants de gauche, on ne s'était pas toujours senti à l'aise dans le camp palestinien. Mais la deuxième Intifada provoque des mouvements plus radicaux, d'ex "gauchistes juifs" se convertissent au soutien à la cause israélienne, y ajoutant une méfiance radicale envers le monde arabe. Nous avons déjà rencontré la journaliste Fiamma Nirenstein, correspondante de la Stampa à Jérusalem, dont l'ouvrage, *Gli antisemiti progressisti* (2004) reprend le thème de la nouvelle judéophobie "de gauche". En France, Jacques Tarnero, chercheur associé au CNRS, auteur d'ouvrages notamment sur le racisme, et d'un documentaire sur le négationnisme, était associée à l'extrême-gauche et typique de la génération de mai 68 – il a participé aux événements. Avec la deuxième Intifada, il se

dissocie de ses anciens amis, et consacre ses énergies avec la défense d'Israël face aux médias, efforts qui culminent avec le film *Décryptage* (2002), maintes fois cité ici, qu'il signe avec Philippe Bensoussan. Il est un habitué des débats sur le Proche-Orient. Guy Sitbon, juif tunisien, journaliste de gauche s'il en fut, un des premiers à se définir comme "juif arabe", qui selon ses propres mots a basculé "brutalement du soutien aux Palestiniens à une condamnation sans nuance de ce qu'ils pensent et ce qu'ils font" à l'occasion de la deuxième Intifada (Barrada, Sitbon, 2003, p. 15).

Plus frappante est "la sortie du placard". On connaît la fortune de cette métaphore, venue des Etats-Unis pour parler de la révélation publique, par les homosexuels, de leurs préférences – transport dans l'espace public de ce qui était une question privée, voire une question secrète. C'est l'un des signes du multiculturalisme des sociétés contemporaines. Or, autour de la deuxième Intifada, des juifs européens habitués à plus de discrétion se sont révélés juifs, se sont sentis juifs, ont écrit sur le conflit et par extension sur la "question juive". Le conflit transporté en France, en Occident, constitue une nouvelle étape dans les métamorphoses de l'identité juive, comme d'autres moments du conflit israélo-arabe. On va se réveiller juif non "de l'intérieur", mais à cause d'une mise en cause extérieure, médiatique – d'Israël, voire des juifs. Pour paraphraser le mot fameux de Sartre, "c'est l'antisémite qui fait le juif" – c'est désormais le conflit israélo-palestinien (et ses images) qui font le juif.

Des personnalités qui s'étaient tenues à l'écart du débat envoient des signaux complexes de ce réveil. Françoise Giroud publie dans *le Monde*, le 13 juin 2002, un article inquiet sur cette Shoah "qui ne passe pas", et dont la culpabilité nourrirait, chez les Européens, la critique d'Israël. L'article fut repris dans le journal israélien *Haaretz*. Beaucoup apprirent, à cette occasion l'origine juive de cette grande plume du journalisme français. Françoise Giroud avait publié la même année un roman dont le héros découvrait, à 20 ans passés, que sa mère était juive. La même saison 2002-2003, notait Bertrand Poirot-Delpech, "une dizaine d'auteurs ont jugé opportun de réfléchir à leurs origines juives, pour la première fois ou avec un regard renouvelé, par la fiction ou l'essai autobiographique"⁴⁹.

⁴⁹Bertrand Poirot-Delpech, La boue aux souliers, *Le Monde*, 26 février 2003.

Le virage identitaire ne conduit pas inéluctablement au proisraélisme. Plus rare, la tendance inverse existe aussi. Le juif propalestinien, ou sensible à la cause palestinienne et critique d'Israël, est une vieille espèce! Plus d'une fois, lorsqu'un débat est organisé entre un proisraélien et un propalestinien, ce sont deux juifs qui s'opposent, mais qui font de leur judaïsme une interprétation opposée. Par exemple Alain Finkielkraut et Rony Brauman dans *le Point*, le 3 octobre 2003, puis dans un ouvrage publié en 2006. Notons pourtant les points communs: ce sont deux juifs laïcs et dont le judaïsme se définit largement par le souci d'Israël. Le parti pris propalestinien public est relativement rare dans le monde juif, justement parce qu'être propalestinien est perçu comme une façon d'abandonner le camp "naturel" des juifs.

Cet "aile antisioniste du monde juif" (pour parler comme Annie Kriegel) ou supposée telle, est représentée aujourd'hui par Rony Brauman, l'éditeur Eric Hazan (qui a notamment publié l'ouvrage contesté de Norman Finkelstein sur l'exploitation politique de la Shoah). Ils n'ont pas nécessairement des positions identiques. De la part d'autres personnalités juives, plus représentatives de l'ensemble de la "communauté", ils sont aujourd'hui facilement accusés de "haine de soi juive". Ainsi Roger Cukierman, président du CRIF, s'exclame lorsque Rony Brauman, au détour d'un débat télévisé, rappelle son identité juive: "ça ne se voit pas beaucoup". Entendez: cela doit se voir dans le soutien à Israël.

Ces juifs propalestiniens (ils refuseront le qualificatif d'antisionistes) se retrouveront rassemblés dans une tribune du *Monde* (28 septembre 2004) intitulée "une autre voix juive" – "autre" que la voix dominante. Ils sont associées à d'autres intellectuels, d'origines très diverses, non-juifs engagés à gauche ou à l'extrême gauche, élite palestinienne francophone dont les représentants les plus fameux sont Elias Sanbar, le fondateur de la *Revue d'études palestiniennes* et Leila Shahid, la délégué de l'OLP en France de 1993 à 2005. On retrouve donc, au niveau des élites, la diversité relative des soutiens propalestiniens, signalée par la triple signature d'une chronique dénonçant vivement la politique israélienne, le 4 juin 2002: Edgar Morin, Sami Nair, Danièle Sallenave: un juif "spinozant" (selon l'appréciation même de l'intéressé), un nom à consonance arabe, un nom "de souche". L'effet n'est pas perdu au moins pour les lecteurs attentifs. Cette chronique va déclencher une "affaire Morin" dont nous reparlerons longuement.

Moins nombreux, ces juifs prennent la parole, sont sollicités par les médias ce qui les met parfois en délicatesse, non seulement avec des extrémistes de droite qui les menacent, mais aussi avec une "communauté" fragile pour laquelle, justement, la solidarité avec Israël devrait être constitutive. Meilleur exemple, très médiatisé, celui de Michèle Manceaux, elle-même journaliste à *Marie-Claire*, antérieurement à la radio et à *l'Express*, qui ouvre ainsi ses réflexions autobiographiques parues en 2003: "Aujourd'hui, je suis juive. Je l'ai déclaré dans le journal *Le Monde* daté du 31 août 2001" (Manceaux, 2003). Elle réfléchit à ce qui lui a fait écrire un article dans le *Monde*, et à ce que l'écriture de cet article a provoqué. L'article: "L'engrenage fatal", le 31 août 2001, livre au passage une autobiographie express: "J'ai été une jeune Juive angoissée. Cela ne m'a donné aucun droit. Plutôt une grave névrose...". De fait, pourtant, "être juif angoissé" paraît bien donner un droit, celui de prendre position sur le conflit, pour défendre ou critiquer Israël avec une passion égale.

L'article critique vivement un Israël qui se croit "tout permis", se livre "contre les Palestiniens à des exactions que des juifs entendus par moi en Israël qualifient eux-mêmes de fascistes", et fondamentalement, traite Israël comme seul et unique responsable de l'échec du processus de paix face à des Palestiniens qui ont "attendu dans le calme". Notons la démarche, le besoin de se proclamer juif (en réponse d'ailleurs à l'article d'un autre juif, Robert Badinter) ainsi autoanalysé dans l'ouvrage: "Bizarrement, c'est le malheur des Palestiniens qui m'entraîne à soutenir l'honneur juif qui se perd. Parce que je n'adhère pas à la politique d'Israël, il me semble que de l'intérieur je pourrais mieux la combattre" (Manceaux, 2003, p. 16). En annexe à l'ouvrage des personnalités disent ce que signifie pour elles être juif. Et presque toutes discutent d'Israël et des Palestiniens, de la nécessité de reconnaître la souffrance ou l'humiliation des Palestiniens, la "spoliation" dont ils ont été victimes. Elles disent aussi qu'être juif donne une liberté pour critiquer Israël. L'historienne Esther Benbassa: c'est "parce que j'aime Israël, parce que j'y ai ma famille, parce qu'Israël représente une part de mon identité que je peux critiquer Israël" (p. 283). La romancière Paula Jacques: "Justement à cause de ce lien fort avec Israël, je peux me mettre beaucoup plus en colère contre les Israéliens que contre les Palestiniens. Je peux dire aux Israéliens: 'Vous vous comportez mal avec les Palestiniens'. Aux Palestiniens, je n'ai rien à dire, c'est leur destin, leur combat. Pas le mien" (p. 241).

Mais de "quel intérieur"? Celui d'une communauté juive que la question d'Israël unit de façon très artificielle? Michèle Manceaux en fait l'expérience puisque à peine a-t-elle écrit "je suis juive" qu'elle est prise à partie, insultée, par menaces, courriers, répondeur: insultes d'autres juifs, au moins pour une part. Elle s'en étonne, rien de ce qu'elle a écrit n'a suscité autant de réactions que ce bref article.

En France, une "communauté" mobilisée en faveur d'Israël?

Au-delà des élites juives, les signes sont nombreux d'une grande inquiétude juive pour Israël, qui pousse, sinon à soutenir sa politique, du moins à faire taire les critiques. Des juifs (Israéliens et diasporiques, ou souvent sur la frontière) ont le sentiment qu'Israël est montré du doigt, ce qui les poussent à justifier le pays. Le processus se nourrit lui-même, défendant Israël contre les critiques qu'ils jugent excessives, ils se trouvent à nouveau accusés de solidarité aveugle, ce qui renforce le sentiment d'exclusion. Pour Meir Weintrater, rédacteur en chef du mensuel *l'Arche*, le meilleur signe en est, en avril 2002, au moment de la pire vague d'attentats qu'ait connue Israël, "la grande manifestation à Paris, où un commissaire a reçu un coup de couteau, c'était véritablement une manifestation de masse, il n'y avait pratiquement que des juifs. La police a dit 50 000, les organisateurs ont dit 200 000. C'est énorme, sans moyen spécifique, sans cars (...). Je pense qu'un juif sur deux de la région parisienne était venu".

Pourquoi cette mobilisation à Paris, le 7 avril 2002, au moment de l'affaire de Jénine? Pourquoi, le 5, Ilan Greilsammer, intellectuel franco-israélien réclame-t-il à ses "amis de la gauche française et européenne": cessez de nous "sharoniser", autrement dit de nous identifier à la droite israélienne parce que nous avons le sentiment qu'Israël est injustement attaquée par les Palestiniens sur place et par les médias et la gauche en dehors d'Israël⁵⁰? Pourquoi le sentiment qu'au-delà du conflit, une communauté se trouve soudain "montrée du doigt", associée à un Israël "coupable, nécessairement coupable".

⁵⁰ Ilan Greilsammer, "Cessez de nous sharoniser", *Le Monde*, 5 avril 2002.

Un Israël "nécessairement coupable", ce sont les mots de Meir Weintrater, qui se souvient du choc qu'a constitué le début de l'Intifada: "Ce n'est pas d'abord aux événements que l'on a réagi, c'est à l'image qu'on en a donné". Les erreurs "contre Israël", l'image du petit Mohammed, tout ceci va contribuer à donner le sentiment qu'une grande chance de normalisation pour Israël a été perdue. Cette normalisation, c'est aussi celle des juifs eux-mêmes: réintégrer les juifs dans le concert national, réintégrer Israël dans le concert des nations, c'est tout un. Or, l'histoire paraît reculer brutalement. Et le sentiment va grandir, qu'on ne peut plus défendre publiquement Israël, qu'un juif qui le fait prend le risque de rompre un consensus dominant, ou de se voir renvoyer à son origine comme à une incapacité de penser.

De surcroît, cette communauté n'est plus tout à fait celle qui, en 1967, avait été blessée par les paroles de Charles de Gaulle. La deuxième Intifada avive les sentiments d'un public juif qui, pendant que se dégradait l'image, a profondément évolué. Les indépendances des pays du Maghreb ont entraîné un afflux de juifs en Israël et en France. En 1982, la moitié des juifs de l'hexagone sont nés au Maghreb. A grands traits, par rapport aux juifs d'origine européenne, installés en France, cette population est plus pratiquante, plus à droite (au moins sur l'échiquier israélien), et plus sioniste. C'est dans ce monde plus militant que la deuxième Intifada dégrade en peu de temps l'image d'un pays aimé et proche, où l'on pense parfois à vivre, où l'on a des amis, de la famille – la moitié des juifs de France ont des parents proches en Israël⁵¹.

Il faudra de longues années avant que les figures dirigeants du monde juif ne soient affectés par cette révolution: élection d'un grand rabbin sépharade, venu de Marseille, Joseph Sitruk, en 1987, adoption par l'actuel dirigeant du CRIF (choisi en 2001), Roger Cukierman, d'une ligne plus populiste et proisraélienne (ce qui froisse les anciennes élites). Car le CRIF, le vieux conseil représentatif des institutions juives de France, né de la deuxième guerre mondiale, doit lui aussi évoluer.

Quel est le rôle des médias ici? Soupçonnés de diaboliser Israël, de renforcer l'hostilité envers les juifs, les médias jouent, à notre sens, un autre rôle primordial. Ils

⁵¹ . Selon une enquête de *l'Arche* (538, décembre 2002).

servent à constituer les publics qui se sentent victimisés par eux. Et ceci est vrai aussi bien des médias généralistes (supposés pour l'essentiel, par le monde juif, hostiles) que des médias communautaires: ils servent de repère, on est avec les uns (les communautaires) contre les autres (les généralistes). L'offre proliférante de médias sert les réveils identitaires.

Quels sont ces médias communautaires? Au regard du public potentiel, les chiffres de vente de la presse juive sont faibles. Cette presse est constituée de deux hebdomadaires, *Information Juive*, *Actualité Juive*, et de deux mensuels, *l'Arche*, et *Tribune Juive* relancée récemment sous l'égide d'Ivan Levaï, autre personnalité des médias généralistes que la cause israélienne a mobilisé. Globalement, cette presse a pris une position défensive au début de l'Intifada. Position ainsi résumée en 2005 par Meir Weintraer: "Nous sommes acculés à réagir sur ce qu'on dit de nous au lieu de dire ce qu'on a à dire". Dans *l'Arche*, en particulier, la critique et la dénonciation des médias généralistes tiennent une grande place.

Beaucoup plus que la presse, le premier média communautaire est la radio. En 2002, selon une étude du FSJU (Fonds social juif unifié), un juif sur quatre est "auditeur assidu de la radio juive" (Gabizon et Weisz, 2006, p. 127). La même enquête signale qu'un ménage sur quatre "lit régulièrement" la presse juive, ce qui paraît élevé aux regards des chiffres de vente, et que 18% consultent des sites d'intérêt communautaire. Gratuite, facile d'accès, non liées à des savoirs préalables, la radio l'emporte. A Paris, quatre radios se partagent la fréquence juive (le 94.8). Elles sont très liées à Israël. Les directs avec l'Etat hébreu y sont fréquents. Les nouvelles de Kol Israel (la voix d'Israël, la radio publique israélienne) en français et en hébreu sont retransmises. Dans *le Monde* du 13 décembre 2001, deux dirigeants de ces stations font un bilan similaire: "Malheureusement, depuis la deuxième Intifada, toutes les radios juives sont tirées vers une vision des choses plus à droite", constate Roger Assaraf, directeur général de Radio Shalom. "Le ton s'est un peu durci à l'égard des Palestiniens", admet Vladimir Spiro, président de Judaïques FM.

Internet n'a pas fonctionné ici comme une source d'information alternative, ou marginalement. Par contre, il est une machine à dénoncer les médias classiques, et surtout la télévision et la presse. Internet a permis à des réseaux de se constituer et de se mobiliser. Mais il est à la fois surestimé et mal compris. Surestimé, car les juifs

proisraéliens n'ont pas besoin d'Internet pour s'inquiéter, quasi-quotidiennement, de ce qu'ils voient dans les médias généralistes. Mal compris, car il ne faudrait pas traiter Internet comme un "média" à part entière. On peut classer les sites très divers en sites généralistes, centrés sur la communauté juive (le site du CRIF), sites de "réinformation", qui réécrivent et commentent de façon militante l'information sur le Proche-Orient et le monde juif, et sites de surveillance, qui se consacrent entièrement à la critique des médias. Mais les sites généralistes (et les sites de "réinformation") entretiennent eux aussi un dialogue avec les médias généralistes, ou plutôt, ils le voudraient bien: ils apostrophent les médias, s'en veulent les correcteurs et les juges. Parfois, ils proposent (puisant abondamment à des sources israéliennes – comme d'ailleurs des sites propalestiens) de la "réinformation" et se parent alors volontiers du titre d'agences de presse. Ils fonctionnent de façon plus parasitaire qu'alternative, et leur satisfaction n'est jamais aussi grande que lorsqu'ils sont repris dans ces médias – signe clair de dépendance. La "Metula News Agency", qui tire son nom de la ville située à la frontière du Liban, le plus au Nord d'Israël – et donc se présente clairement comme une agence d'une "ligne de front" – contre tous les ennemis d'Israël, pourrait-on dire, a été le site le plus actif. Proche de lui Guysen Israel News se présente également comme une agence qui défend la francophonie.

Les sites de surveillance des médias se citent mutuellement, se reprennent, créant souvent (et parfois sciemment) l'illusion d'une information abondante là où il y a hyper-redondance – mais c'est là une caractéristique d'Internet. Parfois, volontairement, ils ne se présentent pas comme des sites consacrés au Proche-Orient mais aux médias en général, même si le Proche-Orient y occupe toujours une place centrale. Le premier site de surveillance né à l'occasion de la deuxième Intifada est sans doute www.desinfos.com. Son animateur, Charles Gouz, revendique entre 1000 et 3000 visiteurs par jour. Il a été suivi par d'autres, dont Primo-Europe, ou Media-Ratings, "première agence française de notation des médias". Animateur de Media-Ratings, Philippe Karsenty est aussi le porte-parole de l'Union des Patrons juifs de France (UPJF), qui dispose aussi d'un site où l'on s'en prend parfois violemment aux médias généralistes. Certains sites se spécialisent ou s'acharnent sur une seule cible. Un site consacré spécialement à la couverture du Proche-Orient par l'AFP se présente comme une ARP (agence de rectification de la propagande de l'AFP). Ces sites et leurs animateurs, nous l'avons vu, ont joué un rôle central dans l'affaire Al Dura.

Témoignant d'une évolution dans la mobilisation en faveur d'Israël, on mettra à part deux sites nés un peu plus tard. ACPRO – action citoyenne pour le Proche-Orient, milite pour "un dialogue plus constructif avec Israël". Son site souligne qu'il mobilise des personnalités d'opinions politiques diverses, juifs et non juifs. Une partie du site est consacré à des échanges critiques avec des médias généralistes, par voie de lettre. Dans un style très différent, Proche-Orient Info, aujourd'hui disparu après plusieurs tentatives de sauvetage, se voulait agence de presse professionnelle – et payante. Fondé par Elisabeth Schemla, journaliste à la longue carrière, ex rédactrice-en-chef du *Nouvel Observateur*, tous ses collaborateurs sont des journalistes. Le site ne prétendait pas s'opposer aux médias généralistes mais ajouter sa voix dans leur concert. Ce pourquoi les sites plus extrémistes dénoncent, parfois violemment, Proche-Orient info. En novembre 2005, Média ratings, situé à l'extrême-droite de la communauté juive, attaquera violemment Proche-Orient Info pour les liens supposés d'Elisabeth Schemla avec Jacques Chirac et le "Quai d'Orsay", pour son recours (horresco referens!) aux dépêches de l'AFP, pour accepter d'avoir interviewé Charles Enderlin sur l'affaire Al-Dura (voir chapitre 1).

Au-delà de ces mobilisations, peut-on parler de la constitution d'un lobby?

L'expression "lobby juif" a longtemps été taboue en France. Les mentalités ont évolué à l'occasion de la deuxième Intifada. En février 2004, sur le site de Proche-Orient Info, Elisabeth Schemla annonçait dans un éditorial: "En France, naissance d'un lobby juif au sens plein et respectable du terme...". Sylvain Attal, collaborateur de Proche-Orient Info, intitule l'un de ses chapitres de son livre *La Plaie, enquête sur le nouvel antisémitisme*: "Un lobby? Chiche!". Et de citer Roger Cukierman, le président du CRIF: "S'il y a un lobby, c'est parce que nous sommes attaqués". Le sentiment d'une agression extérieure revient, comme facteur déterminant des évolutions.

Distinguons deux problèmes. D'abord, le fait: y a-t-il vraiment un "lobby juif" en France? Il n'y a rien qui ressemble ici à la puissance financière et relationnelle et au travail systématique des grandes organisations juives américaines, qui s'exercent d'abord au niveau politique (le Congrès et l'exécutif, président en tête). Ledit "lobby" apparaît relativement divisé dans ses stratégies et dans ses idéologies. Une minorité militante très présente sur Internet (mais avec ses conflits internes) déborde parfois le

CRIF, l'institution ancienne elle-même soumise à des tensions. Tous essayent de faire pression sur les médias, parfois en ordre dispersé. Sont-ils efficaces? Lié à l'altermondialisme et propalestinien, *le Monde Diplomatique* se félicite en mai 2004: les inconditionnels d'Israël auraient "échoué" à "faire taire les voix dissidentes parmi les juifs de France", à "mieux peser sur les médias" et à "influer sur l'opinion publique". On l'a vu à propos des correspondants, difficile de déceler un changement fondamental, à part quelques précautions de langage (certaines d'ailleurs bienvenues).

Si nous nous sommes ici focalisés sur la France, pays de la première communauté juive d'Europe, et pays où la venue des sépharades a réveillé l'identité juive, des processus similaires sont à l'œuvre, plus discrètement, au sein d'autres communautés juives, particulièrement là où les médias sont perçus comme propalestiniens,- donc, en Europe. Comme en France, l'affaire de Jénine a été le point culminant de cette mobilisation. Au printemps 2002, le monde juif manifestait aux Etats-Unis bien sûr, mais aussi à Mexico, à Copenhague ou à Melbourne. En Grande-Bretagne, une communauté ashkénaze plus discrète a réagi aussi, par des déchirements intérieurs, des protestations auprès des médias (le *Guardian* et la BBC, comme nous l'avons vu), mais aussi dans la rue. Le 6 mai 2002, une manifestation de soutien à Israël à Trafalgar Square réunissait plusieurs dizaines de milliers de personnes, brandissant des panneaux pour la paix, contre le terrorisme, et agitant le drapeau israélien, en présence de l'ex-Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou. Comme en France, ce fut la plus importante manifestation publique d'un monde juif qui a longtemps choisi de garder un profil bas. Autant que les images d'Israël, c'est la montée des musulmans dans l'espace politique britannique, leur usage de la Palestine et de l'hostilité à Israël comme pôle de ralliement, qui a poussé les juifs britanniques à réagir.

Publics identitaires 2: arabomusulmans, propalestiniens?

Le terme de communauté est encore moins approprié pour le monde "arabo-musulman" que pour le monde juif. Les millions d' "arabo-musulmans" français sont bien incapables de se rassembler sous une bannière comme lors de la grande manifestation juive parisienne. Et pour quelle cause? La solidarité avec la Palestine ne fait pas massivement défiler ce public, qui paraît beaucoup plus

préoccupé, au quotidien, par ses problèmes internes de rapports avec une République où beaucoup sont mal intégrés. Les violences urbaines de l'automne 2005 ont parfois été qualifiées "Intifada des banlieues". Métaphore trompeuse. La symbolique de Intifada (pierres, drapeaux), les références au peuple palestinien, et enfin l'antisémitisme tant redouté, ont été absents de ces émeutes, qui n'ont pas été non plus "instrumentalisés" par des mouvements islamistes. Le conflit du Proche-Orient est présent dans la culture de populations qui se réclament de l'Islam et du monde arabe – il constitue un répertoire symbolique, on le verra, pas une préoccupation quotidienne.

Le lien de ce public avec les médias en général, avec l'actualité israélo-palestinienne en particulier, est mal connu. Loin des fantasmes suscités par les chaînes arabes, il faut commencer par le commencement médiatique, c'est-à-dire, en France, par TF1. Les immigrés d'origine arabe et/ou de sensibilité musulmane consomment d'abord les grands médias de leur pays de résidence, comme toute autre catégorie de population. Et c'est le journal télévisé du soir qui est leur source, plus que la presse écrite – parce que la télévision est le seul média généraliste, parce qu'en raison du niveau d'éducation ils sont moins en moyenne susceptibles de lire les journaux. Signalant que toute la critique ou presque est proisraélienne, les témoins de la presse écrite nous confirment indirectement ce point, tandis que les journalistes de télévision, nous l'avons vu, ont indiqué la part croissante de réactions propalestiniennes depuis la deuxième Intifada et le 11 septembre.

L'audience des radios communautaires est faible, et, en proportion du public-cible, elles jouent un moindre rôle que dans le monde juif. "Parmi les quatre radios s'adressant aux auditeurs 'arabo-musulmans', seules Radio Orient et Beur FM, évaluées par les sondages de Médiamétrie, disposent d'une audience supérieure à un point d'audience cumulée" (Lamloum, 2005, p. 157). Leurs auditeurs réguliers se comptent en centaines de milliers. Dès le début de la deuxième Intifada, elles ont été sous pression. Selon *le Monde* du 13 décembre 2001, la grande majorité des radios filtrent les auditeurs qui interviennent dans les émissions, par peur des débordements. Mais "il est très difficile de maîtriser l'antenne et l'émotion des gens. Le filtrage ne peut pas être efficace à 100 %", admet Jamil Shalak, conseiller du président de Radio-Orient, qui diffuse en arabe et en français.

Radio-Orient, elle, a décidé de ne plus proposer de débats en direct. Même le prêche de La Mecque, le vendredi, est diffusé avec un léger retard de 10 à 20 secondes, selon M. Shalak. "Si nous sentons que ça déborde, nous ferons quelque chose". Un dispositif adopté après que le Tribunal de grande instance de Paris l'a condamnée, le 27 juin 2001, à payer 25 000 francs pour avoir diffusé, sans le couper, le prêche qui appelait, notamment, à la "disparition de la surface du globe" du peuple juif.

Moins prudent, et à l'audience moindre, Radio Méditerranée, a été lancé par l'homme d'affaires franco-tunisien Tawfiq Mathlouti, créateur du Cola alternatif, le Mecca-Cola proposé à une clientèle engagée dans le monde musulman. Selon le site de promotion, 10% du produit des ventes sont reversés aux enfants palestiniens. Des dérapages antisémites à l'antenne, notamment lors d'émissions de libre-expression des auditeurs, lui ont valu plusieurs admonestations du CSA.

Beur FM (ou Radio Beur), la plus connue, est aussi la plus populaire. Moins engagée, plus laïque, elle se veut l'expression de la communauté d'origine maghrébine. Sur son antenne, selon son président, le docteur Nacer Kettane, "le Proche-Orient occupe une large place, à la fois par nos invités, nos plateaux, nos rencontres avec les auditeurs". L'intérêt est grand dans le public, et cela de façon justifiée par Nacer Kettane: "pour le Maghrébin de France, ce conflit du Proche-Orient procède quelque part – même de façon irrationnelle parce qu'aucun d'entre eux n'irait vivre au Proche Orient, comme aucun Noir Américain n'irait vivre au Sénégal ou au Zaïre (...) – de leur construction identitaire en tant que citoyens français" (*Entretiens de l'Information*, 2003, p. 118).

Et les fameuses chaînes satellitaires arabes? A leur propos, on a plus de rumeurs que d'informations solides. Le média vedette est incontestablement Al-Jazira. Née en 1996, la chaîne recrute un correspondant puis installe un bureau à Paris en 2000. A partir de 2001, elle se met à couvrir la guerre en Afghanistan, les messages de Ben Laden, puis la guerre en Irak, et "elle devient dès lors un média familier parmi les familles d'immigrés arabes: les plus âgés suivent ses informations, les plus jeunes scrutent ses images sans toujours comprendre les commentaires" (Lamloum, p. 159). La chaîne s'intéresse à l'actualité française, au statut de l'Islam, à l'affaire du foulard, au racisme, tout autant qu'au conflit israélo-

palestinien. Si elle donne un point de vue favorable aux palestiniens, la voix des Israéliens, y compris de leurs dirigeants, n'est pas négligée – ce qui pour le monde arabe n'a pas été un mince changement. Un travail en profondeur sur l'impact de la chaîne reste à faire, qui tienne compte notamment de l'aspect linguistique – car la chaîne encourage la création d'une langue véritablement panarabe qui ne soit pas accessible seulement aux élites cultivées comme l'était l'arabe classique. Aux côtés d'Al-Jazira, citons Al Arabiya, lancée en 2003, moins populaire et plus prudente. Quant à Al Manar, la chaîne du Hezbollah libanais, son interdiction de retransmission en France par le CSA après un long feuilleton juridico-politique en 2004-2005 a fait beaucoup de bruit. Son contenu antisémite et violement anti-israélien a déclenché des craintes, mais l'audience est minimale – elle s'adresse d'abord au public libanais, à l'inverse d'Al-Jazira qui a une véritable vocation panarabe.

Enfin, Internet joue un rôle important pour le monde arabo-musulman, mais un parcours des sites en français montre que le conflit israélo-palestinien y occupe beaucoup moins de place que pour le monde juif. On a beaucoup plus l'impression d'une "communauté" en train de se construire. Les requêtes, les informations, les récits liés à la (re)découverte de la religion islamique y tiennent une place centrale (Ternisien, 2002, pp. 212-219). La critique des médias pour leur proisraélisme se trouvera plus souvent sur des sites généralistes de surveillance des médias, "de gauche", alimentés par des intellectuels et des universitaires. Créé en 2002, Vigie Médias Palestine, le seul site spécialisé dans la critique propalestinienne des médias émane de militants de la cause palestinienne, et n'est pas lié au monde arabo-musulman.

Le conflit joue-t-il un rôle dans la construction de l'identité du public issu de l'immigration? On a vu l'animateur d'un média communautaire, Nasser Kettane, abonder en ce sens. Certaines municipalités ou mouvements associatifs utilisent la cause palestinienne pour mobiliser ce public. A Roubaix, où dans l'ensemble, "le climat est propalestinien", et, "comme souvent ailleurs en France, cette ambiance propalestinienne est relayée par la municipalité qui conforte les jeunes (il s'agit des jeunes d'origine maghrébine) dans leur sentiment de défendre une cause juste". Chez un jeune conseiller municipal, le mur de bureau "est orné de signes

rappelant son attachement à la Palestine", et l'on apprend que le conseil municipal "engage une action forte par rapport à la Palestine", recevant des jeunes Palestiniens, essayant de "sensibiliser les jeunes sur les problèmes internationaux, les problèmes d'épuration ethniques, la discrimination" (Wieworka, 2005, p. 162-163).

Il n'est pas douteux que le terrain est favorable à une mobilisation, et qu'il serait vain de demander aux maghrébins "d'oublier la Palestine", comme le réclame Guy Sitbon, journaliste et juif d'origine tunisienne à Hamid Barrada, son ami marocain avec lequel il est brouillé depuis la deuxième Intifada, et qui lui réplique: "C'est un leurre ou une ruse de guerre de demander aux Maghrébins de se désintéresser de la Palestine... La Palestine, c'est leur vie de tous les jours. Ils se sentent solidaires des Palestiniens persécutés, et on ne doit pas leur jeter la pierre" (Barrada, Sitbon, 2004, p. 20). De même que les juifs n'oublient pas Israël – répétons-le, c'est peut-être leur unique dénominateur quasi-commun, les maghrébins, et au-delà les arabes et les musulmans, n'oublient pas la Palestine, qui leur donne une cause commune, et constitue aussi un symbole du sentiment d'abandon qu'ils vivent, à l'échelon global – même si il est exagéré de dire qu'elle est leur "vie de tous les jours". Disons qu'elle peut servir de métaphore pour leur propre situation.

Ex déléguée générale de la Palestine en France, Leïla Shahid a participé, dans les années quatre-vingt-dix, à des "tournées de conférences-débat dans les banlieues". "Il s'agissait de débattre du conflit israélo-palestinien, mais aussi de ce qu'il symbolise pour les enfants de l'immigration. Le lien que j'établis là n'a rien de formel: la coexistence là-bas ne peut que contribuer à la coexistence ici". En effet, "le débat avec les jeunes de banlieue est comme un miroir du débat en Palestine". Elle donne un exemple extrême de l'usage métaphorique du conflit dans la question d'un jeune du quartier de Nice qui évoque leur mur, non le mur de séparation mais "le mur invisible qui les sépare du centre ville" (Vidal, 2005, p. 206-210). Leïla Shahid note la complexité du rapport à l'Islam. "Beaucoup ne pratiquent pas (...). Ceux qui observent le ramadan le font souvent simplement pour affirmer leur identité, et pour le plaisir de briser le jeûne en famille". On se bat pour le droit des musulmans à pratiquer librement et ouvertement – souvent sans pratiquer soit même. Et en dehors de la religion? Nul Nasser auquel se rallier.

Et ni Saddam Hussein, ni Ben Laden, ne sont des Nasser. Certes, les attentats du onze septembre et l'offensive américaine sur l'Afghanistan puis sur l'Irak ont ravivé dans le monde arabe d'inquiétants sentiments persécutifs. Ils ne provoquent aucun ralliement de masse. La cause palestinienne est centrale par défaut, car il n'y a plus de nationalisme arabe, plus de cause politique auquel se rallier. On le verra, les populations arabo-musulmanes, en quête de grande cause ou de grand récit, ont un comportement similaire à celui des médias.

A propos de cette "communauté" aux contours multiformes, scrutée avec une extrême inquiétude, il est encore plus difficile de généraliser que pour le monde juif. Comme à propos des rapports entre l'Islam et l'Europe, on peut facilement osciller entre une position rassurante – et guetter les signes d'intégration d'un Islam "modéré", "à l'européenne" – et une position alarmiste, qui voit partout la guerre de civilisations et dans l'Islam un terreau du terrorisme. Il est (malheureusement?) facile aussi de prévoir les positions de chacun. Le monde juif et ses représentants, ou du moins toute sa partie proisraélienne est du côté de l'alarmiste, tandis que les propalestiniens qui voient dans les musulmans d'abord des opprimés ou des post-colonisés se veulent facilement rassurants. Un point critique concerne l'appréciation de l'antisémitisme au sein de ces populations – on y reviendra longuement au chapitre suivant.

Comment décommunautariser le débat?

Au-delà des publics directement concernés, il faut prendre garde à ne pas construire le débat israélo-palestinien comme un "affrontement inter-communautaire", regardé, comme de l'extérieur, par une étrange catégorie, les FDS (Français de Souche). La spécificité française apparaît ici, dans la crise du discours universaliste qui ne voit comme alternative que le communautarisme et n'arrive pas à penser les différences internes à la nation et à organiser un débat qui reconnaisse ces différences sans en faire le symptôme d'une crise radicale.

Ainsi, les publics identitaires peuvent se sentir victimisés par les médias qui ne les comprennent pas. Le monde arabo-musulman est mal représenté dans l'espace public, et a été beaucoup associé à une population immigrée délinquante. Sur ce fond, la

présentation des Palestiniens, lorsqu'il y a empathie pour la cause palestinienne, peut apparaître comme une occasion de "réparer" (très partiellement) une image négative – et c'est précisément cela que les proisraéliens vivront comme une condamnation d'Israël, voire du monde juif, encourageant les juifs à devenir discrets, à ne pas oser s'exprimer sur cette question qui ferait l'objet d'un consensus français – propalestinien, voire proarabes. Nicolas Weill décrit très bien ce sentiment qui a saisi une grande partie du monde juif – mais ne l'hypertrophie t-il pas? "Certes, les murs des ghettos sont tombés mais les barrières n'en ont pas disparu pour autant. Elles sont intériorisées par les individus qui les touchent du doigt quand ils doivent réfléchir aux frontières toujours mobiles de ce qu'ils sont ou non en droit de dire pour ne pas impatienter les autres (dans le cas des juifs: évoquer la Shoah sans être soupçonnés de pratiquer un chantage victimaire, être solidaires d'Israël, etc.)" (Weill, 2004, p. 144).

Nicolas Weill touche du doigt cependant un mécanisme universel qui consiste à assigner à chacun, en fonction de son appartenance, une position idéologique, que ce soit pour la condamner ou l'approuver. C'est confondre les frontières des opinions et celles des communautés et surtout imaginer que ces communautés-là ont des opinions radicales qui posent problème dans un espace public qui sans eux, serait plus serein. C'est au fond s'adresser aux uns et aux autres avec le même mépris: le FDS (Français de Souche?) serait le seul, lui, non identitaire, à être capable de juger d'en haut. Avant de s'affirmer capable de ce surplomb, il convient de scruter son propre parcours: les affiliations politiques (à droite ou à gauche), religieuses (avec leurs préjugés et leurs sentiments de culpabilités) permettent parfois de prédire les positions tout autant, sinon mieux, que des identités trop vite traitées comme des essences. D'un militant d'extrême-gauche, on peut attendre un discours propalestinien parfaitement stéréotypé, qui n'a rien à voir avec une appartenance communautaire. De même qu'un certain monde conservateur peut produire aujourd'hui un discours proisraélien au nom d'une guerre des civilisations et d'une hostilité à l'Islam tout aussi schématique.

Plutôt que de déplorer la "communautarisation" du débat, il faut s'adresser aux vrais problèmes des communautés concernés, et les évaluer sereinement, notamment les racismes très réels (lié ou non au conflit israélo-palestinien) dont les uns et les autres font l'objet. Mais ce racisme même est instrumentalisé, pour créer ou forcer des

solidarités, pour se présenter comme victime dans un espace public où la souffrance tient une place croissante.

CHAPITRE 8: LE RACISTE C'EST L'AUTRE

En France, mais aussi en Grande-Bretagne, un élément central de la controverse sur les images du conflit touche à l'un des effets supposés de leur diffusion: le réveil de l'antisémitisme. On retrouve les échos très amplifiés d'une polémique engagée en 1982. Mais cette fois, une certaine actualité est corrélée avec un phénomène incontestable: l'augmentation des actes antisémites. Les médias y sont mis en accusation d'une façon radicale, comme propagateurs d'un fléau historique, l'antisémitisme, dont beaucoup, juifs et non-juifs, avaient espéré la disparition dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Fait central dans la grande inquiétude juive relatée au chapitre précédent.

L'accusation est double. La critique proisraélienne s'en prend d'abord à des éléments textuels spécifiques: caricature antisémite, jugement négatif global sur les israéliens ou les juifs, comparaison entre israéliens et nazis, fausse imputation de crimes de guerre à des soldats israéliens. Ces débordements sont ils antisémites? Les cas avérés sont rares. Le plus souvent, l'accusation est discutable. Elle concerne surtout l'image (la caricature notamment), et les "libres opinions", des moments où un intellectuel, un éditorialiste, une personnalité politique, voire un membre du public, veulent faire entendre une voix délibérément subjective - qu'il s'agisse d'un auditeur agressif envers Israël sur le répondeur dans une émission elle-même militante de France Inter, d'Edgar Morin dans un éditorial accusant Israël, ou encore de José Bové, syndicaliste paysan, en France figure la plus connue de l'altermondialisme, qui a envisagé sur Canal Plus l'implication du Mossad dans les attentats suicide voire dans les attentats contre les synagogues en France. Si des débats semblables ont lieu ailleurs, surtout en Grande-Bretagne, le débat sur l'antisémitisme est particulièrement développé en France pour des raisons historiques évidentes. Y est-on plus antisémite qu'ailleurs? En tout cas, le soupçon d'antisémitisme y pèse plus lourd.

Pour les proisraéliens, les très rares manifestations d'antisémitisme explicites sont lues d'une façon symptomatique, comme des signes d'un antisémitisme plus profond qui n'ose pas s'exprimer. L'antisionisme, c'est-à-dire la condamnation d'Israël en tant qu'Etat des juifs, en tant que projet historique spécifique, est perçu comme un proche voisin, voire un synonyme de l'antisémitisme. Il serait une "nouvelle judéophobie",

judéophobie de gauche qui s'avance "masquée", au nom des Droits de l'Homme - pour reprendre l'expression forgée avec succès par Pierre-André Taguieff⁵². Défendu dans quantité de publications du monde juif, ce point de vue a reçu une forme de consécration "officielle" en octobre 2004, dans un rapport "sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme", remis au Premier ministre d'alors, Dominique de Villepin, par l'ancien vice-président de Médecins sans Frontières et romancier Jean-Christophe Ruffin. Il y dénonce comme antisémitisme une forme d'"antisionisme radical", "né au confluent des luttes anticoloniales, antimondialisation, antiracistes, tiers-mondistes et écologistes. Il est fortement représenté au sein d'une mouvance d'extrême gauche altermondialiste et verte". "En légitimant la lutte armée des Palestiniens quelle qu'en soit la forme", l'antisionisme radical, "amalgamé à des thématiques auxquelles les jeunes sont sensibles" (écologie ou pauvreté dans le tiers-monde), tend à "légitimer les actions commises en France même" (entendez les actions hostiles aux juifs).

Pour les propalestiniens, certains d'entre eux antisionistes, au contraire, s'ils veulent parfois reconnaître qu'il y a ça et là des dérapages ou des formulations antisémites, l'essentiel est ailleurs. Il y aurait, dans l'association entre antisémitisme et critique d'Israël, un "insupportable chantage", pour reprendre le titre d'un ouvrage collectif paru en 2003 sous la direction du philosophe Etienne Balibar, le même que nous avons vu plaider le caractère universel de la cause palestinienne. Sans nier que des agressions contre des sites ou des personnes juives ont eu lieu, on en conteste la gravité, on considère que le diagnostic est grossi artificiellement, et que tout cela sert les intérêts d'Israël, masque l'injustice faite aux Palestiniens, et, joint à une tactique de "harcèlement judiciaire" (voir plus bas), a pour but de museler les critiques d'Israël.

L'origine des actes antisémites est donc centrale dans la controverse. Beaucoup de proisraéliens mettent en accusation l'Islam et les communautés immigrées qui seraient influencés par l'antisionisme et l'antisémitisme officiellement présents dans les pays arabes. Influencés par les médias au premier chef la télévision, et par leurs cultures d'origine, les jeunes issus de l'immigration auraient pris pour cible les juifs. A l'inverse, pour les propalestiniens, il est trop facile d'accuser les jeunes issus de l'immigration d'antisémitisme. Il convient d'abord de vérifier si l'antisémitisme est

⁵² D'abord dans des articles puis dans un ouvrage au même titre paru en 2002.

plus répandu dans ces milieux. On a pu sentir, surtout au début de Intifada, un refus de traiter des actes dirigés contre des juifs, parce que juifs, comme antisémites – ce qui est resté dans la mémoire de beaucoup de juifs. Lorsque dans la première année de l'Intifada, plusieurs médias ou personnalités officiels traitent les actes antisémites, tels les tentatives d'incendie sur des synagogues, comme "l'œuvre de désœuvrés", ou du "vandalisme", le philosophe Shmuel Trigano s'écrie avec d'autres: "en somme, lorsqu'on est désœuvré, en France, on brûle des rouleaux de la Tora!" (Trigano, 2002, p. 144). Mais il est vrai aussi que l'accusation d'antisémitisme a aussi été maniée avec beaucoup d'empressement lorsqu'il s'agissait de la critique d'Israël. On grossit ici, on nie là: loin d'être un outil d'analyse, l'accusation est devenue un enjeu de la controverse. Sans que ces deux attitudes relèvent d'ailleurs nécessairement de la manipulation ou du déni.

Allant plus loin, les proisraéliens dénoncent le lien entre l'antisionisme radical d'une partie de l'extrême-gauche et l'antisémitisme d'origine arabe ou musulmane. Trop désireux de s'allier aux ex-colonisés, les altermondialistes se feraient trop tolérants, volontairement aveugles, ou pire, rejoindraient l'antisémitisme de certains, notamment dans l'Islam radical. Sous sa forme extrême, ceci devint chez Roger Cukierman, président du CRIF, lors du dîner annuel de l'organisation le 25 janvier 2003, la dénonciation d'une alliance "Vert-Brun-Rouge" (Vert pour l'Islam, Brun pour l'extrême-droite, Rouge pour la gauche ou l'extrême-gauche).

De l'évaluation de l'antisémitisme on glisse rapidement à la concurrence des racismes: les propalestiniens mettent en parallèle les actes antisémites (dont une partie au moins n'est pas contesté) avec le racisme dont souffrent les populations arabo-musulmanes: agressions physiques et insultes comme les juifs, mais surtout, massivement, discrimination à l'embauche, au logement, etc. Les proisraéliens répondent qu'une telle comparaison n'est pas de mise, que les discriminations dont souffrent les arabo-musulmans ne sont pas liées à l'antisémitisme, qu'elles ne viennent pas particulièrement du monde juif ou marginalement, et que les problèmes demandent à être traités séparément. Les propalestiniens dénoncent alors un privilège exorbitant que réclame le monde juif, au nom de ses souffrances passées: faut-il accorder une place particulière à l'antisémitisme parmi les formes de racisme? En écho, on entend la revendication d'une place particulière pour la cause palestinienne.

Commençons par l'évaluation du phénomène dans l'opinion publique, avant de revenir aux contenus des médias, puis à leur influence possible.

Publics de l'antisémitisme?

Les chiffres de l'antisémitisme ont été abondamment instrumentalisés, mis en valeur, contestés. On ne peut cependant se passer d'une évaluation chiffrée. Commençons par la mesure des actes, avant de passer à celle des opinions. La mesure des actes devrait être plus simple. On a pourtant tel ou tel baromètre, établi par des représentants de la communauté juive, qui confondraient le graffiti, l'agression verbale, l'acte violent. Comme pour toute autre forme de violence, la meilleure mesure du phénomène naît d'une inquiétude qu'elle renforce, affinant la mesure, et grossissant l'aspect visible du phénomène. Nos sociétés moins violentes qu'il y a un siècle sont infiniment plus sensibles à la violence, d'autant plus qu'à la violence physique on ajoute aujourd'hui la violence verbale, symbolique....

Mais peu importe ici la contestation de tel ou tel indicateur: en l'espace de quelques années (sur le long terme, c'est beaucoup plus difficile à apprécier), et la France est prise dans une logique qui la dépasse de beaucoup, la violence raciste a cru et la violence antisémite plus encore. C'est de l'ampleur de la croissance qu'on peut discuter, non de la croissance elle-même. Selon la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme⁵³ (ci après CNCDH), depuis 2000, la violence raciste a cru, et se maintient toujours, en 2002, au dessus de son niveau des années 1990. De plus, "l'antisémitisme, qui était inférieure aux autres formes de racisme, dont antimaghrébin, dans la décennie 90, est passé au-dessus de 50% depuis 2000. Cette tendance s'est accentuée en 2004 avec 970 faits antisémites pour 595 autres. Il y a eu en 2004 36 blessés victimes de l'antisémitisme, sur un total de 56". Mais les 595 autres faits racistes, principalement antimaghrébins, résultent eux-mêmes d'une forte augmentation par rapport à 2003 (232) et 1998 (117). En 2006, on était à 885 actes racistes (dont 541 actes antisémites, toujours la majorité).

⁵³ On trouvera ses rapports disponibles sur son site jusqu'à 2004 (<http://www.commission-droits-homme.fr/fr.htm>), puis, pour 2005 et 2006, sur le site de la documentation française (<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics>). Consulté en janvier 2007.

Qui est à l'origine de la violence raciste? Plus précisément, qu'en est-il de la thèse selon laquelle l'antisémitisme viendrait essentiellement des milieux arabo-musulmans? Dans le rapport Ruffin cité plus haut, alarmiste sur l'antisémitisme, est noté en sens contraire que "la partie la plus importante (des auteurs d'actes antisémites) ne peut être cataloguée ni à l'extrême-droite, ni parmi les délinquants connus des quartiers difficiles", et que "sur les jeunes interpellés qui sont issus des quartiers sensibles, seuls un nombre relativement faible est d'origine maghrébine". Pourtant, les indices et enquêtes disponibles suggèrent que ces milieux sont surreprésentés parmi les auteurs d'actes antisémites – et cela sera vrai aussi des opinions (voir *infra*) Toujours selon le rapport 2004 de la CNCDH, "sur 209 interpellations (pour des agissements antisémites), 104 personnes provenaient de 'milieux arabo-musulmans', indique le Ministère de l'Intérieur, et 92 ne sont pas qualifiés". Mais aussi, la part de violences issues de l'extrême droite demeure constamment élevée: ce racisme et cet antisémitisme "traditionnels" (ou que l'on veut imaginer tel) n'ont donc pas disparu.

Si quelques faits sont établis, les liaisons entre ces faits, les solidarités entre les groupes impliqués et en leur sein, sont plus difficiles à prouver. Médias attentifs à la souffrance palestinienne alimentant l'antisémitisme? Quand? Quels médias? Alliance entre une certaine gauche antisioniste et le monde musulman? A nouveau, quelques rencontres, un meeting avec des orateurs sulfureux, la traduction sur tel site d'information "alter" de textes antisionistes arabes – est-ce un phénomène massif?

De la mesure des actes à celle des opinions, la difficulté croît. Les sondages ressemblent trop aux experts – certains invitent à l'optimisme, d'autres au pessimisme. Dans ses rapports – depuis 2000 – la CNCDH, source réputée fiable et proposant de longues séries de sondages identiques (un des critères classiques pour en relativiser le caractère incertain), peint un tableau plutôt sombre, qu'il s'agisse de l'antisémitisme ou du racisme.

Selon l'analyse du sondage de 2000, si l'antiracisme devient la norme dans les sociétés démocratiques, "tout au moins au niveau des sentiments exprimés", il n'en est pas de même de l'antisémitisme. Cette année là, 34% acceptaient l'idée que "les juifs ont trop

de pouvoir en France", contre 31% en 1999 et 20% en 1988. Les chercheurs qui commentent le sondage, Nonna Mayer et Guy Michelat, notent que la proportion de ceux qui rejettent le préjugé antisémite demeure stable, mais que ce sont les sans réponse qui, peu à peu, "sortent du placard". Les antisémites déclarés se recrutent toujours de façon privilégiée dans les mêmes populations traditionnelles que ceux des racistes traditionnels: "c'est dans les milieux populaires et peu instruits, chez les personnes âgées, les plus à droite, les plus autoritaires et les plus inquiètes pour leur avenir, que le rejet des juifs est le plus prononcé". La majorité des sondés de 2004 ont aussi tendance à stigmatiser ce qu'ils perçoivent comme un rejet "communautariste" de différents groupes, en tête desquels les juifs et les musulmans, ce qui apparaît comme largement décroché de situations observables, mais très liée, par contre à la médiatisation du thème du "communautarisme". Car l'antisémitisme classique est plus présent que jamais, et le racisme antiarabe aussi, le tout chez des Français bien "de souche".

D'autres sources donnent des chiffres très différents, ainsi un sondage BVA publié dans *l'Express* du 6 juin 2005. Sur le long terme, les préjugés racistes et antisémites déclarés ne cesseraient de reculer, et ceci selon plusieurs indicateurs. Ainsi, en mai 2005, 92% des personnes interrogées jugent qu'un "Français juif est aussi français qu'un autre français" (contre 75% en 1977), et 79% jugent qu'un Français musulman est aussi français qu'un autre français. Alors que selon la CNCDH, en novembre 2006, ils étaient 49% des Français à accepter l'idée que "les Français juifs sont des Français comme les autres" (et 36% pour les musulmans). Ecart considérable, qui se retrouvent tout au long du sondage BVA, globalement optimiste (ce qui permet à *l'Express* de l'être aussi, à cette occasion).

Il est donc facile, on le mesure, de titrer, selon les chiffres, sur une France tolérante ou une France raciste... Seul point d'accord, peut-être, entre les commentateurs de différents sondages, le recul du racisme déclaré sur le long terme (depuis les années soixante-dix jusqu'à aujourd'hui) est très difficile à interpréter compte tenu de la stigmatisation croissante dont les opinions racistes ont fait l'objet dans l'espace public – ce qu'on peut rapprocher des difficultés d'évaluation du vote pour l'extrême-droite dans les sondages pré-électoraux. Ceci rend plus inquiétant encore la croissance de

certain indicateurs du racisme déclaré (notamment la question sur le "trop de pouvoir" des juifs en France).

Point particulièrement sensible: ces sondages ne permettent pas de mesurer ce qu'il en est des préjugés antisémites spécifiques aux populations d'origine arabe ou de confession musulmane. Une des rares enquêtes parmi les milieux issus de l'immigration montre qu'il y a, en France, et sans nul doute en Europe, un autre terrain privilégié: pratique de l'Islam et antisémitisme sont corrélés. Selon un chercheur de la Fondation nationale des sciences politiques, sur un échantillon de 1000 français issus de l'immigration (maghrébine, africaine, turque): "60% des musulmans pratiquants expriment des préjugés antisémites, contre 30 % pour l'ensemble de la population" (Gabizon, Weisz, 2006, p. 63). Explication possible: les pratiquants de l'Islam sont plus liés aux sources culturelles du monde arabe, où persiste un antisémitisme déclaré inquiétant. L'antisémitisme aurait ainsi trouvé, en France et dans le monde occidental, un nouveau et inquiétant vecteur. A ce sujet, les travaux de terrain de Michel Wieworka (2005) et son équipe chez les jeunes d'origine arabe (qui, prudemment, ne quantifient rien) suggèrent une réalité différenciée. Il y a bien un antisémitisme déclaré incontestable, sans doute plus important chez les jeunes d'origine arabe, dans les quartiers défavorisés, ainsi à Roubaix, et chez les musulmans dans les prisons. Mais il n'apparaît pas comme un phénomène de masse, et il serait directement lié à un sentiment d'injustice sociale: une volonté de dialogue et de traitement le réduirait donc. A nouveau, du *wishful thinking*?

L'appréciation d'ensemble de l'antisémitisme et du racisme est donc complexe. Les racismes croissent, sous des formes diverses. Ethnocentriques et racistes, y compris sous leurs formes violentes, recrutent très au-delà d'un milieu ou d'une communauté mais ils peuvent aussi être liés à une communauté. On ne saurait évacuer le réveil des racismes en le traitant comme un affrontement "intercommunautaire". Souligner l'origine arabe ou musulmane d'auteurs d'actes antisémites, insister sur l'action violente d'extrémistes juifs (notamment lors de la manifestation de 2002), c'est une façon trop commode de faire du racisme et de l'antisémitisme un problème qui épargnerait les fameux "de souche".

Le conflit israélo-arabe a peut-être bien été utilisé, consciemment ou non, pour communautariser le problème du racisme, le raccrocher au comportement des groupes concernés, ce qui est, soi-même, une forme de racisme – celle qui consiste pour une nation à se dédouaner sur les victimes des épreuves qu'ils subissent, voire à renvoyer le problème à un affrontement entre victimes. Par contre, ce que suggère l'analyse à long terme des sondages avec des questions récurrentes, c'est qu'il y a des contextes qui permettent une libération de "la parole antisémite" (mais aussi, inévitablement, de la parole raciste en général, sans qu'il y ait corrélation) - parole qui serait refoulée à d'autres moments, ce qui pose, au moins indirectement, la question de la responsabilité des médias.

Racisme et antisémitisme dans les médias

Si les sondeurs et les enquêteurs s'accordent assez bien sur des indicateurs de racisme, la chose devient plus difficile lorsqu'on examine les contenus des médias, qui ne répondent pas à des questions, et où rien n'est jamais aussi explicite. Les mots "antisémite" (et "antisioniste") sont attribués le plus souvent à des individus (à leur tour, Tariq Ramadan, Edgar Morin, Pascal Boniface, ont été traités d'antisémites), parfois à des collectivités ("la France est antisémite", a-t-on entendu affirmer dans le monde juif, Israël en tête), et enfin à des textes précis: tel propos, telle caricature sera traitée d'antisémite. Car l'antisémitisme, c'est une attitude d'hostilité systématique envers les juifs qui dispose d'un immense répertoire historique, d'accusations, de stéréotypes, de caricatures, de comparaisons. Et l'on peut puiser dans ce répertoire, parfois involontairement, et produire une représentation ou une caricature antisémite, sans que pour autant son auteur puisse l'être. S'en tenir aux contenus explicites, sans chercher à sonder l'âme ou le passé des auteurs, est de bonne méthode. Mais cela ne résout pas tous les problèmes: on ne peut ignorer tout à fait les auteurs et les supports, surtout si tel média, ou tel auteur, puise avec constance dans un répertoire raciste ou antisémite.

Un exemple: une caricature française, publiée par Willem dans le quotidien *Libération*, le 26 décembre 2001. A ce moment-là, les médias couvrent le siège de la résidence de Yasser Arafat, par l'armée israélienne. Le président de l'Autorité palestinienne veut assister à la messe de Noël à Bethléem, ce qui lui est refusé par le

Premier ministre Ariel Sharon. La caricature représente un Ariel Sharon muni d'un marteau et de clou, à côté d'une grande croix. Légende du dessin: "Pas de Noël pour Arafat". "Mais pour Pâques, il sera le bienvenu", répond un Sharon prêt à le crucifier. Le 29, le quotidien publie une lettre de l'ambassadeur de France en Israël, qui dénonce la claire allusion au peuple déicide, en ajoutant: "Au moment où j'écris ces lignes, un doute affreux me ronge: et si lesdits lecteurs de *Libé*, en ces temps de peu de foi, s'avéraient incapables de saisir cette évangélique allusion? Pour leur bénéfice, enfonçons donc le clou, si j'ose dire. Voilà. Pâques, c'est la passion du Christ. Et, de la même manière que les ancêtres de Sharon ont, jadis en Judée (mais n'était-ce déjà la Palestine?), crucifié Jésus, le Premier ministre d'Israël crucifiera Arafat, ce nouveau Christ".

Si des débats sur Internet se poursuivront à propos de cette caricature, si tel chroniqueur de *Libération* ironisera sur la réaction de l'ambassadeur d'Israël, il est incontestable, pour toute personne qui connaît le répertoire de l'antisémitisme, que cette caricature de Willem est antisémite. On imagine la même caricature à propos d'un Chirac n'ayant pas invité son premier ministre socialiste à Noël, et se préparant à le crucifier pour Pâques. Elle aurait été féroce, drôle, parfaitement acceptable. Mais la plaisanterie, appliquée aux juifs, est inévitablement, incontestablement, antisémite. On peut choisir d'ignorer ce fait au nom de la liberté d'expression. On ne peut nier. Et ceci n'a rien à voir avec l'existence, ou non, d'auteurs qui seraient, culturellement, antisémitismes. Insistons-y : avant d'être une idéologie repérable chez des individus ou des mouvements politiques, ce qu'il est quelquefois, et notamment chez des militants de l'extrême droite ou chez des catholiques ultraconservateurs, l'antisémitisme est un répertoire, immense, parfois employé sans que les auteurs sachent nécessairement où ils puisent, et quelquefois ignoré d'une bonne partie du public du texte incriminé.

Mais dire que l'antisémitisme est un répertoire, c'est s'épargner le problème de la définition. Le terme "antisémitisme" date du XIX^{ème} siècle. Il a été popularisé, non pas créé, par un publiciste allemand, Wilhelm Marr, en 1879 (Wieworka, 2005, p. 95). Le terme naît dans le contexte d'un antisémitisme de "race", qui attribue aux juifs des traits physiques et moraux distinctifs, ce qui sera central dans la nazisme. Il sera appliqué, rétrospectivement, à toute l'histoire des sentiments antijuifs.

La classification des formes d'antisémitisme (sans parler de l'explication) est déjà une vieille affaire. L'hostilité de l'antisémite porte-t-elle d'abord sur les juifs en tant que peuple, ou le judaïsme en tant que religion? Les analyses montrent un discours antisémite composite. La distinction entre un antijudaïsme chrétien qui s'en prendrait essentiellement à la religion, et un antisémitisme racial, a une valeur analytique, mais elle fonctionne mal pour catégoriser de façon radicale les époques ou les individus. Lorsque le terme naît, au XIX^{ème} siècle, l'antisémitisme racial recueille d'emblée l'héritage de la haine chrétienne des juifs (laquelle incluait elle aussi, de longue date des éléments raciaux ou quasi-raciaux), mais aussi, ce qui surprend plus, de celle des Lumières (qui ont souvent vu dans les juifs un obstacle à la modernité). L'antisémitisme trouve des soutiens à droite mais aussi, et d'emblée, à gauche, chez des croyants et des athées. L'antisémitisme a d'emblée une forme doctrinaire, mais aussi des aspects plus populaires et spontanés. Parler de "nouvelle judéophobie", ou forger un nouveau terme, en ce sens, n'aide sans doute pas à la réflexion et relève plus de l'émotion – ou de la stratégie, que de la réflexion. Car alors toute l'histoire de l'antisémitisme est pleine de "mutations", de "nouvelles formes".

Ce qui est "nouveau" en 2000 l'était déjà en 1948: c'est le lien entre l'antisémitisme et l'existence d'un Etat des juifs: Israël. L'hostilité envers les juifs peut désormais prendre la forme de l'hostilité envers un Etat. Laquelle hostilité elle-même peut se traduire de diverses façons. Peu d'auteurs occidentaux suggèrent que les juifs installés en Israël quittent purement et simplement cette terre. Mais l'on conteste le principe sur lequel est fondé l'Etat d'Israël, le droit au retour des juifs sur la terre d'Israël, leur donnant automatiquement la nationalité, ce qui fait d'eux des citoyens privilégiés dans un Etat qui compte plus de 20% d'arabes, doté de droits politiques et sociaux mais dont la voix est de facto étouffée dans l'espace public tandis qu'ils souffrent de discriminations économiques et professionnelles. Des auteurs "antisionistes", puisque le terme s'est imposé malgré ses ambiguïtés, luttent donc pour un Etat de tous ses citoyens égaux, juifs comme arabes, en supprimant le privilège des juifs qui existe dans la société israélienne. Ce point de vue est-il légitime, au nom de la liberté d'expression, est-il antisioniste, voire antisémite?

Il est peu de termes aussi piégés dans ce débat que "sionistes" ou "antisionistes". Il est devenu difficile d'en faire un emploi purement descriptif. C'est de longue date que s'affirmer antisioniste est devenu un masque de l'antisémitisme: stratégie soviétique, dans les grands procès des années cinquante. Il sera très commode de dire "sioniste", pour dire "juifs": on n'est pas antisémite, on dénonce simplement, sur le plan politique, ceux qui soutiennent l'Etat d'Israël. Cet héritage néfaste est encore très présent parmi nous, et contribue à expliquer l'emploi du terme antisioniste, et l'inquiétude quasi-automatique qu'il suscite pour ceux qui connaissent l'histoire de l'antisémitisme. Se dire "antisioniste", serait-ce parfois (voire toujours, penseront certains) une façon de se dire "antisémite" sans le dire?

Beaucoup d'auteurs critiques d'Israël n'hésitent plus pourtant à s'affirmer antisionistes. A s'en tenir au dictionnaire, l'expression est légitime. Mais les mots n'appartiennent pas qu'au dictionnaire. En témoigne "sioniste". Hors d'Israël, il est devenu très difficile de s'affirmer sioniste, notamment dans les milieux de gauche. De même qu'antisioniste ne signifie plus simplement: "hostile au principe sur lequel est fondé Israël comme Etat des juifs", sioniste ne signifie plus seulement "favorable à ce principe". Etre sioniste en dehors d'Israël, du moins lorsque le terme est employé par les propalestiniens, c'est défendre la politique présente de l'Etat d'Israël. Et défendre la politique d'Israël, surtout quand un symbole comme Ariel Sharon est au pouvoir, est considéré comme inadmissible. La porte-parole des Verts à Paris, Aurélie Filippetti, a raconté comment, réclamant que son parti se proclame "propalestinien et sioniste", "le mot sioniste a déclenché une levée de boucliers. J'étais traité de colonialiste, de révisionniste" (*L'Arche*, no 546-547, août-septembre 2003). Ironie: en Israël même, sauf une petite minorité, beaucoup de critiques y compris des plus radicaux de l'occupation des territoires s'affirment sionistes. Ainsi Uri Avnery, célèbre militant pacifiste et fondateur du mouvement Goush Shalom, le "bloc de la paix".

Cette condamnation d'un mot n'est pas qu'affaire de lexique, et plus qu'un malentendu, un symptôme grave d'une difficulté à se dire soutien d'Israël dans l'espace public: hors d'Israël, il n'est pas aujourd'hui de façon simple d'affirmer qu'on est partisan de l'existence d'Israël comme Etat des juifs. "Sioniste" est facilement identifié à défenseur de la politique israélienne actuelle. Dans certains contextes, sioniste devient un terme dérogatoire, voire une insulte. Ainsi lorsque l'éditeur Eric Hazan, connu pour

ses positions propalestiniennes radicales, notamment à travers certains ouvrages qu'il a publiés, évoque, à propos de personnalités comme Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy, la "star academy sioniste", il entend ridiculiser, d'une façon provocatrice, des personnalités juives en vue dans les médias, dont "les talents se conjuguent pour faire admettre à l'opinion publique que toute attaque contre la politique israélienne est en fait dictée par l'antisémitisme" (in Balibar *et. al.*, 2003, p. 55) – notons que ce propos vaut bien celui de Tariq Ramadan sur l'origine juive des intellectuels proisraéliens. Jeu de la polémique: car, on y reviendra, c'est moins "toute critique" contre la politique israélienne qu'un certain type de critiques qui est refusé, et tous les "sionistes" en question ne réagissent pas de la même façon et ne défendent pas exactement les mêmes opinions.

Le sort fait au drapeau israélien dans les débats et les analyses est de la même nature. Les deux bandes et l'étoile de David bleu sur fond blanc fonctionne comme le mot "sioniste", un chiffon rouge pour la gauche radicale. Alors qu'en Israël, un autocollant faisant se côtoyer les drapeaux israélien et palestinien, avec la mention "deux Etats pour deux peuples", est très à gauche (le groupe Goush Shalom l'utilise régulièrement), l'usage d'un tel symbole égalitaire ne se retrouve pas dans les manifestations propalestiniennes, où il serait le bienvenu par le clair message qu'il apporterait. Mais je sais ce vœu naïf : car le propalestinien répliquera que le droit d'Israël à exister n'est pas mis en question, que ce sont les Palestiniens qui ont besoin de soutien. Pourquoi, cependant, ne pas affirmer le soutien aux Palestiniens en même temps que la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence politique – qui bénéficie certes d'appuis puissants, mais subit aussi de fortes critiques?

"Sioniste" est ainsi trop souvent synonyme de soutien quasi inconditionnel à l'Etat d'Israël – ce que le terme ne signifie pas. De même qu'antisioniste est devenue synonyme d'hostile à l'existence même de l'Etat d'Israël sous quelque forme que ce soit. A gauche (chez les socialistes par exemple), on préférera se dire "proisraélien" que sioniste (il n'est pas sûr que cela éclaire le débat). Ainsi l'ex-premier ministre socialiste Laurent Fabius peut écrire dans le *Nouvel Observateur*: "je suis proisraélien et propalestinien", tandis qu'une personnalité du show-business, juif tunisien, Michel Boujenah, en couverture de *Tribune Juive*, s'affirme "sioniste et propalestinien". A nouveau: tout se passe comme si soutenir l'Etat d'Israël (y compris dans les limites de

la ligne de l'armistice de 48, dite ligne verte, précédent la conquête de 1967) et la création d'un Etat palestinien en même temps était devenu contradictoire ou difficile.

Revenons à "antisioniste". Au sens propre, être antisioniste, c'est critiquer le projet même de l'Etat d'Israël, réclamer par exemple la coexistence des juifs et des arabes de Palestine (de la Palestine mandataire) dans un même Etat. Ce qui ne relève pas nécessairement, il s'en faut, de l'antisémitisme, ni de la volonté de "chasser les juifs d'Israël", même si on dira qu'il s'agit de "détruire l'Etat d'Israël". Avec toute l'ambiguïté que recèle la formule : réclamer une entité juridique différente, sur le papier, pourquoi pas? De fait, quelle est la signification, surtout au niveau de tensions entre Israéliens (juifs) et Palestiniens, d'un Etat binational? Ce projet est défendu par des représentants de l'extrême gauche israélienne, par des propalestiniens de tout pays. A-t-il même valeur partout? Le malentendu, ici, reste insoluble. L'Etat binational où des juifs seraient mis en minorité parmi des citoyens arabes, dans un contexte d'extrême hostilité de la part d'une grande partie du monde arabe, laisse sceptique au moins dans la conjoncture présente.

Car l'attachement à l'Etat d'Israël sous sa forme actuelle, Etat qui mêle une incontestable vitalité démocratique à des formes de racisme institutionnalisé envers sa minorité arabe, demeure le seul trait qui unisse à peu près l'ensemble des juifs du monde, par delà de considérables différences de culture, de langue, et de religion (ou du moins, de pratique religieuse, extrême parfois, comme parfois totalement absente). Donc, la remise en cause de cet Etat-là est perçue comme une hostilité un peu trop particulière pour être honnête. Pourquoi ne pas s'acharner, demande t-on régulièrement en Israël et dans la diaspora, sur d'autres Etats bâtis sur l'injustice et l'oppression? Pourquoi ne pas défendre toutes les minorités des pays africains, les tibétains, les Indiens d'Amérique Latine? On retrouve ici l'argument de l'hypermédiatisation négative.

Ajoutons que l'antisionisme radical, jusqu'à prendre la forme de nier à l'Etat d'Israël (sans même préciser, dans sa forme actuelle) le droit d'exister, est au fond très rare (et c'est pour cela qu'il est remarqué). En France, l'énoncé : "Israël n'a pas le droit d'exister" a peu de chances d'être imprimé, y compris comme une libre opinion. Dans un pays où la liberté d'expression est plus vaste (pour Israël et pour le reste) et où la

presse transgresse plus aisément les tabous quels qu'ils soient, un quotidien de gauche jadis ardent défenseur du sionisme, *The Guardian*, a publié le 3 février 2001 une tribune intitulée: "Israel simply has no right to exist". Même complétée par un sous-titre "modérateur", "Peace might have a real chance without Israelis' biblical claims", l'article, signé par un auteur dont on précisait qu'il s'agissait d'un "journaliste musulman", fit l'effet d'un chiffon rouge. Une telle opinion est-elle antisémite, inacceptable? Dans la même Angleterre, il se trouva un chroniqueur juif, se disant athée et peu liée au monde juif de son pays, pour affirmer: "It is not antisemitic to deny Israel's right to exist. It is just wrong"⁵⁴. Mais il précise aussitôt que son point de vue est exceptionnel parmi les juifs d'Angleterre, dont beaucoup sont aujourd'hui trop inquiets pour accepter ce subtil distinguo.

Antisionisme, antisémitisme, et hypercritique d'Israël

La qualification d'antisioniste, ou d'antisémite, on vient de le comprendre, est décidément difficile à établir de façon sûre. Dans une tribune de *Libération*⁵⁵, Ilan Greilsammer, intellectuel franco-israélien, sioniste de gauche, affirme le contraire: les choses "sont claires comme de l'eau de roche": mettre l'Etat d'Israël à part, traiter le sionisme comme une pure entreprise coloniale, nier les liens des juifs avec la terre d'Israël, ignorer l'antisémitisme dans le monde arabe, dénoncer le "lobby sioniste", se scandaliser de l'exode des réfugiés palestiniens (avec raison) en présentant comme "dénué d'intérêt" le départ (ou la fuite) des juifs des pays arabes, enfin, oser comparer les Israéliens (voir les juifs) à des nazis, tout cela relève selon lui de l'antisémitisme. Qu'est-ce à dire? Tout cela ensemble, ou séparément, à partir de combien de critères? A ce compte là, la plupart des militants propalestiniens, et, implicitement, beaucoup de médias qui accordent une très grande attention à l'occupation israélienne et aux réfugiés palestiniens et publient des libres opinions qui s'en prennent à Israël, sont antisémites. Ceux des militants palestiniens qui appellent "lobby sioniste" les pressions (très réelles) exercées par beaucoup de juifs sur les médias sont antisémites. Beaucoup d'ignorants qui ne savent simplement rien de l'exode des juifs du monde arabe sont antisémites. Bref, la catégorie "antisémite" gonfle au-delà du raisonnable et l'on entre au royaume du procès d'intention. Et pourtant, l'article d'Ilan Greilsammer

⁵⁴ David Aaronovitch, *The Independent*, Vendredi 19 Avril, 2002.

⁵⁵ La pente savonneuse de l'antisémitisme', 24 septembre 2003.

pose un problème clef: c'est bien de l'accumulation d'indices suspects que naît, aujourd'hui, la qualification d'antisémitisme, alors même qu'il n'y a rien d'explicitement antisémite, ni même d'antisioniste, dans les discours concernés.

La question est celle de la distinction entre antisémitisme et/ou antisionisme et ce que je propose d'appeler hypercritique d'Israël. Pascal Boniface, mis en vedette par un conflit interne au sein du Parti Socialiste plus au fond que par l'originalité de son point de vue, en donne un très bon exemple. Pascal Boniface est membre du Parti socialiste, expert en relations internationales, directeur d'un institut de recherche (l'IRIS, Institut de relations internationales et stratégiques). En avril 2001, il transmet une note interne sur le conflit israélo-palestinien aux autorités de son parti. On lui reprochera surtout le paragraphe suivant: "A miser sur son poids électoral pour permettre l'impunité du gouvernement israélien, la communauté juive est perdante, là aussi à moyen terme. La communauté d'origine arabe et/ou musulmane s'organise également, voudra faire contrepoids, et, du moins en France, pèsera plus vite lourd, si ce n'est déjà le cas". Certains éléments seront repris dans un article du *Monde*, le 4 août 2001. La fameuse note de Pascal Boniface fait cependant une large place au droit historique d'Israël à l'existence, à son caractère de sanctuaire relativement démocratique par rapport à ses voisins. Il s'agit de tout sauf d'une note antisioniste. Il prend soin de dénoncer l'antisémitisme parmi les milieux propalestiniens.

Alors, pourquoi suscitera-t-elle un tel déchaînement, et poussera l'auteur à écrire un ouvrage entier, "Est-il permis de critiquer Israël?", où il dénoncera la "fatwa" dont il a été victime? Tout simplement parce que Pascal Boniface tient un discours qui n'est ni antisémite, ni antisioniste (au sens propre du terme), mais qui accumule les critiques envers Israël et les juifs. On y trouve la représentation de "la communauté juive" (non de certains juifs, mais de toute la communauté) cherchant à assurer "l'impunité" du gouvernement israélien. Puis l'idée l'idée que la responsabilité du blocage du processus de paix, depuis 1967, repose essentiellement sur les épaules d'Israël. Enfin, il propose une analogie entre Ariel Sharon et un leader d'extrême-droite (on a vu plus haut l'enjeu de tels rapprochements), avec l'idée qu'Ariel Sharon est au fond pire puisqu'il est "passé aux actes" (mais quels actes? Des actes d'un leader d'extrême-droite?): "Peut-on diaboliser Haider et traiter normalement Sharon, qui ne s'est pas lui, contenté de dérapages verbaux mais est passé aux actes". Bref, tout cela conviendrait

trop bien à un antisémite, dit le proisraélien inquiet, tandis que le propalestinien se contente d'approuver chaque argument, un à un, sans se préoccuper de l'effet de l'ensemble.

L'affaire Morin et la rhétorique critique

On pourrait, après "l'affaire Boniface", évoquer une autre multitude de d'affaires – qu'il faudrait mieux appeler micro-affaires car elles n'affectent que les publics concernés - qui partent du même principe: une libre opinion est publiée (parfois l'affaire éclate avant la publication, comme on l'a évoqué à propos de Tariq Ramadan), des réponses sont publiées dans de grands médias, pouvant mener à une réprobation, une démission, voire, dans le cas que nous allons examiner, une procédure judiciaire longue. L'affaire Morin, si elle a fait au total moins de bruit que l'affaire Boniface, touche plus à la substance de notre débat. Elle a abouti à un stade de la procédure, à la condamnation d'un intellectuel prestigieux au long parcours, dont l'engagement au nom de la justice et des droits de l'homme est incontestable et qui de surcroît, s'est toujours revendiqué comme juif, fut-ce juif spinozant selon ses propres termes.

Le 4 juin 2002 (on est donc peu après l'opération Rampart et la controverse autour de Jénine), une tribune paraît dans *le Monde*, signée Edgar Morin, Sami Naïr et Daniele Sallenave. L'alphabet n'a pas fait au hasard: cela deviendra très vite "l'article d'Edgar Morin", et celui-ci assumera pleinement les lignes qu'on va reprocher. L'article donne le flanc à tous les reproches de la critique proisraélienne. Il met le conflit au centre des problèmes de ce monde, décrit l'armée israélienne se métamorphosant en "soldatesque pillant et tuant parfois jusqu'au massacre (Jénine)", et explique (tout en les condamnant) les attaques antisémites par la politique israélienne.

L'article est accusé d'antisémitisme pour deux passages. Lorsqu'il condamne la nation israélienne en général: "On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en "peuple dominateur et sûr de lui" (NDA. Référence à de Gaulle) et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier". Et lorsqu'il

glisse de "juifs d'Israël" à "juifs" tout court: "Les juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoïsent les Palestiniens. Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent, persécutent les Palestiniens. Les juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens". Des poursuites sont engagées par les associations France-Israël et Avocats Sans Frontières, représenté par l'avocat Gilles-William Goldnadel, militant proisraélien radical, auteur d'un ouvrage alarmiste intitulé *Le Nouveau Bréviaire de la Haine*. Après un jugement de relaxe en première instance, *le Monde* et les trois signataires sont condamnés pour diffamation raciale en mai 2005 sur la base des deux passages cités, qui imputent à l'ensemble des juifs d'Israël, voire des juifs, dans le deuxième passage, le comportement de persécuteurs. Puis, en juillet 2006, la Cour de Cassation casse le jugement et remet le texte dans le domaine des opinions "légitimes".

On pourra discuter à l'infini. Soit l'on fait la part de la rhétorique et de l'émotion que comporte tout texte qui se veut un plaidoyer et une demande de justice, et qui noircit l'agresseur. Soit, avec la mémoire de l'antisémitisme à l'esprit, on traite le texte "au pied de la lettre". Et l'on est en face d'une caractérisation négative et globale des juifs. Beaucoup de juifs se sont senti blessés par le texte. Edgar Morin, au moment de la condamnation, a aussi fait l'objet de menaces graves, et est apparu comme un homme blessé d'avoir été condamné pour ce qu'il voulait un appel au réveil des consciences. La condamnation a aussi pris sa signification du fait de la personne du condamné. Pour les propalestiniens et les soutiens d'Edgar Morin, c'est précisément parce que les formules, si violentes soient-elles, sont utilisés au nom des droits d'homme par un de leurs fervents défenseurs, qu'il faut savoir passer outre, les justifier par une émotion légitime. Il était important d'obtenir une condamnation "à gauche". Dans un long texte sur l'attitude de la justice face à l'antisémitisme, William Goldnadel a rappelé qu'en juin 1994, le journal *National Hebdo* du Front National a été condamné par la cour d'appel de Paris pour la phrase suivante due à la plume du journaliste d'extrême-droite François Brigneau: "ce peuple qui se présentait comme le peuple des victimes éternelles a montré qu'il était aussi un peuple de bourreaux" (Goldnadel et A. Weill-Raynal, 2003). Mais peut-on, doit-on, tenir compte de la personnalité et du parcours de l'auteur pour juger de tels textes? La figure rhétorique du persécuté-persécuteur a une longue histoire, qui commence dans le monde communiste – donc à gauche,

autant sinon plus qu'à droite. Les négationnistes en firent usage. On peut la retrouver aussi sous la plume de Gilles Deleuze dans la *Revue d'études palestiniennes* en 1984 (Trom, 2007, p. 224).

Edgar Morin ne fut pas la première personnalité de gauche entraînée devant les tribunaux pour des raisons similaires. Georges Montaron, infatigable rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien*, fort critique de l'Etat d'Israël dès les années cinquante, fut condamné pour provocation à la haine et à la violence, pour avoir écrit que les juifs qui tuent leurs voisins arabes "se croient tout permis parce qu'ils disent être le peuple élu", et aussi pour avoir écrit que les Israéliens nient l'existence des Palestiniens car ce peuple est le témoin du "péché d'Israël" (c'est-à-dire, dans le contexte, de la crucifixion de Jésus-Christ)⁵⁶. Différence, cependant, entre les deux jugements. Renvoyer au peuple déicide, c'est (comme dans la caricature de Willem), puiser explicitement dans le répertoire antisémite. Dire des choses négatives et générales sur les juifs à propos de la politique israélienne, c'est autre chose, et la qualification comme antisémite ou raciste de tels propos demeure problématique.

Le débat doit porter aussi sur le recours à la justice. Les juges sont sous pression, et diffèrent aussi dans leurs opinions. La jurisprudence est ici fort incertaine (les plus militants savent les tendances de telle chambre ou de tel juge). Est-ce au juge de faire la part de l'émotion et de la rhétorique pour accepter des propos très durs sur les juifs et Israël? L'argument de l'émotion a été utilisé par les juges pour relaxer Raymonda Tawil, personnalité palestinienne emprisonnée dans les années soixante-dix avant de devenir la belle-mère de Yasser Arafat, pour des propos plus agressifs tenus sur France Culture le 12 janvier 2001. On peut choisir de débattre et de critiquer par voie de presse, comme le fit le journaliste Sylvain Attal en réaction à une tribune similaire d'Edgar Morin publiée le 18 février 2004. Recourir au tribunal, c'est donner le maximum de publicité aux propos que l'on veut voir condamner, mais aussi, vouloir pousser à la prudence ceux qui écrivent de façon critique sur Israël. Veut-on pour autant, comme l'affirment des propalestiniens, rendre impossible toute critique d'Israël par un chantage à l'antisémitisme? Il suffit de lire la presse pour voir que la stratégie,

⁵⁶ Tribunal de Grande Instance, Paris, 25 mai 1981.

si stratégie il y a à, échoue. Comme nous l'avons vu, les variations dans l'image d'Israël et des Palestiniens, sur le long terme, tiennent d'abord à des changements dans la nature des événements et les conditions de travail des journalistes. De surcroît, sur les exemples que nous avons évoqués, les variations de la jurisprudence sont patentes. Où se termine la satire, la moquerie, l'appel rhétorique, quand commence le racisme? Faut-il être plus vigilant pour certains groupes que pour d'autres? Le monde juif a-t-il droit à une protection, à des tabous particuliers, compte tenu de son histoire? Est-ce au juge de répondre à ces questions? Il risque fort d'être débordé car des "communautés" incertaines de leurs frontières et de leur identité risquent fort d'utiliser les pressions sur les médias, par justice interposée, pour se construire une image publique beaucoup plus stable que leur image de soi.

L'expertise douteuse et la critique d'Israël: Alain Ménargues

A la rentrée 2004, Alain Ménargues, directeur de rédaction de la RFI, Radio France Internationale – l'équivalent français, plus modeste, du BBC World Service, publie un livre intitulé *Le Mur de Sharon* - coédité par les Presses de la Renaissance et Radio-France. Cet ouvrage est un réquisitoire contre la politique israélienne dans les territoires, mêlé à des considérations "historiques" (j'y reviendrai) sur Israël, et surtout à une interprétation essentialiste et pseudo-religieuse de la construction du mur de séparation entreprise par l'Etat d'Israël – mur dont la qualification même fait débat – mur pour les uns, barrières pour les autres (sa complexité permet toutes les dénominations) – et, si l'on dit mur, de séparation, d'annexion, voire d'apartheid.

La publication ne fait pas de vagues, jusqu'au moment où l'auteur présente son ouvrage dans les médias. Après avoir déclaré sur LCI qu'Israël était un Etat raciste, il explique sur Radio Courtoisie, le 12 octobre: "J'ai été très choqué par le mur, j'ai été voir des gens, des rabbins, des hommes politiques, si vous regardez le Lévitique dans la Torah, qu'est ce que c'est ? La séparation du pur et de l'impur. Un juif, pour pouvoir prier, doit être pur, tout ce qui vient contrarier cette pureté doit être séparé (...). Lisez le Lévitique, c'est écrit en toutes lettres." Et d'ajouter: "Quel a été le premier ghetto au monde ? Il était à Venise. Qui est-ce qui l'a créé ? C'est les juifs eux-mêmes pour se séparer du reste. Après, l'Europe les a mis dans des ghettos". Les déclarations déclenchent une tempête à RFI. S'y ajoutent, semble t-il, une certaine inimitié de la

part de journalistes qui attendaient une occasion de s'en prendre à une personnalité contestée dans la rédaction. Contraint à la démission, Alain Ménargues dénonce alors "un noyau de juifs communautaires" (*Libération*, 19 octobre).

Dans ses propos à Radio-Courtoisie, on retrouve la substance du livre: un sentiment persécutif par rapport au monde juif (et à Israël), une interprétation fantaisiste du judaïsme sur lequel s'appuierait la construction du mur destiné à "séparer le pur et l'impur", enfin l'idée que les juifs poursuivent ainsi eux-mêmes un mouvement de retrait du monde. Ils seraient donc responsables de leur propre "mise au ghetto" – la construction d'un mur par Ariel Sharon procéderait-elle donc d'un vieil atavisme juif? De surcroît, son ouvrage est truffé d'erreurs sur les noms israéliens, la société israélienne, erreurs qui vont toujours dans le même sens. Au total, le livre est une condamnation de l'entreprise sioniste, accusée pour faire bonne mesure d'avoir collaboré avec les nazis⁵⁷. A nouveau, il n'y a pas là un antisémitisme explicite. Ce sont l'accumulation d'erreurs et d'accusations, les proximités intellectuelles avec des auteurs antisémites (comme Roger Garaudy qui a défendu des thèses voisines sur le sionisme) qui mettent le lecteur mal à l'aise au fur et à mesure qu'il avance dans la lecture.

La succession des "affaires" le montrent, les démocraties, leurs intellectuels, leurs tribunaux, leurs journalistes, ne savent plus que faire de leur antisémitisme, ce qui ne signifie pas qu'elles ne le condamnent pas, au contraire. On condamne trop violemment d'un côté (voir *infra* l'affaire du RER D), on ignore à un autre moment. Cette difficulté apparaît lorsqu'il y a conjonction entre une position (au moins en apparence) propalestinienne et le recours à des thèmes dont les antisémites s'accordent avec bonheur.

La gauche radicale, Europalestine et la question juive/israélienne

Sans que l'antisémitisme d'extrême-droite ait disparu (on serait tenté de dire qu'il a appris la discrétion), la question des rapports entre (hyper)-critique d'Israël, antisionisme et antisémitisme, est posée surtout à propos de la gauche radicale, où la

⁵⁷ Un dossier de la revue *l'Arche*, no 560, novembre-décembre 2004, fait l'inventaire, détaillée, des erreurs et des imputations agressives.

question juive/israélienne fait retour. Quittons un moment les médias, car la masse des productions de cette gauche sur le conflit israélo-palestinien (ou les références à ce conflit et à Israël) ne sont pas publiés – ou rarement – ailleurs que dans des ouvrages de faible tirage. Cependant, on constatera que les inquiétudes de Danny Trom (2007), le plus brillant critique de cette gauche, quant à ses positions sur Israël et les juifs, recourent largement celles des critiques des médias. Au fond, Trom et d'autres notent au sein de la gauche radicale des thèmes qui se trouvent étroitement imbriqués à ceux de notre controverse, notamment la mise en cause d'Israël comme Etat juif, projet ethnique autant que national – sur fond d'oubli de la dimension d'urgence (l'Etat juif comme asile en temps de crise) – et des liens historiques des juifs à la terre d'Israël. Mais l'originalité de cette controverse spécifique porte surtout sur la place qu'occupe la Shoah dans la réflexion (indissociable, il est vrai, de sa place dans les médias, qui déborde notre sujet). Cette place de la Shoah est analysée comme obstacle à l'avènement d'autres victimes concurrentes dans l'espace public, ou comme instrument de justification par l'Etat israélien de sa politique. La figure de l'israélien persécuté remplace alors celle du persécuté, dans un renversement rhétorique déjà analysé qui prépare la double comparaison: juif comme nazi, palestinien comme juif. Ces thèmes circulent d'ailleurs, au-delà d'ouvrages, dans certaines publications qui exportent systématiquement les critiques post-sionistes d'Israël issues de la société israélienne elle-même (singulièrement *le Monde Diplomatique*, dont il faut rappeler ici le remarquable succès international comme signe de la circulation des thèses citées plus haut très au-delà de la France). Comme Danny Trom, le critique des médias (et de ces médias-là) est mal à l'aise, il dénonce "un climat", observe des congruences "troublantes" (le terme revient plusieurs fois sous la plume de Trom) entre la vieille parole antijuive et ces thèmes plus modernes. Et, à nouveau, le dialogue entre le proisraélien et le propalestinien (ici intellectuel de la gauche radicale) est sans issue: le premier note des signes inquiétants qui s'accumulent, le second parle de "dérapages" ou d'accidents, ou de mécompréhension, quand il ne dénonce pas un "chantage à l'antisémitisme".

Le débat sur les "mauvaises fréquentations" (fréquentation d'idées, mais aussi de personnes) de la gauche radicale est apparu dans la presse, au grand jour, à plusieurs reprises. En 2001, le réseau d'information anti (on ne dit pas encore alter)-mondialiste Indymédia (né des événements de Seattle en 1999) laisse passer, sur plusieurs de ses

sites nationaux, des contenus antisémites⁵⁸, – la comparaison explicite entre Ariel Sharon et Hitler y est fréquente, comme l'assimilation d'Israël et les Etats-Unis à une finance mondiale contrôlant le monde. Pas de subtilité philosophique aussi mais dans bien des cas des reprises explicites de thèmes antisémitiques. Les caricatures du brésilien Carlos Latuff puisent – consciemment ou inconsciemment – dans le répertoire de la caricature antisémite (voir Kotek et Kotek, 2003). Chaque section nationale d'Indymédia traite le problème différemment. Aujourd'hui encore, n'importe quel internaute explorant les sites de l'altermondialiste, au-delà d'Indymédia, peut y trouver des sources qui montrent que ce débat est loin d'être clos.

En France, le débat éclate avec force avec la constitution aux élections européennes de 2004 d'une liste Europalestine à l'extrême gauche, dans la région parisienne. Edwy Plenel, ancien rédacteur-en-chef du Monde, peu suspect de sympathie pour la politique israélienne dans les territoires occupés, note la logique de constitution d'une telle liste: "Le principe même d'une liste Euro-Palestine ... ouvrirait la voie à une nouvelle pédagogie du complot juif mondial: si la Palestine est la clé de l'avenir de l'Europe, c'est bien qu'Israël est la cause des malheurs du monde"⁵⁹. A l'automne 2004, plusieurs personnalités connues de l'extrême-gauche propalestinienne avaient pris leur distance avec cette liste et les organisations qui la soutenaient. Dans *Politis*, hebdomadaire d'extrême-gauche, proche de l'altermondialisme et haut lieu de soutien à la cause palestinienne, le 21 octobre, Robert Kissous justifiait son départ de la CAJPO (la Coordination des Appels pour une Juste Paix au Proche-Orient): "affirmer, à juste titre, que la critique d'Israël n'est pas en soi de l'antisémitisme ne revient pas à dire que l'antisémitisme n'existe pas ou, pire, qu'il est excusable dès lors qu'il se présente comme une critique d'Israël". On ne saurait mieux dire. Michel Warschawski, figure de l'extrême-gauche israélienne plus connue en France qu'en Israël, et porte-parole important de la lutte propalestinienne, dénonçait le "refus de faire le ménage" de la CAJPO et d'Europalestine, lequel avait rendu ces organisations "infréquentables". Mais ce "ménage" demeure difficile à faire – car l'élimination de thèses ou de thèmes antisémites explicites (ou antionistes radicaux) est difficile, et comme on l'a vu, le problème déborde de beaucoup le recours à de tels thèmes.

⁵⁸ Voir "Le réseau indymédia en proie à des dérives antisémites". *Le Monde*, 9 février 2002.

⁵⁹ Edwy Plenel, Au Vif, *le Monde*2, 26 février 2005

Concurrence des victimes? De l'antisémitisme à l'islamophobie

J'imagine ici tel lecteur propalestinien irrité par mon propos. Il s'est dit, avec Pascal Boniface et beaucoup d'autres : les premières victimes du racisme en France sont les arabes et les musulmans. On compte mal les menaces et les violences envers les musulmans, les dégradations de mosquée, les discriminations à l'emploi et au logement. Ces faits ne sont pas plus contestables que ne l'est le réveil de l'antisémitisme. Sous la plume d'auteurs connus pour leur position critique ou hypercritique vis-à-vis d'Israël, cette attention au racisme antiarabe et antimusulman revient elle aussi régulièrement – comme si la critique d'Israël allait de pair avec un souci de défendre, non seulement les Palestiniens, mais le monde arabe et musulman en général. Pourquoi?

Le monde intellectuel, au moins pour partie, a dénoncé un processus qu'on a baptisé "concurrence des victimes". L'ouvrage de Jean-Michel Chaumont (1997) a mis le terme à la mode. Il semble qu'au stade de l'argumentation, ce ne soit pas toujours les victimes elles-mêmes mais leurs défenseurs ou leur porte-parole qui jouent de la rhétorique victimaire. Les mêmes qui dénoncent cette concurrence paraissent parfois victimes du mécanisme. Soit par exemple, lorsqu'un juif de France se plaint de la montée de l'antisémitisme, la réplique: oui, mais les *véritables victimes* du racisme, ce sont d'abord les arabes. Ou, inversement, à un français d'origine arabe qui déclare: nous souffrons beaucoup plus du racisme, un juif qui réplique, relativement à la taille de notre communauté, et même en chiffres absolus, nous sommes *beaucoup plus victimes* que vous.

La compétition est redoutable. Elle suggère que celui qui souffre plus a plus de droits, y compris de droits à l'attention publique. Mais il n'y a pas d'échelle objective des souffrances – et encore moins des souffrances dues à la circulation des images. Incontestablement (même si l'on tient compte de l'hypervigilance du monde juif qui a déployé des dispositifs de surveillance dont tous ne sont pas exempts de défaut), à prendre les agressions physiques, verbales, et contre les bâtiments, les juifs sont "plus victimes". Ce qui ne signifie pas que les arabes (ou français d'origine arabes) ne soient pas victimes du même type d'agressions, dont beaucoup ne font pas nécessairement

les premières pages. Incontestablement, les discriminations à l'emploi et à l'embauche frappent essentiellement, aujourd'hui, les personnes d'origine arabe ou africaine. Incontestablement, enfin, les propos islamophobes ou arabophobes, dans les libres opinions et certains éditoriaux, voire dans des publications à succès, se donnent libre cours.

Si la haine déclarée de l'Islam a moins fait travailler les juges que la haine antisémite, le processus est lui aussi engagé. Un seul exemple, celui de l'ouvrage à succès de la journaliste Oriana Fallaci aujourd'hui décédée. Dans son brûlot contre l'Islam *la Rage et l'Orgueil* (Plon, 2002), la journaliste italienne écrivit par exemple : "Les Italiens ne font plus d'enfants, les imbéciles. Les autres Européens, à peu près pareil. Les fils d'Allah, au contraire, se multiplient comme les rats". Les mêmes musulmans, "au lieu de contribuer au progrès de l'humanité, passent leur temps avec le derrière en l'air, à prier cinq fois par jour". Ils sont en guerre "pour la conquête de nos âmes et la disparition de notre liberté et de notre civilisation". De tels propos envers les juifs auraient évidemment déclenché non seulement un scandale, mais des poursuites. Bestseller dans le monde occidental (en France il s'est vendu à plus de 100 000 exemplaires), la livre a été poursuivi dans plusieurs pays, sans avoir été condamné. En France, Gilles-William Goldnadel, l'avocat associé aux poursuites contre, entre autres, Edgar Morin et Daniel Mermet, au nom de la lutte contre l'antisémitisme, a choisi de défendre Oriana Fallaci. Tragique indication: le deux poids- deux mesures dont Israël se sent la victime n'est-il pas ici en train d'être appliqué contre les musulmans? Une critique radicale serait insupportable pour les juifs, tandis que des propos explicitement racistes seraient acceptables pour les musulmans? Soulignons d'ailleurs, pour ne pas entrer dans les simplifications que l'on dénonce ici, que les personnalités identifiées comme "proisraéliennes" n'ont pas toutes été unanimes sur cette question. Un Bernard-Henri Lévy a condamné fermement le livre.

Mais il ne sert à rien de mettre ces processus en concurrence. La question est de savoir comment les traiter. Au plan des principes, comme de l'efficacité, on gagnera à travailler contre les racismes ensemble, pour désamorcer justement la concurrence. Or, dans la controverse entre propalestiniens et proisraéliens, c'est un dangereux processus de dissociation qui semble s'opérer. Et répéter, comme une incantation, que l'antiracisme ne se divise pas, ne résout pas le problème, à l'heure où la définition de

l'antiracisme ne fait pas moins problème que celle du racisme. Un idéal qui se voulait simple est devenu suspect, en raison même de l'impossible "juste" prise en compte d'un nombre croissant de victimes.

Le premier "traitement" apparent des racismes, c'est l'attention publique: avoir les premières pages des journaux, les manifestations de solidarité, les visites ministérielles, les déclarations fracassantes des pouvoirs publics.... C'est là le lieu d'une nouvelle controverse. Ceux qui traitent des actes de racisme l'ont récemment découvert. Catherine Coroller l'a noté pour *Libération*: "Je pense que nous faisons partie des journalistes qui reçoivent le plus de courriels, une espèce de marquage à la culotte et cela sans arrêt. On nous reprend sans arrêt (...). Par ailleurs les arabomusulmans s'expriment, et nous sommes donc soumis à peu près sans arrêt aussi de leur part à un jeu similaire (NDA. A celui des juifs, sous-entendu): Vous surtraitez ce qui concerne les juifs, et vous sous-traitez les actes anti-maghrébins" (in Khayat, Spire, 2004, p 43).

Le bon accueil fait aux victimes dans les médias (si l'on peut dire) a contribué à encourager les exagérations voire les simulations. Ce n'est pas un hasard si ceux qui veulent le statut de victimes s'inventent juifs (ou, de façon plus sophistiquée, inventent des agresseurs qui les ont pris pour des juifs). En 1998, "l'affaire Wilkomirski" fournit le paradigme: ce musicien suisse s'invente une identité d'enfant juif dans un camp de concentration et en fit un livre pseudo-autobiographique, *Fragments*, qui connut le succès avant d'être retiré de la vente. Six ans plus tard, dans une société française où cohabitaient l'inquiétude devant le renouveau de l'antisémitisme et devant la montée de l'Islam, l'affaire du RER D offre un exemple remarquable, voire pathétique, de crédulité face à une nouvelle pseudo-victime pseudo-juive⁶⁰.

Le 9 juillet 2004, une jeune femme affirme avoir été victime d'une agression raciste dans le RER D. Ses agresseurs seraient trois jeunes d'origine maghrébine et africaine, qui, la croyant juive, lui auraient dessiné sur le ventre des croix gammées au feutre noir et auraient renversé sa poussette avec son bébé. La fabulatrice baigne dans un

⁶⁰ Voir l'excellent dossier de l'association Acrimed: <http://www.acrimed.org/article1707.html>.

contexte médiatique et politique qu'elle sait manipuler. L'antisémitisme est désormais à l'ordre du jour politique et médiatique, après des tentatives pour selon les uns, l'ignorer, selon les autres, calmer le jeu, au début de la deuxième Intifada, la vigilance est extrême. Deux journalistes de *Libération* et du *Figaro* l'ont reconnu, le réveil de l'antisémitisme, en 2000-2001, a d'abord donné lieu à une couverture modeste liée à l'incrédulité, au déni, mais aussi à la crainte d'alimenter le phénomène (Khayat, Spire, 2005, p. 24). Mais en 2004, les choses ont évolué (durablement? C'est une autre affaire). La vigilance, voire l'hyper-vigilance, est à l'ordre du jour. Peut-être sent-on ici un besoin de "réparation". Il est acquis, pour beaucoup, que les agressions antisémites sont commises en majorité par des jeunes d'origine arabe – alors que cela est loin d'être démontré. Enfin, six hommes contre une femme et un bébé: on atteint là un autre "niveau de victimisation".

Ce n'est pas le lieu de retracer ici l'emballement médiatique et politique autour de cette affaire. Elle paraît, cependant, difficilement concevable en 2001. Il suffirait d'une comparaison attentive pour la couverture de cas, beaucoup plus "réels", d'agressions antisémites, pour s'en convaincre. En 2004, l'unanimité des médias est extraordinaire. Et les médias et les politiques se révéleront peu capables, malgré quelques excuses, de comprendre les ressorts de cet emballement. L'usage de croix gammées par des jeunes des banlieues, rassurante convergence du "fascisme" et de l'antisémitisme prêté aux jeunes musulmans? Le simple goût pour le drame trop bien préécrit, y compris lorsqu'il faudra fustiger la passivité des témoins imaginaires de l'agression? Le 14 juillet, le Président de la République lui-même, dans une intervention qui distingua – sans grand remous - entre les Français "tout simplement" et les autres, a l'air de juger, comme beaucoup d'autres, que l'affabulation, si elle n'est pas vraie, est bien trouvée: "Nos compatriotes juifs, musulmans, ou d'autres même, tout simplement parfois des Français sont l'objet d'agressions au seul motif qu'ils n'appartiennent pas ou ne sont pas originaires de telle ou telle communauté". Dans cette phrase, au final, l'agressé est celui qui n'est "pas membre" de telle ou telle communauté. L'agresseur serait-il donc, à nouveau, le membre de ces communautés dérangeantes?

Depuis cette affaire, la dimension raciste et singulièrement antisémite d'un crime ou d'une agression paraît vouée à un débat où les uns dénoncent l'emballement, les autres

le refus d'appeler un chat un chat. Ainsi dans l'assassinat d'Ilan Halimi, un jeune homme kidnappé le 21 janvier 2006 et retrouvé mort le 3 février à la suite de privations et de tortures. La qualification antisémite et raciste du crime n'apparaît pas immédiatement, mais l'accumulation de témoignages finira par ne plus laisser de doutes. Si tous les membres de la bande qui a enlevé et séquestré Ilan Halimi ne sont peut-être pas animés de motifs racistes, plusieurs font des déclarations récurrentes qui témoignent de préjugés antisémites – ils l'ont enlevé par qu'un juif "c'est riche" et que "solidaires", les juifs paieront. L'un d'eux souligne qu'il lui a infligé une brûlure parce qu'il "n'aimait pas les feux". Le juge d'instruction finira par retenir la qualification d'antisémitisme comme aggravante. La réticence à qualifier se relie de nouveau à la concurrence des victimes. Car la majorité des membres de la bande sont "issus de l'immigration", noir ou arabe. Plusieurs, dont le meneur ivoirien, sont musulmans pratiquants. Donc, on s'inquiète de la récupération possible d'un antiracisme par un racisme: dénoncer l'antisémitisme reviendrait ici à stigmatiser d'autres "communautés".

Nous voilà très loin du conflit israélo-palestinien. Pas tout à fait. Car dans le débat, filtre la question de la responsabilité des médias, pour avoir rapporté (voire enflé) un conflit entre juifs et arabes, bref, avoir mis de l'huile sur le feu, d'avoir encouragé l'hostilité envers le monde juif. Peut-on, cependant, leur attribuer de telles responsabilités?

Mais qui donc propage l'antisémitisme?

Nous avons essayé de définir l'antisémitisme, l'antisionisme, et l'hypercritique d'Israël, suggéré que l'antisémitisme mais au fond l'antisionisme étaient très rares dans les médias, mais qu'une hypercritique d'Israël s'y exprimait, difficile à qualifier, mais dont le voisinage avec l'antisémitisme n'était pas contestable.

Mais quelle part les médias jouent-ils dans la propagation de l'antisémitisme? Il s'agit là d'un vieux débat: les milieux antiracistes en général ont depuis longtemps accusé les médias de propager le racisme. Dans le contexte israélo-palestinien, le débat est biaisé. D'abord, ceux qui entrent dans la controverse recherche en général une explication causale simple, ce qui est trop commode pour un phénomène complexe et

"épais" comme le racisme. Du moins ce simplisme permet-il de repérer des discours militants dont la valeur analytique est douteuse: car à la recherche de la cause unique se joint souvent une confusion classique entre l'explication et la condamnation: l'institution ou le groupe qui serait "à l'origine" du phénomène serait en même temps le "vrai coupable" (par opposition à d'autres, que l'on blanchit, car dans ces rhétoriques militantes l'accusation de l'un vaut toujours acquittement de l'autre: il faut trouver un "vrai responsable", et un seul...)

La carte est simple. Ceux qui accusent ici les médias de propager l'antisémitisme se situent du côté des proisraéliens. En privilégiant l'image d'un Israël violent face à des civils palestiniens, les médias déclencheraient, ou sinon réveillerait un antisémitisme latent. Dans certains cas, on a l'air de suggérer que sans les médias, il n'y aurait pas eu passage à l'acte. Certains n'hésitent pas à déclarer que les représentations médiatiques n'ont "rien à voir" avec la réalité du conflit, ainsi Eric Marty : "La vérité est que les attentas (antijuifs) n'ont aucun rapport avec ce qui se passe au Proche-Orient mais avec ce qu'en rapportent les médias" (in Weill, 2004, p. 10). Professeur de littérature à l'université Paris VII, spécialiste de Barthes, le même Eric Marty s'est engagé de front dans la controverse pour faire le procès des médias selon lui propalestiniens avec les arguments que nous connaissons (Marty, 2003). Il fait aussi partie des critiques de la gauche radicale notamment à travers sa "querelle" avec le philosophe maoïste Alain Badiou, propalestinien partisan d'un Etat binational qu'il accuse d'antisémitisme, avec des arguments voisins de ceux de Danny Trom (Marty, 2007, Trom, 2007).

Comme toujours, prouver le lien de causalité directe entre les médias et un comportement quel qu'il soit est difficile: la sociologie des médias se bat avec cette question, sans solution claire, depuis des décennies. Pour ceux qui accusent les médias, cependant, tout est bon pour "démontrer" le mécanisme, y compris, bien souvent, ce qu'en disent les médias eux-mêmes. D'où la fortune, par exemple, d'un reportage de Florence Aubenas dans *Libération* du 2 avril 2002. Je laisserai de côté le reportage lui-même, d'ailleurs fort intéressant et nuancé, pour en noter la lecture qui en fut faite par les proisraéliens. Lecture d'ailleurs grandement facilitée par le quotidien. Comme souvent, la "titraillie" fait du sensationnel au contraire du reportage. En première page, surtitre: "Antisémitisme". Gros titre: "Plongée en banlieue ""antifeuj"". Sous titre: "Après plusieurs attentats antisémites ce week-end en France,

reportage dans les cités aux discours intolérants". En dessous, une photo montre un homme portant kippa blanche, en larmes ou en prières, les mains sur le visage, devant des objets brûlés lors de l'incendie d'une synagogue.

Qui sont donc les antifeujs de ces "banlieues" ou de ces cités? Le reportage rend explicite ce qui est implicite: les jeunes arabo-musulmans, lesquels pointent plusieurs fois les médias comme leur source d'information qui aurait déclenché le passage à l'acte, comme dans la citation choisit pour titre en page intérieure: "Un soir, la meuf du JT nous a chauffés". Même si le reportage prend soin de montrer la relative complexité du processus, il connut une vogue certaine pour justifier la critique des médias et trouva même sa place dans le film *Décryptage*.

La plupart des enquêtes sur ce terrain précis évoquent les images des médias, la télévision au premier chef. Dans le travail de l'équipe de Michel Wieworka, les personnes d'origine arabo-musulmane évoquent à plusieurs reprises la télévision, et ce d'autant plus qu'ils ignorent tout du monde juif réel: les prisonniers, par exemple, mais aussi les jeunes des cités pris dans une logique de ghetto, qui citent à plusieurs reprises l'image du petit Mohammed El Dura tué au premier jour de Intifada (voir chapitre 1): "Ils établissent une correspondance mythique entre le monde, défini par le biais du problème palestinien, et ce qu'ils vivent en France (...). Dans cet univers de l'imaginaire, la télévision apporte des éléments qui alimentent constamment une mythologie où la question palestinienne vient corroborer une représentation fantasmatique de la place de l'arabe et du musulman dans la société française" (Wieworka, 2005, p. 196). Ils en donnent des exemples chez les prisonniers musulmans dans les prisons françaises, ou chez tel jeune de Roubaix qui fait (mais tous dans le groupe interrogé ne partagent pas ce point de vue) le lien entre le juif et l'Israélien et commente l'image de la mort de Mohamed El Dura: "Après ça moi, le juif je le vois en tant que tireur pas en tant que juif" (*Ibid.*, p. 171).

Dans les enquêtes, on se focalise sur les milieux "arabo-musulmans", sans s'interroger suffisamment sur l'effet des mêmes images sur d'autres milieux: après tout, le spectacle de l'occupation israélienne convient bien, trop bien aussi, à l'extrême droite antisémite classique. Les médias activant des jeunes beurs travaillés par l'antisémitisme, tel est le schéma qui court dans certains milieux, disons à la fois

proisraéliens et de droite. Le portrait d'un système scolaire en déshérence fait bon ménage avec ce procès des médias qui se substitueraient pour le pire à l'école. C'est là aussi un thème ancien qui s'est transposé dans notre controverse. Principale accusée, la télévision qui a propagé notamment l'image de la mort du petit Mohammed. Mais la presse écrite en prend pour son grade, notamment, à nouveau, *le Monde*, dont le médiateur cite le 29 février 2002 cette lettre: "Comme beaucoup d'amis d'Israël et membres de la communauté juive, je tiens *le Monde* pour particulièrement responsable des actes d'antisémitisme actuels."

Les propalestiniens pratiquent d'abord une critique du diagnostic de l'antisémitisme, que j'ai déjà évoquée. Ils ne s'en prennent pas aussi aux médias, sinon pour les accuser de propager des stéréotypes négatifs de l'Islam (plus que d'être antipalestinien). La présence de stéréotypes négatifs de ce type n'est d'ailleurs pas douteuse (mais leur origine, culturelle, professionnelle, politique, et leurs effets sur le public restent mal connues). Les propalestiniens imputent l'antisémitisme, d'abord, à la politique israélienne elle-même (implicitement, ils suggèrent donc que les médias en donnent un portrait peu ou prou fidèle). Ainsi dans l'article cité d'Edgar Morin: "C'est l'impitoyable répression menée par Sharon qui a fait passer l'antijudaïsme mental à l'acte le plus virulent de haine, l'atteinte au sacré de la synagogue et des tombes" (*Le Monde*, 4 juin 2002). Dans un de mes séminaires parisiens où je montrais la première page de *Libération* intitulée: "Plongée en banlieue antifeuj", un propalestinien attira l'attention sur un autre titre, plus petit: "Tahal poursuit son invasion". "Les voilà, les vrais responsables des agressions contre les juifs", me dit-il.

La critique propalestinienne pointe aussi vers un autre facteur, et en même temps un autre responsable-coupable: les juifs eux-mêmes, ou du moins les institutions juives, que leur engagement trop explicite en faveur d'Israël transformerait en "vecteurs de violence". C'est l'expression d'Eyal Sivan, cinéaste israélien résident en France, très critique d'Israël et propalestinien de longue date, dans un article intitulé: "la dangereuse confusion des juifs de France" (*Le Monde* le 7 décembre 2001) qui déclencha de fortes réactions (et valut aussi à son auteur des menaces de mort). S'il prenait soin de préciser que les actes antisémites devaient "être punis en tant que tels", l'auteur jouait aussi avec un thème hautement sensible.

En effet, toute explication de l'antisémitisme qui met en jeu le comportement de juifs est immédiatement soupçonnée, comme le fut Hannah Arendt, d'antisémitisme - de haine de soi juive si c'est un juif qui suggère cette explication. Expliquer, même au simple plan de la causalité, une haine raciste par le comportement des victimes, c'est toujours dangereux. A l'évidence, privilégier les juifs dans l'explication de l'antisémitisme, cela sent fort l'antisémitisme car l'explication y sert trop vite d'excuse ou de justification. Cela devient vite, et le fut longtemps, un chantage adressé aux juifs: soyez moins juifs, soyez le autrement, soyez plus discrets, sinon vous allez réveiller l'antisémitisme.

Mais là encore, le débat est biaisé car le mauvais usage d'une explication partielle par des antisémites n'exclut pas que l'on s'interroge sur le lien entre l'antisémitisme et la place des juifs dans une société à une époque donnée. Causalité n'est pas responsabilité, comme pour le conflit israélo-palestinien. Dire par exemple, que les juifs donnent l'image de la réussite et de l'intégration dans la France contemporaine, et s'offrent ainsi à la jalousie voire à la haine de populations qui se sentent défavorisées n'a rien de scandaleux et ne les invitent pas à moins réussir ou à se cacher. Le sujet du soutien public à Israël est plus délicat: les juifs qui manifestent bruyamment ce soutien devraient-ils se taire? Et cela entraînerait-il une baisse des actes antisémites? (car il faut distinguer les deux questions). Il n'est pas sûr du tout que la "discretion" relative entraînerait une baisse de la haine des juifs. Disons-le franchement, on n'en sait rien. Acceptons cependant le bien-fondé de l'appel à la discrétion: en bonne logique, il devrait s'adresser à toutes les communautés touchées, affectivement au moins, par le conflit. Impossible de continuer à mobiliser de façon publique *seulement* pour Israël ou les Palestiniens, en réclamant à l'autre côté de se taire.

Quant aux médias, il serait vain de nier qu'ils aient leur part dans l'affaire. Dans un contexte d'hostilité potentielle envers tel ou tel groupe, la peinture négative de ce groupe peut alimenter cette hostilité, même si la preuve reste très difficile à apporter. Et donc, si Israël (associé au monde juif) est dépeint de façon négative, une hostilité préexistante envers Israël et le monde juif va s'appuyer sur les médias. Elle s'alimenterait sans doute de façon similaire si les médias choisissaient de privilégier plus la souffrance israélienne (que, répétons-le, ils montrent d'ailleurs notamment à l'occasion des attentats). Car ceux qui n'aiment pas Israël savent pratiquer

"l'exposition sélective" (vieuse notion de sociologie des médias) aux contenus qui leur conviennent – et la présence de médias communautaires, ou de médias engagés, permet d'ailleurs de perfectionner cette exposition sélective en quittant les médias qui ne vous conviennent pas. Les médias ne peuvent donc suffire à "rétablir l'équilibre" (dont la définition est d'ailleurs impossible à donner) ou montrer toute la complexité du conflit, comme on le leur réclame parfois. Et la logique de la controverse est telle que les choix faits pour montrer cette complexité donneraient prise aux mêmes attaques et aux mêmes arguments que la couverture plus événementielle: on parlerait d'hypercouverture, et chacun y puiserait ce qui lui convient.

Qu'en disent les journalistes? Ils réagissent différemment selon les chefs d'accusation, qui sont au fond trois.

1. Etre antisémite.
2. Produire des textes antisémites.
3. Alimenter l'antisémitisme dans l'opinion.

Les deux premières accusations sont manipulées comme une seule et même chose, et les correspondants les ont entendues plus d'une fois dans la bouche des officiels israéliens. François Clémenceau (Europe 1) se souvient de son indignation au moment de la saisie par l'armée israélienne, en mai 2001, d'une cargaison d'armes sur un bateau à destination de Gaza. Cette affaire fut exploitée par le gouvernement israélien qui organisa une exposition de la cargaison à destination des journalistes. Certains correspondants étrangers manifestèrent leur scepticisme quant à la version des autorités israéliennes, scepticisme qu'un porte-parole mit en parallèle avec la mise en doute de la réalité de la Shoah. Il est facile de comprendre qu'une accusation maniée aussi légèrement ne peut être prise très au sérieux. Le journaliste se replie sur son professionnalisme, comme toujours, ce qu'il est conduit à faire dans un contexte d'attaques systématiques. François Clémenceau: "Je ne peux pas avaler ça, ça me fait mal au cœur, c'est ne rien comprendre à ce métier. On ne peut pas demander aux gens d'être objectifs, et lorsqu'on l'est, c'est-à-dire qu'on prend des précautions élémentaires, de langage, de distance, lorsqu'on émet des doutes, on est contre eux, on est de l'autre côté, donc on est antisémite".

Le discours journalistique se complique lorsqu'il s'agit des effets sur le public, et notamment sur un public dont l'antisémitisme pourrait être réveillé ou activé par les

médias. Précisons: le discours des journalistes de télévision ou de radio. Les gens de presse écrite sont, au total, plus à l'abri de ce genre d'accusation. Dans un premier temps, les journalistes de radiotélévision nient ou relativisent considérablement les effets. De façon la plus ferme, celui qui fut le premier accusé, Charles Enderlin: "A partir du moment où on commence à s'autocensurer pour des raisons internes au pays vers lequel on diffuse, c'est fini, on ne fait plus du journalisme, on ne fait plus rien. Un téléspectateur m'a posé la question dans un débat de l'émission *l'Hebdo du Médiateur*. J'ai répondu, l'antisémitisme en France, Monsieur, est l'affaire de la police et des tribunaux français". Mais il y a là aussi un effet de symétrisation d'une position radicale contre une autre. Dans l'entretien que nous avons eu avec lui, Charles Enderlin reconnaît que, si les images de violence israélienne comme palestinienne font partie d'une réalité qu'il importe de montrer, un certain type de déclaration hostile aux arabes ou aux juifs ne peut être diffusée sans réflexion ou sans précaution. Un temps collègue de Charles Enderlin à Jérusalem et longtemps responsable des émissions en Français de Kol Israel (La Voix d'Israël, station publique), Didier Epelbaum tient un discours professionnel classique lorsqu'il évoque Raymond Aron disant dans ses mémoires que les lecteurs sont le plus grand obstacle à la liberté de la presse: autrement dit, à tenir compte des passions et des effets possibles, on ne fait plus de journalisme. Il accepte cependant l'idée que la télévision ne soit pas neutre, même si elle se contente de rapporter une violence qui existe: "L'avocat d'un type qui a brûlé une voiture dans une banlieue a même utilisé comme argument : il a fait ça parce qu'il l'a vu à la télévision. La télévision est très couramment utilisée comme la principale responsable dans le déclenchement de violence (...). Evidemment ce qu'ils voient à la télé peut augmenter le ressentiment (des auteurs d'actes antisémites), mais ce qu'on voit, c'est ce qui s'est passé. C'est l'événement lui-même qui les met hors d'eux. Ce n'est pas seulement parce que la télévision transmet quelque chose". Enfin, il invoque l'argument du temps lorsque je l'interroge sur les risques que la couverture de tel événement, à long terme, alimente l'animosité d'une partie de l'audience pour une autre: "Est-ce que je dois moi reporter entrer dans cette complexité quand j'ai 1 mn 30 pour couvrir un événement, je dois déjà concentrer ça de la façon la plus proche de la réalité, je peux faire rentrer ces considérations dans mon travail ?"

Isabelle Dor, présente à Jérusalem pour Radio France de 2002 à 2006, s'interroge avec plus d'incertitudes : "On a vu les agressions qu'il y a eu, on parle du retour de l'antisémitisme en France, je pense que c'est exagéré, il y aurait pas ce conflit là, ils s'identifierait aux caïds d'à côté. Ils ont besoin de s'identifier à quelque chose, ils ne savent même pas où c'est la Palestine. Ils s'en prennent à des juifs, je ne crois pas que ce soit de l'antisémitisme (...). Il y a eu beaucoup d'efforts de faits pour réprimer ça. Je pense que c'est disproportionné. Ce sont des petits voyous. Mais je suis pas juive, et peut-être que si j'avais été juive j'aurais réagi d'une autre manière" – cette considération de l'identité est rare, mais cruciale, nous l'avons vu à propos des correspondants. Cependant, Isabelle Dor reconnaît que les agressions antisémites l'ont conduite à s'interroger sur sa couverture: "Il ne s'agit pas de couvrir moins, mais avec beaucoup de prudence, d'équilibre. Un soir je fais un reportage avec des gens de gauche, le lendemain je fais des reportages avec des gens de droite". Ils sont ainsi nombreux à refuser d'entrer directement dans le débat sur les effets, pour reconnaître que dans la pratique ils sont loin de les ignorer, sans que cela mène à des règles claires.

Que demander aux médias, au nom de quoi?

Bref, les embûches sont multiples, et, au-delà de l'antisémitisme, la question des relations entre médias et racisme n'est pas facile à résoudre. Si l'antisémitisme ou le racisme explicites sont, au total, assez rares dans les médias, les risques sont nombreux de blesser des communautés faites surtout d'individus fragilisés, et d'activer aussi l'hostilité contre d'autres communautés, sans que jamais on puisse être sûr du lien de causalité. Difficile de ne pas réclamer aux médias une certaine prudence – prudence dont ils tiendront compte un soir pour l'oublier le lendemain. Il faut aussi que la prudence s'applique également à tous les publics, à toutes les "communautés" susceptibles de souffrir d'agressions, ou d'être affectées dans leurs images. On ne saurait pratiquer le "deux poids, deux mesures".

C'est ici que le bât blesse. Car il est trop rare de voir un groupe ou une association lutter systématiquement contre tous les racismes. Et celui qui dénonce est trop facilement dénoncé à son tour pour privilégier une catégorie de victimes. Singulièrement, l'inquiétude pour les victimes juives du racisme, comme celle pour

l'image d'Israël, émane souvent de juifs qui ont le sentiment d'être mal compris (surtout quand il s'agit d'Israël). On pourrait aussi dire que dans certains cas, (le RER D), ils sont trop bien compris. Quant aux victimes arabes, elles sont prises elles aussi dans une controverse sur les médias, moins à propos du conflit israélo-palestinien que des actes de terrorisme islamiste, depuis le 11 septembre 2001. Le débat est le même: à stigmatiser une certaine culture à la fois lointaine et diasporique, on risque d'encourager le racisme. Le conflit israélo-palestinien est donc pris ici dans une dynamique globale des images, où les critères journalistiques "classiques" de couverture, eux-mêmes fragiles, sont perpétuellement dénoncés au nom d'autres logiques. On ne peut seulement "rapporter des faits importants", il faut désormais s'interroger sur les effets de cette couverture sur le tissu national, les risques de stigmatisation d'un groupe proche à travers un conflit lointain. Les journalistes, par leur formation et leur pratique professionnelle, sont mal armés pour répondre à de telles questions.

CHAPITRE 9: DAVID ET MICHEL

Voici un dialogue qui n'est pas tout à fait imaginaire. Je l'ai reconstitué, et le lecteur l'a peut-être entendu aussi, à partir de débats publics, réunions militantes, ou simples rencontres sur le terrain. Je l'ai écrit, pour l'essentiel, avant que ne paraissent des livres (Boniface, Schemla, 2006, Brauman, Finkielkraut, Lévy, 2006) où l'on retrouvera (dans le second surtout), beaucoup des arguments échangés ici – tant la circulation de ces arguments, au-delà des personnes, est devenue banale. Ce type de débat même a une histoire déjà longue. Faire dialoguer les frères ennemis sur place, ou leurs partisans au loin, est un exercice journalistique, diplomatique, intellectuel, ancien. La nouveauté de la deuxième Intifada tient peut-être à la prolifération de tels dialogues et à la place qu'y prennent les médias. Et ces dialogues font désormais apparaître un gouffre entre des proches, qui souvent se tutoient, ou se tutoyaient, et qui soudain ne partagent plus la même vision du monde. Cette faille, ouverte en octobre 2000, semble s'être approfondie depuis sous les coups du 11 septembre et du débat sur les attentats islamistes en Europe et ailleurs. A gauche, notamment, des déchirements se dessinent autour du Proche-Orient.

Qui dialogue avec qui ? Est-ce l'arabe et le juif, pour prendre le titre d'un ouvrage récent ou deux journalistes francophones qui furent amis mais – l'un juif, l'autre arabe – font le bilan de leur déchirement après la seconde Intifada (Barrada, Sitbon, 2004). Guy Sitbon y évoque le basculement provoqué par la deuxième Intifada: comment le "communiste tunisien", "l'arabiste" qu'il était a-t-il basculé "brutalement du soutien aux Palestiniens à une condamnation sans nuance de ce qu'ils pensent et de ce qu'ils font? Il s'est passé la deuxième Intifada, le tournant décisif" (p. 15) (et j'y ajouterais, la façon dont cette deuxième Intifada sera représentée dans les médias). L'événement semble renvoyer chacun des amis, amitié nouée en langue française, dans une tribu, une identification étroite à une cause, une obligation de justifier, qui Israël (voire les juifs), qui les Palestiniens (voire les arabes).

Mais la faille ne passe pas qu'entre "juifs" et "arabes". Ce serait ethniciser trop vite le débat. Dans les médias français, ce sont d'abord deux français que l'on fait dialoguer, et parfois deux juifs, qui s'expriment (aussi) en tant que juifs, la chose est dite en introduction, ou signalée lors du débat. Rony Brauman et Alain Finkielkraut déjà

plusieurs fois cités en sont le meilleur exemple français (voir l'ouvrage cité plus haut). Ils ont crié CRS=SS tous les deux, ils ont été de la même génération politique, mais tout semble désormais les séparer: Alain Finkielkraut souligne le flot de "haine anti-juive" qui court le monde arabe et accuse l'extrême gauche propalestinienne de délivrer un permis de haïr, Rony Brauman dit Alain Finkielkraut tout occupé à la défense d'Israël au point d'oublier la réalité de l'occupation israélienne et ses conséquences désastreuses très au-delà du Proche-Orient. Le cas d'Alain Finkielkraut est typique aussi de l'itinéraire de nombreux juifs engagés à gauche ou très à gauche et qui se sont éloignés de leur famille politique pour rejoindre leur "famille identitaire" – à propos d'Israël devenue à leur goût trop souvent une cible. Cela s'est produit à plusieurs reprises, dès après 1967, puis en 1982, mais jamais semble-t-il autant que depuis 2000.

Parfois aussi, entre un juif et un non juif, mais le deuxième se révélera souvent proche du monde juif autant que du monde arabe. Exemple : dans *Télérama*, le 20 janvier 2003, Jacques Tarnéro, sociologue devenu l'un des plus vifs critiques proisraéliens des médias, et Denis Sieffert, rédacteur en chef de *Politis* (journal auquel Jacques Tarnéro collabora jadis), militant de l'extrême-gauche et de l'altermondialiste, mais aussi proche (au moins sentimentalement) d'Israël par des liens personnels et des amitiés avec des militants de l'extrême-gauche israélienne. Dans la diaspora donc ce sont souvent des proches que le conflit sépare et divise.

Trop facile, donc, de faire du conflit israélo-palestinien une affaire judéo-arabe, ou judéo-musulmane, voire "judéo-juive". Il fait l'objet d'appropriations trop diverses et singulières pour qu'on le réduise à cela, même s'il est beaucoup cela.

Voici donc mon proisraélien et mon propalestinien, David et Michel. Je les ai rencontrés tous les deux maintes fois en chair et en os, et n'ai guère eu de mal à reconstituer leurs arguments et leurs passions. David, français, habite la région parisienne. Il a de la famille et/ou des amis en Israël, comme la majorité des juifs de France – et, après chaque attentat-suicide, son inquiétude est extrême, souvent plus grande que celle de ses amis israéliens car au prisme des médias, Israël et la Palestine ne sont plus qu'attentats, raids, bombardements et check points. Comme la majorité des juifs de France, il n'est peut-être pas membre d'une organisation spécifique. Mais

il est un consommateur assidu de médias. Il lit occasionnellement le *Monde*, en bouillonnant quand il s'agit d'Israël (ses parents viennent de se désabonner, "écoeurés" par la couverture du conflit). Plus que TF1, il regarde France 2 qui consacre plus de temps au conflit et vitupère chaque fois contre la chaîne et son correspondant à Jérusalem, Charles Enderlin. Enfin, il surfe sur Internet, et sur des sites variés, il trouve une énorme matière pour confirmer ses suspicions et pour découvrir de nouveaux scandales, ou du moins ce qu'il vit comme tels, dans la couverture d'Israël. Il souffre des médias, trouve partout les traces d'un parti pris qui le panique et qui, il en est persuadé, encourage les "jeunes des banlieue" contre les juifs de France. Il est de toutes les manifestations de solidarité avec Israël. Avec ses amis non-juifs, le dialogue est devenu depuis octobre 2000 difficile, car il les sent aveugles à ce qui est pour lui un scandale quotidien. Plus d'une fois on lui a dit : "allez, tu fais de la parano". Chez David, domine le sentiment du "monde entier contre nous" si prégnant aujourd'hui une grande partie du monde juif. Lui parlant, je me sentais un double devoir, de comprendre l'intensité de ses sentiments, mais aussi de lui donner à voir d'autres aspects de cette réalité médiatique que la critique d'Israël.

J'ai rencontré aussi le propalestinien, à Paris ou à Londres bien sûr, mais lui aussi sur place. Pas à Tel-Aviv, mais dans les territoires, par exemple des convois de solidarité avec les Palestiniens organisés par Ta-ayoush, groupe judéo-arabe créé au début de l'Intifada. A ces convois se joignent parfois des activistes venus de divers pays, avec lesquels, inmanquablement, je parle de médias. Et là, je trouve Michel, mon militant propalestinien, altermondialiste convaincu, près à s'embarquer pour les capitales où se tiennent les réunions des grandes organisations néo-libérales. Ce militant-là est moins passionné par les médias que le proisraélien, médias dont il reproche, au proisraélien, de trop s'occuper (comme Rony Brauman le fait à Alain Finkielkraut). Français, il enverrait peut-être un courriel à l'association Vigie-Médias-Palestine pour protester contre tel reportage qui parle de terrorisme à propos des attentats suicide palestiniens où il voit d'abord l'expression d'un désespoir aisément explicable. Il reprocherait aux médias moins leur biais que leur neutralité, leur refus de s'engager "comme on a fait pour l'Afrique du Sud". Il conteste une pseudo neutralité là où, clame t-il, justice (médiatique ?) doit être faite. Est-il antisémite, comme le craignent, et l'affirment, beaucoup de proisraéliens? Je l'ai trouvé plus ignorant de l'histoire. Quand j'ai essayé de lui expliquer l'absurdité de la comparaison entre les soldats de l'armée israélienne

et les SS, entre les Palestiniens et les juifs de jadis, il m'a répondu avec des souvenirs de quelques films documentaires – et souligné la ressemblance entre des réfugiés misérables devant des maisons en ruine, de toutes les guerres. Quand je lui ai dit que telle caricature de Carlos Latuff publiée sur de nombreux sites du réseau altermondialiste Indymédia, mobilisait un répertoire antisémite classique, il en fut fort étonné. Il connaît très bien certains aspects de l'histoire du conflit israélo-arabe, du moins à partir de 1948, le nom de grandes colonies israéliennes dans les territoires et des grandes villes palestiniennes, des principaux leaders politiques. Il en savait assez pour affirmer qu'Israël et les Etats-Unis portaient "l'essentiel de la responsabilité" de la situation actuelle.

Si David aujourd'hui, dans l'espace public, est le plus souvent juif, le militant propalestinien n'est pas nécessairement lié au monde arabo-musulman. Il suffit de lire à cet égard, les tribunes libres dans la presse. C'est dans des circonstances plus informelles, par exemple dans les débats publics qui se tiennent à ce sujet dans des salles communales, et parfois aussi à la radio et à la télévision (beaucoup plus que dans la presse écrite) que l'on peut entendre un propalestinien "arabe". Nos deux interlocuteurs se ressemblent, au fond: jeunes, très informés, grand consommateurs d'Internet, ayant l'expérience d'un voyage ou deux en Israël (mais pas le même Israël, l'un va voir sa famille ou ses amis à Jérusalem, l'autre va dans les territoires exprimer sa solidarité). En bref, tout deux profondément mobilisés, en miroir.

J'ai conçu mon dialogue moins comme un spectacle que comme la concrétisation d'un espace public en crise. Le dialogue est une fiction. Car si les émotions se sentent dans le passage associatif d'un sujet à un autre, dans les permanentes mise en miroir ("Shoah" contre "occupation", souffrance contre souffrance, justification contre justification), j'ai supposé mes deux personnages capables de patience, les portes n'ont pas claqué comme je l'ai trop souvent vu, au bout de cinq minutes, dans des débats de ce genre. David et Michel s'écoutent en bouillonnant, mais ils s'écoutent.

Il n'y a pas non plus ici l'idée d'une symétrie parfaite de deux points de vue qui se vaudraient. Je ne renvoie pas tout à fait mes personnages dos-à-dos, et la vérité coincée quelque part entre les deux. Ce qui m'intéresse, à ce point, c'est que chacun construit sa vérité, avec des ressources médiatiques.

Le dialogue du proisraélien et du propalestinien français

Michel : alors, tu es content, regarde, ça fait quatre ans que ça dure, et ça y est, tout le monde est prudent. On prend des gants pour parler d'Israël. En 2005, un médecin militant de l'humanitaire a écrit dans un rapport officiel sur l'antisémitisme, que l'antisionisme radical est une forme d'antisémitisme. Et regarde cette année: avec la montée du Hamas au pouvoir et la guerre du Liban, les médias n'ont jamais autant justifié Israël, présenté comme une démocratie alors qu'elle porte ses coups contre des dirigeants élus, et justifiant au moins au début une offensive sur un pays voisin qui déplace un million de personnes et tue des centaines d'innocents. C'est la télévision comme on l'a bien dit. Tu as réussi : à force de mettre en cause les médias, la cause palestinienne est passée au second plan ou a été confondue avec l'islamisme. Quand on parle d'Israël en France aujourd'hui, on a l'impression que le vrai débat porte sur les médias, au fond. On associe une brève flambée d'antisémitisme à la couverture du conflit. Et pendant ce temps-là, Sharon puis Olmert ont continué de construire le mur que tu veux appeler barrière, et de bâtir des colonies au-delà de la ligne verte. Le retrait de Gaza tant célébré a été un rideau de fumée derrière lequel la colonisation de la Cisjordanie se poursuit. Oublié le Sharon de Sabra et Chatila, le provocateur qui a mis le feu au poudres en visitant l'esplanade des mosquées en septembre 2000.

David : Il y a trop de contrevérités pour répondre à tout. Mais d'abord, l'antisémitisme est bien vivant en France. Je sais qu'on peut contester tel ou tel instrument de mesure. Mais demande à beaucoup de juifs aujourd'hui, notamment ceux qui vivent au contact de populations musulmanes. Lis les rapports de la Commission consultative des droits de l'homme. Par rapport à leur population, les juifs sont victimes de façon disproportionnée d'agressions verbales voire physiques. Or, c'est bien parce qu'Israël est présentée comme l'agresseur cruel et arbitraire des Palestiniens que les juifs sont agressés. Cette remontée a coïncidé avec le début de la deuxième Intifada. C'est bien parce que la télévision, et pas seulement l'information, mais aussi des films documentaires en nombre, et même des films de cinéma, nous martèlent le thème de l'occupation et nous montrent des soldats qui paraissent s'en prendre sans raison à des civils, que l'antisémitisme s'est réveillé, notamment dans les banlieues défavorisées. Ce n'est pas la faute des juifs ni d'Israël si les banlieues sont

défavorisées. Mais avec la couverture obsessionnelle du conflit israélo-palestinien, les médias ont mis Israël dans une position intenable, et ont mis le feu aux poudres en France, voire en Occident. Alors, qu'on débâte, en France, du rôle des médias, cela me paraît tout à fait justifié.

Michel : D'abord, les journalistes, comme tu dis, ne jouent pas les "justiciers par procuration", ils doivent rendre compte de ce conflit. Il est tout à fait naturel qu'il soit présent de cette façon dans les médias, même si ça doit te gêner un peu, même si tu aimerais qu'on parle moins d'Israël. Tant de choses dépendent de ce conflit. Et, on l'a vu avec le 11 septembre, tant que le conflit israélo-palestinien ne sera pas résolu, il n'y aura pas de rapports paisibles entre le monde arabe, voire musulman, et l'Occident.

David : Il n'y aura pas de rapports paisibles entre communautés en France tant que l'on continue à stigmatiser Israël. Et ce n'est pas la réalité qui stigmatise Israël, ce sont les médias. Il y a une preuve très claire que les médias sont propalestiniens : ce sont les erreurs. Lorsque les médias se trompent (s'ils ne mentent pas délibérément), c'est toujours en défaveur d'Israël. Lorsqu'aux premiers jours de l'Intifada il y a une photo représentant un jeune juif américain la tête en sang après avoir été agressé par des Palestiniens, avec un policier israélien derrière qui s'adresse aux manifestants, cette photo est publiée en une de *Libération* – mais la légende est différente : on explique que c'est un jeune palestinien agressé par un policier israélien. Tu sais mieux que moi ce que sont les crimes d'honneur dans certaines sociétés musulmanes : des femmes dont on estime que l'honneur est perdu, parce qu'elles ne sont plus vierges, parce qu'elles ont été violées, sont froidement assassinées par les membres de leur famille. Lorsqu'il s'agit de crimes d'honneur dans la société palestinienne, un article du *Nouvel Observateur* parle froidement de viols commis par des soldats israéliens. Que la rumeur court dans le monde arabe, je trouve ça déjà pas très agréable – que les médias occidentaux la reprennent, cela en dit long sur les préjugés envers l'armée israélienne. Et je pourrais continuer...

Michel : Tu ne pourrais pas continuer : ce sont toujours les mêmes erreurs que l'on rappelle. Les médias se trompent toujours, surtout lorsqu'ils travaillent autant. On a

bien du mal à trouver d'autre chose. Au passage, c'est l'Associated Press, l'agence américaine qui vend la photo, qui s'est trompée sur la légende, et pas *Libération*...

David : Mais c'est *Libération* qui met la photo en Une...

Michel : Et l'erreur devient pour toi un événement majeur, alors que la plupart des lecteurs l'ont oubliée depuis longtemps. En plus, qui me dit qu'une surveillance attentive ne montrerait pas aussi des erreurs commises à l'égard des Palestiniens ? Et puis, compte tenu de ce qui se passe là-bas, désolé, cela reflète bien une vérité : des jeunes Palestiniens désarmés face à des soldats et des policiers israéliens. Je t'invite à monter sur les sites de Beit Tselem et de Mahsom Watch, deux organisations israéliennes, si tu ne me crois pas. L'image des territoires n'y est pas différente de celle de la presse occidentale.

David : La presse occidentale qui a bien de la chance de trouver dans Israël les outils pour critiquer Israël. Bon, s'il y avait des erreurs favorables aux Israéliens, cela se saurait. Des Israéliens tués accidentellement et dont la mort est attribuée à des Palestiniens, préviens-moi.

Michel: C'est arrivé, par exemple un accident de voiture d'Israéliens dans les territoires transformé en attentat.

David: Cela a été tout de suite corrigé, et n'a jamais fait la première page. Tout simplement, les Palestiniens sont toujours des victimes. Toutes les fois qu'on parle de leurs problèmes, on ne leur impute pratiquement pas de responsabilités, tout retombe sur la sacro-sainte occupation. Regarde les autres sociétés arabes, sans occupation : il y a d'autres explications aux problèmes des Palestiniens et du monde arabe. Même quand on parle des crimes d'honneur, si on ne se met pas à délirer sur des viols imaginaires, on rappelle comme l'a fait *le Monde* que l'occupation fragilise la société, donc le statut des femmes. Le malheur des femmes palestiniennes, ce serait la faute des Israéliens! Tout ce qui ne va pas dans les territoires occupés, ce serait la faute des Israéliens! Et l'Islam, et le réveil religieux dans les territoires, ça contribue à l'émancipation des femmes?

Michel : Visiblement, tu consommes beaucoup de médias. Mais tu ne regardes que ce qui te paraît défavorable à Israël, et tu négliges ce qu'on montre des Palestiniens. L'image de la société palestinienne n'est pas celle que tu dis. Prend les femmes-kamikazes, il y a eu plusieurs reportages qui ont bien montré qu'elles étaient dans une

situation sociale difficile, divorcées, rejetées par leurs familles. Bien sûr, l'occupation contribue à leur détresse, mais comment ignorer les causes proprement palestiniennes. En même temps, il faut bien que tu comprennes, si tu as le sentiment qu'on fait porter le blâme aux Israéliens, c'est bien que l'occupation corrompt tout, qu'il est difficile de juger une société à ce point opprimée en oubliant l'oppression. Elle est d'abord une société occupée, la réalité quotidienne des Palestiniens est marquée d'abord par l'occupation et les relations avec l'occupant, les soldats au premier chef. Si les médias le montrent, ils ont raison, et c'est le contraire d'un biais ou d'un mensonge. A nouveau, vas-y dans les territoires, et tu verras de tes yeux.

David : Fidèle? Rien n'est fidèle ici. L'image des Palestiniens, des victimes innocentes? Qui a fait un vrai reportage sur le Hamas, dont le programme est après tout la destruction de l'Etat d'Israël, sauf *Tribune Juive*? Qui a montré l'enthousiasme des Palestiniens après le 11 septembre? Et dans les banlieues de France aussi, il y a eu des signes de joie – que les médias ont tu, volontairement, je le tiens de bonne source.

Michel: Pour une fois, je partage en partie ton avis: on n'a pas fait de vrai reportage sur le Hamas. On l'a sans cesse associé à l'islamisme. On a justifié l'incroyable boycott par les Occidentaux, qui ferait bien de boycotter la société religieuse, nucléaire, militarisée, qu'est Israël. Mais on a montré les terroristes, à satiété, la société palestinienne apparaît comme une société de kamikazes enthousiastes, à voire le nombre d'interviews de familles de terroristes, qui ne légitiment d'ailleurs rien, mais qui expliquent un peu, ce qui n'est pas si mal. Mais le rôle caritatif du Hamas, l'aide aux familles qu'il apporte, mais la complexité de sa position politique.... Lorsque Mahmoud Abbas est devenu premier ministre, en février 2005, il a obtenu du Hamas l'acceptation implicite de la reconnaissance de l'Etat d'Israël. La BBC avait fait il y a plusieurs années un sujet sur l'évolution possible du Hamas du terroriste à un parti légitime, en citant d'ailleurs des spécialistes israéliens. En France, au contraire, on cultive l'image du Palestinien terroriste.

David: On ne la cultive pas assez à mon goût. Et ne cite pas la BBC, repère connu de proarabes! Et je n'avais pas fini, à propos d'image infidèle. Israël est réduite à une poignée de fanatiques expansionnistes. On ne montre jamais la majorité silencieuse, celle qui veut la paix, mais qui vit dans la peur des attaques qui nourrissent son

angoisse, et qui sont faites pour ça. A côté des fanatiques, qu'est-ce que les médias français ou occidentaux adorent? Les soi-disants pacifistes israéliens, ceux qu'on appelle en Israël l'extrême-gauche, ou les nouveaux historiens qui se complaisent dans la critique de leur pays et qui font porter le chapeau du malheur palestinien à Israël, depuis 1948, voire depuis les débuts du sionisme. Cette extrême gauche naïve qui s'imagine qu'il est facile de faire la paix, en Israël on ne la connaît pratiquement pas. Qui sait qui est Michel Warschawski en Israël ? Personne. En France, il est un expert majeur du conflit.

Michel : Justement, Israël gagnerait peut-être à écouter ces voix qui lui disent depuis vingt ou trente ans qu'il faut reconnaître l'existence même des Palestiniens qu'elle a si longtemps niée, qu'il faut faire la paix. Pour les médias, je ne te concède rien. Pour ce qui est de l'antisémitisme, c'est vrai qu'il y a une certaine hostilité envers Israël aujourd'hui, qui peut déteindre sur les juifs d'autant que ceux-ci affichent leur solidarité envers Israël de façon parfois trop ouverte. Ce sont eux qui créent la confusion entre juifs et Israéliens, pas les médias! Si ce conflit cesse, si la paix se fait, l'image d'Israël qui n'est déjà pas si mauvaise, reviendra positive, trop positive même à mon avis. Déjà, après 1993, les accords d'Oslo, et même aussi quand Barak faisait ces propositions, l'image d'Israël était bien meilleure qu'aujourd'hui. Travaille donc pour la paix, milite avec les quelques juifs de l'Union Juive Française pour la Paix, avec ceux qui ont publié dans *le Monde* la tribune "Pour une autre voix juive". Occupe-toi de critiquer Israël avant de critiquer les médias, tu te feras du bien, tu feras avancer la paix, tu donneras une autre image du monde juif.

David : Celle des juifs comme on les a toujours aimés, faibles, courants au devant de leurs ennemis pour se faire fouetter, merci bien! Travailler pour la paix, c'est bien gentil, mais cela suppose qu'il y a des partenaires pour la paix. Or les Palestiniens, dans leur majorité, soutiennent aujourd'hui les attentats suicides. Pour beaucoup de jeunes Palestiniens, Ben Laden est un héros, et on sait bien qu'il y a eu des manifestations de soutien à Ben Laden et des cris de joie dans les territoires lorsque le World Trade Center est tombé. Les médias l'ont à peine dit. Par contre, des experts nous ont expliqué que c'était à cause du conflit israélo-palestinien qu'il y avait des Ben Laden. A nouveau toutes les responsabilités sur les épaules d'Israël. Toi qui suis avec passion le monde arabe, sais-tu que Ben Laden n'a impliqué les Palestiniens

dans son argumentation tardivement, et s'opposait d'abord à la présence américaine sur le sol saoudien lors de la première guerre du Golfe.

Michel: Dans la région, Israël et les Etats-Unis travaillent main dans la main, de toute façon. Il n'empêche, la paix entre Israël et les Palestiniens ne va peut-être pas changer tout, mais elle va considérablement faire reculer l'Islamisme en le privant d'un argument majeur, elle va peut-être obliger les jeunes des banlieues à regarder leur problème en face au lieu de faire un exutoire du conflit israélo-palestinien. Elle fera avancer les choses, que tu le veuilles ou non.

David: Avancer les choses, tu y crois? Tu croies que les fanatiques ne trouveront pas un autre prétexte, et d'abord la présence américaine dans le monde musulman? Ou toute autre chose d'ailleurs, ou n'importe quelle rumeur antisémite comme le monde arabe en est si riche. A voir comment les médias traitent tout ce qui ressemble à une cérémonie de paix entre Israël et les Palestiniens, on pourrait croire que la paix dans le monde va régner pour mille ans si ce conflit est résolu. Comme si tout avait commencé par l'occupation de 1967. Tu sais bien que le refus arabe d'Israël remonte beaucoup plus loin. Moi, j'étais trop jeune en 1982, mais ma famille m'a raconté ce qu'on disait d'Israël à ce moment là. Sabra et Chatila, ça a été la grande diabolisation d'Israël. Bien sûr, c'est un affreux massacre, mais ce n'est pas Sharon qui l'a commis, ce sont des chrétiens libanais. Et là dessus, les monstres, ce sont des juifs, Sharon devient un SS, et aujourd'hui, tout ça recommence, demande à mon grand-père ce que tout ça lui rappelle. Ce n'est pas mon travail d'excuser les antisémites, ni même d'expliquer leur comportement. Je veux vivre en paix dans mon pays, la France – mais parfois je me demande si je ne serai pas mieux dans Israël en guerre. Je regarde les images d'Israël à la télévision le soir, je regarde les actes antisémites autour de moi, et je ne vis pas en paix.

Michel : Tu demandes aux médias plus qu'ils ne peuvent faire. Ils ne vont pas te donner une leçon d'histoire. D'abord, il faut le répéter, ils ne sont pas propalestiniens comme tu le croies. Le moindre attentat reçoit une énorme couverture, tandis que les morts palestiniens, au compte-gouttes, passent inaperçus, sauf au moment des grandes offensives. On oublie que pour les Palestiniens l'occupation est une souffrance quotidienne. Je suis sûr que si on fait le compte, il y a plus de temps consacré à

chaque victime israélienne qu'à chaque victime palestinienne du conflit Quand il y a un attentat en Israël, combien de médias ne parlent pas d'une "reprise des violences", quelquefois mêmes ils disent "après une période d'accalmie". Pendant cette période d'accalmie, des Palestiniens étaient tués presque chaque jour, des femmes malades attendaient au check point, des enfants manquaient de médicaments. L'occupation continue. Quand Tsahal tue peu à la fois, c'est l'accalmie, et l'occupation, la colonisation, les check-points, et même la tuerie, continuent de plus belle.

David : Et te voilà, croyant donner des exemples de couverture proisraélienne, alors que c'est le contraire. Le mot terroriste, par exemple, devant lequel reculent tant de médias français. On l'emploie, bien sûr, mais en prenant des gants, on préfère kamikaze, les anglais disent "suicide bomber". Dire "kamikaze", c'est pire, c'est glorifier. Et puis, ce fameux décompte, il est scandaleux, on a d'un côté les Israéliens, de l'autre les Palestiniens, y compris les terroristes qui se suicident, présentés comme des victimes du conflit. Il y a quelque chose de suspect dans ce décompte systématique, d'ailleurs une pétition a été adressée à l'AFP en 2004, vois le site acmedias.org, on attend toujours la réponse.

Michel : Le décompte, si l'on suit un conflit, c'est bien encore la meilleure façon de rappeler l'essentiel : ce conflit fait des morts et des blessés, beaucoup d'enfants d'ailleurs, et en majorité des victimes palestiniennes. C'est un fait irréfutable, je ne vois pas pourquoi il t'irrite tant. Quant à ta pétition, elle est une preuve parmi d'autres de la puissance de vos groupes de pression. Les médias sont sous surveillance, dès qu'il s'agit d'Israël. C'est paranoïaque, ton histoire, je connais ton site, il prétend qu'une victime israélienne d'un mortier palestinien a été retiré de la liste en douce le jour de Kippour en 2004. Et pour finir, je comprendrais très bien que les journalistes n'utilisent pas le mot terreur, tu sais très bien qu'aujourd'hui et plus encore après le 11 septembre 2001, le mot "terroriste" équivaut à une condamnation politique. Mais ils l'utilisent systématiquement, pour les attentats à l'intérieur d'Israël. Ils ont tort. Les actions de l'armée israélienne sont du terrorisme d'Etat : on ne respecte pas les conventions de Genève, on effraye systématiquement tous les civils sans distinction, pour prévenir la soi-disant terreur, on terrorise. C'est la justification officielle. En fait, ces médias que tu crains tant respectent assez bien une symétrie entre les parties, qui

n'est que fiction : il n'y a pas de symétrie. Il y a un conquérant redoutable et un peuple asservi. En fin de compte, il sont proisraéliens, vos médias.

David : La couverture est favorable aux Palestiniens, même s'il n'y a pas de partie pris politique, parce que dans notre culture on glorifie systématiquement les victimes, et les Palestiniens sont présentés, de façon répétée, comme les victimes principales du conflit. Elie Barnavi, l'ambassadeur d'Israël en France, a appelé cela le "compassionnisme". Je trouve qu'il est bien gentil, c'est plus grave que ça, c'est du larmoyisme, et pour un peuple, à nouveau, qui encourage en son sein le terrorisme, ce que tous les peuples attaqués par d'autres – à supposer que les Palestiniens aient été attaqués par les Israéliens – ne font pas. Explique-moi pourquoi l'Occident s'est indigné des attentats du 11 septembre 2001, et puis surtout l'Europe, après le 11 mars 2004 à Madrid, et continuent à faire deux poids, deux mesures. D'un côté, Al Qaida est traité comme quelque chose de néfaste par tous les pays occidentaux, qui parlent d'attentats terroristes, quand les Palestiniens font pareil contre Israël, alors là c'est bien.

Michel : A nouveau, tu bascules : personne ne dit que les attentats palestiniens sont une bonne chose. Mais il faut les traiter différemment, ils ont une logique politique : mettre fin à l'occupation israélienne. Ce n'est pas une terreur gratuite. D'ailleurs, depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le Hamas a freiné systématiquement les attentats, les efforts sont du côté palestinien. Tu ne supportes pas qu'on écrive comme beaucoup de médias européens au moins (les Américains sont bien entendu toujours anti-palestiniens), que les attentats terroristes sont le fruit du désespoir. Mais c'est vrai. Peut-être qu'il y a la religion, et quantités d'autres choses. Mais je suis allé deux fois dans les territoires occupés avec des missions civiles, j'ai découvert l'intensité du désespoir palestinien. Je t'invite à venir avec moi la prochaine fois, tu verras que les médias ne mentent pas comme tu l'imagines.

David : Si les attentats ont cessé, c'est d'abord grâce à la barrière qui n'est un mur que sur de petites parties. Et les roquettes qui pleuvent sur Gaza depuis Israël, et Shderot, ville-martyr du Néguev, c'est cela vos Palestiniens pacifiques? Comment veux-tu que je mette les pieds dans les "territoires", comme tu les appelles. Je te rappelle qu'ils sont disputés. Moi je reconnais volontiers qu'Israël devrait les quitter. Mais il faut se

souvenir que ce n'est pas si facile pour Israël. Pour beaucoup de juifs, c'est la Judée Samarie, et pas la rive Ouest ou les territoires. La "légalité internationale", la "communauté internationale", dont tu te réclames comme si elle était neutre, elle n'enthousiasme pas beaucoup de juifs ou les Israéliens. Après tout, c'est l'Assemblée Générale de l'ONU qui a condamné le sionisme comme une forme de racisme en 1975. Et je ne remonterai pas à la Shoah, là aussi, la communauté internationale a eu connaissance du massacre de mon peuple dès 1942, et on s'est contenté de protestations verbales.

Michel: Les choses ont bien changé depuis. L'ONU est revenue sur la condamnation du sionisme. L'éducation à la Shoah est partout, regarde les cérémonies pour le soixantième anniversaire de la libération d'Auschwitz, la compassion pour ton peuple est immense. Moi-même, non juif, j'ai grandi là-dedans, j'ai vu le film de Claude Lanzmann à la télévision, alors, tu ne vas pas m'expliquer l'importance de la Shoah, le mot même, je sais tout cela. Mais ça n'a rien à voir avec les Palestiniens, et on ne voit pas pourquoi les Palestiniens devraient faire plus attention à vous les juifs à cause de la Shoah, à vos angoisses, à votre psychologie, ça ne justifie rien, cette angoisse là, et particulièrement pas la politique israélienne. Les Palestiniens ont à faire à leur propre souffrance, leur société s'effondre, et si Gaza est presque dans l'anarchie aujourd'hui, si le Hamas ne peut plus contrôler les tirs de roquette, c'est à cause de la destruction d'une société par Israël.

David: D'abord, je te remercierai de ne pas me parler en disant "vous les juifs". Je ne représente pas tous les juifs du monde. Pour chaque juif qui parle s'entend-il répondre: ah, vous les juifs... Ensuite, si la souffrance juive ne justifie pas Israël d'aujourd'hui, alors le désespoir palestinien ne justifie pas non les attentats suicide. D'autres peuples ont résisté, autrement, à des "occupations", et je mets des guillemets autour du mot. Ils n'envoient pas leurs enfants contre des soldats. Désolé, je n'irai pas dans les territoires, je n'ai rien à faire là-bas, en tout cas chez les Palestiniens. Les territoires, c'est de là que viennent les terroristes. C'est l'éducation à la guerre, et l'entraînement militaire que reçoivent les gamins dans les écoles, on l'a même vu, oh rarement, à la télévision. C'est là qu'ils ont reconstitué sans fin, les gamins, la mort de Mohammed El Dura au début de l'Intifada – s'il est vraiment mort, c'est d'ailleurs sous des balles palestiniennes, on le sait aujourd'hui. C'est là qu'on vend des médaillons à la gloire de

leurs "martyrs" et je n'arrive pas à croire que les médias français utilisent parfois ce mot pour les terroristes qui se suicident. Qui se souvient du double langage d'Arafat, en anglais parole de paix, en arabe le droit au retour des réfugiés, qui vaut destruction de l'Etat juif, et la conquête de Jérusalem. Il ne s'agit pas de mettre fin à l'occupation mais à Israël. Il y a un double langage palestinien, qui n'est jamais traité par les médias.

Michel : Au passage, je note que tu trouves tes exemples de double langage dans les médias mêmes que tu condamnes : l'éducation palestinienne anti-israélienne, c'est sur TF1 que tu es allé la chercher ! Ton problème, c'est que c'est tu te caches derrière l'islamisme. Regarde la façon dont se termine le film *Décryptages*, ce réquisitoire paranoïaque contre les médias que tu as du beaucoup apprécier, un vrai film de propagande proisraélienne : les tours du World Trade Center s'effondrent, et nous devons en conclure que Ben Laden est le digne héritier d'Arafat ! Je ne dis pas que l'islamisme n'existe pas. Mais attends un peu, par exemple qu'Israël se retire des territoires, qu'il y ait un Etat palestinien. On verra bien où sont les fanatiques. Une douleur et une frustration historique si longue, cela entretient peut-être le fanatisme et le désespoir ensemble. Il est peu de peuples qui ont connu une aussi longue attente de justice.

David. Tu veux dire, il est peu de peuples qui ont reçu une telle attention médiatique, au fil des ans, et cela a peut-être entretenu une illusion. Il y en a eu, des attentes de justice, sur cette planète, et des injustices, tu m'excuseras, beaucoup plus grave que celle vécue par le peuple palestinien. Les Tibétains, les Kurdes, ils l'attendent encore, la bienveillante "communauté internationale". Et au Darfour, combien de morts? D'autant qu'à partir de 1967, on met toute la responsabilité sur Israël sans tenir compte ou presque des calculs des arabes, qui ont maintenu les Palestiniens dans des camps comme une sorte de rappel permanent pour l'Occident, de la naïveté des médias, qui ont représenté les Palestiniens comme les victimes des seuls Israéliens sans tenir compte des arabes qui n'ont pas cessé de maltraiter les Palestiniens en exaltant la cause palestinienne. Non, c'est plus simple de critiquer un occupant, Israël, le mauvais Etat, le juif des nations, cela rentre si facilement dans des schémas pré-établis. Moi, j'ai ton âge mais je connais bien l'histoire de l'antisémitisme, je sais trop

bien ce que cette obsession vis-à-vis d'Israël qui se cachent derrière de beaux raisonnements stratégiques signifie.

Michel : Revenons à notre point de départ. Tu dis qu'Israël est injustement accablée, ce que je conteste de toute façon. Mais tu es en train de gagner. La critique des médias, et la critique des Palestiniens qui va avec, produisent des effets. Regarde ce qui s'est passé avec la mort d'Arafat. Si vraiment les médias étaient si propalestiniens, on l'aurait glorifié, Arafat, mais non, on a parlé de son incapacité à devenir un chef d'Etat – comme si la politique israélienne lui avait laissé la moindre chance, on a parlé de son rapport ambigu avec le "terrorisme", je mets des guillemets, de nouveau, on a parlé de corruption, tous les thèmes américains sont arrivés en force. Alors que les médias français n'ont pas trop repris le mythe des "offres généreuses", offres en fait inacceptables, tu le sais bien, faites par Barak à Arafat à Camp David en juillet 2000, on a soudain critiqué l'attitude d'Arafat dans les négociations, et même Jean Daniel, qu'on a connu plus juste, s'est avisé qu'Arafat aurait dû accepter les négociations de la dernière chance, à Taba – alors qu'en fait, c'est Israël, non les Palestiniens, qui a rompu ces négociations.

David: Les offres étaient généreuses. Israël n'était jamais allé aussi loin vis-à-vis des Palestiniens. 98% des territoires, quelques blocs de colonies, Jérusalem Est, que voulaient-ils de plus.

Michel: Je te rappelle que 100% des territoires occupés, c'est 22% de la Palestine mandataire. Les Palestiniens ne demandent pas 100%, mais 22%, on ne voit pas pourquoi ils devraient accepter moins, surtout que les offres généreuses incluait aussi une présence israélienne pendant dix ans dans la vallée du Jourdain, regarde les cartes sur le site de Goush Shalom, le bloc de la paix, un groupe israélien soi dit en passant. Ceux-là reconnaissent qu'on aurait du mieux compter avec Arafat.

David : Tu veux dire, on a enfin mis quelques nuances au crédit absurde dont jouissait un personnage douteux. Il a su jouer des symboles, peut-être, mais sinon ? Enfin, on parlé de ses comptes en banque, après avoir répété pendant des années que la corruption ne concernait que l'entourage. Arafat a échoué, Barak a eu bien raison de dire, ensuite, "il n'y a pas de partenaire". Mais le plus insupportable, pour moi, c'est le

soupçon dont je suis soupçonné dans ce débat – si je commence, à peine, à critiquer les Palestiniens, à défendre Israël, je suis soumis au soupçon, je dois montrer patte blanche, je dois expliquer que je suis radicalement hostile à la politique israélienne, qu'on en fait trop sur la Shoah. Je n'ai plus le droit de défendre Israël sans me faire accuser de sionisme – sionisme est devenu une injure! Le sionisme, c'est le droit légitime des juifs à la terre d'Israël, après tout! Toi, tu es "propalesto", tu es du côté des pauvres Indiens, tout le monde pense comme toi avant de rien savoir de ce conflit, c'est pathétique.

Michel: C'est pathétique, une mobilisation internationale de cette ampleur pour un juste cause! C'est pathétique, que des jeunes du monde entier se retrouvent pour défendre un peuple opprimé! Ca te gêne, parce que ça met en cause Israël, mais c'est une mobilisation exemplaire, qui va bien au-delà des Palestiniens.

David: Ca va bien au-delà des Palestiniens, en effet, ça mobilise des beurs qui votent pour Euro-Palestine, arrachent des Kippas et taguent des synagogues dans l'indifférence des Français aveuglés par les médias. Il faut m'entendre aussi sur un point. Je ne te soupçonne de rien, au moins, soyons francs, je m'efforce de ne pas te soupçonner. Quand tu me dis, chacun voit midi à son clocher, la métaphore me fait sourire, mais elle me dit aussi une vérité, que tu vis dans un vieux monde chrétien, où l'image du juif pendant des siècles a été négative. Tu me diras que les choses ont changé après la Shoah. Mais on sait que l'antisémitisme n'est pas mort. Si l'effet principal de la couverture de ce conflit, aujourd'hui, est de réveiller les démons de l'antisémitisme, il faut se demander si ça en vaut la peine.

Michel : Je fais le même effort, mais comme tu t'inquiètes de la vision des juifs et des Israéliens, en dénonçant une confusion que tu entretiens, moi je m'inquiète de la vision du monde arabe et musulman aujourd'hui, et des amalgames qui sont pratiqués. Tu te croies victime d'un procès médiatique. Mais les jeunes beurs des banlieues, ils sont comme toi, ils se sentent enfermés dans une image. Un peu de compassion pour les victimes palestiniennes ne leur fait pas de mal, quand par ailleurs les arabes et les musulmans sont présentés comme des délinquants ou comme des terroristes.

David : Un peu de compassion pour les victimes palestiniennes, si cela conduit à me diaboliser comme proisraélien oppresseur, très peu pour moi. Les médias n'ont pas à pratiquer la justice par procuration, ni pour les Palestiniens, ni pour les jeunes des banlieues, ils ont à dire les faits mais ils doivent aussi, enfin, s'inquiéter des conséquences de ce qu'ils disent. Et ni Israël, ni les juifs, ne sont responsables du problème des beurs en France, tu es en pleine confusion.

Michel : Si l'effet principal de la couverture de ce conflit est de mobiliser en faveur des Palestiniens, et donc de contribuer à la résolution du conflit, ce n'est peut-être pas une mauvaise chose: si les Israéliens se rendent compte, enfin, qu'il faut lâcher les territoires et tous les territoires...

David : Moi je ne suis pas spécialiste des médias, mais il me semble que cette fois c'est toi qui surestimes leur influence. A t'entendre, ils se prennent vraiment pour des agents de la paix – sinon ils ne couvriraient pas autant. Mais d'abord, ce n'est pas d'eux que ça dépend, mais des chefs de gouvernement, vos médias n'y peuvent rien.

Michel : A nouveau, ce ne sont pas mes "chers Palestiniens", et pas non plus mes "chers médias". Tu te croies vraiment enfermé, entouré d'ennemis, et pourtant tu as des amis puissants. Je te laisse à ta parano.

David: Des amis puissants, je sais, le "lobby juif", non? Moi, je te laisse à tes illusions.

Conclusion: le lieu de la critique

Si ce livre a pris le ton de l'analyse et de la prudence, il s'agit bien aussi de critique, et singulièrement de critique des médias. Mais pas d'une condamnation radicale qui produit des justifications radicales, chacun restant sur ses positions. Plutôt d'une critique située, fondée sur une appréciation des sentiments et des parcours de chacun plutôt que sur la dénonciation des "désinformateurs" ici, des "extrémistes" là (les uns et les autres existent, mais ce n'est pas l'essentiel). Cette "critique située" (Lemieux, 2000), elle a pour rêve une efficacité, même minimale – il s'agit bien de changer, un tout petit peu, le jeu qui paraît si vain entre les médias et leurs critiques. Que les médias écoutent leurs critiques et acceptent d'en apprendre quelque chose. Mais aussi, que les critiques acceptent de s'interroger sur ce qui les motive, et réévaluent leurs attentes vis-à-vis des médias pour n'être pas condamnés à la frustration perpétuelle.

Revenons donc sur la critique des médias, puis sur les médias eux-mêmes. Soulignons d'emblée ce qui rapproche les médias et leurs critiques, même s'il faudra les distinguer dans l'analyse. Les médias et leurs critiques sont au fond traversés de dynamiques voisines. Car ils sont tous les deux en proie à l'éclatement du cadre national : il n'y a plus de "journaliste français" neutre s'adressant à des "citoyens français" également intéressés par un conflit "étranger". Or, l'existence de ce cadre national, largement imaginaire mais accepté comme prémisse, était une condition d'un travail journalistique accepté ou "réussi". Aujourd'hui, il éclate, à deux niveaux: les divisions entre lecteurs sont si vives qu'elles bloquent l'idée d'un travail journalistique acceptable par tous. Mais aussi, elles se transportent au sein de la communauté journalistique – et l'on entend les journalistes faire un travail de soudure, essayer de neutraliser ces divisions. Dans les échanges, on entend implicitement ou explicitement les membres engagés – et critiques - du public signaler leur appartenance ou leur origine (juive, musulmane, arabe, engagé de tel ou tel côté), et l'on voit, ce qui est plus original dans un espace "professionnel", les journalistes tenir compte de leurs appartenances, signaler qu'il y a des "subjectivités parmi les journalistes", que "tel adjoint" ne devrait pas remplacer son chef de service quand la situation est sensible, indiquer qu'ils ne sont ni juifs, ni musulmans, donc n'auraient pas de liens particuliers avec telle partie du public très sensible au sujet.

Ce pourquoi on ne peut tout à fait séparer la critique des médias de la critique de leurs critiques: ils sont en proie à des démons voisins, même s'ils expriment leurs malaises de façon très différente. Dans le monde des médias, on procède largement par dénégation. Dans le monde de leurs critiques, on réclame une objectivité que plus personne ne peut définir de façon opérationnelle.

Les médias critiqués: la question du biais

Commençons par les médias. Sont-ils, comme l'affirment d'abord les proisraéliens, dans une moindre mesure les propalestiniens, biaisés? Il n'y a pas de réponse finale, certaine, "scientifique", à cette question: il faudrait une extraordinaire accumulation d'indices quantitatifs, pour voir si Israël est mieux traitée que les Palestiniens, ou le contraire, dans la couverture du conflit. Lorsque ce genre d'enquêtes est réalisée, elle confirme un sentiment répandu, sinon d'un biais absolu, au moins d'une différence. Dans les grands médias européens, Israël a une image plus défavorable que les Palestiniens. Dans les médias américains, on arrive à la conclusion inverse. Tout ceci, bien sûr, à certains moments, pour certaines périodes, et sous bénéfice d'inventaire.

Mais cette différence ne répond pas à la question du biais. Il faudrait d'abord trouver de la notion de "biais" une définition qui satisfasse toutes les parties. Nous avons, implicitement, fait correspondre "biais" à "déséquilibre", absence de biais à "traitement similaire" ou égal. En substance, s'il fait parler autant de sources israéliennes que palestiniennes, s'il dit autant de choses négatives ("cruel", "violent", etc.) et positives ("pacifiste", "conciliant") des deux côtés, s'il montre autant d'images de souffrance israélienne que palestinienne, un média n'est pas biaisé, car il est neutre ou équilibré. Cet équilibre arithmétique a l'avantage de la simplicité. Ce pourquoi sans doute la conception est répandue, et se manifeste beaucoup dans la controverse- on parle beaucoup de déséquilibre, et la plupart des journalistes adoptent l'argument quand ils répondent "qu'en fait", "sur le long terme", ils sont équilibrés. Ce critère de l'équilibre, cependant, peut être contesté, par les critiques des deux bords, voire par certains journalistes qui se déclarent engagés. Car il suppose l'abandon de toute appréciation sur le conflit.

L'équilibre de la souffrance, et l'équilibre des torts, disent-ils, n'existent pas "dans la réalité". Point de vue propalestinien, mais que l'on va trouver chez beaucoup de journalistes européens: les Palestiniens souffrent plus: de leur côté, plus de morts, plus de blessés, plus de souffrance quotidienne, un peuple sous occupation; de l'autre côté, un peuple libre, menacé occasionnellement par des attentats-suicide, mais qui ne souffre pas au jour le jour. La souffrance palestinienne est donc très présente, et plus présente, dans la presse, et singulièrement dans la presse européenne – avec bien sûr des différences au sein de chaque pays. Point de vue proisraélien, que l'on peut retrouver d'abord chez des journalistes américains: il faut prendre en compte la "souffrance mentale", la "difficulté de vivre" des Israéliens, ne pas oublier la menace que constitue pour Israël l'environnement arabe et islamique, voire s'interroger sur le fait qu'une menace islamiste rapproche Israël et le monde occidental.

Derrière la souffrance, pointe l'évaluation des responsabilités de chaque côté dans une étape du conflit, ou, plus complexe, des "responsabilités historiques". Le critique des médias voit pointer, derrière chaque attentat, derrière chaque offensive israélienne dans les territoires, toute l'histoire du conflit. Et là, aucun accord n'est possible. Cet accord n'est d'ailleurs pas réalisé entre historiens. On ne voit guère comment les journalistes y arriveraient. Et les articles d'arrière-plan historiques, les chronologies très présentes désormais sur Internet sont des mines de controverses encore plus riches que les articles quotidiens⁶¹.

Ici, on peut risquer aussi une appréciation globale: par le lexique, par le traitement du conflit comme un conflit lié à l'occupation israélienne de l'après 1967, l'histoire implicite du conflit tel qu'elle est présente dans les grands médias européens est une histoire qui commence avec la Guerre des Six Jours, et qui met l'essentiel de la responsabilité du côté israélien. Le lexique, ici, n'est pas neutre: on dit bien colons pour les Israéliens juifs qui viennent vivre dans les territoires. La ligne verte est présentée comme la frontière naturelle, après une "décolonisation" à venir, et souhaitable. Ce qu'on voit, par exemple, par le traitement d'une décision (d'ailleurs fort médiatique) de l'actuelle ministre de l'éducation israélien, Youli Tamir, lorsqu'elle propose de mettre la ligne verte dans les manuels scolaires israéliens: décision traitée

⁶¹ On peut comparer par exemple les chronologies disponibles sur le site du magazine français *L'Express* et du quotidien britannique *The Guardian*.

par les grands médias européens, de façon positive (cf. par exemple *Le Monde*, 8 décembre 2006.).

Dans les médias américains, l'image est plus compliquée, le lexique moins défavorable au côté israélien, les "settlers" remplacent les "colons", le "mur" de séparation y redevient plus facilement une "barrière" (comme en hébreu) la souffrance israélienne y est plus présente. A nouveau, avec des nuances importantes – le *New York Times*, parmi les grands médias, apparaît – relativement – à la pointe de la critique d'Israël, même si, au total, il demeure plus critique des Palestiniens que des Israéliens d'après, à nouveau, les rares recherches quantitatives. Ce sont d'ailleurs les médias américains réputés les plus "européens" (ainsi le *New York Times*) ou les plus "internationaux" (comme CNN) qui se trouvent visés par la critique proisraélienne.

Ici il faudrait non seulement accepter que différents médias expriment des points de vue différents, mais entrer dans un débat qui ne concerne plus les médias: celui des bilans d'années, voire de décennies d'histoire. Par nécessité, les bilans historiques implicites que les médias proposent sont simples, parce que les médias simplifient. C'est leur travail, dans une large mesure. Leur reprocher de ne pas complexifier est quelque peu naïf. Ils le peuvent, dans un article de fond, assez long, dans un documentaire, pas au jour le jour, et c'est d'abord du jour le jour qu'il s'agit quand on traite des médias. Ce n'est pas un hasard si Charles Enderlin, le célèbre (trop à son goût, sûrement) correspondant de France 2, reçoit plus d'éloge pour un documentaire de deux heures que pour ses reportages. Quelles que soient ses positions, considérées par les critiques proisraéliens comme nettement propalestiniennes (je préférerais écrire qu'elles reflètent les préoccupations de la gauche israélienne) - il retrouve plus facilement la nuance dans la durée. Mais les médias sont rarement critiqués pour ces moments où ils respirent et parcourent toutes les positions dans un conflit – ils sont pris à partie pour le moment bref où ils racontent le sang qui coule, et assignent- ou paraissent assigner – des places à la victime et au perpéteur.

Les médias critiqués: la neutralité impossible

On pourra contester mon évaluation globale des positions des médias. Là n'est pas, à mon avis, l'essentiel. Je ne tiens pas ici à m'en prendre à des médias "biaisés" qui

devraient "rétablir l'objectivité". Car les médias ont des positions sur le conflit, inévitablement, par accumulation, par une série de choix (qu'ils soient conscients ou non n'est pas notre objet). Ces biais me gênent moins que les prétentions à la neutralité. Car ils sont inévitables, même sans prise de partie idéologique de tel ou tel correspondant.

Tous les jours, des rapports, des témoignages, offrent aux correspondants, aux rédacteurs en chef, des masses de "faits" disponibles. Déjà, avant même d'écrire, il faut choisir parmi ces faits. Nous avons donné l'exemple d'un ministre de l'éducation israélien réclamant une modification des manuels. En faire un fait digne d'intérêt, c'est un choix, c'est mettre en valeur une lutte politique au sein d'Israël. Ensuite, dans la façon d'écrire, et par nécessité, on critique ou l'on approuve. Nous avons cité aussi, à propos du "fossé de l'Atlantique", l'exemple de la corruption au sein de l'Autorité Palestinienne. Les rapports établissant, ou dénonçant cette corruption, ont fait l'objet d'une couverture abondante aux Etats-Unis, beaucoup plus discrète en Europe. Ici, choisir de "couvrir" c'est se soucier de l'image négative ou non que l'on projette d'une des deux parties au conflit. Et ceci fait apparaître – parmi tant d'autres indices - les profondes différences entre les couvertures européenne et américaine.

Le danger n'est pas pour les médias de faire des choix, mais de nier qu'ils en font. De prétendre à la transparence par rapport aux faits. Il y a bien des faits, mais comme une immense masse dans laquelle il faut sculpter et tailler. On pourra comparer, de façon provocante, les journalistes aux artistes. La liberté du journaliste est moindre, bien sûr. Mais comme l'artiste, il a à sa disposition un nombre de matériaux considérables, et il choisit le tracé, la matière, la couleur. Le journaliste, bien sûr, se compare plus volontiers au photographe, ou au portraitiste hyperréaliste: il ne fait que rapporter les faits, au jour le jour, sous "la pression des événements". Et la plupart le pensent sincèrement. Car je crois que les médias sont honnêtes. On me dira naïf. Précisons: honnêtes, car il y a au fond très peu d'erreurs sur les faits. Et de surcroît, sur un sujet aussi sensible, ces erreurs sont presque immédiatement repérées et dénoncées.

Malhonnêtes ils sont, par contre, lorsqu'ils proclament qu'ils ont peu de marge de manœuvre, et que les faits s'imposeraient d'eux-mêmes. D'abord, cette évidence de la "newsworthiness", pour employer un mot intraduisible, disons, de la "valeur

d'actualité", cette évidence reflète une culture journalistique complexe, historiquement et géographiquement variable. Deux faits cités plus haut (une modification de manuel d'histoire, la corruption d'une institution) nous ont offert un exemple. Mais un mort, deux morts, dix morts, qu'est-ce qui fait d'un événement un fait qui accède à la dignité médiatique et sera rapporté, le soir même, le lendemain, à des millions de lecteurs, d'auditeurs, de spectateurs? Au début de l'Intifada, les attentats en Israël recevaient une couverture beaucoup plus intense que quatre ans plus tard. La fatigue de la pitié ("compassion fatigue") ou ce que l'on perçoit comme telle, modifient les faits, leur taille, leur pertinence.

Les divisions de points de vue au sein du monde journalistique font d'ailleurs apparaître clairement la labilité des "faits". L'anecdote de la correspondante irlandaise d'un journal américain contrainte de démissionner a fait apparaître deux principes de division: la nation, bien sûr (que nous venons d'évoquer) mais aussi le statut. Le statut d'abord: en général, les correspondants ont leur logique. Dans un conflit, notamment, ils se trouvent souvent proches des victimes. Clairement, à Jérusalem, dans leur masse, les correspondants se trouvent plus sensibles à la souffrance palestinienne que leurs rédacteurs en chef occidentaux qui se trouvent souvent en train de les "freiner", de "démener" leurs textes – pour employer des expressions que nous avons rencontrés dans les entretiens. Ces rédacteurs pensent au public, à tel ou tel partie du public, qui peut réagir pour ou contre. Ils pensent notamment après le début de la deuxième Intifada, à l'intensité des réactions du monde juif. Et donc, ils "démentent", en se souciant des réactions de ce monde.

La logique commerciale, ou "il y a toujours Jérusalem"

Mais la logique des rédactions (par opposition aux correspondants) est plus complexe qu'un simple souci du public. Car les médias sont aussi, et de façon croissante (beaucoup plus en 2000 qu'en 1988, en 1988 qu'en 1982) gouvernées par une logique commerciale. Or, le conflit, et de façon plus générale, la violence, sont de bons arguments de vente. Et ce conflit là tout particulièrement. Le 10 février 2002, le *Monde* publie un long supplément sur Israël, nourrit de reportage sur les médias, sur l'éducation, sur la politique, sur l'occupation bien sûr. Titre: "une société au bord de l'implosion". Titre sensationnaliste, bien sûr: les médias sont riches d'implosions et de

catastrophes annoncées que l'on attend toujours – et qu'est-ce donc qu'une société qui "implose"? Supplément anti-israélien, proisraélien? En tout cas, motivation commerciale. Israël est un bon sujet. Pour *Le Monde*, c'est une bonne opération commerciale. C'est pour cela que dans le doute, on peut toujours "fournir" sur Jérusalem, que, pour citer à nouveau une correspondante, "quand il n'y a rien, il y a toujours Jérusalem". "Jews are news"?, pour citer le propos mélancolique d'un de nos interlocuteurs britanniques. Pas seulement. Car il est un conflit dramatique, avec un formidable casting, des peuples chargés d'histoire, vis-à-vis desquels se combinent les préjugés (antisémites ou antiarabes) et les sentiments de culpabilité (parfois chez les mêmes personnes). Le sang, l'émotion: rien d'étonnant si la couverture du conflit déborde de beaucoup l'actualité ou la factualité, et se retrouvent dans d'innombrables films de fiction, romans, voir bandes dessinées. On peut lire par exemple le long reportage en bande dessinée ("comics journalism") publié en 2001 par l'américain Joe Sacco, écrit – et dessiné – du point de vue palestinien (et traduit en français). Le talent, comme l'engagement de l'auteur, sont incontestables – et aussi le fait que peu de conflits internationaux ont bénéficié de cette singulière forme de journalisme. Cette logique commerciale, là aussi, est déniée dans les médias eux-mêmes. Même dans les entretiens et les débats ils sont nombreux à reconnaître que le conflit fait (ou faisait?) vendre.

Comment les médias prennent parti: stratégies narratives

Correspondants proches des victimes, rédacteurs en chef plus soucieux des publics et des chiffres de vente, se retrouvent peut-être dans l'idée que le conflit vaut nouvelle, que les médias doivent couvrir. Même s'ils n'ont pas tous les mêmes motivations. Car ce conflit là, de surcroît est emportée dans une logique qui dépasse son caractère local: petit territoire, nombre de victimes faibles au moins par rapport à beaucoup d'autres conflits moins couverts. On peut en effet suggérer, à l'instar de l'anthropologue suédois Ulf Hannerz (2004), qui a exploré, de façon beaucoup plus globale, le monde des correspondants de l'étranger, qu'au-delà du caractère spécifique de chaque conflit, des Grands Récits, ou des Archi-Récits, si l'on préfère, des cadres généraux d'interprétation sont en permanence proposées aux lecteurs. Jadis, la guerre froide a fourni, pour quasiment toute la presse américaine et une grande partie de la presse européenne un tel récit essentiel. Cadre dont Israël a bénéficié, aussi à partir du

moment où ses liens avec l'Occident ont contrasté avec le soutien que Moscou apportait au monde arabe: Israël a été un temps du côté de l'Occident contre une "menace communiste" associée au monde arabe. Un autre "archi-récit" est celui de la décolonisation, *lato sensu*. Ce récit-là conditionne l'interprétation de la violence (d'un côté ou de l'autre). Si le sionisme est, en tout ou partie, interprétable comme colonialisme, alors une téléologie et une axiologie gouvernent la couverture du conflit: si Israël se retire du territoire, si un Etat palestinien est créé, on va vers la Libération, et cette Libération est bonne. Etrangement, ce récit de la décolonisation n'a plus guère où s'appliquer (sauf à proclamer, comme on le fait aujourd'hui dans la gauche radicale européenne, que les immigrés sont des colonisés de l'intérieur, ou, en France, des "indigènes de la République") – sauf en Israël-Palestine.

Un récit axiologique, du bien contre le mal, a refait surface, essentiellement depuis le 11 septembre, même si ses racines sont anciennes. Pourtant, un nouveau récit moins moral et plus politique, moins naïf dirons ses partisans, lutte pour s'imposer dans les médias. Très présent dans les médias américains, il touche plutôt certains cercles de la droite européenne mais aussi une grande partie du monde juif, qui s'est éloigné ici, de nouveau, d'une sorte d'alliance historique avec la gauche (au moins la gauche non-communiste). Ce récit, c'est la guerre contre le terrorisme (ce qui explique l'enjeu des controverses sur l'emploi du terme terrorisme). Inutile d'expliquer au lecteur l'axiologie ou la téléologie qui sont à l'œuvre ici, et qui font rebasculer les uns (Américains, Occidentaux, Israéliens) du côté des agressés et les autres ("Islamistes", mais par extension monde islamique et/ou arabe, et donc les Palestiniens) du côté des agresseurs. Cette guerre contre le terrorisme peut être inscrite dans une fort contestée "guerre des civilisations" : l'Occident se trouvant menacé par l'expansion de l'Islam, et notamment par la présence en son sein de vastes populations de culture musulmanes revendiquant leur place dans l'espace public. La critique de l'Islam voisinant parfois avec le racisme (comme la critique d'Israël et du monde juif peut côtoyer l'antisémitisme), les polémiques ici sont légion. En France, l'affaire Finkelkraut en a montré les implications. Interviewé par un journal israélien, *Haaretz*, le 17 novembre 2005, Alain Finkelkraut y tient des propos controversés sur les émeutes des banlieues qualifiées de "pogrom anti-républicain", et de "révolte ethnico-religieuse". Et précisant que même s'il a été critiqué à bon droit, "le projet colonial voulait aussi éduquer, apporter la civilisation aux sauvages". Le 23, des extraits sont repris par le

Monde, ce qui déclenche une vive controverse et des attaques contre le philosophe. Ce récit du conflit entre civilisations cependant ne reçoit d'échos sympathiques que dans la presse de droite. Il est minoritaire dans les grands journaux européens et trouve facilement sa place dans une presse à la fois populaire et conservatrice (en Grande-Bretagne, en Allemagne). L'actualité de l'Islam en Europe, mouvante, peut bien sûr faire évoluer les choses et lui redonner du crédit.

Le récit de paix comme cadre moral

Ces récits axiologiques, du bien contre le mal, paraissent aujourd'hui remplacés par un autre cadre dominant, plus moral que politique, qu'on pourrait appeler le "plus jamais ça", qui s'imposent pour interpréter les génocides, les "massacres" ou ce qui est défini comme tel. Depuis 1945, lentement, ce cadre a gagné du terrain, mais il s'est imposé dans les médias occidentaux à l'issue du recul des deux précédents (guerre froide, décolonisation). Ce cadre mène tout droit à la concurrence des victimes. Car il met en avant la nécessité de lutter pour les victimes de "génocide", de "massacre". Dire "massacre", c'est affirmer, au moins médiatiquement, une condamnation générale et réclamer une protection⁶². Cette façon de procéder crée aussi une priorité absolue sur l'échelle des interventions politiques au nom des "plus jamais ça" et "il faut à tout prix empêcher cela". Cependant, l'abus de l'indignation fait perdre à l'indignation toute efficacité. D'autant que nous sommes désormais dans un espace politique où il est difficile d'aboutir à un accord sur la responsabilité, notamment au niveau international, mais pas seulement. En ce sens, la condamnation morale de la souffrance si fréquente dans les médias traduit aussi un affaiblissement du politique, sans proposer d'alternative quant à l'action – au-delà du pur spectacle.

Ce cadre moral rejoint une tendance lourde de la culture contemporaine, le culte de la victime – qui rentre à la fois dans la stratégie des médias car la souffrance se vend bien, et dans celles des parties au conflit qui brandissent leurs souffrances en étendard. Mais il y a là un malentendu redoutable. Les médias peuvent concevoir que la mise en avant de la souffrance renvoie à une universelle idéologie de la compassion

humanitaire. Alors que pour les parties au conflit, pour chaque groupe qui revendique son statut de victime, il s'agit de réclamer non l'universelle compassion mais le jugement de l'histoire qui en fera la seule victime contre un perpétreur qu'il faut condamner. Samir Kassir l'avait noté à propos du monde arabe, où, dit-il, l'idéologie de la victime est très présente. Mais cette victimisation, dit il, est le prix de "la défaite de l'universel", car le culte de la victime (y compris de la victime palestinienne, ici abondamment exploitée par les médias arabes) y sert l'idéologie du moment, c'est-à-dire, selon Samir Kassir, " c'est le mariage entre les restes fossilisés du nationalisme arabe (...) et d'un nationalisme islamique" (Kassir, 2004, p. 90). Mais, dans d'autres communautés, le culte de la victime sert d'autres idéologies tout aussi pauvres, très au-delà de justes revendications, elles servent à bâtir des identités communautaires contre, et non avec, d'autres peuples. Israël et le monde arabe, de ce point de vue, ont quelque chose en commun.

Ce cadre moral explique aussi l'extraordinaire succès international depuis les années quatre-vingts, dans des contextes très divers, d'une expression mystérieuse, "processus de paix". De façon cynique, on pourrait dire que tout conflit est désormais réduit à un processus de paix latent, que toute guerre doit devenir, de gré ou de force, un processus de paix, au moins dans une nouvelle langue de bois de l'espoir médiatique. Il suffit d'une vague négociation, d'une résolution de l'ONU, d'une "feuille de route" – que les parties au conflit agitent d'ailleurs de plus en plus souvent à l'intention des médias - pour que ceux-ci reprennent l'antienne du processus de paix, processo de paz, peace process, éternellement "fragilisé", au "point mort". Sous la guerre, pointe toujours le récit de paix, comme un espoir indispensable mais souvent décrochée d'une réalité qui promet bien plutôt la guerre et son bel avenir (Delmas, 1995).

Ce récit de paix est plus européen qu'américain, comme est plus européen qu'américain le multilatéralisme ou la référence à la "communauté internationale" comme source de légitimité. La culture politique américaine se méfie fort de cette communauté internationale – qui apparaît souvent comme une façon de faire contrepois aux intérêts américains. L'ONU représentante peut-être maladroitement de cette aspiration à l'universalisme, a d'ailleurs une image beaucoup plus positive auprès des Européens. Et les Israéliens rejoignent ici les Américains, car ils se méfient fort de

cette communauté internationale qu'ils perçoivent comme toujours prête à les condamner.

Le récit de la paix à venir concerne plus aussi les rédacteurs en chef, qui, loin du terrain et plus prêts des publics disponibles pour s'enthousiasmer pour ce récit moral et consensuel, sont plus prompts à imaginer la paix là où le correspondant expérimenté, voire rendu cynique, voit de plus près les difficultés. Cela était clair, en Israël-Palestine, au printemps 2000. Je me souviens d'une conversation avec Charles Enderlin, ou d'un article de Amira Hass, la "correspondante de l'occupation" israélienne. Ils soulignaient tous les deux que les territoires étaient au bord de l'explosion alors que la presse mondiale, mais aussi israélienne, continuait de s'imaginer à la veille de la paix, enfin.

Le privilège ambigu d'Israël

Dans ce récit de paix idéaliste, et de nature profondément moral, Israël bénéficie d'un privilège (dont il se passerait bien, peut-être). Car, du côté de ses critiques médiatiques, donc européens surtout, Israël est mis toujours au centre du conflit – et apparaît comme l'acteur dont tout dépend, qui peut faire la paix, plus facilement que le faible palestinien.

Sur cette base, les médias vont chercher, au sein d'Israël, les espoirs de paix, et mettent en valeur les partisans de la paix, d'une très forte façon, notamment les Israéliens qui, après octobre 2000, ont refusé la version dominante dans la société israélienne, selon laquelle la paix était impossible car "il n'y avait pas de partenaire", Yasser Arafat ayant refusé "les offres généreuses" du Premier ministre israélien et "déclenché l'Intifada". C'est ainsi que des groupes tout à fait minoritaires dans la société israélienne ont bénéficié d'une couverture médiatique beaucoup plus considérable à l'étranger. Prenez Nourit El Hanan Peled, qui vient d'une célèbre famille de la gauche israélienne. Son père, le général Matityahou ("Mati") Peled a été un pionnier du dialogue avec les Palestiniens et l'opposant le plus célèbre à l'invasion du Liban en 1982. Sa fille Smadar est morte dans un attentat suicide palestinien à Jérusalem en 1997, mais Nourit El Hanan Peled a continué de militer pour la paix et pour le dialogue. Pour cette action, elle reçoit du Parlement Européen le prix

Sahkarov en décembre 2001. L'événement est couvert par beaucoup de journaux européens, ignoré en Israël comme le note alors dans le supplément dominical de *Haaretz* le critique et chroniqueur des médias Aviv Lavie. Un mouvement comme Ta-ayoush, (coexistence, en arabe), créée en octobre 2000, à l'issue des émeutes dans lesquels 13 arabes israéliens ont été tués par la police, fait militer ensemble des juifs et des arabes et a organisé, notamment, des convois de solidarité dans les territoires, apportant vivres et médicaments mais aussi un message politique de soutien à la population palestinienne. Ce mouvement a eu des articles en première page du *New York Times* et du *Monde*. La plupart des Israéliens ignorent jusqu'à son existence.

Plusieurs journalistes interrogés soulignent la nécessité de "mettre en valeur le camp de la paix", selon le mot d'Isabelle Dor, de Radio-France – même si en même temps ils s'interrogent sur sa représentativité. Gilles Paris, du *Monde*, en janvier 2004: "Ta-ayoush, Mahsom Watch – les 'mamies' israéliennes qui surveillent l'attitude des soldats aux check-points – les médecins pour les droits de l'homme, on a surcouvert tout cela au début. Mais bon, on en a envie. Ce sont des gens proches de l'Europe, des milieux journalistiques, c'est un discours plus sympathique que les colons. Mais aussi, il ne faut pas donner aux lecteurs ce qu'ils veulent entendre".

Ces milieux pacifistes, ceux qu'on appelle aujourd'hui en Israël l'extrême-gauche, sont aussi ceux qui critiquent le plus fortement Israël. En les couvrant, les médias participent aussi à une forme d'exportation de la critique de la société israélienne par elle-même. Les correspondants de deux chaînes de télévision ont ainsi raconté avoir fait des sujets sur Mahsom Watch, où l'on voit des femmes israéliennes qui s'en prennent à des soldats à cause de la façon dont ils traitent les Palestiniens, car, dit l'un d'eux, "ma rédaction a trouvé ça très bien, des Israéliens qui critiquent des Israéliens, c'est politiquement correct. On peut passer des gens d'extrême-gauche qui critiquent Israël". Il y a là au fond une figure de la "critique par le proche": j'ai baptisé ainsi la figure qui consiste à légitimer la critique contre l'un des membres d'un groupe en notant que "même ses proches" recourent à la critique. Ceci justifierait la critique. Selon un raisonnement implicite: le membre d'une nation (ou d'une famille) est a priori plus indulgent pour sa propre nation. Donc, si, "même le proche" critique, alors la critique est justifiée.

La "critique par le proche" est liée à l'exportation de la critique. Les deux sont combinées dans l'argument implicite, souvent entendu dans les débats sur le conflit dans la bouche des propalestiniens et des critiques d'Israël: "vous voyez, les Israéliens eux-mêmes le disent". L'argument est utilisé par exemple par des avocats lorsque des critiques d'Israël ont été poursuivis en justice. Sans débattre du fond, notons qu'il n'a pas grande valeur logique, dans une société où la liberté de parole demeure grande et où l'on peut entendre à peu près n'importe quelle position. Certains proisraéliens y voient une faiblesse de la société israélienne – mais c'est aussi sa force. Elle présente peut-être son autocritique mais aussi sa volonté de dialogue, aussi rare soit-elle aujourd'hui. Les proisraéliens radicaux l'oublient, cela reste un visage sympathique de la société israélienne.

Ceci explique aussi la fortune sur Internet et dans une grande partie de la presse internationale de deux journalistes du quotidien *Haaretz*, Amira Hass et Gideon Levy. Les enquêtes hebdomadaires de ce dernier sur les souffrances palestiniennes nées de l'occupation constitue une tragique chronique que beaucoup d'Israéliens supportent très mal et refusent de lire. Mais cette critique interne, que toute une partie des lecteurs de *Haaretz* ignore avec méthode, et qui de surcroît est nourrie par une grande qualité du travail journalistique – rencontre l'intérêt voire le soutien d'autres lecteurs et d'autres médias. Gideon Levy a par exemple bénéficié d'un portrait dans le *Monde*, le 5 septembre 2006, sous le titre significatif: "Gideon Lévy, une épine dans le flanc d'Israël". L'épine, clairement, a raison de s'en prendre à son pays – qui se trouve jugé, ainsi, à la fois par le *Monde* et par l'Israélien rallié pour ce faire.

Une autre forme du spectacle de "l'espoir de paix", c'est le dialogue entre les frères ennemis. Tout ce qui rappelle de près ou de loin la poignée de mains entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat sur la pelouse de la Maison Blanche en 1993 est ainsi valorisé. Les médias occidentaux aiment l'image des Israéliens et des Palestiniens continuant de travailler ensemble – même si cette image est devenue fort rare. Ta-ayoush, que nous venons de citer, en est un autre exemple. Un autre mouvement, le Cercle des Familles Endeuillées (en anglais *The Parents Circle*), né de la deuxième Intifada, est aussi vu favorablement dans les médias occidentaux, y compris par une grande chaîne de télévision commerciale qui a peu le goût de la controverse, la première chaîne française, TF1. Jean-Marc Pilhas, son correspondant à Jérusalem: "Un jour la

secrétaire de Jean-Pierre Pernaut (NDA: le présentateur du journal de 13h) m'appelle et me dit: il y a un article formidable dans *Tribune Juive* sur une organisation qui s'appelle le Cercle des Familles Endeuillées. Je connaissais, mais j'ai fait un sujet. La personnalité la plus marquante, c'était Nourit El Hanan Peled, qui disait sans hésiter, c'est le gouvernement de Netanyahou qui est responsable de la mort de ma fille. Il y avait leur ami palestinien dont le frère a été tué par l'armée. C'était un beau sujet. La rédaction en chef était contente, ils aiment voir des Palestiniens et des Israéliens qui s'entendent bien. Mais ça ne reflète pas ce qui se passe sur le terrain, au total".

Tout ceci témoigne de la centralité d'Israël dans le conflit, au moins en termes médiatiques, et nous renvoie à la remarque du poète national palestinien Mahmoud Darwich, à l'intellectuelle israélienne qui l'interroge: "Savez-vous pourquoi nous sommes si célèbres, nous autres Palestiniens? Parce que vous êtes notre ennemi. L'intérêt pour la question palestinienne a découlé de l'intérêt porté à la question juive. Oui. C'est à vous qu'on s'intéresse, pas à moi. Si nous étions en guerre avec le Pakistan, personne n'aurait entendu parler de moi. Alors nous avons la malchance d'avoir pour ennemi Israël, qui a tellement de sympathisants dans le monde, et nous avons de la chance que notre ennemi soit Israël, car les juifs sont au centre du monde. Vous nous avez donné la défaite, la faiblesse, et la renommée" (Darwich, 1997, p. 154).

En tout état de cause, tout se passe comme si c'est Israël qu'il fallait sonder, fouiller, décrire, plus que les Palestiniens, à l'heure d'évaluer non les souffrances mais les responsabilités et les capacités de paix. Proisraélisme, propalestinisme? Israël apparaît, en tout cas, comme doté de plus de capacités, et comme une société ambivalente, où le bien et le mal coexistent et luttent, ce qui donne aussi aux récits médiatiques un grand potentiel dramatique. Les Palestiniens apparaissent comme des victimes, plus passives, prises entre la souffrance et la violence. Israël suscite des sentiments complexes, où l'hostilité et la sympathie apparaissent indissociables, mais dont l'intensité, en tout cas, ne paraît pas capable de baisser.

Pourquoi les médias devraient-ils rendre compte de leurs émotions et de leurs engagements

Le grand reproche à adresser aux médias, ici, est double. D'abord, il faudrait pouvoir, non pas quotidiennement, mais à l'occasion de bilans, de papiers d'adieu comme en signent parfois les correspondants qui quittent Jérusalem, ne pas hésiter à parler des incertitudes, des émotions, des engagements moins idéologiques à proprement parler que presque personnels, qui nourrissent, secrètement, le travail journalistique. Avidé d'informations, doutant des médias, j'avoue le plaisir que j'ai à lire des textes de nature diverse (livres de souvenirs, tables rondes, interviews en *off*), mais hors de l'information "brute" qui révèle au moins en partie le doute, l'incertitude, et les engagements (ou les désengagements) des journalistes, et en même temps dans d'autres plus personnels. Ils affleurent dans la conversation, l'interview. Chez ce journaliste danois, Allen Sorensen, correspondant du Quotidien Chrétien : "Au fond mon père était aux Nations Unies, et en m'intéressant à ce conflit je suis une sorte d'envoyé des Nations Unies, c'est vrai que nous sommes obsédés par la paix, qu'en écrivant sur le conflit on cherche à encourager la paix". Chez ce journaliste français, Patrice Claude, souvent critiqué pour son propalestinisme : "C'est vrai que ce conflit m'a ému comme aucun autre, m'a pris aux tripes, je ne comprends toujours pas pourquoi". Chez un journaliste juif américain, Thomas Friedman, aujourd'hui l'un des éditorialistes les plus connus aux États-Unis, qui écrit dans une autobiographie professionnelle, à propos de l'interview d'un militaire israélien après les massacres de Sabra et Chatila : "Je dois admettre que je n'étais pas professionnellement détaché lors de cet interview. Je frappais du poing sur la table [...] : "Comment avez vous pu faire cela? Comment avez-vous ne pas voir [...]?" Mais en fait je disais, d'une façon très égoïste : "Comment avez-vous pu faire ça à moi, bande de salauds ? J'ai toujours pensé que vous étiez différents, que nous étions différents" (Friedmann, 1998 : 166). Chez ce journaliste juif britannique, Jonathan Freedland, qui confie à une journaliste israélienne qu'il écrit différemment pour le *Jewish Chronicle* britannique, et dans le *Guardian*, journal libéral, passé du sionisme à la critique de l'occupation israélienne : il s'y sent soucieux de l'impact que peut avoir la critique d'Israël (Baram, 2004 : 229).

De façon plus politique, les médias peuvent aussi révéler les grands récits, les cadres qui surplombent leur travail. C'est parfois le cas dans les éditoriaux ou dans les papiers d'analyse, où l'on détaille des comparaisons qui restent implicites, le plus souvent. Peut-on oui ou non, et dans quelle mesure, rapporter une possible "décolonisation" des territoires occupés à une décolonisation européenne? Ces débats

doivent être explicités. De même, l'insistance sur les positions du Hamas refusant de reconnaître Israël et vouant Israël à la destruction, le rappel de son soutien aux attentats suicides rentrent dans le récit de la "guerre contre le terrorisme" – souvent sans qu'on le dise. A travers les médias, c'est une guerre entre cadres d'interprétation qui se joue. En Europe et dans une partie de la presse américaine, domine les échos d'un récit de décolonisation et surtout le "plus jamais ça", la paix toujours à venir. Ces deux cadres sont défavorables à Israël, lorsque Israël soutient la colonisation et lorsqu'il s'oppose aux avancées de la paix. Lorsque le pays prend (ou paraît prendre) l'initiative de la paix, il regagne du terrain, au moins du terrain médiatique.

Mais, sur la révélation des engagements personnels, comme des grands cadres idéologiques, pèse le plus souvent un interdit : l'interdiction de dire "je ne sais pas", "je doute", ou (sauf dans la presse partisane) "j'ai des engagements, ceux de mon époque, de ma génération". Plus la parole journalistique est publique (notamment dans les émissions de médiation), plus les journalistes s'affirment sûrs d'eux (ce que certains sont, bien sûr, mais moins qu'on ne le croit), sur le mode de l'évidence : on ne fait que notre travail, on fait parfois des erreurs. Mais écoutez bien la phrase "on ne fait que notre travail", cela signifie aussi qu'on ne peut pas faire plus que ce travail, avec toutes les contraintes qui pèsent sur ce travail, et que le texte journalistique efface, contraintes de rythme, commerciales, attentes des rédacteurs en chef, elles-mêmes conditionnées par les attentes, réelles ou supposées, des lecteurs.

Pourquoi la responsabilité sociale des médias est aujourd'hui un problème majeur

La deuxième demande vis-à-vis des médias doit porter, à mon avis, sur leur responsabilité sociale. Sont-ils responsables de l'antisémitisme? On ne peut trouver ici de liens directs, et on ne saurait leur demander de porter, seuls, cette responsabilité. Par contre, ils ont une responsabilité toute particulière vis-à-vis des deux publics, juifs et arabo-musulmans, les plus sensibles au conflit, les plus prompts à s'identifier à l'un ou l'autre côté. Je refuse ici l'idée que le travail des médias, c'est de rapporter les "faits importants", sans se soucier des effets sur le public. Cette posture, de tout temps contestable, l'est particulièrement à l'heure des nations fragiles et diasporisés qui importent facilement, au moins sous la forme d'affrontements symboliques mais aussi parfois de violences, des conflits qu'on ne peut plus traiter de régionaux. C'est

particulièrement vrai du conflit israélo-palestinien (mais aussi des combats entre minorité Kurde et pouvoir turc, par exemple). Impossible de dire donc que "l'antisémitisme c'est l'affaire de la police". Il faut bien ne pas oublier que l'image d'Israël, et singulièrement pour le public arabo-musulman, affecte l'image des juifs qu'ils côtoient parfois. Supposons qu'un prêche dans une mosquée, contre Israël et de façon implicite (sinon explicite) contre les juifs, coïncide avec un grand reportage sur les territoires occupés?

Que faire alors? N'y a-t-il pas là un appel à l'autocensure journalistique? Je ne le crois pas. D'abord, ces préoccupations existent déjà, et beaucoup de journalistes, notamment en télévision, le média grand public par excellence, s'inquiètent des effets de tel ou tel reportage. Ils comprennent, au moins intuitivement, ce que nous avons dit des publics: ils ne consomment pas les médias pour connaître le réel, ou pas seulement, mais pour se reconnaître eux-mêmes (et autrui en même temps). Les médias ici ne sont pas des pourvoyeurs d'information mais des vecteurs d'identité, nouvelle religion, si l'on veut, nouveaux prêtres de cérémonies et de rituels dont nous ne comprenons pas encore les enjeux, et pour lesquels nous n'avons pas encore de règles.

Pas de guide donc, mais au moins deux suggestions. L'appel au pathos de la souffrance, d'un côté ou de l'autre, s'il fait aujourd'hui un large consensus dans les médias qui aiment les victimes, est en fait dangereux dans ce qu'ils recèlent d'appel aux représailles contre le côté qui inflige la souffrance. Donc, restreindre l'émotion, et l'expression de l'émotion, chez la victime, mais aussi chez celui qui l'approche et décrit son drame, me paraît faire partie du code de bonne conduite. Qui peut contredire, hélas, autant l'engagement idéologique que l'intérêt commercial.

Deuxième commentaire, qui me conduira à un compliment paradoxal. Les médias parlent de notre coexistence nationale, dans la nation et dans le monde, et ne doivent donc pas hésiter, même si "ça ne reflète pas vraiment le terrain", à mettre en valeur cette coexistence. Pour une fois, le conseil du critique rejoint l'attitude effective. C'est peut-être pour de "mauvaises raisons" (le goût de la réconciliation et du récit de paix) que les médias braquent leur projecteurs sur les frères ennemis réconciliés, sur les moments de coopération entre Israéliens et Palestiniens, mais ils rejoignent là le souci

de militants de la coexistence qui en France, mettent côté à côté des juifs et des palestiniens devant des populations nourries de sentiments négatifs pour un autre côté qu'elle ignore. Or, cette découverte d'un autre qui n'est pas inéluctablement hostile contribue, si modestement soit-il, à désamorcer un potentiel de violence. Cela peut être fait sciemment, comme une forme de responsabilité sociale.

Je suis conscient que ceci ne correspond que très partiellement au travail effectif des médias, et que le goût du drame, entrecoupés, de façon sporadiques, par de brefs espoirs de réconciliation aussitôt éteintes, continuera de dominer la couverture de ce conflit – et de beaucoup d'autres. Pourtant, il y a là une direction capitale si nous voulons avancer dans une société où les médias ont quitté un cadre national foncièrement homogène, s'adressent à des publics incertains. Ces médias globaux pour des publics qui doutent d'eux-mêmes et dépendent de plus en plus des médias, ont un rôle qui va très au-delà d'un simple "compte-rendu de faits".

De la critique des médias à la critique de la critique

Notre critique des médias contient déjà la critique de la critique. Ces proisraéliens et proPalestiniens n'ont pas tort de critiquer les médias, abondamment, de rendre cette critique publique, notamment par le biais d'Internet, de bousculer les médias et leurs ombudsmans et médiateurs. Voici les médias, qui laissent trop souvent à leurs publics le sentiment d'être insensibles aux critiques, forcés de répondre. Bien.

Mais ce dialogue est faussé s'il s'en tient à la question du biais, ou pire, de l'objectivité. L'échange se réduit à: "vous n'êtes pas objectif dans ce papier", et la réponse se réduit soit, à une excuse pour une erreur exceptionnel, soit à un refus de la critique qui renvoie, le plus souvent, à la "totalité de la couverture", à "tous les autres papiers" qui compenseraient celui-là.

Les critiques des médias, ces proisraéliens et propalestiniens qui prennent tant à cœur les images, nous les invitons à se retourner sur eux-mêmes, à essayer de se comprendre avant de s'en prendre aux médias. Pourquoi sont ils touchés, à ce point, par l'image d'Israël ou des Palestiniens? Pour les juifs, pour les propalestiniens liés au monde arabe ou musulman, le conflit est devenu affaire d'identité. On se construit en

consommant les médias. D'où une sensibilité au contenu qui dépasse de loin la question d'éventuels manquements à une insaisissable objectivité.

Tous les journalistes n'ignorent pas ce fait. Dans un débat en 2003, le correspondant du *Monde* à Marseille notait: On ne peut pas dire "qu'on rabat le conflit sur les communautés. La question est que les communauté se construisent avec le conflit". Cela veut dire que le conflit transforme la réalité sociale en France et c'est un vrai travail pour le journaliste de ne pas considérer qu'il y a des communautés en soi" Et d'ajouter: "Ce conflit a changé, en mal, les rapports entre les communautés tel qu'il existait à Marseille". (*Entretiens de l'Information*, 2003, p. 126). Mais ce n'est pas un hasard si c'est un journaliste provincial, plus proche du terrain et du public qu'un journaliste parisien, qui est capable de cette appréciation.

"C'est l'antisémite qui fait le juif", disait Jean-Paul Sartre, dans une formule célèbre. On pourrait dire, aujourd'hui: "c'est l'image d'Israël qui fait le juif", ou du moins, le juif contribue à s'y faire, qu'il soit d'ailleurs, comme dans la majorité des cas, proisraélien, ou plus rarement, propalestinien, la consommation quotidienne des informations sur Israël est devenue un enjeu crucial, qu'elle aboutisse à la conclusion "les médias nous trompent" et doivent changer, ou "Israël se trompe" et doit changer.

La chose n'est pas moins vraie du public arabo-musulman. On sait à quel point dans le monde arabe, Israël est devenu un enjeu, notamment après la "catastrophe" de la guerre des Six Jours, véritable catastrophe et traumatisme (largement exploité par les médias et les régimes arabes depuis) dont le monde arabe ne paraît pas s'être remis, et qui, ajouté à quantité de griefs contre l'Occident, paraît être devenue constitutive de l'identité arabe. C'est un argument essentiel dans le dialogue sans merci publié en France sous le titre "Le juif et l'arabe" (Barrada; Sitbon, 2004) entre deux journalistes francophones, l'un français juif d'origine tunisienne, l'autre marocain, amis séparés par la deuxième Intifada. "L'arabe" revendique pour les arabes le souci palestinien. "Le juif" souligne la centralité chez lui du souci d'Israël. Point commun entre les "frères ennemis": se dire arabe, juif, musulman, à travers le souci d'Israël, procède d'une même logique, celle d'un nationalisme diasporique: un nationalisme détaché de la terre, mais profondément relié à la consommation de médias.

Certes, la passion d'Israël et de la Palestine déborde ces publics identitaires. Mais les non-juifs qu'habite le souci d'Israël, les non-arabes (ou non-musulmans) qui brûlent pour la Palestine, ont aussi un point commun. Ils se passionnent pour une grande cause à l'heure où les grandes causes idéologiques sont devenues fragiles. Ils se passionnent pour un autre peuple, lointain, comme pour mieux importer chez eux un combat pour la justice et pour les victimes fondées sur des arguments voisins, moins politiques qu'humanitaires, portées par la fausse cause universelle qui devrait les réconcilier toutes mais les divise aussi sûrement, sinon plus, que les querelles idéologiques: la cause des victimes.

Tout ceci n'exonère pas les médias de leurs responsabilités, bien sûr. Au contraire, cela en crée de nouvelles. Car les médias ne rendent pas compte (même s'ils doivent, certainement, rendre compte), ils mobilisent, quotidiennement. Raison de plus pour nos appels à la prudence du ton, à la diversité presque quotidienne des points de vue, au rapprochement (même artificiel) entre les ennemis. Paradoxe tragique: alors que bien des médias croient qu'avec une fonction de veille ils luttent pour la paix, ils produisent souvent l'inverse, la tension sinon l'exportation du conflit chez les plus mobilisés, sans que la position de la masse du public n'évolue profondément.

SOURCES

Sources orales

Je cite ici mes sources "officielles", les entretiens et débats consacrés à la couverture du conflit. Mais le lecteur aura trouvé dans l'ouvrage des références anonymes: certains journalistes n'ont pas voulu être nommés, notamment ceux interrogés par mes étudiants de l'université.

Entretiens

Anidjar Patrick, 13 décembre 2005, Jérusalem.

Allanic Jean-Claude, Paris, 23 juin 2003, Paris.

Barnavie, Elie, 8 septembre 2003, Tel Aviv.

Ben Simon, Daniel, 30 mai 2003, Tel Aviv.

Blum, Michael, 4 avril 2004, Jérusalem.

Boltanski Christophe, 17 juin 2003, Londres.

Bushinsky, Jay, 25 janvier 2005, Tel Aviv.

Claude, Patrice, 1^{er} mars 2002, Paris.

Clémenceau Francois, 13 janvier 2003, Jérusalem.

Cygielman, Victor, 8 avril 2002, Tel Aviv.

Cypel, Sylvain, 25 février 2004, Paris.

Dor, Isabelle, 5 mars 2003, Jérusalem.

Dupeyron Catherine, 5 mai 2006, Jérusalem.

Enderlin Charles, 12 mai 2003, Jérusalem.

Epelbaum, Didier, 23 juin 2003, Paris.

Frachon Alain, 31 janvier 2003, Paris.

Hauben Laurent, TF1, 7 octobre 2003, Paris.

Lemoine Pierre, AFP, 7 octobre 2003, Paris.

Paris Gilles, 5 juillet 2004, Jérusalem.

Pilhas Jean Marc, 13 février 2004, Jérusalem.

Randall Jonathan, Paris, 7 avril 2005.

Rosenzweig, Luc, 8 juin 2007, Tel Aviv.

Rouleau Eric, 28 août 2003, Hourtin, Gironde.

Sanbar Elias, 12 octobre 2004, Paris.

Schwarzbrod, Alexandra, 7 octobre 2003, Paris.

Sieffert, Denis, 27 février 2004, Paris.

Sorensen, Allan, 12 mai 2003, Jérusalem.

Zeguidour, Slimane, 31 mars 2003, Paris.

Vidal, Dominique, 17 octobre 2003, Paris.

Weill Pierre, 26 juin 2003, Paris.

Weintrater Meir, Paris, 17 mai 2005, Paris.

Débats sur le conflit et sa couverture

Israël, les élections de 1997 et les correspondants de la presse française,
Institut français de Tel Aviv, mai 1997.

Avec Luc de Barochez (AFP), Charles Enderlin (France 2), Victor Cygielman
(*Nouvel Observateur*), Georges Marion (*Le Monde*), Philippe Gélie (*Le Figaro*),
animé par Alexandre de Fay et Jérôme Bourdon.

Le conflit du Proche-Orient et les médias.

Entretiens de l'Information, 24 juin 2002, Radio France, avec Slimane Zeguidour (*La Vie*), Jean-Christophe Ploquin (*La Croix*), Nasser Katane (Radio Beur), Mireille Lemaesquier (France Info), animé par Jean-Marie Charon et Christian Dauriac.
Débat publié. Figure en bibliographie sous la référence : Entretiens de l'information (2003).

Les médias et le conflit du Proche-Orient.

Fondation nationale des sciences politiques, 31 janvier 2003.
Table-ronde du groupe Temps Médias Société, avec Sylvain Cypel (*Le Monde*),
Julien Brunn (TV5), Yoav Tokar (Channel 10, Israel), animé par Jérôme Bourdon.

Le conflit du Proche-Orient et la télévision.

Bibliothèque Nationale de France, 18 février 2002.

Débat organisé par l'Institut National de l'Audiovisuel, entre Denis Sieffert (journaliste), Daniel Dayan (sociologue), animé par Jérôme Bourdon.

Libertés, antisémitisme, médias. Jeudi 21 avril 2005 Vigie Médias Palestine, avec Paris, 21 avril 2005, organisé par Vigie-Médias-Palestine avec Hamid Barrada (TV5), Eric Hazan (éditeur), Pascal Boniface, Daniel Mermet (France Inter), Denis Sieffert (*Politis*).

L'image d'Israël dans les médias français a-t-elle changé depuis 2000?
Université de Tel Aviv, 26 février 2006, avec Gilles Paris (*le Monde*), Patrick Anidjar (AFP), Jérôme Clément (Arte), Jérôme Bourdon (Université de Tel Aviv), animé par Ivan Levi.

SOURCES ECRITES

Aron, Raymond (1968). *De Gaulle, Israël et les Juifs*. Paris: Plon.

Abunimah Ali et Ibish Hussein (2001). The US Media and the New Intifada, pp. 234-256, in R. Crey, *The New Intifada. Resisting Israel's Apartheid*. Londres, New York: Verso, 2001.

Adams, Michael, Mayhew, Christopher (1975) *Publish it not, the Middle East Cover-Up*. Londres: Longman.

Allali, Jean-Pierre (2002). *Les habits neufs de l'antisémitisme: Anatomie d'une angoisse*. Paris Desclée de Brouwer.

Arendt, Hannah (1966). *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*. Paris: Gallimard. (Edition originale en anglais 1963).

Ashuri, Tamar (2003). The Global versus the National. Shared and Cosmopolitan Memories : the Case of co-produced Television Documentaries. Doctorat non publié. Londres : London School of Economics.

Attal, Sylvain (2004). *La Plaie. Enquête sur un nouvel antisémitisme*. Paris: Denoël.

Balibar, Etienne (et al.) (2003). Antisémitisme: insupportable chantage. Israël-Palestine, une affaire française? Paris: La Découverte.

Baram, Daphna (2004). *Disenchantment. The Guardian and Israel*. Londres: Guardian Publications.

Bar-Illan David (1993). *Eye on the media*. Jerusalem: Jerusalem Post.

Barnavi, Elie, et Rosenzweig, Luc (2002). *La France et Israël*. Paris: Perrin.

Barnavie, Elie (2002). *Lettre ouverte aux Juifs de France*. Paris: Stock.

Barrada, Hamid, Sitbon, Guy (2004). *L'Arabe et le Juif, Dialogue de Guerre*. Paris: Plon.

Bishara, Marwan (2003). "Mounting Israelization of American Society", *Palestinian Chronicle*, 5 février

Bishara, Marwan (2001). *Israel Palestine, la Paix ou l'Apartheid*. Paris: La Découverte.

Blanchard, Philippe (2003). Les grands médias français face au conflit israélo-palestinien depuis la second Intifada, *Annuaire français de relations internationales*, Vol IV.

- Boltanski, Luc (1993). *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias, politique*. Paris : Métailié.
- Boniface, Pascal (2003). *Est-il permis de critiquer Israël?* Paris: Robert Laffont.
- Boniface, Pascal et Schemla, Elisabeth (2006). *Halte aux feux*. Paris: Flammarion.
- Borger, Justin (2002). Muted criticism in American newspapers. Scepticism at reports of Jenin bloodbath, *Guardian*, 17 avril.
- Bourdon, Jérôme (2006). Le lieu de la critique. Les médias français et le conflit israélo-palestinien. *Questions de Communication*, 9, 163-180.
- Bourdon, Jérôme(2007). "Qui a tué Mohammed Al Dura?". Ou de la mise en doute électronique d'un fait journalistique. *Hermes*; 47, 89-98.
- Bourdon, Jérôme (2007). Les médias, pp. 507-518 in Dieckhoff (Alain) (dir.). *L'Etat d'Israël*. Paris: Fayard.
- Brauman, Rony, Finkielkraut, Alain et Lévy, Elisabeth (2006). *La discorde : Israël-Palestine, les Juifs, la France*. Paris: Mille et une nuits.
- Carter, Jimmy (2006). *Palestine Peace not Apartheid*. New York: Simon and Schuster.
- Chahal, Nahla et Kodmani, Hala (dir.) (2002). *Avril à Jénine*. La Découverte.
- Chaliand, Gérard (1985). *Terrorismes et guérillas*. Paris: Flammarion.
- Chafets, Zeev (1985). *Double Vision. How the Press Distorts America's View of the Middle East*. New York: Morrow.
- Chaumont, Jean-Pierre (1997). *La concurrence des victimes*. Paris: La Découverte.
- Cohen, Akiba, Adoni, Hannah, Nossek, Hillel (1993). Television News and the Intifada : A Comparative Study of Social Conflict, pp. 116-141 in A.A.Cohen and G.Wolfsfeld, *Framing the Intifada : People and Media*. Norwood : Ablex.
- Cohen, Nick (2007). *What's Left? How Liberals Lost their Way*. Londres: Fourth Estate.
- Coulon, Laurence (2002). Le Monde, le Figaro, Libération, la place et l'image de l'Etat d'Israël, in Observatoire du Monde Juif, *Le conflit israélo-palestinien. Les médias français sont-ils objectifs?* Paris, pp. 103-135.
- Coulon, Laurence (2001). L'image d'Israël dans la presse française de 1947 à 1982, in AA, *Nouveaux visages de l'antisémitisme*. Paris: NM7 éditions.
- Cremonesi, Lorenzo (2000). Bicycles, life cycles and the Intifada, *Haaretz*, 23 Juin.

- Christinson, K. (2000). *Perceptions of Palestine : their influence on US Middle East policy*. Los Angeles : University of California Press.
- Dalloz, Jacques (1993). *La Création de l'Etat d'Israël*, La Documentation française.
- Daniel, Jean (2003). *La Guerre et la Paix, Israël-Palestine (Chroniques 1956-2003)*, Odile Jacob.
- Darwich, Mahmoud (1997). *La Palestine comme métaphore*, Paris: Babel/Sindbad.
- Davis Leonard (1985). *Myths and Facts 1985. A Concise Record of the Arab-Israeli Conflict*. Washington: Near East Report.
- Delmas, Philippe (1995). *Le bel avenir de la guerre*. Paris: Gallimard.
- Deltombe, Thomas (2005). *L'Islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France*. Paris: La Découverte.
- Dershowitz, A. (2003). *The Case for Israel*. New York: John Wiley.
(édition française 2004. *Le Droit d'Israël. Pour une défense équitable*. Paris: Eska).
- Dray, Joss et Sieffert, Denis(2000). *La guerre israélienne de l'information. Désinformation et fausses symétries dans le conflit israélo-palestinien*. Paris : La Découverte.
- El Nawawy, Mohammed (2002). *The Israeli-Egyptian Peace Process in the Reporting of Western Journalists*. London : Ablex.
- El Nawawy, Mohammed, Kelly, James D (2001). Between the government and the press. The Role of Western Correspondents and Government Public Relations in Middle East Coverage. *Press/Politics* 6(3): 90-109.
- Entretiens de l'Information (2003). Hors série des *Cahiers du Journalisme*. Le traitement du conflit au Moyen-Orient, 24 juin 2002 (pp. 70-144).
- Erlinger, Serge (2005). La représentation du conflit israélo-arabe dans les éditoriaux du Monde de 1987 à 2005. Master d'histoire contemporaine, Aix en Provence I.
- Fallow, James (2003). Who shot Mohammed Al Dura, *The Atlantic Monthly*. June. <http://www.theatlantic.com/doc/200306/fallows>.
- Ferenczi, Thomas (1997). Israël et le droit de critique. *Le Monde*, 23 Juin.
- Finkelstein, Norman (1995). *Image and reality of the Israeli-Palestinian conflict*, Londres, New York: Verso.
- Finkelstein, Norman (2001). *L'Industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*. Paris: La Fabrique.
- Finkielkraut, Alain (1983). *La Réprobation d'Israël*. Paris: Denoël, Médiations.

- Finkelkraut, Alain (2004). *Au nom de l'autre. Réflexions sur l'antisémitisme qui vient*. Paris: Gallimard.
- Freedberg, David (1987). *The power of images. Response and Repression*. Chicago : University of Chicago Press.
- Gabizon, Cecilia, Weisz, Johan (2006). *OPA sur les Juifs de France. Enquête sur un exode programmé (2001-2005)*. Paris : Grasset.
- Geyer Georgie Anne (1980). The American Correspondent in the Arab World, in M. C. Hudson and R. G. Wolfe (Eds), *The American Media and the Arabs*, Washington, Center for contemporary Arab Studies, Georgetown University).
- Givet, Jacques (1968). *La Gauche contre Israël*. Paris: Pauvert.
- Givet, Jacques (2003). *Israël ou le génocide inachevé*. Paris: Plon.
- Goldberg, Brett (2003). *A Psalm in Jenin*. Tel Aviv: Modan.
- Goldnadel G.W. et Weill-Raynal, Aude (2003). Les territoires perdus de la justice française, *Observatoire du Monde Juif*, Bulletin 8/9, Novembre.
<http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/omj08-09.pdf>
- Gombrich, Ernst H. (1963). The Cartoonist's Armoury. *Meditations on a Hobby Horse, and Other Essays on the Theory of Art*, pp. 127–142. London. Phaidon.
- Greenberg, Joel (1988). Telling the West Bank Story. A frontline report. *Columbia Journalism Review*, 27/2, pp. 40-42.
- Gresh, Alain (2002). *Israël. Palestine. Vérités sur un conflit*. Fayard.
- Hannerz, Ulf (2004). *Foreign News. Exploring the world of foreign correspondents*. Chicago University Press.
- Hess, Stephen (1996). *International News and Foreign Correspondents*. Washington : Brokings Institution.
- Hourani, Albert (1993). *Une histoire des peuples arabes*. Paris: Seuil.
- Human Rights Watch (1992). Israeli Interrogation Methods Under Fire After Death of Detained Palestinian, March, Vol 4, Issue 6.
<http://www.hrw.org/reports/1992/israel>
- Kalifa Shlomo (2003). *Mes lettres au Monde*. Paris: Editions des Ecrivains.
- Kassir, Samir (1983). La Guerre du Liban et les Médias Français, *Revue d'études palestiniennes*, No 8.
- Kassir, Samir (2004). *Considérations sur le malheur arabe*. Arles: Sinbad-Actes Sud.

- Kapeliouk, Amnon (2004). *Arafat l'irréductible*. Paris: Fayard.
- Kepel, Gilles (2003, 1^{ère} édition 1991). *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*. Paris: Seuil.
- Khalidi, Rashid (2004). *L'identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne*. Paris : La Fabrique.
- Khayat, David, Spire, Antoine (direction) (2005). *France-Israël. Les médias dialoguent*. Latresne (près Bordeaux): Le Bord de l'Eau.
- Koren, Roselyne (1996). *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse*. Paris: L'Harmattan.
- Kotek, Joël et Dan (2003). *Au nom de l'antisionisme: l'image des Juifs et d'Israël dans la caricature depuis la seconde Intifada*. Bruxelles: Complexe.
- Kriegel, Annie (1982). *Israël est-t-il coupable?* Paris: Robert Laffont.
- Kriegel, Annie (1984). *Réflexions sur les questions juives*. Paris: Hachette.
- Kurien, Prema (2004). Multiculturalism, Immigrant Religion, and Diasporic Nationalism: The Development of an American Hinduism, *Socials Problems*, Vol 51, no 3, pp. 362-385.
- Kristeva, Julia (1983). *Pouvoirs de l'horreur*. Paris : Seuil.
- Lamloum, Olfà (2005). Dans le miroir des médias arabes. In Vidal Dominique. *Le mal-être arabe. Enfants de la colonisation*. Marseille: Agone.
- Lapierre, Jean-William (1968). *L'information sur l'Etat d'Israël dans les grands quotidiens français en 1958*. Paris, Editions du Centre national de la recherche scientifique.
- Laurens, Henry (2002). *La question de Palestine, 2 Une mission sacrée de civilisation*. Paris, Fayard.
- Lavie Aviv (2000). Just who are the foreign journalists making their living here? *Haaretz*, 6 novembre.
- Lazar, David (1972). *L'Opinion française et la naissance de l'Etat d'Israël*. Paris: Calmann-Lévy.
- Lederman, Jim (1992). *Battle Lines : The American Media and the Intifada*. New York : Holt.
- Leibovich-Dar, Sara (2002-1). In the eye of the beholder. *Haaretz*, 25 avril.
- Leibovich-Dar, Sara (2002-2). Bitter End. *Haaretz Magazine*, August 23.

Lema, Luis (2003). *Couvrir le désastre*. Genève : Labor et Fides.

Lemieux, Cyril (2000). *Mauvaise presse. Pour une sociologie compréhensive du journalisme et de ses critiques*. Paris: Métailié.

Leuchter, Catherine (2002). Etat des lieux au 31 mai 2002. Qu'avons-nous appris des médias. Observatoire du Monde Juif, *Le Conflit du Proche-Orient. Les médias sont-ils objectifs ?* Paris.
<http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/medias.pdf>

Lewis, Bernard *et al.* (1987). Les universitaires, les medias et le Moyen-Orient. *Revue Etudes Palestiniennes*, no 24, pp. 67-84.

Londres, Albert (1930). *Le Juif errant est arrivé*. Paris, Albin Michel.

Manceaux, Michèle (2003). *Histoire d'un adjectif*. Paris: Stock.

Marsheimer, John & Walt, Stephen (2007). *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*. New York: Farrar, Strauss, and Giroux.

Marty, Eric (2003). *Bref séjour à Jérusalem*. Paris: Gallimard.

Marty, Eric (2007). *Une querelle avec Alain Badiou, philosophe*. Paris: Gallimard.

McAlister, Melanie (2001). *Epic Encounters. Culture, Media and US Interests in the Middle East, 1945-2000*. Los Angeles: University of California Press.

Ménargues, Alain (2004). *Le Mur de Sharon*. Paris: Presses de la Renaissance et Radio France.

Meyrowitz, Joshua (1985). *No Sense of Place. The Impact of Electronic Media on Social Behavior*. New York: Oxford University Press

Nabell, Abraham (1992). Torture, Anyone, Lies of Our Times,
<http://student.cs.ucc.ie/cs1064/jabowen/IPSC/articles/article0004414.html>

Nirenstein, Fiamma (2001). The Journalists and the Palestinians. *Commentary*, New York, Janvier, Vol 111.

Noakes, JoanA., Wilkins, Karin Gwinn (2002). Shifting frames of the Palestinian movement in US news. *Media, Culture and Society* 24, 649-671.

Observatoire du Monde Juif (2000). *Le conflit israélo-palestinien : les médias français sont-ils objectifs ?* Paris.
<http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/medias.pdf>

Offner, Francis (1999) (premier président de la FPA), Rude Threat by Top Bureaucrats Convinces Me Israel Needs Foreign Press Association. Thirty-Two Members in 1957, Now a World Center" (Unpublished paper, FPA, Tel Aviv, 1999).

Palestine-Israel Journal of Politics, Economics and Culture (2003). Vol 10-2. 'Media and the Second Intifada'.

Persico, Joseph E. (1988). *Edward R. Murrow : An American Original*. New York, McGraw-Hill.

Philo, Greg, Barry, Mike (Glasgow University Media Group) (2004). *Bad News from Israel*. London, Pluto Press.

Poliakov, Léon (1969). *De L'antisionisme à l'antisémitisme*. Paris: Calmann-Lévy.

Poliakov, Léon (1983). *De Moscou à Beyrouth, Essai sur la Désinformation*. Paris: Calmann-Lévy.

Poller, Nidra (2005). Myth, fact, and the Al Dura affair. *Commentary*, June.

Reporters sans frontières (2001) (Août). Etude sur 45 cas de journalistes blessés par balles dans les Territoires Occupés depuis Septembre 2000. Paris.
http://www.rsf.org/rsf/html/mo/rapport01/Israel_fr.pdf

Reporters sans frontières (2002). Enquête sur la mort du journaliste palestinien Imad Abu Zahra. Paris.
http://www.rsf.org/article.php3?id_article=3574

Ricchiardi, Sherry (2002). Bullying the Press. *American Journalism Review*, May.
<http://www.ajr.org/Article.asp?id=2517>

Richman, Alvin (1989). The Polls-A Report: American Attitudes toward Israeli-Palestinian Relations in the Wake of the Uprising. *Public Opinion Quarterly*, 53/3, pp. 415-430.

Ross, Susan (2003). Framing of the Palestinian-Israeli conflict in thirteen months of New York Times editorials surrounding the attacks of September 11. *Conflict and Communication Online*, Vol 2, no 2.
http://www.cco.regener-online.de/2003_2/pdf_2003_2/ross_engl.pdf

Rosenzweig, Luc (2005). *Lettre à mes amis propalestiniens*. Paris: Editions la Martinière, collection Doc en stock.

Rouleau, Eric (1984). *Les Palestiniens d'une guerre à l'autre*. Paris: La Découverte/Le Monde.

Sacco, Joe (2001). *Palestine*. Seattle: Fantagraphics Books.

Segev, Tom (1993). *Le septième million, les Israéliens et le Génocide*, Paris, Liana Levy.

Sieffert, Denis (2004). *Israël-Palestine, une passion française, La France dans le miroir du conflit israélo-palestinien*. Paris, La Découverte.

Serfaty, Lynn (1996). Le "massacre de l'esplanade des mosquées", 8 octobre 1990, autopsy d'un événement majeur de l'Intifada. Mémoire de DEA en histoire contemporaine, Université Paris X Nanterre.

Smith, Barbara, (2003). Half a century at the Economist, *The Economist*, 20 décembre.

Sontag, Susan (2003). *Regarding the pain of others*. New York : Farrar, Straus and Giroux.

Taguieff, Pierre-André (2002), *La Nouvelle Judéophobie*, Paris: Mille et Une Nuits.

Trice, R.H. (1979). The American elite press and the Arab-Israeli conflict. *Middle East Journal*, 33 (3), 304-325.

Trigano, Shmuel (2002). Octobre 2000-Octobre 2001. Le repli communautaire dans les médias français, in Observatoire du Monde Juif, *Le Conflit du Proche-Orient. Les médias sont-ils objectifs ?* Paris.
<http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/medias.pdf>

Vidal, Dominique (1998) (avec Joseph Algazy). *Le péché originel d'Israël L'expulsion des Palestiniens revisitée par les « nouveaux historiens » israéliens*. Paris: l'Atelier.

Ternisien, Xavier (2004). *La France des Mosquées*. Paris: 10-18.

Tawil, Raymonda (2001). *Palestine Mon Histoire*. Paris: Seuil.

Weill, Francis (2003). *Lettre à un ami chrétien propalestinien*. Paris: Cosmogone.

Weill, Nicolas (2004). *La République et ses antisémites*. Paris: Grasset.

Weill-Raynal, Clément (2002). L'Agence France-Presse, Le Récit contre les Faits, in Observatoire du Monde Juif, *Le Conflit du Proche-Orient. Les médias sont-ils objectifs ?* Paris.
<http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/medias.pdf>

Weill-Raynal, Guillaume (2005). *Une haine imaginaire? Contre-enquête sur le "nouvel antisémitisme"*. Paris: Armand Colin.

Note pour ceux qui lisent les bibliographies: les frères Weill-Raynal sont deux frères jumeaux d'une même vieille famille juive, que tout oppose désormais et qui ne s'approchent plus guère l'un de l'autre – mais sont ici juxtés en bibliographie.

Weinberg, Henry (1987). *The Myth of the Jew in France 1967-1982*. New York: Mosaic.

Weintrater, Meïr (2002). Jénine, *Le Nouvel Observateur* et la responsabilité des journalistes. *L'Arche* 528, décembre.

Wieseltier Leon (2004). Pas de panique, Hitler est mort, *Commentaire*, no 105, Printemps.